

COMITATO SCIENTIFICO

Alberto Caracciolo (Fondazione Lelio e Lisli Basso), Renato Grispo (Ufficio centrale per i beni archivistici), Charles Pietri (École française de Rome), Michel Vovelle (Commission nationale de recherche historique pour le bicentenaire de la Révolution française).

Paolo Alatri (Università di Perugia), Manuela Albertone (Università di Napoli), Giovanni Assereto (Università di Genova), Haim Burstin (Università di Siena), Carlo Capra (Università di Milano), Paola Carucci (Ufficio centrale per i beni archivistici), Gérard Delille (École française de Rome), Furio Diaz (Scuola normale superiore, Pisa), Luigi Fiorani (Biblioteca apostolica vaticana), Giuseppe Galasso (Università di Napoli), Maria Luisa Garroni (Ministero per i beni culturali e ambientali), Giuseppe Giarrizzo (Università di Catania), Angela Groppi (Fondazione Lelio e Lisli Basso, Roma), Luciano Guerci (Università di Torino), Giuseppe Pansini (Archivio di Stato di Firenze), Francesco Pitocco (Università di Roma - La Sapienza), Anna Maria Rao (Università della Basilicata, Potenza), Daniel Roche (Université de Paris I), † Armando Saitta (Università di Roma - La Sapienza), Mercedes Sala (Fondazione Lelio e Lisli Basso, Roma), Raffaele Santoro (Archivio di Stato di Roma), Pasquale Villani (Università di Napoli), † Angela Vinay (Istituto centrale per il catalogo unico delle biblioteche italiane), Paolo Viola (Scuola normale superiore, Pisa), J. Stuart Woolf (Istituto universitario europeo, Firenze), Lucia Zannino (Fondazione Lelio e Lisli Basso, Roma).

COORDINAMENTO GENERALE

Paola Carucci, Gérard Delille, Angela Groppi

Si ringraziano per i contributi dati alla realizzazione dell'opera:

Commission nationale de recherche historique pour le bicentenaire de la Révolution française
Centre National de la Recherche Scientifique
Centro interdipartimentale per il calcolo scientifico dell'Università di Roma - La Sapienza,
e in particolare la direttrice prof. Mirella Schaerf
Comitato nazionale per le celebrazioni del bicentenario della Rivoluzione francese
Ministero degli affari esteri

PUBBLICAZIONI DEGLI ARCHIVI DI STATO
SUSSIDI 4

Ufficio centrale per i beni archivistici
École française de Rome Fondazione Lelio e Lisli Basso

LA RIVOLUZIONE FRANCESE
(1787-1799)

REPERTORIO DELLE FONTI ARCHIVISTICHE
E DELLE FONTI A STAMPA
CONSERVATE IN ITALIA E NELLA CITTÀ DEL VATICANO

I

Le fonti archivistiche

a cura di

PAOLA CARUCCI e RAFFAELE SANTORO

MINISTERO PER I BENI CULTURALI E AMBIENTALI
UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI

1991

UFFICIO CENTRALE PER I BENI ARCHIVISTICI

DIVISIONE STUDI E PUBBLICAZIONI

Comitato per le pubblicazioni: Renato Grispo, *presidente*, Paola Carucci, Arnaldo D'Addario, Antonio Dentoni Litta, Romualdo Giuffrida, Lucio Lume, Giuseppe Pansini, Claudio Pavone, Luigi Prodocimi, Leopoldo Puncuh, Isabella Zanni Rosiello, Lucia Moro, *segretaria*.

SOMMARIO

<i>Presentazione generale dell'opera</i> , di Michel Vovelle	p. IX
I. LE FONTI ARCHIVISTICHE	
Introduzione, di Paola Carucci e Raffaele Santoro	p. 3
Regno di Sardegna	» 11
Repubblica di Genova	» 35
Stato di Milano	» 53
Repubblica di Venezia	» 77
Impero asburgico	» 141
Ducato di Parma, Piacenza e Guastalla	» 147
Ducato di Modena	» 151
Repubblica di Lucca	» 155
Granducato di Toscana	» 195
Stato della Chiesa	» 221
Regno di Napoli	» 271
Regno di Sicilia	» 303
Tavola riassuntiva dei fondi e delle serie censite	» 307

© 1991 Ministero per i beni culturali e ambientali

Ufficio centrale per i beni archivistici

ISBN 88-7125-033-8

Vendita: Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Libreria dello Stato
Piazza Verdi 10, 00198 Roma

16615-X- Stampato dalla Casa Editrice Felice Le Monnier
con i tipi della S.p.A. Armando Paoletti di Firenze

La publication du répertoire des sources archivistiques et imprimées relatives à la Révolution Française conservées en Italie et à la Cité du Vatican mérite d'être saluée comme une des grandes réalisations érudites et scientifiques suscitées par le bicentenaire du grand événement de 1789 dans le monde entier. L'entreprise pourrait paraître d'entrée ambitieuse, voire démesurée. En France même, faute de moyens et peut-être faute de conviction, l'extraordinaire floraison d'instruments de travail et de recueils de sources et documents auxquels, voici un siècle, la conjoncture du premier centenaire avait donné naissance, n'a pas été réitérée pour le bicentenaire. On dira que nous vivons sur un acquis impressionnant, même si tant de chantiers restent à couvrir. On peut aussi penser que l'attitude de l'historien positiviste, à la fin du siècle dernier, quand le chercheur s'effaçait derrière le document n'est plus la nôtre. Mais c'est par rapport à ces références, proches ou lointaines, que l'originalité de la démarche entreprise par les chercheurs italiens s'impose.

L'entreprise en valait la peine: quel corpus impressionnant, en effet, que cette compilation de sources manuscrites et imprimées qui reflètent l'impact, sans doute unique en Europe, de la Révolution française en Italie, tel qu'il s'inscrit des fonds d'archives aux bibliothèques. La recherche historique italienne, de longue date, mais plus encore aujourd'hui qu'hier, activée sur ce chantier avait besoin de cet état des lieux, de cet instrument de travail.

Encore fallait-il en prendre les moyens et le temps: dès 1983 les premiers contacts ont été pris, dans le cadre d'une coopération bilatérale entre l'École française de Rome, à l'initiative de Gérard Delille, auquel la Commission française de Recherche historique pour le Bicentenaire a été heureuse de prêter son concours, et la Fondation Lelio et Lisli Basso, où Angela Groppi a coordonné et organisé les initiatives, et avec l'Ufficio centrale per i beni archivistici, en la personne de Paola Carucci. Un comité scientifique a été constitué, associant les plus grands spécialistes, pour définir les champs d'investigation et la procédure à suivre. Sur ces bases s'est opérée l'extraordinaire mobilisation de dizaines de chercheurs italiens pour prospecter les fonds des différents états, comme les richesses de 170 bibliothèques à travers tout le pays. On escomptait initialement quelque 1.000 titres: c'est finalement presque 9.000 items, tant en français qu'en italien qui ont été rassemblés, démontrant la fécondité de l'enquête. Et l'on ne peut que se réjouir que la précocité de l'entreprise ait permis de mener à bien pour la fin de 1989 l'achèvement de la recherche. Tel qu'il se présente aujourd'hui, cet instrument de travail a été conçu pour répondre aux curiosités des chercheurs contemporains: un premier tome recense les sources archivistiques, parmi lesquelles les correspondances diplomatiques

trouvent une place essentielle, les quatre suivants recensent les pièces imprimées, suivant un ordre alphabétique avec le renvoi aux différentes bibliothèques où elles se rencontrent: c'est là que l'on appréciera la richesse des diverses formes de publications — ouvrages, brochures, pamphlets, périodiques — qui attestent l'intensité des échanges entre l'Italie et la France révolutionnaire, comme la vigueur de la réaction de la péninsule (dans un sens ou dans l'autre) aux événements. Enfin un remarquable index permet de s'orienter aisément à travers ces apports biographiques, ou thématiques.

On sent la différence entre une telle réalisation et l'érudition des recueils documentaires d'il y a un siècle — dont il n'est point question de médire! C'est bien comme un instrument de recherche que se présente ce répertoire, visant à répondre aux questions les plus actuelles de l'historiographie. Ce corpus est susceptible d'une exploitation à trois niveaux au moins: il introduit à la consultation des archives manuscrites par les chercheurs internationaux, il leur dévoile les richesses des publications italiennes, en même temps qu'il met à portée, sur place, des chercheurs italiens des sources historiques d'une richesse insoupçonnée. Mais aussi une exploitation au second degré se dessine à travers l'étude de diffusion et de réception de l'imprimé qui se trouve rendue possible. Une géographie différentielle se dessine, en même temps qu'une typologie des réactions dans les différents pays, dans les différents milieux. Sous une forme déjà élaborée, s'ouvrent des pistes de recherches nouvelles, et d'approfondissement dans le cadre d'une histoire non seulement politique mais culturelle.

On doit savoir gré à Renato Grispo, directeur général des Archives d'État d'Italie, d'avoir non seulement soutenu cette recherche mais aussi assuré la publication de ces volumes, qui entreront dans la bibliothèque fondamentale de référence de tous les chercheurs internationaux. L'intérêt manifesté par l'État italien fait écho à la mobilisation et à l'enthousiasme des chercheurs: ce qui place l'Italie au premier rang des pays qui ont eu à cœur d'apporter à la Célébration du bicentenaire de la Révolution française une contribution distinguée. En tant que chercheur français, et si peu que ce soit, responsable de la coordination scientifique des activités de recherche françaises autour du bicentenaire, je tiens à apporter l'expression de ma gratitude et de mon admiration à l'égard d'une publication, initiée sur les bases d'une coopération fraternelle et menée à bien avec un tel bonheur par les chercheurs italiens.

MICHEL VOVELLE

Directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution
Président de la Commission de recherche historique pour le bicentenaire

I

LE FONTI ARCHIVISTICHE

1. *Obiettivi e limiti della ricerca.** — La realizzazione di un repertorio delle fonti archivistiche italiane relative agli avvenimenti della Rivoluzione francese ha presentato notevoli difficoltà, alcune delle quali proprie di questo tipo di lavori, altre invece inerenti agli specifici caratteri dell'argomento esaminato. È stato necessario innanzitutto delimitare, con sufficiente approssimazione, l'ambito di interesse del repertorio, e di conseguenza il tipo di documentazione censita, nella consapevolezza che, in mancanza di chiari presupposti storiografici ed archivistici, ogni censimento di fonti rischia di trasformarsi in un accumulo disorganico di informazioni, difficile da utilizzarsi per la vastità e frammentarietà, ma soprattutto privo di una logica interna e di un adeguato rigore sistematico.

Un repertorio di fonti archivistiche che pretenda di censire tutto quello che si trova in un archivio su un dato argomento si rivelerebbe in ogni caso lacunoso e parziale per l'infinita ricchezza di interrelazioni fra le informazioni contenute nei documenti e per le prospettive storiografiche che mutano con l'affinarsi e l'ampliarsi delle tecniche di indagine. Se il repertorio si propone invece l'obiettivo più modesto ma più realistico di effettuare in maniera sistematica lo spoglio di alcuni fondi in relazione a un tema preciso, indicando nel contempo i criteri seguiti, può rappresentare un utile approccio alle fonti, consentendo al ricercatore di trovare da solo nuove linee di indagine.

Per il presente repertorio, dunque, il primo problema affrontato è stato quello di stabilire l'ambito cronologico all'interno del quale condurre il censimento. La scelta del termine iniziale, 1787, ha inteso privilegiare una conoscenza della società francese a partire dalle premesse degli avvenimenti rivoluzionari, quali la crisi finanziaria e lo stato di conflitto tra i ceti privilegiati e le nascenti aspirazioni del ceto borghese nei due anni precedenti la convocazione degli Stati generali. Si è voluto perciò vedere come gli Stati italiani abbiano recepito le tensioni della società francese, che in un primo momento potevano apparire non dissimili da quelle coeve o passate proprie di altri paesi, avvertendo solo gradualmente la novità degli avvenimenti.

Per la scelta del termine conclusivo del censimento, 1799, è parso opportuno includere anche il periodo della campagna d'Italia, che nella penisola produce mutamenti politico-istituzionali con la formazione delle repubbliche già-

* Il paragrafo *Obiettivi e limiti della ricerca* è di R. Santoro, cui si deve il coordinamento delle notizie storiche, quello sui *Criteri generali* è di Paola Carucci, cui si deve la cura redazionale del volume.

cobine e in Francia può ancora essere visto sotto l'impronta della Rivoluzione, che solo con il colpo di stato del 18 brumaio può dirsi veramente conclusa. Per quanto riguarda invece l'oggetto del censimento, occorre dire che obiettivo principale di questo lavoro è stato quello di porre l'attenzione sugli avvenimenti interni francesi come venivano percepiti dagli Stati di *ancien régime* e poi dalle amministrazioni provvisorie delle repubbliche italiane, privilegiando l'angolo visuale degli organi ufficiali che gestivano la politica estera. Dunque analisi dei rapporti politico-diplomatici tra gli Stati italiani e la Francia rivoluzionaria, ma in questa particolare prospettiva.

Restano pertanto sullo sfondo le diverse reazioni sulla politica interna dei singoli Stati, che andavano dal timore di un'estensione della rivoluzione anche entro i limiti dei rispettivi confini, alla volontà di non provocare incidenti diplomatici con la Francia o con altre potenze europee, così come non sono prese esplicitamente in considerazione la nascita delle municipalità né i nuovi ordinamenti introdotti con le repubbliche giacobine.

Non sono stati censiti quindi gli innumerevoli bandi, editti, rescritti volti ad impedire, laddove ci furono, congiure o cospirazioni contro l'ordine costituito ispirate alle idee francesi, né, al contrario, le reazioni popolari che qua e là si rivolsero contro le idee provenienti d'oltralpe ed i loro veri o presunti rappresentanti. Così, ad esempio sfugge a questa rilevazione, l'episodio dell'uccisione a Roma dell'inviato francese Hugo De Bassville, avvenuta nel gennaio del 1793, che contribuì in modo determinante alla definitiva rottura tra lo Stato della Chiesa e la Francia.

È ovvio che in linea di principio una distinzione rigorosa tra gli avvenimenti interni della Rivoluzione francese e le loro ripercussioni sulla politica degli Stati europei è molto difficoltosa se non addirittura improponibile.

La tentata invasione francese della Sardegna del 1793 è certamente inquadrabile all'interno di un tradizionale conflitto fra Stati, né le operazioni militari si discostano molto da quelle di campagne di anni precedenti, però l'atteggiamento dei comandanti francesi, le loro decisioni, ma anche la nuova politica e la nuova cultura alla base di esse, fanno certamente parte del clima politico generato dalla Rivoluzione. Anche le proiezioni militari esterne quindi sono avvenimenti della Rivoluzione francese, e come tali forniscono indicazioni non facilmente sostituibili.

Il problema si fa più complesso per il triennio giacobino, momento in cui la Francia proietta all'esterno la nuova forza di cui dispone, frutto della Rivoluzione, e trasferisce sulla scena europea divisioni e tensioni nate al suo interno, dal momento che in questi anni la Rivoluzione diventa tutt'uno con la politica espansionistica della Francia.

Ed è evidente che le trattative intavolate da Napoleone con l'Austria e con gli Stati italiani rimasti in piedi, non tenendo conto delle intenzioni del Direttorio e con l'occhio molto attento al rapporto di forze instauratosi a Parigi sono un momento centrale della evoluzione della società francese, che dopo Termidoro, attraverso profonde convulsioni interne, sfocia nella dittatura napoleonica. Per capire quegli esiti possono essere altrettanto importanti i trattati di pace con gli Stati satelliti, e le trattative che li precedettero, quanto le

agitazioni contro il carovita a Parigi e la dialettica politica interna al Direttorio. Pure urgeva fare una scelta, per dare al repertorio una coesione interna. Si è tenuto conto che per il periodo giacobino la documentazione, cospicua per alcuni Stati e frammentaria per altri, è disseminata in una pluralità di fondi e serie archivistiche, e una ricognizione puntuale sarebbe stata impresa di lungo momento e con risultati comunque approssimativi senza un piano organico di riordinamento e inventariazione. Di tale documentazione peraltro, quella ufficiale, tra cui i trattati di pace, è in generale ampiamente conosciuta e pubblicata, e vasti studi esistono sui rapporti tra le nascenti repubbliche italiane e gli occupanti francesi. Ci è parso dunque opportuno censire, nei limiti degli obiettivi proposti, le serie diplomatiche prodotte dalle amministrazioni provvisorie delle repubbliche italiane, che non volevano rinunciare a svolgere una propria politica estera, pur consapevoli del pesante condizionamento imposto dall'occupante francese. Molte di queste nuove entità statali accreditarono a Parigi propri rappresentanti diplomatici, i quali non mancarono di riferire sugli sviluppi della situazione francese. Laddove non esista documentazione rimane sempre opportuno consultare in questo repertorio le introduzioni ai singoli Archivi di Stato, utili per la conoscenza degli assetti istituzionali delle repubbliche giacobine e degli strumenti della loro politica internazionale. Appare chiaro che potenzialmente documenti relativi agli avvenimenti della Rivoluzione francese si trovano in numerosi fondi archivistici.

Così ad esempio fra le carte di una congregazione religiosa possono trovarsi elenchi di nomi di ecclesiastici francesi emigrati per sfuggire alla Rivoluzione, e in possesso di notizie di prima mano sullo svolgersi degli avvenimenti.

In ambiti completamente diversi, può essere altrettanto stimolante la ricerca archivistica in carte di magistrature preposte alla vita economica dei diversi Stati italiani, dalle quali possono risultare contatti con emissari francesi alla ricerca di nuovi mercati di approvvigionamento e di sbocco, premuti dalla necessità di far fronte all'eccezionale congiuntura economica imposta dalla Rivoluzione.

Ugualmente ricca può presentarsi la ricerca negli archivi notarili per la presenza eventuale di contratti fra persone e gruppi francesi e italiani in merito ad acquisti di derrate, trasferimenti di proprietà, testamenti anche in conseguenza dell'emigrazione politica.

Ma, nell'intento di rispettare un criterio di organicità per focalizzare l'angolo visuale degli organi ufficiali che gestivano la politica estera degli Stati italiani, si è privilegiata una sistematica lettura delle fonti diplomatiche.

Si tratta di un punto di osservazione certamente parziale che però riflette con continuità, pur nei mutamenti istituzionali, la percezione che le classi dirigenti italiane ebbero dei nuovi avvenimenti e degli strumenti politico-culturali con i quali si posero nei loro confronti.

Fatta salva l'organicità della documentazione di natura diplomatica però, si è voluto dar conto, laddove fosse presente in serie riconoscibili, del problema dell'emigrazione francese, che fu uno dei primi motivi di attrito degli Stati italiani con la Francia, e rappresenta un'importante chiave per capire gli sviluppi della situazione francese. Pressoché tutti gli Stati italiani emanarono

editti e bandi sul trattamento da riservare agli emigrati, e fra le carte degli organi preposti all'ordine pubblico si trovano frequentemente elenchi degli emigrati riparati nello Stato. Nel caso di Roma ad esempio presso l'Archivio segreto vaticano esiste un intero fondo dedicato all'emigrazione francese, mentre nell'Archivio di Stato di Roma esiste un elenco di francesi espulsi da Caterina II, pervenuto certamente per via diplomatica. Analoghe situazioni possono riscontrarsi in diversi altri Archivi italiani.

In ogni caso per le carte relative agli emigrati si tratta solo di un sondaggio iniziale sufficiente tuttavia a dare un'idea delle dimensioni del fenomeno e delle fonti che lo documentano.

Un altro tipo di documentazione che si è ritenuto in questa fase di non poter trascurare è quello degli archivi privati conservati negli Archivi di Stato. In questo caso non si tratta di un censimento sistematico che per essere significativo avrebbe dovuto essere esteso agli archivi di famiglie, di enti e di altre istituzioni vigilati dalle Soprintendenze archivistiche, ma solo di un sondaggio strettamente dipendente dallo stato di ordinamento dei fondi, spesso carente, conservati negli Archivi di Stato. Mentre, come è noto, nuclei rilevanti di documenti si trovano non solo in archivi vigilati, ma anche in sedi improprie, quali le biblioteche.

Un'indagine mirata, di largo respiro, presso queste ultime potrebbe dare risultati davvero significativi, soprattutto ove si tenga conto della varietà e diversificazione delle presenze documentarie, che possono andare appunto da archivi privati ad archivi di enti ed istituzioni pubbliche fino anche a documentazione proveniente da organi e uffici statali.

Anche in questo caso si è voluto fornire solo un saggio delle possibilità di ricerca, con il censimento dei documenti conservati presso la Biblioteca civica di Trieste. Né d'altra parte questa indicazione è apparsa stridente con l'organizzazione complessiva del repertorio, ove si tenga presente la natura quasi esclusivamente diplomatica di detta documentazione, costituita dalla corrispondenza del console di Francia a Trieste, città di cui è nota la rilevanza quale sbocco strategico dell'Impero asburgico sul Mediterraneo.

È stata dunque privilegiata la chiave di lettura rappresentata dalla percezione che le cancellerie degli Stati italiani ebbero degli avvenimenti francesi, filtrata dalle esigenze della propria politica interna ed estera. Le reazioni italiane agli avvenimenti francesi ebbero naturalmente caratteri diversi essendo condizionate dalla posizione dei singoli Stati nel concerto delle nazioni europee e dai rispettivi problemi interni; ne consegue una diversità delle relazioni diplomatiche con la Francia che si riflette significativamente sulle fonti documentarie, permettendone una lettura finalizzata anche allo studio della politica interna ed estera.

Vediamo quindi come il problema della difesa militare, effetto del possibile expansionismo della Francia, fosse fin dal primo momento presente nel Piemonte di Vittorio Amedeo III, l'unico Stato italiano che aderì immediatamente alla coalizione antifrancesa austro-prussiana del 1792. L'anno seguente, con il più deciso impegno nella guerra dell'Inghilterra, aderirono alla coalizione i due Stati italiani che rientravano nella sua orbita, vale a dire il granducato

di Toscana e il regno di Napoli, che si impegnarono però in misura diversa nelle operazioni militari. Gli altri Stati della penisola mantennero un atteggiamento di attesa, dai ducati tenuti nella più stretta immobilità, alle repubbliche di Genova e Venezia, che conservarono relazioni diplomatiche normali con la Francia, anzi cercarono di inserirsi nella nuova congiuntura economica europea offrendo la propria consolidata struttura finanziaria e commerciale. Lo Stato della Chiesa invece fu impegnato fin dai primi mesi rivoluzionari nel duro confronto sui privilegi del clero francese, culminato prima nel decreto di soppressione delle decime e delle annate del 2 novembre 1789 e poi nella costituzione civile del clero del 12 luglio 1790. Tuttavia, per quanto aspro, il dissidio non fu sufficiente a provocare una rottura politica fra lo Stato pontificio e la Francia, e non si ebbe mai, fino all'arrivo di Napoleone, uno stato ufficiale di guerra fra i due paesi.

L'arrivo di Napoleone, accolto in un primo momento con simpatia dai giacobini italiani, e la costituzione delle repubbliche mutarono radicalmente la situazione, facendo ormai la politica interna francese un tutt'uno con quella espansionistica. Come si è accennato l'ordinamento assunto dagli Stati italiani nell'ultimo scorcio del XVIII secolo consente un'analisi sistematica degli eventi, risultando nella quasi totalità dotati degli strumenti propri della politica diplomatica; avevano aperto infatti propri uffici diplomatici nei principali paesi europei, che corrispondevano con gli organismi centrali in patria ed accoglievano presso di sé gli agenti diplomatici stranieri. Fanno eccezione in questo panorama i ducati, che non avevano in realtà la possibilità di svolgere una politica autonoma, e mantenevano solo agenti occasionali nelle più importanti città europee.

L'indagine del presente repertorio si è rivolta dunque con caratteri di omogeneità alle carte provenienti dagli agenti diplomatici a Parigi, che possono consentire una rilevazione immediata dello svolgersi degli avvenimenti, ma non si è mancato di segnalare la rilevanza che possono avere le carte di ambasciate presenti nelle altre capitali europee, da cui pervenivano notizie anche riservate sulla Francia. Laddove lo ha consentito lo stato di ordinamento della documentazione, ne sono state dunque indicate le segnature archivistiche, lasciando ad ulteriori indagini le puntualizzazioni di contenuto.

Preziosa documentazione forniscono inoltre, quando sono presenti, gli archivi degli ambasciatori francesi accreditati presso i diversi Stati. Si veda il caso di Roma, con le carte del de Bernis, ambasciatore fino alla fine del 1789, oppure Venezia con la serie Esposizioni principi.

Altrettanto interessanti, se pur su un diverso piano, sono poi le carte dei consoli degli Stati italiani nei porti francesi e, dove esistono, dei consoli francesi in Italia.

L'istituzione consolare, come è noto, viveva nel XVIII secolo un momento di stasi prolungata per la sempre più decisa rivendicazione da parte di ogni Stato della giurisdizione sul proprio territorio, anche nei riguardi dei sudditi stranieri. A partire dagli anni rivoluzionari, e più decisamente nel XIX secolo, i consoli assunsero un ruolo più marcato in seguito all'ampliamento e alla specializzazione del commercio internazionale, quando ogni Stato ebbe biso-

gno di punti di osservazione commerciali in piazze straniere situate in zone economicamente e politicamente strategiche. La posizione dei consoli, nei principali porti dei paesi esteri, ne faceva allora uno strumento privilegiato di conoscenza delle società che li accoglievano, ed in tal senso si è inteso censire in questo repertorio la documentazione relativa alla loro attività.

Se dunque è prevalente, per i motivi indicati, la descrizione di fonti diplomatiche, conservate ovviamente negli Archivi di Stato con sede nelle ex-capitali, si è dato spazio anche a fonti consolari o di altra natura, quali ad esempio quelle prodotte da organismi preposti al controllo sanitario dei porti, oppure archivi privati o nuclei di carte connesse al problema dell'emigrazione, conservate in Archivi di Stato con sede in città diverse dalla capitale.

2. *Criteri generali.* — L'obiettivo prioritario della ricerca è dunque la segnalazione di documenti relativi agli avvenimenti francesi dal 1787 al 1799. In relazione alle fonti italiane il 1796 segna l'avvio di un processo di mutamenti politici e istituzionali che in misura diversa toccano tutti gli Stati della penisola. Dall'armistizio di Cherasco imposto da Napoleone Bonaparte al re di Sardegna, Vittorio Amedeo III, alla caduta della Repubblica partenopea nel giugno 1799, ogni Stato subisce o forti limitazioni alla propria autonomia o trasformazioni radicali quali la formazione della Repubblica cispadana e poi della Repubblica cisalpina, la fine dell'indipendenza di Venezia, ceduta all'Austria, e di Genova sostituita dalla Repubblica ligure e, infine, la formazione della Repubblica romana e della Repubblica partenopea. Di fatto le fonti documentarie di questo triennio, al pari di quelle relative alle innovazioni politiche e territoriali dell'età napoleonica, sono spesso frammiste a quelle dell'*ancien régime* e a quelle della Restaurazione. Era pertanto rilevante distinguere i nuclei di documenti degli antichi Stati e individuare quelli delle nuove repubbliche che avevano un agente diplomatico in Francia almeno per quanto concerne la corrispondenza dei residenti in Francia con i rispettivi governi.

Si è proceduto a una descrizione dettagliata delle fonti diplomatiche e dei residenti all'estero, anche se confluite in archivi privati o in miscellanee e, in casi particolari — secondo criteri evidenziati nelle singole voci — a una descrizione più sommaria di archivi privati e di magistrature statali che, da un sondaggio più o meno approfondito, hanno rivelato la presenza di documenti di interesse francese.

Ai sensi di una circolare dell'Ufficio centrale per i beni archivistici diretta agli Archivi di Stato il repertorio risulta articolato sulla base degli Stati esistenti in Italia al momento dell'inizio della Rivoluzione francese. Per ogni Stato sono fornite brevi notizie sull'evoluzione politico-istituzionale nel periodo considerato. All'interno di ogni Stato vengono descritte le fonti conservate nell'Archivio di Stato della rispettiva capitale cui segue, quando sia stata segnalata documentazione, la descrizione delle fonti conservate negli Archivi di Stato con sede in altre città. Unica eccezione la segnalazione per il territorio di Trieste, che faceva parte dell'Impero asburgico (formalmente ancora denominato Sacro romano impero), di fondi conservati nella Biblioteca civica. Per lo Stato della Chiesa sono state descritte sia le fonti conservate nel-

l'Archivio segreto vaticano sia quelle conservate nell'Archivio di Stato di Roma. È stato chiesto a ogni Archivio di Stato un quadro generale, anche se sintetico, delle fonti relative al periodo in esame e del relativo stato di ordinamento e di inventariazione.

La descrizione dei fondi, delle serie ed eventuali sottoserie, con l'indicazione delle rispettive date e consistenze riflette l'articolazione della *Guida generale degli Archivi di Stato italiani*, cui si rinvia per ulteriori informazioni. Il livello di analiticità nelle descrizioni delle singole unità varia a seconda della struttura del fondo e della presenza di adeguati strumenti di ricerca.

In molti casi tuttavia è stato effettuato uno spoglio, completo o a campione, anche quando non esistevano strumenti di ricerca o erano insufficienti. Di massima l'unità descritta è il fascicolo. Nel caso di unità non articolate in fascicoli — buste e filze, volumi o registri — si è proceduto alla descrizione di singoli documenti o di gruppi di documenti affini per contenuto o per tipologia o, infine, a indicazioni di carattere generale. La bibliografia si riferisce esclusivamente a opere specificamente inerenti ai fondi descritti, a guide e inventari, a edizioni di fonti.

Non si è proceduto a un sondaggio sistematico sugli archivi privati conservati in sedi diverse dagli Archivi di Stato dal momento che, quasi contemporaneamente al presente repertorio, era stato avviato dall'Ufficio centrale per i beni archivistici un censimento degli archivi privati vigilati. Si sarebbe corso il rischio di fornire informazioni troppo parziali e lacunose, smentite in tempi brevi dai risultati dell'indagine successiva, i cui risultati verranno presto pubblicati. La situazione estremamente varia della struttura dei fondi censiti, degli strumenti di ricerca esistenti e il differente livello di analiticità adottato dai curatori ha posto numerosi problemi per la presentazione organica e uniforme delle informazioni che si spera di aver risolto favorendo la chiarezza, nel rispetto della individualità storicamente determinata di ogni fondo.

REGNO DI SARDEGNA

L'introduzione generale è di Marco Carassi (m.c.), cui si deve anche la voce Archivio di Stato di Torino.

La voce Archivio di Stato di Cagliari è stata curata da Carlo Pillai (c.p.), salvo la serie seconda della Segreteria di Stato e di guerra, curata da Giovanna Antonia Deidda (g.a.d.).

La rivoluzione dell'89 a Parigi coglie lo Stato sabauda in una difficile fase della sua storia politico-istituzionale.

La struttura delle amministrazioni centrali e periferiche è quella risultante dalle grandi riforme dell'età di Vittorio Amedeo II e Carlo Emanuele III. La politica è quella di un prudente riformismo alimentato dal richiamo al potere, da parte di Vittorio Amedeo III, di una élite di tecnocrati e di nobili illuminati dopo un periodo di predominio della parte più antica e retriva della nobiltà. L'onda del fenomeno rivoluzionario d'oltralpe provoca quindi, nel suo impatto con il regno di Sardegna, un duplice ordine di conseguenze. Da un lato si dà luogo alla registrazione di una immagine dello sconvolgimento politico francese che ci giunge filtrata dagli strumenti conoscitivi di cui lo Stato sabauda disponeva ed è riflessa nella documentazione diplomatica descritta nella presente guida. D'altro lato la rivoluzione di Francia provoca profonde conseguenze politiche interne al regno sardo con il rapido inaridimento del riformismo sabauda e lo scatenarsi di un confronto paralizzante tra le due possibili linee dell'adattamento prudente alla nuova realtà e dello scontro politico-militare. Lo studio delle conseguenze interne richiede il ricorso ad altre fonti archivistiche, che non sono oggetto della presente pubblicazione ¹.

Tuttavia i due aspetti, l'esterno (formazione in Piemonte di una immagine della rivoluzione francese) e l'interno (modifiche indotte dalla rivoluzione sulle strutture istituzionali e sulla politica interna sabauda), sono inestricabilmente connessi.

Gli stessi dispacci diplomatici qui di seguito segnalati riflettono al tempo stesso la percezione che degli eventi francesi avevano i funzionari sabaudi e i tentativi da essi posti in essere per influenzare il proprio governo nel far fronte con minore o maggiore flessibilità o durezza all'emergenza. E sul fronte della durezza si trovano schierati, specie dopo che in Francia si è proclamata la repubblica, proprio i riformisti.

Tra il 1789 e il 1792 nello Stato sabauda continua una cauta opera di smantellamento del sistema di diritti feudali (iniziata con l'editto 19 dicembre 1771), di acquisizione al demanio e vendita di beni ecclesiastici di riorganizzazione funzionale delle strutture amministrative. Dall'invasione francese della Savoia e della contea di Nizza (1792), il regno di Sardegna è in guerra con la Francia. Lo sforzo bellico è reso più difficile dalla crisi economica e dal serpeggiare delle rivolte contadine, nonché dalla presenza in Piemonte degli emigrati fran-

¹ Sono descritte in *Fonti dell'Archivio Nazionale di Parigi per la storia istituzionale del Piemonte. 1798-1814*, a cura di I. MASSABÒ RICCI e M. CARASSI, Torino 1990, aggiornamento della guida di Baldo Peroni *Fonti per la storia d'Italia dal 1789 al 1815 nell'Archivio Nazionale di Parigi*, Roma, Reale Accademia d'Italia, 1936.

cesi. Malgrado l'aiuto austriaco, la «guerra delle Alpi» si conclude nel 1796 con la sconfitta sabauda e lo stabilimento di guarnigioni francesi in alcune fortezze piemontesi.

Pur rimanendo quindi formalmente nella pienezza dei poteri, l'amministrazione sabauda è di fatto indebolita nel «triennio giacobino» (1796-1798). Poiché le sommosse popolari dovute al caro-vita e le cospirazioni di piccoli gruppi di patrioti filo-repubblicani non si saldano mai in una minaccia coerente alla stabilità dello Stato, il crollo di questo è determinato infine da una decisione politica francese. L'occupazione militare completa del Piemonte, effettuata nel dicembre 1798, comporta l'esilio del re e la creazione di un governo provvisorio composto in piccola parte di «giacobini» piemontesi ma soprattutto di ex funzionari sabaudi. Tale governo repubblicano concepisce il proprio ruolo con velleità di indipendenza non apprezzate dal Direttorio di Parigi, che provvede infatti a sostituirlo con un commissario francese e poi via via con altre forme di amministrazione progressivamente più vicine al modello francese, finché nel settembre 1802 il Piemonte è anche formalmente annesso alla Francia.

ARCHIVIO DI STATO DI TORINO

Le fonti diplomatiche sabaude utili per lo studio della Rivoluzione francese, conservate oggi nell'Archivio di Stato di Torino, fanno parte del complesso di fondi che va sotto il nome di Archivio di Corte.

ARCHIVIO DI CORTE

Riordinato a più riprese nel corso del secolo XVIII secondo criteri per materia, ripresi e continuati, salvo alcune modifiche, nel riordinamento ottocentesco attuato da Giuseppe Fea, l'Archivio di Corte risulta così ripartito: Materie politiche per rapporto all'interno, Materie politiche per rapporto all'estero, Materie ecclesiastiche, Materie giuridiche, Materie economiche, Materie militari e, infine, Paesi (settore relativo ai territori sotto il dominio dello Stato sabauda).

Ai fini della presente ricerca i settori più rilevanti sono Materie politiche per rapporto all'estero e Materie politiche per rapporto all'interno: la documentazione in essi compresa riflette le funzioni svolte rispettivamente dalle due Segreterie di Stato, i cui ruoli avevano di fatto aree di intersezione.

MATERIE POLITICHE PER RAPPORTO ALL'ESTERO

Lettere ministri, mazzi 2.092 (1490-1860). Inventari dei secc. XIX e XX.

Il fondo comprende i dispacci di ambasciatori, inviati e agenti sardi all'estero, e i minutarî delle lettere a loro indirizzate dal re e dal segretario di Stato per gli affari esteri.

Francia 1490-1859, mazzi 445

mazzo 234

1787-1789

fasc. 1. Lettere dell'agente Viollet in Lione al ministro degli esteri sardo de Hauteville (2 gen. 1787-30 dic. 1789), cc. 119.

Le lettere si limitano per lo più a dar conto della trasmissione di pacchi e dispacci altrui da e per Francia, Inghilterra e Olanda; riferiscono altresì sul passaggio a Lione di diplomatici e personaggi della corte sabauda.

fasc. 2. Lettere al re e al ministro degli esteri sardo da parte dell'ambasciatore a Parigi conte di Scarnafigi, (1 gen.-19 apr. 1788) e del suo successore padre Mottura (22 apr.-17 giu. 1788), cc. 306.

Le lettere del primo contengono notizie principalmente concernenti lo stato di salute di personaggi di sangue reale e le trattative diplomatiche in corso in Europa, per stabilire alleanze, autorizzare o impedire lo spostamento di flotte, e simili problemi di geopolitica.

Le lettere del secondo aggiungono talvolta, alle precedenti, informazioni sulla crisi politica che va aggravandosi nel corso del 1788. Il Mottura dedica particolare attenzione agli aspetti giuridico-istituzionali dei conflitti in corso: le riunioni abusive del parlamento di Parigi dopo lo scioglimento da parte del re, i rifiuti di registrare gli editti reali da parte del tribunale di Parigi e dei parlamenti provinciali, le proteste del parlamento di Bretagna fondate sulla rivendicazione dei diritti e privilegi riconosciuti dalla corona in occasione della dedizione della provincia al regno di Francia. D'altronde il problema delle resistenze agli impulsi riformatori del governo centrale è tema ben presente nella storia sabauda e ciò spiega l'attenzione dell'inviato sardo.

fasc. 3. Registro copialettere del re e del ministro degli esteri all'ambasciatore sardo a Parigi (3 gen.-29 dic. 1787), cc. 190.

mazzo 235

1788-1789

fasc. 1. Lettere del marchese de Cordon e del padre Mottura al re e al ministro (18 giu. 1788-28 dic. 1789).

Si tratta di 275 lettere numerate da n. 2 al n. 276.

L'attenzione dell'ambasciatore, pur essendo inizialmente concentrata in prevalenza sui tradizionali problemi di politica estera che sono oggetto privilegiato nei dispacci diretti al re, si orienta anche con crescente inquietudine sugli sviluppi della politica interna, soprattutto nelle lettere dirette al ministro.

L'ambasciatore riferisce scrupolosamente lo svolgersi degli avvenimenti, anche basandosi su fonti a stampa — giornali e opuscoli — ma selezionando tra di esse quelle più affidabili che dice di allegare ai suoi dispacci (tali allegati non sono stati conservati). Rari sono i casi di un esplicito giudizio personale. Viene ad esempio ritenuto pericoloso per le sue possibili conseguenze l'arresto di quattro rappresentanti della nobiltà bretone poi rinchiusi alla Bastiglia (lettera 18 luglio 1788). L'annuncio della convocazione degli Stati Generali poco dopo il rifiuto dei ministri di rinunciare alle innovazioni che hanno causato i torbidi è considerato il sintomo di una inoppor-

tuna alternanza di atti di fermezza e di compromesso (lettere 28 luglio e 11 agosto 1788). Un giudizio implicito emerge tuttavia là dove, ad esempio, si sottolinea l'incertezza della corte nel reagire all'autocostituzione del terzo stato in Assemblea nazionale (lettera 22 giugno 1789) o laddove si evidenzia la rottura del fronte conservatore con la decisione del basso clero, guidato dagli arcivescovi di Vienne e Bordeaux, e di cinquanta nobili, guidati dal duca d'Orléans, di riunirsi al terzo stato (lettera 26 giugno 1789); o ancora laddove si individua nella paura il vero motivo dell'ordine dato dal re a tutti i rappresentanti dei primi due stati di riunirsi al terzo e della concessione della grazia ai soldati della Guardia arrestati per insubordinazione (lettere 29 giugno e 3 luglio 1789). Considerazioni di puro realismo politico inducono talvolta l'ambasciatore persino a valutare positivamente attività illegali come la costituzione di una milizia borghese con le armi sottratte alla Bastiglia e agli «Invalides», in quanto utile per tenere a freno la «canaglia» di Parigi specialmente dopo che il re ha concesso all'Assemblea nazionale l'allontanamento delle truppe dalla città (lettera 17 luglio 1789).

Neppure manca una certa consapevolezza delle conseguenze che potranno derivare a lunga scadenza dalla crisi presente, come quando egli rileva che l'opinione pubblica ancora non si rende conto di quali grandi cambiamenti nel sistema dei poteri in Europa conseguiranno dai mutamenti costituzionali che si profilano in Francia (lettera 24 agosto 1789). Pur cogliendo quindi, le eccezionali implicazioni degli avvenimenti in corso, l'ambasciatore tende a smorzare le reazioni emotive, ad esempio scoraggiando il progetto del conte d'Artois di ritirarsi in volontario esilio a Torino con tutta la famiglia (lettera 14 agosto 1789) e dichiarando inverosimili le voci secondo le quali emissari francesi starebbero sobillando tutti i popoli d'Europa, in considerazione sia della mancanza di interesse della Francia a destabilizzare gli Stati confinanti, sia perché non si saprebbe a chi imputare tale progetto e la spesa relativa (lettera 26 ottobre 1789).

fasc. 2. Registro copialettere del re e del ministro degli esteri all'ambasciatore sardo a Parigi (2 gen.-31 dic. 1788), cc. 149.

mazzo 236

1789-1792

fasc. 1. Lettere del marchese de Cordon al re e al ministro (1 gen.-15 lug. 1790) 100 lettere numerate dal n. 3 al n. 103.

L'ambasciatore prosegue la sua accurata relazione sugli avvenimenti, tentando di individuare in anticipo i possibili sviluppi. Nota ad esempio che il progetto di porre la Guardia nazionale, cioè la «bourgeoisie armée», agli ordini del potere esecutivo, per la repressione dei disordini nelle provincie, provocherà una dura opposizione del partito popolare (lettera 22 febbraio 1790). Egli riferisce con scetticismo le voci secondo le quali il fratello del re, conte d'Artois, rientrerebbe in Francia da Torino attraverso il Delfinato per prendere il comando delle truppe reali ed annullare tutti i decreti dell'Assemblea nazionale (lettera 5 aprile 1790) e sottolinea invece con soddisfazione come nel dibattito all'Assemblea nazionale sul progetto di riscatto dei diritti feudali siano state citate a modello le riforme già attuate in materia nel regno di Sardegna (lettera 26 aprile 1790). Non manca neppure qualche tentativo di influenzare la politica interna sabauda con considerazioni ispirate agli avvenimenti di Francia: le lettere del 21 e 24 maggio 1790 ad esempio sono dedicate esclusivamente a consigliare severità nella repressione dei disordini contadini scoppiati in Savoia — con l'appoggio di francesi giunti da oltre confine — per non doverci trovare più tardi a spargere molto più sangue di quello ora necessario. Una velata critica alla clemenza di Vittorio Amedeo III verso i ribelli savoïardi, sembra altresì trasparire dalle lettere del 4 e 11 giugno 1790 e si fa strada anche una certa consapevolezza dell'inutilità delle proteste diplomatiche in un clima così caotico in cui il potere effettivo non è più nei ministri del re di Francia.

fasc. 2. Lettere del sig. de la Porte incaricato d'affari al ministro (16 lug.-31 dic. 1790).

48 lettere numerate dal n. 104 al n. 152.

Il collaboratore dell'ambasciatore de Cordon prosegue, durante il congedo del superiore, il quasi quotidiano scambio di dispacci con Torino senza che possa notarsi un apprezzabile cambio di stile e atteggiamento. Un certo stupore traspare nella constatazione che il gigantesco raduno in Parigi di uomini in armi provenienti da ogni provincia in occasione del primo anniversario della presa della Bastiglia non abbia provocato alcun disordine, ma l'apprensione per il futuro

è temperata da un tocco di umorismo: sembra che i giornalisti francesi nel descrivere gli avvenimenti politici del loro paese non trovino paragoni sufficienti né nella storia greca né in quella romana (lettera 16 luglio 1790). Una messa in guardia particolare alle autorità sabaude riguarda il pericolo di una estensione agli Stati sardi degli episodi francesi di insubordinazione di interi reggimenti di truppe regolari (20 agosto 1790), con centinaia di morti negli scontri con le truppe inviate a riportare l'ordine (lettera 3 settembre 1790). Altro pericolo segnalato è quello dell'accelerazione dell'inflazione conseguente all'emissione degli assegni o carta moneta (lettera 1 ottobre 1790).

fasc. 3. Registro copialettere del re e del ministro degli esteri in Torino all'ambasciatore e all'incaricato di affari sardo a Parigi (3 gen.-30 dic. 1789), cc. 191.

fasc. 4. Registro copialettere del re e del ministro degli esteri in Torino all'ambasciatore e all'incaricato di affari sardo a Parigi (2 gen. 1790-18 set. 1892), cc. 149.

mazzo 237 1790-1792 e 1796

fasc. 1. Lettere del sig. de la Porte incaricato d'affari in Parigi al ministro in Torino (7 gen. 1791-18 set. 1792).
181 lettere numerate dal n. 1 al n. 181.

L'incaricato segnala il sempre più frequente inserimento nelle gazzette parigine di notizie atroci false o esagerate come quelle sui tumulti all'università di Torino, notizie diffuse con l'intenzione di alimentare lo spirito di ferocia che si è impadronito del popolo (lettera 21 giugno 1791). Senza criticare la scelta del re Luigi XVI di fuggire da Parigi, l'incaricato segnala il pericolo che la fallita fuga di Varennes si ritorca contro i fautori della moderazione (lettera 25 giugno 1791) ed infatti pochi giorni dopo deve riferire sui tentativi di imporre con la forza all'Assemblea nazionale la nomina di un consiglio di reggenza in luogo del re, tentativi stroncati dalla Guardia nazionale sparando sulla folla con una decisione immediatamente utile ma pericolosa perché suscettibile di alimentare la spirale crescente della violenza (lettera 19 luglio 1791). La nuova Assemblea legislativa eletta dopo lo scioglimento dell'Assemblea Nazionale gli pare fin dall'inizio largamente influenzata dai giacobini (lettera 4 ottobre 1791).

fasc. 2. Lettere dell'agente Viollet in Lione al ministro in Torino (1 gen. 1790-21 set. 1792).
288 lettere numerate dal n. 182 al n. 470.

Si tratta per lo più di semplici trasmissioni di dispacci.

fasc. 3. Lettere del cavaliere di Revel e del cavaliere Tonso in Genova e Parigi al ministro in Torino (24 apr. 1796-24 ag. 1796).
136 lettere numerate dal n. 471 al n. 507.

Le lettere trattano delle conseguenze per gli Stati sardi della guerra delle Alpi con riferimento alle leggi contro gli emigrati che i francesi intendono applicare anche contro nizzardi e savoardi.

mazzo 238 1786-1788

fasc. 1. Lettere del ministro degli esteri sardo cavaliere di Priocca al ministro degli esteri francese de la Croix (9 set. 1796-31 ott. 1796).
9 lettere dal n. 1 al n. 9.

fasc. 2. Lettere del ministro degli esteri francese de la Croix al ministro degli esteri sardo Priocca (5 fruttidoro anno 4°-frimaio anno 5°).
14 lettere numerate dal n. 10 al n. 21 con bis.

fasc. 3. Lettere dell'ambasciatore sardo Napione in Rastaldt «al Primo Segretario di Stato presso S.M. il Re di Sardegna a Napoli» (8-19 dic. 1797).
5 lettere dal n. 22 al n. 26.

fasc. 5. Lettere dell'ambasciatore sardo a Varsavia e Parigi Bossi al ministro degli esteri sardo Priocca (2 gen.-12 mar. 1797).
5 lettere dal n. 27 al n. 31.

fasc. 6. Lettere dell'ambasciatore sardo a Parigi Balbo al ministro degli esteri sardo, con allegati e susseguenti (11 nov. 1797-6 giu. 1799).
11 lettere dal n. 32 al n. 41.

fasc. 7. Appunti su questioni relative alla Sardegna (1797).
7 documenti dal n. 43 al n. 50

fasc. 8. Lettere dell'incaricato d'affari francese a Torino Jacob al ministro degli esteri sardo Priocca (nov. 1796-mag. 1797) con allegati e appunti di funzionari della Sardegna.

Si segnalano le altre serie di dispacci di ambasciatori, raggruppati sotto la voce Lettere ministri, che riferiscono dalle rispettive sedi sugli echi della rivoluzione francese in Italia e in Europa.

Allemagna, Francoforte, 1795-1798, mazzi 1-2.

Austria, 1787-1800, mazzi 104-121.

Due Sicilie, 1789-1802, mazzi 35-41.

Genova, 1789-1797, mazzi 31-34; 1787-1790, mazzi 61-62.

Ginevra, 1786-1793, mazzi 12-13.

Si noti il particolare interesse dei rapporti dell'ambasciatore a Ginevra cui pervengono notizie di prima mano da parte di persone provenienti da Parigi e che riferisce sui dibattiti politici inscatti in tutta Europa dalle notizie degli avvenimenti di Francia.

Gran Bretagna, 1789-1800, mazzi 90-98.

Milano, 1732-1800, mazzo 57.

Olanda, 1789-1798, mazzi 90-99.

Polonia, 1674-1794, mazzo 1.

Portogallo, 1788-1805, mazzi 12-15.

Prussia, 1788-1801, mazzi 12-18.

Roma, 1789-1829, mazzi 300-311.

Russia, 1787-1801, mazzi 2-6.

Sassonia, 1786-1798, mazzi 8-10.

Spagna, 1785-1807, mazzi 93-98.

Svizzera, 1740-1794, mazzi 43-44.

Toscana, 1747-1794, mazzo 2.

Negoziazioni, mazzi 211, reg. 1, fasc. 4 (1264-1863). Inventari parziali.

Si tratta di documentazione eterogenea redatta o raccolta dalla Segreteria di Stato per gli affari esteri relativa a controversie diplomatiche o altri problemi di rapporti tra Stati. Il materiale rispecchia l'approssimativo ordinamento cronologico datogli dopo la Restaurazione.

Francia, 1404-1855, mazzi 64. Inventario parziale.

mazzo 48 1777-1796

fasc. 3. Istruzioni di S.M. al marchese de Cordon destinato ambasciatore ordinario presso S.M. Cristianissima (4 giugno 1788), cc. 51.

fasc. 5. Lettere del conte d'Artois e di «Monsieur» (conte di Provenza, entrambi fratelli di Luigi XVI) come anche del marchese di Serent dirette a S.M. e minute di risposte di S.M. circa le negoziazioni intavolate dai suddetti principi con diverse corti d'Europa, come anche con S.M., per ristabilire in Francia il buon ordine e la monarchia (1791-1792), cc. 56.

fasc. 8. «Mémoire en forme de bulletin raisonné concernant le mouvements des Puissances, relatif aux troubles de la France, envoyé à Monsieur le Comte de Hauteville Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne par un Chevalier des ordres de S.M.» (1792), cc. 6.

fasc. 9. «Rapport fait à l'Administration Générale du Département du Mont Blanc par les citoyens Garbillon et Chastel chargés du dépouillement des papiers saisis par la Municipalité de Chambéry chez le nommé Genner Agent du Comte de Perron cy devant Gouverneur de la Savoye» (18 jan. 1793), cc. 6.

fasc. 10. Progetto di dichiarazione di S.M. al tempo dell'invasione francese della Savoia (1793), cc. 8.

- fasc. 11. Copia della dichiarazione dell'ammiraglio inglese Hood, fatta a Tolone, di non riconoscere il Governo esistente in Francia (23 ag. 1793), cc. 2.
- fasc. 12. Copia di dispaccio del duca d'Alcudia a D. Ignazio Ulloa, ambasciatore del re di Spagna a Torino, nel quale viene incaricato di insistere presso S.M. perché voglia riconoscere «Monsieur» in qualità di Reggente del Regno di Francia (16 sett. 1794), cc. 2.
- fasc. 14. Osservazioni sulla mediazione del re di Spagna a favore di S.M. per lo stabilimento della pace colla Repubblica francese (1795), cc. 12.
- fasc. 15. Lettere riguardanti le aperture fatte dalla Francia per mezzo del suo residente nel Vallese per trattare e concludere la pace con S.M. (1795-1796), cc. 191.
- fasc. 16. «Détails sur les circonstances de la suspension d'armes entre les armées de S.M. et celles de la République Française signée à Cherasco dans la nuit du 26 au 27 avril 1796» (1796), cc. 14.
- fasc. 17. Istruzioni, memorie, lettere, note e relazioni riguardanti le negoziazioni avutesi coi generali e commissari francesi per l'esecuzione della Convenzione per la sospensione d'armi di Cherasco e del trattato di Parigi (27 apr. e 15 mag. 1796), cc. 92.

mazzo 56

1635-1796

«Discorso dell'ambasciatore di Sardegna Prospero Balbo al Direttorio nel presentargli le sue lettere di credenza. Risposta di questo» (1796), c. 1.

Corrispondenza relativa alle difficoltà incontrate ed ai motivi per cui non venne ammesso alla Corte di Sardegna in qualità di inviato da quella di Francia il signor d'Audibert-Caille (mag.-ag. 1792), cc. 46.

Istruzioni al conte Prospero Balbo (5 nov. 1796), cc. 24

mazzo 59

1787-1817

Miscellanea di lettere, rapporti e appunti relativi ai problemi di approvvigionamento delle armate francesi in Piemonte, a progetti di alleanza franco-sarda, alle pretese dell'ambasciatore francese in Torino, alla posizione dei savoardi emigrati in Piemonte a seguito dell'occupazione francese (1797), cc. 38.

Sull'occupazione francese del Piemonte, sulle contribuzioni chieste dagli occupanti, sugli incidenti tra francesi e piemontesi, sul regime giuridico delle

proprietà francesi in Piemonte e dei crediti dei piemontesi in Francia, sulla vendita dei beni delle corporazioni cisalpine situati in Piemonte, sulla sorte dei disertori piemontesi integrati nelle truppe francesi e su quella dei militari savoardi e nizzardi ritirati in Piemonte dopo l'occupazione francese dei loro paesi d'origine, sull'abdicazione di Carlo Emanuele IV e il passaggio dei poteri alle nuove autorità (1797), cc. 166.

mazzo 63

1790-1799

Lettere al generale in capo dell'Armata d'Italia Bonaparte al re di Sardegna, al ministro degli affari esteri e ad altri ufficiali sabaudi (1796-1797), cc. 41.

Istruzioni di S.M. al conte Prospero Balbo per la sua commissione d'ambasciatore presso la Repubblica francese (21 ott. 1796), cc. 23.

Copie di atti diversi relativi alla negoziazione del trattato di Parigi del 15 maggio 1796 tra Repubblica francese e Regno di Sardegna ed alla sua applicazione (1796-1797), cc. 200 circa.

Corrispondenza tra il re di Sardegna e il re di Spagna e note della Segreteria degli affari esteri sarda circa la presenza di emigrati francesi in Piemonte e circa le misure da prendere per fermare il contagio rivoluzionario in Europa (1791-1794), cc. 393.

C o r t i e s t è r e , mazzi 12, fasc. 3 (1247-1861). Inventario parziale del sec. XVIII.

Contiene documentazione generale relativa ai problemi dinastici e alla situazione politica di Stati esteri anche senza riferimento ai rapporti tra tali Stati e il regno sardo. I documenti provengono in parte da ambasciatori ed inviati, in parte sono raccolti dalle più diverse e occasionali fonti.

Francia, 1322-1859, mazzi 16.

mazzo 4

1742-1792

fasc. 15. Brevi del papa Pio VI nelle date 13 aprile, 19 marzo e 13 giugno 1791, contenenti ammonizioni al clero e popolo di Francia (a stampa), pp. 26.

fasc. 16. «Critique contre les expressions inserées dans la cinquième lettre à l'Assemblée soi-disant Nationale» (a stampa), pp. 17.

mazzo 4 d'addizione 1778-1797

fasc. 23. «Arrêtés des Parlements, remontrances et autres pièces touchant ce qui a été décidé, et resolu le Lit de Justice tenu à Versailles le 8 May» (mag.-nov. 1788), cc. 26.

fasc. 24. «Note touchant les troubles actuels de France et les suites qui peuvent en résulter au dehors» (s.d.), cc. 6.

fasc. 26. «Discours prononcé au Comité de la Propagande par M.r Duport, touchant les moyens d'affermir la Constitution Démocratique en France, et prévenir la Coalition que les Rois de l'Europe peuvent faire pour la renverser et y retablir le Despotisme» (21 mag. 1790), cc. 2.

fasc. 27. «Relation de la Révolution arrivée au Fort Royal Isle de la Martini- que depuis le 1.er jusqu'au 4 sep. 1790, que la Station a mis sous voile» (1790), cc. 6.

fasc. 30. «Déclaration que les Princes Frères de S.M. Très Chrétienne, et les Princes de son sang unis à eux, font à la France, et à l'Europe entière de leurs sentiments, et de leur intention» (8 ag. 1792), cc. 12.

fasc. 33. «Notices de France datées Paris» (ag.-ott. 1793), cc. 40.

fasc. 42. Carteggio relativo al viaggio della regina di Francia sotto il nome di contessa di Lilla per la Svizzera (1796), cc. 26.

mazzo 6 di seconda addizione 1738-1800

Discorso del vescovo di Nancy nell'apertura degli Stati generali di Francia (a stampa, 1798), pp. 31.

«Note du Comité diplomatique de l'Assemblée nationale» (s.d.), cc. 2.

Relazione del cavaliere Cappello ambasciatore in Francia (2 dic. 1790), cc. 4.

Estratto del dispaccio diretto dal conte di Montmorin al signor Bernard (19 lug. 1791), cc. 4.

Breve del papa Pio VI al re di Francia (6 lug. 1791), cc. 2.

Lettera di M.me Gourbillon al re di Francia (28 lug. 1791), cc. 2.

Lettera del principe di Castelcicala al conte di None inviato straordinario di Sardegna presso la corte di Francia per la morte del figlio di Luigi XVI (6 lug. 1795), cc. 2.

«Traité de paix entre S.M. le Roi de Prusse et la République Française» (a stampa, 5 apr. 1795), cc. 2.

«Déclaration relative à la mort de Louis XVII par le comte de Montgaillard» (a stampa, 18, giu. 1795), c. 1.

Quesito alla facoltà di Teologia circa il diritto d'insorgere in armi contro il proprio re (sec. XVI, ma inserito in camicia datata 1796 presumibilmente perché l'argomento fu ripreso in considerazione per attualità politica), cc. 2.

Istituzione in Torino di un ufficio delle poste militari francesi (21 giu. 1796), c. 1.

Notizie circa le operazioni dei francesi in Lombardia (5 giu. 1796), cc. 4.

Convenzione tra la Repubblica francese e l'ordine dei cavalieri di Malta (10 lug. 1798), cc. 4.

M a t e r i e p o l i t i c h e e s t e r e i n g e n e r e , m a z z i 96 (1449-1860).

La serie comprende rapporti, lettere, appunti e opuscoli a stampa per lo più estratti dai dispacci diplomatici (cui erano originariamente allegati) e sistemati in un ordine sommariamente cronologico dopo la Restaurazione.

mazzo 75 1790

«Observations sur la Vandée et sur les Chouans», cc. 4.

«Mémoire de ce qui s'est passé a Nancy dont j'ai été le témoin oculaire e auriculaire dés le Vendredi après midi de Aôut 1790 que je suis arrivé jusqu'au Dimanche soir à six heures 29 Aôut, que je suis parti», cc. 10.

Nota sulle intenzioni dei «robepierristi», cc. 6.

mazzo 76 1791

Memoria sulla giornata del 14 luglio 1789, cc. 4.

Memoria sulle conseguenze della rivoluzione francese in campo religioso (7 nov. 1791), cc. 4.

«Extrait de quelques lettres concernant les derniers horreurs commises dans la ville d'Avignon» (17 ott. 1791), cc. 6.

MATERIE POLITICHE PER RAPPORTO ALL'INTERNO

Real casa. Cerimoniale, mazzi 143, reg. 1, scatole 6 (1395-1866). Inventario parziale del sec. XVII-XIX.

Contiene relazioni e memorie redatte dalla Segreteria degli affari esteri, ricevute da ambasciatori o raccolte da fonti a stampa circa il protocollo da osservarsi in particolari occasioni.

Francia

mazzo 3 di addizione 1711-1794

fasc. 63. Lettere e memorie concernenti l'arrivo a questa corte del conte e della contessa d'Artois (1789 e 1794), cc. 18.

Materie politiche relative all'interno in genere, mazzi 21 (1549-1873). Elenco sec. XX.

La documentazione raccolta in tale serie in occasione dei riordinamenti successivi alla Restaurazione comprende materiale assai eterogeneo, per lo più proveniente dagli uffici della Segreteria di stato per gli affari interni.

mazzo 2

fasc. 6. Notizie su giacobini e problemi di polizia (1792 e s.d.), cc. 62.

fasc. 7. Nota generale dei francesi autorizzati a rimanere negli Stati sardi (1792-1798), cc. 94.

fasc. 8. Nota degli emigrati savoardi che si trovano nel ducato d'Aosta (1793-1798), cc. 107.

mazzo 4

fasc. 1. Notizie politiche e militari, relativamente a Nizza, Savoia e Piemonte; lettere sequestrate, emigrati francesi, persone sospette (1792), cc. 436 e 1 fasc. a stampa di pp. 10.

ARCHIVIO DI STATO DI CAGLIARI

Si è indirizzata la ricerca nei fondi della Segreteria di stato e di guerra ed in pochi altri complessi documentari, la cui provenienza poteva far presumere l'esistenza di documenti relativi alla Rivoluzione francese.

SEGRETERIA DI STATO E DI GUERRA DEL REGNO DI SARDEGNA, bb. 2.550, voll. 1.207 e disegni 170 (1720-1848, con docc. in copia del sec. XIII e fino al 1870). Inventario a stampa.

Questo ufficio retto da un segretario di stato, vero consulente politico del viceré, era collegato con le segreterie di stato e i ministri torinesi. L'archivio è articolato in due serie. La ricerca potrebbe circoscriversi nella prima serie di dispacci alla corrispondenza del viceré con la corte e i ministri torinesi (1787-1799), nella seconda serie, divisa per categorie, alla I categoria, comprendente il consolato di Francia, e alla XV, comprendente il carteggio diretto dal viceré a funzionari e particolari all'estero e dell'isola.

Serie prima, 1720-1848, voll. 1.207.

I dispacci sono divisi in ordine cronologico e pertanto possono individuarsi facilmente quelli compresi tra il 1787 e il 1799. Si segnalano in particolare quelli del 1793, anno in cui si ebbe il tentativo di sbarco dei francesi nell'isola.

Dispacci di corte, della regia Segreteria di stato per gli affari interni e della regia Segreteria di stato per gli affari di Sardegna in Torino indirizzati ai viceré voll. 178 (1720-1848).

vol. 63

9 gen.-25 dic. 1793

Al viceré Balbiano.

Numerose le notizie relative al movimento della flotta francese diretta in Sardegna, nonché quelle sul tentativo di sbarco nell'isola. Risulta che la corte di Torino era bene informata anche delle tensioni interne alle truppe del nemico, ad esempio si parla apertamente di casi di rifiuti fatti dai soldati corsi di imbarcarsi per la spedizione in Sardegna.

Si esprime compiacimento per le misure adottate in difesa del Regno, per le numerose offerte di danaro fatte dalle popolazioni locali, per lo più nobili e clero, per sopperire ai bisogni della guerra. Si approva l'espulsione del console francese.

Si suggerisce cautela nei rapporti coi corsi, specialmente coi bonifacini. Si approva l'evacuazione dell'isola di S. Pietro, che non si sarebbe potuta difendere. Si lodano i difensori di Cagliari e si dà il consenso per i soccorsi dati alle vedove e famiglie dei caduti nel golfo di Palmas.

Dispacci di corte e ministeriali riguardanti gli affari di guerra e marina ai viceré, voll. 99 (1720-1848).

vol. 226

9 gen.-25 dic. 1793

Al viceré Balbiano.

Sono riportate le notizie sui fatti di Carloforte (occupazione francese e sua successiva liberazione). Si emanano ordini sul trattamento da usare ai disertori francesi. In data 8 apr. 1793 compare un «Regolamento per il riparto delle prede che pendente la guerra attuale si faranno da regie navi ed altri bastimenti armati in corso a proprie spese». Questo regolamento getta luce su un aspetto poco noto dello scontro franco-sardo, quello della guerra di corsa che venne ingaggiata tra i due navigli nelle acque del Mediterraneo occidentale. Si suggerisce, ove possibile, di somministrare viveri alla città di Tolone, ribellatasi alla Convenzione francese, e ai corsi del generale Paoli, pure in rivolta contro i francesi.

Dispacci viceregi indirizzati al re ed ai suoi ministri, voll. 112 (1720-1839).

vol. 310

1 giu. 1792-22 mag. 1793

Al viceré Balbiano.

Contiene il resoconto delle misure difensive adottate dal viceré «per mettere in difesa il regno e per respingere l'inimico francese» (dispaccio del 2 nov. 1792). Notizie anche sul movimento di truppe e volontari sardi e sulla loro sistemazione logistica. Seguono naturalmente le notizie sul tentato sbarco francese (Cagliari e golfo di Palmas).

Dispacci viceregi indirizzati alla Segreteria per gli affari di guerra e marina presso S.M. in Torino, voll. 55 (1720-1841).

vol. 406 ott. 1792-apr. 1799

Notizie sugli apprestamenti difensivi dell'isola, sul movimento di armi e truppe, sull'armamento francese, sugli eventi bellici del 1793.

Carteggio dei viceré con diverse persone dimoranti all'estero e nei regi stati di terraferma, voll. 7 (1755-1817).

vol. 471 gen. 1793-feb. 1799

Protocolli con indirizzi a margine, diretti a diverse persone, prevalentemente ai consoli sardi all'estero, contenenti notizie dello stesso tenore del vol. 406.

Carteggio dei viceré tenuto coll'interno dell'isola per gli affari di guerra e marina voll. 27 (1720-1824).

vol. 479 3 ag. 1792-25 apr. 1794

Carteggio del viceré coi comandanti militari, compresi quelli marittimi e delle isole adiacenti, di truppe stanziato in Sardegna.

Abbondano gli incitamenti alla difesa, le lodi per i comandanti solerti e pieni di abnegazione, i consigli e le disposizioni per affrontare i momenti di pericolo. Così si accorda al barone La Rochette, comandante delle truppe del Sulcis, di consegnare le armi alle milizie e ai volontari «nel tempo però e circostanza dell'attacco contro del nemico» (21.12.1792). Numerosi gli inviti alla vigilanza, specie costiera e in rapporto alla vicina Corsica, dalla quale si temevano sorprese. Non mancano gli ordini a vigilare sulle persone sospette di simpatie filo-francesi, e i rimproveri per coloro che, come i Carlofortini, han troppo presto ceduto di fronte al nemico.

Carteggio dei viceré coll'interno dell'isola per gli affari riguardanti l'annona, voll. 5 (1761-1794).

vol. 505 1765-1794

Risoluzioni della Giunta sopra l'annona.

Si ricavano notizie sull'approvvigionamento delle truppe, non solo delle persone, ma anche dei cavalli, che in gran copia affluiscono a difesa del regno (14.1.1793). Notizie anche sugli approvvigionamenti promessi agli alleati (flotta spagnola a Tolone).

Ordini e delegazioni viceregi, voll. 4 (1720-1839).

vol. 532 2 gen. 1792-26 ag. 1794

Numerose notizie sugli apprestamenti difensivi, sull'invio di munizioni, sulle paghe e sulla fornitura di viveri e medicinali ai volontari, sui prigionieri francesi e sul loro trattamento.

vol. 533 13 sett. 1794-28 ag. 1796

Numerose notizie sul movimento delle truppe all'interno dell'isola.

Pro-memoria viceregi registri con sunti marginali, contenenti richieste ordini del viceré, ecc., voll. 127 (1755-1841).

voll. 598-599 9 dic. 1790-27 apr. 1794

Notizie prevalentemente dello stesso tenore di quelle dei voll. 532 e 533.

Affari di marina. Dispacci per lo più diretti ai consoli delle nazioni estere in Cagliari, voll. 2 (1778-1794).

vol. 718 9 apr. 1785-23 apr. 1794

Notizie relative ai buoni rapporti tra Sardegna e corte francese fino al 1792 (approdo di navi francesi, collaborazione contro i fuoriusciti corsi) seguiti dalla guerra aperta; interessanti le notizie riguardanti la Corsica, specie la politica di collaborazione voluta dal generale Paoli nei confronti dei sardi.

Carteggio dei viceré cogli ecclesiastici dell'isola, voll. 7 (1720-1841).

vol. 730 16 sett. 1792-21 apr. 1794

Notizie relative all'aiuto economico concesso dal clero sardo per la difesa dell'isola, nonché la sua mobilitazione contro le idee rivoluzionarie. Così sappiamo che il vescovo di Ampurias diffuse un'enciclica nella sua diocesi «per impedire l'ingresso de' scritti sediziosi di Corsica, co' quali si medita d'infestare il regno» (8 feb. 1793).

Carteggio dei viceré coi governatori e comandanti dell'isola, voll. 124 (1723-1841).

vol. 829

7 dic. 1792-25 apr. 1794

Stato dell'opinione pubblica sarda nei confronti dei francesi; compiacimento per atti di valore; notizie sui volontari, fra cui quelli del Goceano; inviti alla mobilitazione; sospensione dei divertimenti e balli in maschera in diversi centri per le feste di carnevale; facilitazioni per armare in corso contro navi francesi; notizie sui prigionieri di guerra; particolarmente seguita la situazione politica in Corsica.

Serie seconda, 1720-1864, con docc. in copia dal sec. XIII, cartelle 2.325.

La seconda serie della regia Segreteria che consta di 2.325 cartelle, suddivise in 16 categorie, secondo la competenza dei diversi dicasteri di Torino, comprende tutte le pratiche svolte dalla Segreteria con altri uffici dell'isola o col continente in relazione alla rispettiva materia. La ricerca è stata condotta sulle categorie pertinenti all'argomento esaminando i documenti relativi sempre all'anno 1793.

Categoria I, Affari esteri, voll. 38 (1721-1848).

vol. 23

Consolato di Francia.

Contiene carte e la corrispondenza del console francese residente a Cagliari con il viceré e con la Segreteria di Stato. Oltre a prevalenti notizie di carattere economico, vi si danno ragguagli sullo scoppio della rivoluzione in Francia.

Categoria III, Affari interni, voll. 21 (1706-1848).

vol. 63

1793

Medaglia d'argento istituita dal re Vittorio Amedeo III nel 1793.

La medaglia fu conferita a vari sardi distinti nella resistenza contro i francesi. Fra i decorati vi fu il nocchiero Domenico Millelire (decreto 6 aprile 1793), l'eroe della Maddalena nella battaglia contro i franco-corsi capitanati dal generale Colonna Cesari e da Napoleone Bonaparte.

Categoria XIII, Avvenimenti politici della Sardegna, voll. 15 (1748-1815).

vol. 1.678

1793

Spedizione navale dei francesi contro l'isola di Sardegna.

Il volume è espressamente dedicato alla spedizione dei francesi in Sardegna. Contiene una relazione esatta e "genuina" degli attacchi fin dall'arrivo nel golfo di Palmas di una flottiglia francese, dell'occupazione francese dell'isola di San Pietro e della successiva ripresa da parte dei sardi. Nell'occasione sono arrestati diversi sospetti tra cui Gioacchino Mundula, personaggio noto per le sue simpatie giacobine, per aver troppo lodato la rivoluzione. Viene data notizia dell'arresto di altre persone di estrazione sociale modesta tra cui una domestica nella cui abitazione fu rinvenuta una bandiera francese. Il generale Trouguet manda un proclama alle popolazioni di Sardegna. Ad Aritzo, nell'interno dell'isola, sono preparati e diffusi manifestini con l'invito alla popolazione di unirsi ai repubblicani.

vol. 1.679

gen. 1793-set. 1799

Rappresentanza degli Stamenti del Regno.

Gli Stamenti chiedono che sia predisposta una valida difesa delle coste dell'isola, l'allontanamento di qualsiasi francese: così anche i prigionieri di guerra sono isolati in paesi interni della Sardegna.

Categoria XV, Corrispondenza indirizzata al Viceré dall'estero e dall'interno.

vol. 2.034

1791-1795

Lettere del console sardo Paolo Baretti indirizzate al viceré di Sardegna.

Il volume contiene le numerose lettere inviate dal console sardo a Livorno, Paolo Baretti, al viceré informandolo delle notizie raccolte dai suoi informatori soprattutto a Napoli e a Torino e in Corsica circa gli sviluppi della rivoluzione in Francia. In particolare si danno notizie della prigionia della famiglia reale francese e della successiva esecuzione della regina. Diverse lettere informano del radunarsi di numerosi vascelli francesi nel porto di Napoli, da cui sembra che debbano salpare per la Sardegna. Contiene, altresì, notizie sull'invasione dell'isola di Carloforte da parte del generale Trouguet.

REGIA AMMINISTRAZIONE DELLE TORRI, bb. 4 e voll. 418 (1592-1842). Inventario annuario sec. XIX e inventario a stampa.

Questa amministrazione dirigeva e controllava l'attività delle torri poste lungo le coste dell'isola a scopo difensivo, sanitario e fiscale.

Documenti inerenti al periodo della rivoluzione francese possono trovarsi nella serie Biglietti della regia Segreteria di Stato presso il viceré.

Le fonti archivistiche

REALE UDIENZA DI SARDEGNA, regg. 1.011, pacchi 955 e fasc. 62.816 (1564 - sec. XIX, con docc. dal sec. XV). Elenco 1975 e inventario a stampa.

Aveva competenze giudiziarie, civili, penali e consultive negli affari di governo. Si segnala in generale la classe IV, Miscellanea attività minori della reale Udienza. Nella classe II, Cause civili.

vol. 1.916

10 gen. 1793

fasc. 21.512. Intimazione fatta dal comandante del vascello *Il Leopardo* della Repubblica francese al comandante di Carloforte onde cedergli la fortezza senza spargimento di sangue.

REPUBBLICA DI GENOVA

L'introduzione generale è di Carlo Bitossi.

La voce Archivio di Stato di Genova è stata curata da Carlo Bitossi (c.b.), per le bb. 2.261-2.263 e 2.626-2.627, da Patrizia Schiappacasse (p.s.), per le bb. 2.267-2.269, 2.623 e 2.656, da Rossana Urbani (r.u.), per le bb. 2.264-2.266 e 2.655.

Sullo scorcio del secolo XVIII la repubblica di Genova era legata da forti interessi mercantili e finanziari alla Francia, con la quale esistevano correnti di traffico e dove, soprattutto dopo la guerra dei Sette anni, erano affluiti ingenti capitali genovesi, prestati allo Stato, a collettività, e a privati¹. Già in precedenza, per altro, la Francia aveva rappresentato il punto di riferimento della Repubblica nell'agone internazionale; Genova era stata alleata della Francia nella guerra di Successione austriaca, e al re Cristianissimo aveva chiesto aiuto per reprimere la ribellione dei corsi finendo col cedergli l'isola (Trattato di Versailles, 1768), sia pure con la finzione della vendita con diritto di riacquisto².

L'ambasciata genovese a Parigi, in quel momento la più importante della rete diplomatica della Repubblica, assicurava al governo dei Magnifici un costante e cospicuo flusso di informazioni sulla situazione del regno. Il governo genovese era preoccupato dell'indebolimento politico di una potenza amica, del disordine finanziario che poteva minacciare la sicurezza delle rendite genovesi, degli sviluppi della questione corsa, che formalmente non voleva ancora considerare chiusa. A loro volta, i successivi rappresentanti francesi a Genova (Monteil, Sémonville, Naillac, Tilly, Villars, Faypoult) tesero a mantenere la Repubblica sotto l'ala della Francia anche dopo la fine dell'Antico Regime e il manifestarsi dell'ostilità delle altre potenze. Genova, a sua volta, non corrispose male alle intenzioni della Francia, osservando un orientamento amichevole, proseguendo i commerci con quel paese, tollerando gli incidenti provocati da navi e truppe francesi, non associandosi alla coalizione antifrancese, anzi rivendicando nel 1792 la sua tradizionale neutralità, anche di fronte ad incidenti tra navi inglesi e francesi (più esattamente, aggressioni di navi inglesi a francesi) nello stesso porto di Genova e nel golfo di La Spezia. Quando l'armata francese del Varo, poi armata d'Italia, mosse lungo la riviera di ponente contro le forze piemontesi e austriache, la Repubblica non oppose resistenza. All'interno dell'oligarchia stessa esisteva una corrente non ostile ad una riforma istituzionale; e il governo doveva tener conto del malcontento dei nobili poveri e della diffusione negli ambienti professionali, e in parte anche mercantili, di sentimenti filofrancesi. Tuttavia i tentativi di agitazione promossi da alcuni patrizi furono facilmente repressi; e la Repubblica cadde soltanto per l'intervento del rappresentante francese a Genova, Fay-

¹ Cfr. G. FELLONI, *Gli investimenti finanziari genovesi tra il Seicento e la Restaurazione*, Milano 1971; G. GIACCHERO, *Economia e società del Settecento genovese*, Genova 1979.

² Cfr. V. VITALE, *Breviario della storia di Genova*, Genova 1954; C. COSTANTINI, *La Repubblica di Genova nell'età moderna*, Torino 1978.

poult, e di Bonaparte, che pilotò a distanza un colpo di mano degli innovatori e, dopo il prematuro fallimento di questo, intervenne a salvare i patrioti liguri dalla reazione della plebe cittadina e dei contadini dell'entroterra, mobilitati dai nobili e dal clero a difesa dell'Antico Regime. La Repubblica ligure, che prese forma ad opera di un Governo provvisorio nel giugno 1797 (dopo la convenzione di Mombello tra Bonaparte e una delegazione di tre patrizi genovesi), provvide a darsi una costituzione, pubblicata nel novembre dello stesso anno e approvata dai comizi elettorali il 2 dicembre, dopo che una insurrezione antirivoluzionaria nel levante ligure e attorno a Genova (settembre 1797) ebbe indotto a mitigare le innovazioni, soprattutto in ordine al trattamento della Chiesa. Il nuovo regime, gradito soprattutto alle popolazioni del ponente ligure e generalmente ai borghi marinari, riorganizzò l'amministrazione del Dominio (andando in questo incontro ad antiche richieste delle popolazioni), suddividendolo in 20 giurisdizioni e 156 cantoni. Ma buona parte della popolazione rurale e montanara rimase più o meno apertamente ostile; e guidata da un clero da principio ben disposto verso il nuovo regime, ma presto scontento di una politica di riforme che colpiva soltanto la proprietà ecclesiastica, diede vita ad una diffusa insorgenza. Nel 1799 anche la Repubblica ligure fu travolta dalle forze della coalizione antifrancese e dagli insorgenti; ma Genova, difesa tenacemente da Massena, fu occupata dalle forze austriache solo per breve tempo, prima della vittoria di Napoleone a Marengo. La risorta Repubblica ligure sopravvisse sino al 1805, quando venne annessa all'impero francese e smembrata in tre dipartimenti ³.

³ Cfr. G. ASSERETO, *La Repubblica ligure. Lotte politiche e problemi finanziari (1797-1799)*, Torino 1975; A. RONCO, *La Repubblica ligure*, Genova 1987.

ARCHIVIO DI STATO DI GENOVA

La documentazione dell'archivio genovese utile allo studio delle vicende della Francia rivoluzionaria è cospicua, ma in buona misura ancora da esplorare; quelle che seguono sono pertanto indicazioni di ricerca che attendono riscontro. Tra le fonti conservate nell'Archivio di Stato certamente utile e importante è la corrispondenza dei rappresentanti diplomatici genovesi (della Repubblica di Genova sino al 1797, della Repubblica Ligure dal 1797 al 1799) a Parigi e dei consoli genovesi in varie città della Francia, segnatamente a Marsiglia e a Tolone: essa si trova nelle serie «Lettere dei ministri, Francia» e «Lettere dei consoli, Francia» del fondo «Archivio Segreto». Sia pure con qualche omissione, questa fonte è da tempo edita. Si vedano: «I dispacci dei diplomatici genovesi a Parigi (1787-1793)», curati dal Vitale ¹ e l'opera curata dal Colucci sugli ambasciatori genovesi a Parigi e presso il congresso di Radstadt ². Della documentazione diplomatica genovese, compresa quella relativa alla Repubblica Ligure, redasse un sempre prezioso repertorio il Vitale ³. Dei rappresentanti genovesi a Parigi molte notizie si trovano nei dispacci dei diplomatici genovesi curati dal Vitale; su Cristoforo Vincenzo Spinola infine si rinvia all'opera del Rotta sull'Illuminismo a Genova ⁴.

Sondaggi possono essere tentati in altri fondi e serie dell'antico archivio governativo della Repubblica di Genova. In particolare, nella serie «Governo provvisorio» del fondo «Archivio Segreto»; nel fondo «Repubblica Ligure» (recentemente riordinato a cura di P. Schiappacasse), che per altro documenta principalmente la vita interna del nuovo regime e la politica della Francia verso Genova; nella serie «Litterarum» del fondo «Senato»; nel fondo «Sanità».

¹ Cfr. V. VITALE, *I dispacci di diplomatici genovesi a Parigi (1787-1793)*, in «Miscellanea di storia italiana», s. III, 24 (1935).

² G. COLUCCI, *La Repubblica di Genova e la rivoluzione francese. Corrispondenza degli ambasciatori genovesi a Parigi e presso il congresso di Radstadt*, Roma 1902, voll. 4.

³ V. VITALE, *Diplomatici e consoli della Repubblica di Genova*, in «Atti della Società ligure di storia patria», 63 (1934).

⁴ S. ROTTA, *L'Illuminismo a Genova: lettere di P.P. Celesia a F. Galiani*, Tomo II, in «Miscellanea storica ligure», 5 (1973), pp. 131-135.

Dell'archivio della Casa di San Giorgio, la serie «Cancellieri di San Giorgio», dove sono riflessi la politica e la gestione dell'istituto, è quella nella quale vanno anzitutto cercati riferimenti agli avvenimenti francesi. Il ricco fondo «Notai», sempre nell'Archivio di Stato di Genova, documenta la stipulazione di contratti di francesi trasferiti a Genova (che tuttavia non fu una delle capitali dell'emigrazione) o già residenti in città, e di genovesi con interessi in Francia (la stessa considerazione vale ovviamente per i fondi notarili conservati negli altri Archivi di Stato della Liguria).

Va fatta infine menzione degli archivi di famiglia conservati e accessibili agli studiosi. Presso l'Archivio di Stato di Genova è depositato l'archivio Balbi di Piovera; nell'Archivio storico del Comune di Genova si conserva l'archivio Brignole Sale; presso l'Istituto di storia economica dell'Università di Genova (Facoltà di economia e commercio) si trovano gli archivi Doria di Montaldeo e Salvago Raggi; il marchese Cattaneo Adorno conserva un complesso di archivi familiari attinenti le famiglie Durazzo, Pallavicini, Sauli, Giustiniani, in corso di inventariazione a cura di un'équipe diretta da G. Felloni e D. Puncuh; nel palazzo Spinola di Pellicceria, che ospita la omonima Galleria nazionale, si trova un archivio Spinola; a Chiavari, la Società economica conserva l'archivio Rivarola. La massima parte della documentazione conservata in questi archivi è di natura contabile e notarile (al pari di quella conservata nel fondo «Famiglie» dell'Archivio di Stato di Genova); riguarda perciò anche gli affari e gli investimenti delle famiglie in questione in territorio francese.

Sullo stato dei fondi archivistici liguri si rimanda alle voci «Genova», «Imperia» e «La Spezia» della *Guida Generale degli Archivi di Stato italiani*, mentre è imminente l'uscita del volume contenente la voce «Savona».

La bibliografia recente più completa sulla storia di Genova e della Liguria a fine Settecento si trova in *Bibliografia dell'età del Risorgimento in onore di Alberto M. Ghisalberti*⁵. Non vanno dimenticati però la *Bibliografia* di A. Manno⁶, gli *Orientamenti bibliografici* a cura del De Negri⁷, nonché i lavori già citati di C. Costantini e G. Assereto, che danno conto dell'avanzamento degli studi.

⁵ Firenze 1971, I, pp. 71, 90-112.

⁶ A. MANNO, *Bibliografia di Genova*, Genova 1898.

⁷ N. VITALE, *Breviario della storia di Genova*, II, *Orientamenti bibliografici*, a cura di T.O. DE NEGRI, Genova 1954.

ARCHIVIO SEGRETO

L i t t e r a r u m , bb. 631, regg. 190 e filze 637 (1503-1805, con docc. del sec. XIV); perg. 117 (secc. XIV-XIX).

Lettere ministri, 1506-1805, bb. 475.

(Francia), 1506-1805, bb. 96.

b. 2261

1788-1789

«Cristoforo Vincenzo Spinola, ministro residente, ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova, Parigi, 7 gen. 1788 - 28 dic. 1789» (114 dispacci: 52 del 1788; 62 del 1789. Un altro dispaccio del 1789 si trova nella busta 2263).

Assemblea costituente: 1789, lug. 20, 27, ag. 3, 10, 17, 24, 31, set. 7, 14, 21, 28, ott. 5, 10, 13, 19, 26, nov. 2, 9, 19, 23, 30, dic. 7, 14, 28.

Assemblea dei notabili: 1788, nov. 10, 17, 24, dic. 1, 8, 15.

Assemblea del clero: 1788, mag. 26, giu. 23, 30, lug. 7.

Bastiglia (presa della): 1789, lug. 17.

Beni del clero: 1789, ott. 13, 19, nov. 9.

Bretagna (deputati): 1788, giu. 9, lug. 21, 28, ag. 4, 11, 18, set. 15; 1789, gen. 19.

Bretagna (Stati provinciali, disordini): 1788, dic. 29; 1789, gen. 1, 12, 19, 26, feb. 2, 23, mar. 9, 23, 30, apr. 13, 27.

Costituzione: 1789, ag. 3, 10, 17, 24, 28, 31, set. 7, 14, 21, 28, ott. 5, 13, 19, 26, nov. 2, 9, 16, 23, dic. 7.

Diritti dell'uomo (dichiarazione dei): 1789, ag. 3, 10, 24, set. 27.

Diritti feudali (abolizione dei): 1789, ag. 10, 17, ott. 5.

Necker: 1788, set. 1, 8, 21, ott. 13, 20, 27; 1789, gen. 1, mar. 5, mag. 11, giu. 26, 29, lug. 6, 13, 17, 20, 27; ag. 3, 10, 24, 28, set. 14, 28, nov. 9, 16, dic. 14.

Orléans (duca di): 1788, gen. 7, 21, 28, apr. 21, dic. 15; 1789, mar. 16, mag. 11, 25, giu. 1, 26, ott. 19, 26.

Pallacorda (giuramento della): 1789, giu. 22.

Parlamenti provinciali: 1788, mag. 12, 19, giu. 2, 9, 16, 23, 30, lug. 7, set. 15.

Parlamento di Parigi: 1788, gen. 7, 14, 21, 28, feb. 4, 18, apr. 21, 28, mag. 5, 12, ag. 11, set. 15, 29, dic. 8, 15.

Protestanti (editto sui): 1788, gen. 7, 14, 28, feb. 4, lug. 28.

Reveillon (tumulto di): 1789, mag. 4.

Riforme: 1788, feb. 18, 23, mar. 3, 10, 24, apr. 7, 14, 21, 28, mag. 12, giu. 23, set. 8, 15, 22, ott. 13, 20, nov. 17.

Stati generali: 1788, lug. 14, 21, 28, set. 29, ott. 6, 27, dic. 8, 15, 22, 29; 1789, gen. 1, 12, 19, 26, feb. 2, 9, 23, mar. 2, 9, 16, 23, 30, apr. 13, 20, 27, mag. 4, 11, 18, 25, giu. 1, 8, 15, 22, 26, 29, lu. 6, 13, 17.

Terzo stato: 1789, feb. 2, 9, mar. 2, 9, apr. 20, mag. 11, 18, 25, giu. 1, 8, 15, 22, 26.

b. 2262

1790-1791

«Cristoforo Vincenzo Spinola, ministro residente, ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova, Parigi, 5 gen. 1790-27 dic. 1791 (138 dispacci: 71 del 1790, 67 del 1791).

Assemblea costituente, legislativa («Assemblea Nazionale»): 1790, gen. 5, 11, 18, 22, 25, feb. 5, 8, 15, 22, mar. 8, 15, 22, 29, apr. 5, 19, 26, mag. 3, 10, 15, 17, 24, 31, giu. 7, 14, 21, 28, lug. 12, 19, 26, ag. 2, 9, 16, 23, 28, 30, set. 6, 13, 20, ott. 4, 11, 18, 25, nov. 8, 22, 29, dic. 6, 13, 20; 1791, gen. 1, 17, 24, feb. 7, 14, 21, 28, mar. 14, 28, apr. 4, 11, 26, mag. 17, 24, 31, giu. 7, 14, 21, 28, lug. 5, 12, ag. 2, 9, 16, 30, sett. 6, 17, 27, ott. 4, 11, 18, 25, nov. 15, 22 dic. 12, 13, 20.

Beni nazionali (vendita): 1790, nov. 1; 1791, feb. 7, mag. 31.

Campo di Marte (massacro di): 1791, lug. 19.

Controrivoluzione. Emigrazione: 1790, dic. 20; 1791, gen. 3, mar. 14, mag. 31, giu. 7, 14, 21, lug. 5, 12, ag. 2, 9, 23, set. 6, 13, 20, 24, 27, ott. 4, 11, 18, 25, nov. 1, 8, 15, 22 dic. 6, 12, 13, 20, 27. Costituzione: 1790, gen. 5, 11, 18, 22, feb. 8, 15, 22, mar. 8, 15, 22, 29, apr. 5, 19, 26, mag. 3, 10, 17, 24, 31, giu. 7, 14, 21, 28, lug. 12, 19, 26, ag. 9, 16, 23, 30, set. 13, 20, ott. 18, nov. 1, 8, 29, dic. 6; 1791, gen. 10, 17, 24, 31, feb. 14, 21, 28, mar. 14, 28, apr. 4, 11, 19, mag. 17, 24, giu. 7, 14, lug. 12, 19, 26, ag. 2, 16, 23, 30, set. 6, 13, 17, 20, nov. 22.

Costituzione civile del clero: 1790, giu. 7, 21, 28, lug. 12, nov. 29, dic. 6; 1791, gen. 3, 10, 17, 24, 31, feb. 7, 14, 21, mar. 21, 28, apr. 4, 19, mag. 3, 10, giu. 7, nov. 22, dic. 13.

Giacobini («Club des Jacobins», «Partito Giacobitico»): 1790, ott. 18, nov. 1, dic. 6; 1791, feb. 21, apr. 4, 11, mag. 17, giu. 7, lug. 19, ag. 9, ott. 11, nov. 22, dic. 12, 13.

La Fayette (marchese di): 1790, gen. 18, apr. 12, mag. 31, giu. 21, ag. 2, set. 6, 20, nov. 15, dic. 12; 1791, feb. 28, mar. 7, apr. 19, 26, lug. 19, 26, set. 20, nov. 15, 22.

Marat: 1790, gen. 25.

Mirabeau: 1790, gen. 22, apr. 19, mag. 15, giu. 14, 21, ag. 23, 28, ott. 2, 4, dic. 6; 1791, gen. 1, feb. 28, apr. 4, 11.

Robespierre: 1791, nov. 15.

Varennes (fuga di): 1791, giu. 21, 28.

b. 2263

1792-1793

«Cristoforo Vincenzo Spinola, ministro residente, e Francesco Massuccone, segreterio di legazione, incaricato d'affari, ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova, Parigi, 3 gen. 1792-22 set. 1793» (153 dispacci: 60 di Spinola sino all'11 novembre 1792; 93 di Massuccone in seguito).

Armata rivoluzionaria: 1793, set. 10, ott. 8, 22.

Assemblea legislativa («Assemblea Nazionale»): 1792, gen. 3, 10, 17, feb. 7, 14, 21, 28, mar. 6, 13, apr. 3, 10, 17, 21, 24, mag. 1, 8, 22, 29, giu. 5, 12, 19, 23, 26, lug. 3, 10, 14, 17, 24, 31, ag. 7, 11, 14, 18, 21, 25, 28, set. 1, 4, 8.

Comitato di salute pubblica («Comitato rivoluzionario»): 1793, apr. 2, giu. 4, 11, 18, ag. 6, 13, 27, set. 10, 30, ott. 15, nov. 22.

Comitato di sicurezza generale: 1792, ag. 14; 1793, mar. 26, nov. 22.

Controrivoluzione. Emigrati: 1792, gen. 3, 10, 17, 24, 31, feb. 14, mar. 27, apr. 3, set. 11, ott. 23, 30, nov. 13, 20, dic. 25; 1793, mar. 23, apr. 2, 23.

Convenzione nazionale («Assemblea Convenzionale»): 1792, ag. 14, set. 15, 25, 29, ott. 2, 9, 23, 30, nov. 6, 13, 20, dic. 11, 18; 1793, gen. 8, 15, 22, 26, feb. 19, apr. 2, 9, 16, 23, 26, 27, mag. 7, 14, 21, 28, giu. 4, 18, 25, lug. 2, 9, 16, 23, 30, ag. 6, 27, sett. 3, 10, 30, ott. 15, 22. Costituzione del 1793: 1793, lug. 2, 30, ag. 13.

Danton (anche «Danthon»): 1792, ag. 14, set. 15, 22, ott. 9, 16, nov. 6.

Giacobini (club dei, anche «Partito giacobitico»): 1792, gen. 10, feb. 21, 28, mar. 6, 13, 20, 27, apr. 3, 10, 17, mag. 22, giu. 12, 19, 23, lug. 3, 14, 31, ag. 7, dic. 2; 1793, giu. 11.

Girondini («deputati della Gironda», «Girondisti»): 1793, apr. 16, 23, giu. 11.

Insurrezione federalista: 1793, giu. 11, 18, 25, lug. 9, 16, 23, 30, ag. 20, 27, set. 3, 10, ott. 15, 22.

La Fayette (marchese di): 1792, feb. 28, mar. 6, 13, apr. 10, giu. 5, 19, 23, 26, lug. 3, 14, 17, 24, 31, ag. 11, 14, 18, 21, 25, 28.

Luigi XVI (processo, esecuzione): 1792, nov. 6, 13, dic. 11, 18, 25; 1793, gen. 1, 8, 22.

Marat: 1792, set. 15, nov. 6; 1793, gen. 15, mar. 12, apr. 16, 27, giu. 4, lug. 16.

Maria Antonietta (processo, esecuzione): 1793, ag. 6, 13, ott. 8, 15, 19.

Montagna: 1793, apr. 16, giu. 25, lug. 2, 9, 23.

Robespierre: 1792, set. 15, nov. 6; 1793, gen. 15, 22, mar. 12, apr. 16.

Sanculotti (anche «persone sanculottarie»): 1792, set. 29; 1793, gen. 22, giu. 11.

Settembre (massacri di): 1792, set. 4, 8, 11.

Valmy (battaglia di): 1792, set. 22, 25.

Vandea: 1793, mag. 7, 14, 21, set. 3, 10, 30, ott. 25.

b. 2264

1794

«Bartolomeo Boccardi, incaricato di affari presso la Repubblica francese, ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova, Parigi, 28 gen. 1794-29 dic. 1794 (115 dispacci).

Armata d'Italia: 1794, apr. 18, ag. 25, ott. 3, nov. 6, 14, 31.

Armate del Nord, dei Pirenei, del Reno: 1794, feb. 28, mar. 7, 14, apr. 21, 25, 28, mag. 5, 12, giu. 11, lug. 7, 11, 18, 21, 28, ag. 8, set. 6, 16, 22, ott. 7, 13, 24, 28, 31, nov. 6, 7, 10, 18, 31.

Austria (presa di Landreceis): 1794, mag. 5.

Brest, Irlanda: 1794, mar. 14, apr. 21, giu. 11, nov. 6, dic. 12.

Capraia: 1794, mar. 19, giu. 13.

Chouans (arresti di): 1794, mar. 14, 26, apr. 9, lug. 29, ag. 12, 26, ott. 24, 28, dic. 9.

Comitato di salute pubblica: 1794, mar. 14, 19, lug. 16, 25, 28, ag. 1, 4, 15, 19, 25, 29, set. 2, 22, ott. 17, nov. 6, 14, 18, dic. 8.

Comitato di sicurezza generale: 1794, mar. 9, lug. 25, 28, ag. 4, 19, 29, set. 22, nov. 11, dic. 8.

Commissione affari stranieri: 1794, apr. 21, ag. 1, ott. 17, nov. 14.

Condanne: 1794, mar. 14, 26, apr. 9, lug. 29, ag. 12, 26, ott. 24, 28, dic. 9.

Congiure: 1794, mar. 19, lug. 28, ag. 25.

Convenzione: 1794, mar. 26, apr. 9, mag. 12, giu. 11, lug. 28, 29, ag. 1, 4, 25, 26, 29, set. 2, 5, 9, 15, 22, ott. 17, 24, 28, nov. 11, 18, 24, dic. 8, 9.

Danimarca: 1794, mag. 8, ott. 20, dic. 2.

Famiglia reale: 1794, mar. 19.

Genova: 1794, mag. 12, ag. 25, nov. 28.

Giacobini: 1794, mar. 14, set. 15, 19, 22, ott. 13, 17, nov. 11.

Ginevra: 1794, ag. 25.

Guadalupa: 1794, set. 12.

Inghilterra: 1794, apr. 9, dic. 2, 9, 12, 16.

Lione (disordini di): 1794, set. 22.

Malta: 1794, mag. 8.

Marsiglia (disordini di): 1794, set. 22.

Nobili e stranieri (espulsione di): 1794, apr. 21.

Olanda: 1794, ott. 13, nov. 18, dic. 2, 9.

Piemonte: 1794, mag. 2, nov. 18.

Potenze neutrali: 1794, mar. 26, apr. 9, mag. 8, giu. 11, 27, lug. 4, 7, ag. 25, set. 5, ott. 31, nov. 28, dic. 2.

Prestiti: 1794, feb. 28, mag. 30, giu. 6, 9, set. 5.

Prussia: 1794, apr. 9, 21, 25, ott. 17, nov. 6, 28, dic. 9, 12, 16, 19.

Robespierre: 1794, giu. 30, lug. 4, 28, ag. 1, 4, 5, set. 2.

Santo Domingo: 1794, mar. 14, 19, apr. 21.

Spagna: 1794, ott. 13, 20, 24, nov. 18, dic. 2, 9, 16, 19.

Stati Uniti: 1794, apr. 25, ag. 8, 11, 15, 25, 29, ott. 24, dic. 2, 19.

Svezia: 1794, mag. 8, ott. 20, dic. 19.

Tolone: 1794, dic. 12.

Tribunale rivoluzionario: 1794, mar. 9, apr. 9, mag. 12, giu. 27, 29, ag. 5.

Vandea: 1794, apr. 5.

b. 2265

1795

«Bartolomeo Boccardi, incaricato di affari presso la Repubblica francese, ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova, Parigi, 2 gen. 1795-2 dic. 1795 (138 dispacci).

Armata d'Italia: 1795, gen. 19, 26, 30, feb. 10, 13, 29, mar. 16, 24, apr. 3, 6, mag. 4, 18, lug. 6, 27, ag. 3, 17, 26, dic. 7, 14.
 Armate del Nord, dei Pirenei, del Reno: 1795, gen. 12, 13, 21, 26, lu. 7, 11, 18, 21, 28, ag. 8, set. 5, 16, 22, ott. 7, 13, 24, 28, 31, nov. 6, 7, 10, 18, 31.
 Austria: 1795, mar. 27, 30, mag. 1, 11, 25, giu. 15, lug. 1, 6, 20, set. 18, dic. 21.
 Carestia: 1795, gen. 8, 13, mar. 16, 30, mag. 8, 15, 20, giu. 1, nov. 13, dic. 4.
 Chouans (arresti di): 1795, mar. 4, 9, giu. 1, ag. 3, dic. 14.
 Comitato di salute pubblica: 1795, gen. 12, feb. 6, mar. 6, 9, giu. 5, lug. 6, 24, ag. 3, 7, set. 4.
 Commercio (embargo): 1795, gen. 8.
 Costituzione, leggi organiche costituzionali: 1795, mag. 5, giu. 15, set. 25, ott. 24.
 Culto (libertà di): 1795, feb. 23, mar. 2.
 Danimarca: 1795, gen. 23, 26, 30, nov. 23.
 Dichiarazione dei diritti (modifiche della): 1795, lug. 6.
 Direttorio (elezioni e incarichi del): 1795, nov. 2, 4, 6, dic. 14.
 Finanze (ristabilimento delle): 1795, nov. 27.
 Genova: 1795, mar. 6, nov. 23.
 Ginevra: 1795, nov. 23.
 Inghilterra: 1795, gen. 8, 12, 16, feb. 23, mar. 13, apr. 6, 10, 11, 13, 17, 20, nov. 16, 23, 27, dic. 4, 14.
 Insurrezioni: 1795, apr. 3, 16, lug. 24, set. 25.
 Lione (disordini di): 1795, giu. 26, lug. 6.
 Malta: 1795, nov. 23.
 Marsiglia (disordini di): 1795, feb. 6.
 Mediterraneo: 1795, mag. 1, 18, lug. 24, ott. 24.
 Olanda: 1795, gen. 8, 12, 13, 16, 21, 23, 26, 30, feb. 6, 9, 16, apr. 3, 13, mag. 6, 11, 18, 25, giu. 5, 22, 24, lug. 24, 29, ag. 3, 28, 31, dic. 14.
 Parigi (disordini di): 1795: mag. 22, set. 25, ott. 6, 7, 9, 16.
 Piemonte: 1795, mar. 23, 24, apr. 13, 20, mag. 4, 11, 25, giu. 8, 15, 22, ag. 3, nov. 20, 27.
 Potenze neutrali: 1795, gen. 16, 19, feb. 2.
 Prestiti: 1795, gen. 23, 30, mar. 9, 14, mag. 8, 15, giu. 1, 15, dic. 7.
 Prussia: 1795, gen. 2, 12, 16, 21, 30, feb. 2, 6, 9, 23, mar. 4, 23, 30, apr. 6, 11, 13, 22, mag. 1, giu. 5, 15, lug. 20, 24, ag. 3, 38.
 Roma: 1795, feb. 9.
 Sequestri di beni stranieri: 1795, gen. 2, ag. 7.
 Spagna: 1795, gen. 2, 16, feb. 9, mar. 4, 9, 23, 27, 30, apr. 6, 13, mag. 1, 11, 18, 22, 25, 29, giu. 15, lug. 20, 27, 29, 31, ag. 3, 17, 21, 28.
 Stati Uniti: 1795, feb. 2, mag. 29, lug. 6, nov. 23.
 Svezia: 1795, gen. 23, 26, 28, 30, feb. 26, apr. 13, 22, 24, 27, mag. 15, nov. 23, dic. 7.
 Tolone: 1795, mar. 9, 13, giu. 1, ott. 24.
 Toscana: 1795, gen. 23, 26, feb. 2, 9, 13, 16, 23, mar. 6, 9, 20, 23, 24, apr. 24, mag. 15, nov. 23, dic. 11, 14, 18.
 Vandea: 1795, mar. 2, 9, 16, dic. 14.
 Venezia: 1795, lug. 24, 31, nov. 23.

b. 2266

1796-1797

«Bartolomeo Boccardi, incaricato di affari presso la Repubblica francese, ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova, Parigi, 1 gen. 1796-24 dic. 1796 (95 dispacci).

Armata d'Italia: 1796, gen. 11, feb. 14, 17, mar. 3, apr. 5, 22, 25, 29, mag. 2, 6, 9, 20, 30, giu. 17, lug. 17, 22, 28, ag. 13, 29.
 Armate del Nord, dei Pirenei, del Reno: 1796, gen. 8, 11, feb. 21, mar. 14, apr. 8, 11, 22, 29,

mag. 2, 6, 27, giu. 10, 17, 24, 27, lug. 4, 28, 31, ag. 13, 15, set. 5, 19, 29, ott. 10, 11, 17, 23, 31, nov. 7, dic. 4, 12, 20.
 Austria: 1796, gen. 2, 11, feb. 17, lug. 22, ag. 13, 15, nov. 25, dic. 12.
 Brest, Irlanda: 1796, gen. 9, set. 26, nov. 7, 8, 14, dic. 4, 24, 26.
 Buonaparte: 1796, mar. 13, 14, lug. 4, 10, 17, dic. 24.
 Commercio (embargo del): 1796, lug. 10, 17, ag. 13, set. 19, nov. 7, 14, dic. 20.
 Culto (riforme del): 1796, ag. 18.
 Danimarca: 1796, mar. 28.
 Genova: 1796, ag. 8.
 Inghilterra: 1796, gen. 11, feb. 1, 11, apr. 22, giu. 3, lug. 17, ag. 13, 15, 18, 22, 29, set. 19, 26, ott. 1, 8, 11, 23, 31, nov. 7, 14, 24, dic. 4, 12, 20, 24.
 Insurrezioni: 1796, mag. 13, set. 5, 12, 26, ott. 1, 10, 23.
 Legge del 3 brumaio (decreto del 24 ott. 1795): 1796, set. 26, ott. 21.
 Lione (disordini di): 1796, mag. 30.
 Malta: 1796, mag. 20.
 Marsiglia (disordini di): 1796, ag. 28.
 Mediterraneo: 1796, ag. 18, 22, set. 19.
 Modena: 1796, lug. 4, nov. 7, 25.
 Napoli: 1796, lu. 28, ag. 18, ott. 11, 17, nov. 25, dic. 4, 20.
 Olanda: 1796, gen. 11, feb. 14, 21, mar. 6, 22, mag. 20, 23, 30, nov. 17, dic. 12.
 Ordine pubblico: 1796, apr. 18.
 Parma: 1796, lug. 4, nov. 7, 25.
 Piemonte: 1796, gen. 15, feb. 11, 17, mag. 2, 6, 9, 16, 20, 23, ag. 3, dic. 4.
 Portogallo: 1796, ott. 23, 31, nov. 7, 25, dic. 4, 20.
 Prestiti: 1796, gen. 8, 15, 26, feb. 1, 27, mar. 28, apr. 29, dic. 12.
 Prussia: 1796, feb. 14, mar. 6, set. 19, 26, dic. 12.
 Roma: 1796, lug. 25, ag. 13, 18.
 Società del Tempio (chiusura della): 1796, mar. 3.
 Società del Pantheon (chiusura della): 1796, mar. 3.
 Spagna: 1796, gen. 2, 11, lug. 28, ag. 13, 15, 18, 22, 29, set. 15, 19, nov. 7, 23, 30.
 Stampa (libertà di): 1796, mar. 14, apr. 18.
 Stati Uniti: 1796, mar. 14.
 Svezia: 1796, gen. 2, feb. 21, mar. 14, mag. 30, giu. 10, 24, ag. 8, dic. 4, 20.
 Toscana: 1796, gen. 11, 30, feb. 1, mar. 28.
 Vandea: 1796, mar. 14, 28, apr. 8.
 Venezia: 1796, gen. 2, feb. 27, apr. 22.
 Württemberg: 1796, lug. 25, 28.

Vincenzo Spinola, inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso il Direttorio esecutivo della Repubblica francese, ai Serenissimi collegi, al Doge e al Governo provvisorio della Repubblica di Genova, Parigi, 10 lug. 1796-10 lug. 1797 (66 dispacci: 36 del 1796, 30 del 1797).

Armata d'Italia: 1796, lug. 22, ag. 15, 18, ott. 7, nov. 27, dic. 4; 1797, gen. 29, feb. 12.
 Armata della Mosella e del Reno: 1796, ott. 1, 19, 27, dic. 3; 1797, feb. 26, apr. 23.
 Armata interna: 1796, ott. 27.
 Austria: 1796, ag. 3, 13, 18, ott. 19, nov. 15, 19, 27; 1797, gen. 1, 15, feb. 12, mag. 1, 3, 22, giu. 3, 19, 24.
 Bologna: 1796, ott. 19, 26.
 Brest: 1796, dic. 16, 23; 1797, gen. 1, 5, 11, 15.
 Buonaparte: 1796, ott. 1, 26; 1797, feb. 6, apr. 23, mag. 1, 19, 22, giu. 3, 6, 19, 24.
 Capraia: 1796, ott. 19.
 Comitato di salute pubblica: 1796, nov. 6, 7.
 Commercio: 1796, lug. 31, ag. 3, 18, set. 26, ott. 11, dic. 16; 1797, gen. 23, feb. 6, apr. 9, mag. 1, giu. 19.
 Corpo legislativo: 1797, giu. 24.
 Danimarca: 1797, giu. 3.
 Direttorio esecutivo: 1796, lug. 31, ag. 3, 8, 18, 29, set. 12, 26, ott. 1, 5, 11, 19, 25, 26, 27, nov. 2, 7, 15, 19, dic. 16, 23; 1797, gen. 29, feb. 6, 20, mar. 20, apr. 3, mag. 1, 22, giu. 3, 6, 10, 19, 24, lug. 2.
 Ferrara: 1796, ott. 19, 26.
 Finanze (Ministero delle): 1796, nov. 27, dic. 16; 1797, mar. 20.

Genova: 1796, ag. 8.
 Governo provvisorio: 1797, giu. 24, lug. 2.
 Insurrezioni: 1796, set. 12, dic. 16; 1797, feb. 26, giu. 3.
 Irlanda: 1796, nov. 7, dic. 3; 1797, gen. 1, 5, 11, 15, 23, giu. 6.
 Luni (Dipartimento di): 1797, apr. 9.
 Milano: 1796, ott. 19, 26.
 Napoli: 1796, ag. 18, dic. 12; 1797, giu. 3.
 Parma: 1796, ott. 19, nov. 7, 15, dic. 4.
 Piemonte: 1796, lug. 22, 28, 31, ag. 3, 13, 15, 22, 29, ott. 1, 11, 19, 25, nov. 7, 15, 27, dic. 16; 1797, gen. 1, 5, 15, feb. 6, 20, apr. 3, mag. 1, 3, 22.
 Portogallo: 1797, feb. 20, mag. 1, giu. 24.
 Prussia: 1797, gen. 1.
 Reggio: 1796, ott. 19.
 Repubblica cisalpina: 1797, apr. 9.
 Repubblica cispadana: 1797, mag. 1.
 Roma: 1796, lug. 28, ag. 18.
 Spagna: 1796, ag. 18, set. 4, 12, ott. 1, 11, 25, 26, dic. 4; 1797, gen. 1.
 Stati Uniti: 1796, dic. 16; 1797, giu. 24.
 Svezia: 1796, ag. 8.
 Toscana: 1796, ott. 19; 1797, feb. 6, mag. 1.
 Venezia: 1796, ag. 3, 18, ott. 19, dic. 12; 1797, mag. 3, 19, giu. 24.
 Württemberg: 1796, lug. 28.

b. 2267

1797-1798

Bartolomeo Boccardi, ministro presso la Repubblica francese, ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova, e al ministro delle relazioni estere della Repubblica ligure, Parigi, 1 gen. 1797-24 dic. 1798 (76 dispacci: 72 del 1797; 4 del 1798).

Amministrazione civile e militare (destituzione di membri): B.N. 1797, ag. 13, 27, set. 4, 18.
 Armata d'Inghilterra (preparazione della): 1797, ott. 29, nov. 26, dic. 23; B.N. 1797, ott. 28, nov. 20, dic. 12.
 Armistizio con il papa: 1797, feb. 28, mar. 6, apr. 3; B.N. 1797, lug. 30.
 Austria (trattative): 1797, feb. 28, mar. 26, apr. 3, 17, 23; mag. 1, 15, 29, ag. 7, 13, 21, set. 10, ott. 15, 29, 30, nov. 6, 11, dic. 12, 23; B.N. 1797, ag. 3, 27, ott. 9, 15, 28.
 Austriaci (sconfitte): 1797, gen. 1, 15, feb. 10.
 Babeuf, Buonarroti e compagni (condanne): 1797, mag. 29.
 Buonaparte: 1797, mag. 21, lug. 24, nov. 26; 1798, gen. 1, 7; B.N. 1797, nov. 6.
 Carlo (arciduca): 1797, apr. 17.
 Colpo di stato del 18 fruttidoro: B.N. 1797, set. 4, 18.
 Commissione militare per giudicare gli emigrati: B.N. 1797, ott. 9, 15, 28.
 Consiglio dei 500 (composizione del): B.N. 1797, nov. 6.
 Debito pubblico (riduzione del): B.N. 1797, set. 28, ott. 9, nov. 20.
 Direttorio esecutivo e Consiglio dei 500 (contrastati): 1797, mar. 26, ag. 22, set. 4; B.N. 1797, ag. 3, 13, 28, set. 4.
 Direttorio, Consigli (destituzioni e nomine di membri): 1797, gen. 31, mar. 6, mag. 21, 29, giu. 2, lug. 24, ott. 23; B.N. 1797, lug. 30, ott. 9.
 Esuli dei Dipartimenti del Reno: B.N. 1797, ag. 27, set. 4.
 Ex-nobili: B.N. 1797, nov. 20.
 Feste: 1797, gen. 23, lug. 16, ag. 13, nov. 6; B.N. 1797, lug. 30, ag. 13.
 Guardia nazionale: B.N. 1797, lug. 30.
 Impero Ottomano: 1797, lug. 30; B.N. 1797, lug. 30.
 Inghilterra (trattative): 1797, lug. 16, ag. 13, set. 10, ott. 15; B.N. 1797, ott. 9, 25, nov. 6.
 Italia: 1797, mar. 6, apr. 11, 17, mag. 1, 15, ag. 3, 13, 17, 21, 22, ott. 15, 29, nov. 11, 12, dic. 18; B.N. 1797, dic. 12.
 Massacro del 2 settembre: B.N. 1797, set. 4.
 Polizia del culto: 1797, lug. 16; B.N. 1797, ag. 27.
 Portogallo (trattative): 1797, gen. 15, mar. 6, apr. 17, mag. 1, 15, lug. 24, ag. 13, ott. 15, 29, nov. 6; B.N. 1797, ag. 13, set. 18, ott. 15, 28.

Presbiteri (vendita di): B.N. 1797, lug. 30, ag. 3.
 Preti (arresti di): 1797, ott. 15; B.N. 1797, ott. 9, 15.
 Provveditori delle armate: B.N. 1797, set. 4.
 Radstadt (congresso di): 1797, ott. 29, nov. 11, 14, 26, dic. 18; 1797, ott. 28, dic. 12.
 Realisti (rivolte): 1797, gen. 31, feb. 10, 15, mar. 26, apr. 3, 11, lug. 24, ag. 7; B.N. 1797, lug. 30, ag. 3, 7, 28, set. 4, 18, 28, ott. 9, 15, 28, nov. 6, dic. 12.
 Regno di Sardegna (trattative): 1797, apr. 2, 11, 17, mag. 29, ott. 29, dic. 17, 23; 1798, gen. 2, 7, 9, feb. 4, 26, mar. 4, 18, 24; B.N. 1797, ott. 28.
 Reno (campagna del): 1797, gen. 26, mar. 26, apr. 3, 11, 17, 23.
 Repubblica cisalpina (trattative): 1797, ag. 13, dic. 23, 26; 1798, mar. 18, 24, 26, apr. 1; B.N. 1797, ag. 3, 27.
 Repubblica di Genova, poi Repubblica Ligure (trattative): 1797, gen. 26, 31, lug. 24, ag. 7, 17, 21, set. 25, ott. 29, nov. 20, dic. 1, 17, 18, 1798, gen. 14, feb. 24, mar. 4; B.N. 1797, lug. 30.
 Riunioni politiche: B.N. 1797, lug. 30.
 Saint-Simon (marchese di, arresto): B.N. 1797, set. 18.
 Scuole e teatri: B.N. 1797, nov. 20.
 Società dei «Figli legittimi e dei Filantropi» (arresti): B.N. 1797, dic. 12.
 Stati Uniti: 1797, gen. 1, 26, 31, feb. 15, nov. 6; B.N. 1797, set. 28.
 Tribunale unico per crimini contro lo stato (progetto di Thibaudeau): B.N. 1797, set. 4.
 Truppe (movimenti di): 1797, ag. 22; 1798, gen. 14; B.N. 1797, lug. 24, 30, ag. 3, 13.

Giuseppe Bertuccioni, deputato presso la Repubblica francese, al Comitato delle relazioni estere della Repubblica ligure, Parigi, 1 dic. 1797-9 apr. 1798 (21 dispacci: 6 del 1797, 15 del 1798).

Austria: 1797, dic. 1, 4.
 Buonaparte: 1797, dic. 4, 17, 23; 1798, gen. 2, 7, 9, feb. 4.
 Cantoni elvetici: 1797, dic. 3.
 Chouans: 1798, mar. 24.
 Costituzione: 1798, gen. 2.
 Elezioni: 1798, gen. 2, mar. 24, apr. 1.
 Giornali: 1798, apr. 1.
 Inghilterra (spedizione): 1797, dic. 23.
 Italia: 1797, dic. 23; 1798, gen. 13, feb. 26, mar. 24.
 Napoli: 1798, mar. 18.
 Piemonte: 1797, dic. 1, 17; 1798, gen. 2, feb. 26.
 Repubblica cisalpina: 1797, dic. 17, 23, 26; 1798, gen. 2, 7, 13, 26, feb. 26, mar. 4, 18, apr. 1.
 Repubblica di Lucca: 1797, dic. 23; 1798, gen. 13, 26, feb. 26.
 Roma: 1798, feb. 4, 26.
 Tolone (armamento): 1798, mar. 18.

Bartolomeo Boccardi, ministro plenipotenziario al congresso di Radstadt, al ministro delle relazioni estere della Repubblica ligure, Radstadt, 2 giu. 1798- 24 dic. 1798 (80 dispacci).

Tutti i dispacci dal 2 giugno 1798 al 24 dicembre 1798 contengono notizie sul congresso di Radstadt.

«Bollettino delle notizie» (B.N.), redatto a cura di Mariano Mariani, incaricato di affari presso la Repubblica francese e allegato a lettere di Boccardi, Parigi, 30 lug. 1797-23 gen. 1798 (14 bollettini: 11 del 1797; 3 del 1798).

b. 2268

1798-1799

Luigi Lupi, inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso la Repubblica francese, al ministro delle relazioni estere della Repubblica ligure, Parigi, 24 mar. 1798-29 dic. 1798 (64 dispacci).

Armata (comandi delle): 1798, ott. 15, 21.
 Cantoni elvetic: 1798, apr. 22, ag. 26.
 Consigli (elezioni): 1798, mag. 5.
 Dichiarazione di guerra al re di Napoli e al re di Sardegna: 1798, dic. 8.
 Direttorio esecutivo e Consigli (sostituzione di membri): 1798, mag. 13, 15, 18, 26, dic. 10.
 Egitto (campagna di): 1798, apr. 12, 22, mag. 5, 21, giu. 10, 15, 18, 30, lug. 2, 8, 30, set. 15, 23, ott. 21, nov. 10, 24.
 Inglese a Livorno e Porto Ercole: 1797, dic. 10.
 Irlanda (insurrezione di): 1798, giu. 18, 30, lug. 8, ag. 5, 13, set. 8, 15, ott. 7, 28.
 Liguria (rifornimenti per la): 1798, nov. 18, 20, 24.
 Pesi e misure: 1798, set. 23.
 Radstadt (congresso di): 1798, apr. 27, mag. 18, 21, 26, giu. 15, lug. 10, 18, set. 8, 23, ott. 21, dic. 2.
 Realisti: 1798, ott. 23, nov. 3, 18.
 Repubblica ligure (trattative): 1798, apr. 14, 17, 27, mag. 17, 26, giu. 4, set. 15, 23.
 Repubblica ligure/Regno sardo (trattative): 1798, giu. 15, 18, 24, 30, lug. 16, 18, 30, ag. 6, set. 15, ott. 15, 21, nov. 10, 20, 24.
 Repubblicani (partito): 1798, apr. 12.
 Scontro navale franco-inglese: 1798, ott. 28.
 Stampa (libertà di): 1798, ag. 26.

Mariano Mariani, incaricato d'affari presso la Repubblica francese, al Comitato e al ministro delle relazioni estere della Repubblica ligure, Parigi, 29 gen. 1798-16 feb. 1799 (65 dispacci: 60 del 1798; 5 del 1799).

Armata (mobilitazione): 1798, set. 23, ott. 1, 7, dic. 2.
 Austria: 1798, mag. 13, 21, lug. 16, ag. 1, 5, 13.
 Cantoni elvetic (trattato): 1798, ag. 27.
 Egitto (campagna di): 1798, apr. 1, 9, 17, 23, 30, giu. 15, lug. 2, ag. 13, set. 16, ott. 1, 7, nov. 26.
 Elezioni: 1798, mar. 25, apr. 1, 9, 17, 23, 30, mag. 13.
 Esercito (progetti di riforma): 1798, set. 5.
 Esercito austriaco (battaglie): 1798, feb. 18; B.N. 1798, feb. 6.
 Esercito russo (movimenti): 1798, ott. 1, 7.
 Fiandre (insurrezione delle): 1798, ott. 29, nov. 4, 12, 18, dic. 10, 29.
 Flotta inglese a Napoli: 1798, ag. 19, set. 16.
 Generali dell'esercito: 1798, lug. 16, ott. 15, nov. 4, dic. 29; 1799, feb. 9, 16, 24; B.N. 1798, gen. 29, feb. 6.
 Inghilterra (spedizione): 1798, feb. 26, mar. 6, 12, 25; B.N. 1798, feb. 6.
 Irlanda (ribelli): 1798, lug. 8, 18, ag. 27, set. 16, 23, ott. 1, 7, 15, 29, nov. 18.
 Le Havre (blocco di): 1798, giu. 14.
 Ministri (sostituzioni dei): 1798, feb. 18.
 Monarchia piemontese (caduta della): 1798, dic. 16; 1799, gen. 5.
 Napoli: 1798, set. 23, ott. 21, nov. 4, 26, dic. 24; 1799, gen. 19, feb. 9.
 Olanda: 1798, mar. 12, giu. 4; B.N. 1798, gen. 29.
 Pesi e misure: 1798, gen. 29.
 Radstaldt (congresso di): 1798, lug. 16, ag. 1, 13.
 Realisti: 1798, gen. 10, ott. 21, nov. 26, dic. 16, 30; B.N. 1798, feb. 6.
 «Rédacteur»: 1799, gen. 19.
 Repubblica cisalpina: 1798, mar. 26, lug. 30, ag. 19, 27, nov. 4.
 Repubblica ligure/Regno sardo (trattative): 1798, giu. 15, lug. 2, 8, 16, ag. 1, 5, ott. 29.
 Roma: 1798, gen. 21, feb. 6, mar. 6, nov. 26.
 Scontri navali franco-inglesi: 1798, apr. 17, giu. 15, dic. 29.
 Spagna: 1798, giu. 10.
 Stampa (libertà di): 1798, ag. 27.
 Truppe francesi in Svizzera e Germania: 1798, mar. 12, 20, mag. 13, 21.

«Bollettino delle notizie» (B.N.), redatto a cura di Mariano Mariani e allegato ad alcune sue lettere, Parigi, 29 gen. 1798, 6 feb. 1798 (2 bollettini).

b. 2269

1799

Luigi Lupi, inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso la Repubblica francese, al ministro delle relazioni estere della Repubblica ligure, Parigi, 7 gen. 1799-10 giu. 1799 (35 dispacci).

Armata d'Italia: 1799, feb. 16, mag. 11, 13, 14, 20.
 Armata del Reno: 1799, feb. 2, 16, mar. 10, 16, 24, 30, apr. 13, 27, mag. 25.
 Austria: 1799, mar. 22, apr. 29.
 Direttorio, Ministri, Consiglio dei 500 (nomine): 1799, mar. 13, mag. 5, 11, 12, 14, 16, 20.
 Emigrati: 1799, mar. 16.
 Giornali: 1799, mar. 3.
 Irlanda (insurrezione): 1799, feb. 2.
 Piemonte: 1799, mar. 2, apr. 13.
 Prestiti alla Francia: 1799, feb. 8, 16, mar. 2.
 Repubblica ligure: 1799, gen. 13, feb. 16, mar. 2, 3, 10, 24, 30, apr. 7, 10, 13, 20, 27, mag. 11, 13, 19, 20, 28.
 Svizzera (insurrezione): 1799, mag. 11, 14.
 Truppe francesi a Napoli: 1789, feb. 8, 24.

Bartolomeo Boccardi, ministro plenipotenziario al congresso di Radstadt, al ministro delle relazioni estere della Repubblica ligure, Radstadt, 1 gen. 1799-14 apr. 1799 (21 dispacci).

Tutti i dispacci dal 1 gennaio al 14 aprile 1799 contengono notizie sul congresso di Radstadt.

Bartolomeo Boccardi, ministro plenipotenziario presso la Repubblica francese, al ministro delle relazioni estere della Repubblica ligure, Parigi, 12 mag. 1799 (49 dispacci).

Armata d'Italia: 1799, mag. 25, lug. 6, 12, 20, 22, 28, ag. 6, 11, 12, 19, 23, 25, 29, 31, set. 3, 4, 6, 9, 18, 22, 28, ott. 12, 30, nov. 9, 27, dic. 1.
 Armata del Reno: 1799, mag. 25, ag. 11, 19, 23, 25, 29, set. 3, 14, 18, 24, 28, 30, ott. 2, 4, 6, 8, 12, 14, nov. 27, dic. 1.
 Buonaparte a Fréjus: 1799, ott. 14.
 Circoli costituzionali a Parigi: 1799, lug. 12.
 Colpo di stato di brumaio: 1799, nov. 9, 10, 12, 17.
 Consolato: 1799, nov. 17.
 Costituzione (pubblicazione della): 1799, dic. 6.
 Direttorio: 1799, lug. 22.
 Leggi organiche (riforme delle): 1799, nov. 12, 17.
 Ministri (nomine): 1799, giu. 30, lug. 22, ag. 6, set. 18.
 Olanda: 1799, set. 3, 14, 18, 24, 28, 30, ott. 4, 18.
 Organizzazione politica nuova: 1799, dic. 9.
 Prestito: 1799, dic. 1, 27.
 Realisti: 1799, lug. 12, ag. 25.
 Repubblica elvetica (riforma del trattato): 1799, ag. 6.
 Réveillère, Reubell, Treilhard: 1799, lug. 20, ag. 6, 11.

Lettere dei Consoli, bb. 94 (1506-1805)

«Francia», 1555-1810, bb. 10.

b. 2623

1789-1799

Marsiglia. Il console Nicolò Pagano, i vice-consoli Giovanni Battista Marone e Filippo Dania, il residente Bartolomeo De Grossi ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova, al Governo provvisorio e al Comitato delle relazioni estere della Repubblica ligure: 11 gen. 1789-28 dic. 1799 (250 dispacci e lettere).

Notizie su disordini a Marsiglia (1792, lug. 21, 28, ag. 11, sett. 1, 8; 1796, feb. 13, lug. 24, ag. 13, 29, set. 24, ott. 3, 17) e in altre località (1792, ag. 25, set. 15; 1795, feb. 28, mar. 13, mag. 23, 30, gen. 6; 1796, lug. 10, ag. 21, 27, set. 25, ott. 15, 23, dic. 2); arresti (1794, apr. 2, ag. 28; 1795, mar. 13, apr. 11, 25, mag. 23); emigrati e preti refrattari (1792, mar. 10, set. 28; 1795, dic. 17; 1796, gen. 9, 16, feb. 6, mar. 26, apr. 5, mag. 15, 31; 1797, set. 25, ott. 9, 15); situazione a Marsiglia (1792, mar. 3, 10, giu. 30, lu. 7, 28, ag. 18; 1793, ag. 30; 1794, set. 6, 11, dic. 13; 1795, mar. 3; 1796, gen. 3, 9, 16, 30, feb. 13, 27, apr. 5, 16); proclamazione della Repubblica (1792, lug. 28; set. 15, 24) e accettazione della costituzione (1793, ag. 28, 30; 1795, set. 17); assegni falsi (1794, set. 6; 1795, feb. 25); crisi del commercio (1798, ott. 7); prezzo politico del pane (1797, ott. 9, 23); scioglimento della Guardia Nazionale (1797, ott. 9); coccarde di nazioni estere (1797, nov. 20, 25, dic. 2); armamenti in Tolone, preparativi per l'armata d'Italia (1792, giu. 9, set. 24; 1794, mar. 3, 20, 28 apr. 2, mag. 17, set. 6, dic. 13; 1795, apr. 25, giu. 6, 13; 1796, gen. 3, 9, 16, 30, feb. 13, 27, mar. 21, 26, apr. 5, ott. 17, 22; 1797, gen. 7, 14, ott. 9; 1799, dic. 23); rifornimenti per l'armata d'Italia (1799, lug. 6, 13, ag. 10, 17, 24, 31, set. 14, 28, ott. 5, 8, 12, 14, 19, 26, nov. 9, 16, 21, 23, 30, dic. 7, 14, 21, 28); movimenti di truppe (1792, giu. 9, 16, 30, lug. 27, ag. 18, set. 1, 8, 15, ott. 6, 13; 1794, mar. 28); movimenti della flotta francese (1795, feb. 28, mar. 3, 13, apr. 11, mag. 7, giu. 13, set. 17; 1796, gen. 3, 16, 30, feb. 6, mar. 21, 26, apr. 7, 8, 16, 23, 30, mag. 15, 21, lug. 16, nov. 14, 16, dic. 3, 10, 17; 1797, gen. 7, 14, mar. 6, 20, mag. 20, 29, giu. 24, ott. 9, 23, dic. 2; 1799, giu. 15); spostamenti della squadra inglese (1794, mar. 3; 1795, mag. 30, set. 17; 1796, gen. 9, 16, feb. 27, mar. 5, mag. 14, 21, 31, giu. 6, lug. 24, ag. 13, 20, ott. 7; 1799, ag. 6); Buonaparte (1796, ag. 22; 1797, lug. 10; 1798, nov. 7; 1799, ott. 12); convenzione di Mombello (1797, giu. 24); spedizione contro Gibilterra (1797, mag. 24); campagna d'Egitto (allegato a lettera del 1799, set. 28).

b. 2626

1787-1789

«Tolone. Il console Luigi Giuliani ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova: 29 mar. 1787-19 dic. 1789 (38 dispacci)».

Nel dispaccio del 14 giu. 1788 dà notizia dell'arrivo degli ambasciatori di Tippoo Sanio al re di Francia. In quello del 19 dic. 1789 riferisce sull'affare degli ufficiali di marina fatti incarcerare dal comune di Tolone, e sull'insurrezione dei volontari tolonesi.

b. 2627

1789-1799

«Tolone, il console Luigi Giuliani ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova: 28 mar. 1789-5 dic. 1793 (61 dispacci)».

Notizie sulle elezioni per gli Stati generali (1789 mar. 28, apr. 4); arresto degli ufficiali di marina (1789 dic. 5); allestimenti di vascelli di linea della flotta da guerra (1790 set. 11, dic. 11, 25; 1792 apr. 21, giu. 2, 16); armamento a difesa della città (1792, giu. 9); tumulto di Antibes (1792 giu. 30); annuncio del raduno dei Federati a Parigi (1792 lug. 7); disordini a Tolone (1792 ag. 18, ott. 27); sequestri dei bastimenti dei coalizzati (1792 ag. 18, ott. 27); sequestri dei bastimenti dei coalizzati (1793 feb. 9); dichiarazione di guerra alla Spagna (1793 mar. 9); abolizione del «diritto di fret» ed estensione del provvedimento alle navi genovesi (1793 mag. 18), sollevazione di Tolone e Marsiglia, occupazione da parte dei coalizzati, combattimenti attorno a Tolone (1793 lug. 18, set. 2, ott. 10).

Nella stessa busta 3 dispacci da Tolone del console Medoni alla Repubblica di Genova (1796 ott. 7) e poi alla Repubblica ligure (1797 set. 2-1799 giu. 15); 3 dispacci da Tolosa del console Giuseppe Montano al Direttorio della Repubblica ligure (1798 mag. 6-1799 gen. 2); 13 dispacci da Ajaccio del console Ornano al Comitato delle relazioni estere e al ministro delle Relazioni estere della Repubblica ligure (1797 ott. 15-1978 set. 16); i soli con notizie sui combattimenti attorno ad Ajaccio tra francesi e inglesi e loro alleati corsi; un dispaccio da Bastia del viceconsole Patrimonio al ministro delle Relazioni estere della Repubblica ligure (1798 lug. 2) e 2 del viceconsole Gio. Batta. Gatti (1799 lug. 23).

b. 2655

1793-1799

Nizza. I consoli Felice Gianbattista Giorni, Giulio Gastaldi, Francesco Giacometti, Bartolomeo Albertis, Filippo Galizia ai Serenissimi collegi, alla Giunta di marina della Repubblica di Genova, al Governo provvisorio, al Comitato e al ministro delle Relazioni estere della Repubblica ligure: 11 giu. 1793-9 dic. 1799 (212 dispacci).

Notizie sull'Inghilterra (1793, lug. 27; 1794, set. 4; 1795, gen. 8, set. 14); Piemonte (1793, giu. 11; 1794, feb. 10; 1796, apr. 26, mag. 31, lug. 11; 1797, mag. 15; 1799, set. 27); Robespierre (1794, gen. 6, 20, 30, mar. 5, ag. 28; 1795, lug. 30); Tolone-armata navale (1794, mag. 29, ott. 13, nov. 27, dic. 7; 1795, mar. 23, apr. 6, giu. 5, 15, 29, nov. 2; 1796, mar. 10; 1797, ag. 4; 1798, mag. 24); armata d'Italia (1794, set. 25, ott. 20, nov. 27; 1795, gen. 31, set. 14, 28, ott. 19, 26, 29; 1796, lug. 22); armata dei Pirenei (1794, giu. 5, ott. 8, 20, dic. 4, 7; 1795, mar. 19, mag. 23, set. 21, ott. 12); Buonaparte (1794, ag. 25, ott. 8, 13; dic. 18; 1796, mar. 28, apr. 1; 1799, ott. 10); giacobini (1794, ott. 13, nov. 27); culto (1794, dic. 18); Prussia (1794, dic. 29; 1795, giu. 11); diplomatici (1795, gen. 1, 5); esercito (1794, gen. 5, 6, 27, 30, feb. 6, 10, 14, 20, 22, 24, mar. 3, 6, apr. 7, 24, mag. 29, ag. 24, 28, set. 1, 6, 11, 18, 29, ott. 2, nov. 15, 19, 20, dic. 18; 1795, mar. 9, 30, apr. 27, mag. 23, 25, giu. 8, 11, 15, 18, 22, lug. 6, ott. 22, nov. 19, 20, dic. 7, 14, 17, 24; 1796; feb. 11, 22, 25, mar. 1, 22, apr. 1, 4, 21, mag. 3; 1797, feb. 24; 1799, mag. 13, 27); disordini (1795, ott. 19, 22, 26; 1797, ag. 13, 23; Tolone, 1795, mag. 23, 25, 26, giu. 1, 8; Parigi, 1795, ott. 15; 1796, mag. 23; Arles, 1796, gen. 18; Lione, 1796, mag. 31); Olanda (1795, giu. 29); Leggi (1795, set. 5; 1796; gen. 18, nov. 25). gen. Argentaum (1795, dic. 3); prestiti forzosi (1796, mar. 10); municipalità (1796, mar. 22); Buonarroti (1796, mag. 26); Guardia nazionale (1796, mag. 26, giu. 22; 1798, dic. 10); Capraia (1796, ott. 2); embargo (1798, mag. 24); grano (1797, feb. 14, 24; 1799, mag. 13, 27, nov. 27, dic. 8); Spagna (1797, mar. 14); emigrati (1797, set. 27).

b. 2656

1792-1799

Oneglia. Il console Luigi Riccardi e il vice-console Giambattista Riccardi ai Serenissimi collegi della Repubblica di Genova, al Governo provvisorio e al ministro delle Relazioni estere della Repubblica ligure: 3 ott. 1792-18 dic. 1799 (183 dispacci).

Notizie su Filippo Buonarroti (1794, lug. 23, 26, ag. 6, 26, nov. 19; 1795, mar. 10); francesi a Oneglia (1792, ott. 23, 26, nov. 6; 1798, dic. 15, 19; 1799, gen. 9, feb. 15, nov. 26); esercito francese ai confini della Repubblica di Genova (1792, mar. 3; 1793, nov. 30, dic. 4; 1794, apr. 5, 8, set. 2); situazione a Nizza (1793, gen. 11, ott. 23, nov. 30; 1795, lug. 7) e a Tolone (1793, nov. 2, 6, 23, dic. 4, 14, 28; 1794, gen. 1, 25, mar. 12); flotta francese in Sardegna (1793, gen. 1, 9, 11, mar. 5), suoi movimenti e scontro con la flotta inglese (1795, feb. 3, mar. 10, 25, apr. 8, set. 9); movimenti della flotta inglese (1796, feb. 23, apr. 5, 15, 22, 29, set. 28, ott. 26; 1797, apr. 25; 1798, dic. 5, 12); resa di Brest (1793, nov. 6); cattura di navi francesi (1793, gen. 11, mar. 5, mag. 3); stabilimenti nelle Indie Orientali (1794, feb. 1); arrivo di Saliceti (1796, feb. 23, mag. 2) e di Buonaparte (1796, feb. 23, apr. 5); scontri con gli Austriaci (1795, feb. 3, giu. 30, set. 9, 19, 23, 26, ott. 24, nov. 14; 1796, gen. 15, feb. 23, mar. 5, 15, 18, 25, apr. 1, 12, 15, 19, 22, 26, 29, mag. 2, 3, lug. 26, set. 9, 23, 28, ott. 5, 19, nov. 9, 25; 1797, apr. 25, mag. 19; 1798, set. 26, 28, nov. 7, dic. 15, 19, 26; 1799, giu. 9, ott. 8, nov. 8, 12, 26, dic. 11); trattative con S.M. Sarda (1796, lug. 7; 1797, mar. 22, 28, apr. 14), con l'imperatore (1797, apr. 21); emigrati (1794, gen. 1, mar. 12; 1798, mar. 14).

STATO DI MILANO

L'introduzione è di Fiammetta Auciello.

La voce Archivio di Stato di Milano è stata curata da Fiammetta Auciello (f.a.), per i fondi Atti di Governo (Potenze estere, Potenze sovrane, Trattati) e Archivi del periodo francese; da Maristella La Rosa (m.l.r.), per i fondi Diplomatico, Atti di governo (da Agricoltura a Uffici e tribunali), Archivio ducale spagnolo-austriaco, Raccolte e miscellanee, Archivi di famiglie e persone. La nota introduttiva di carattere generale della voce Archivio di Stato di Milano è stata curata da Maristella La Rosa e da Fiammetta Auciello, alla quale si debbono anche le note introduttive ai singoli fondi.

Le riforme attuate da Giuseppe II, con la soppressione delle Nuove costituzioni, risalenti a Carlo V, e mantenute in vigore da Maria Teresa, segnarono la fine dell'autonomia lombarda.

L'amministrazione milanese fu riassunta in un unico organo, il Consiglio di governo, al quale furono affidati tutti gli affari politici e camerali dello Stato. Il Consiglio di governo era composto da un presidente, un vicepresidente e da un consigliere per ogni dipartimento, nessuno dei quali aveva attribuzioni in materia di rapporti con l'estero: solo il primo dipartimento si occupava di confinazione.

Alla morte di Giuseppe II, il 20 febbraio 1790, in assenza di discendenti diretti, divenne imperatore il fratello Leopoldo. Il nuovo imperatore volle ridare autorità al governo di teresiana memoria, cioè all'insieme delle più alte cariche lombarde che erano diretta emanazione di Vienna.

Fu creata allo scopo, con r.d. 20 mar. 1791, una nuova magistratura, che prese il nome di Conferenza governativa, composta dal governatore, l'arciduca Ferdinando, dal ministro plenipotenziario, il conte Wilczeck, e da due consultori di governo, nominati dall'imperatore. Al primo dei consultori fu demandata la sorveglianza del Magistrato politico camerale, per le questioni economico-finanziarie, all'altro quella per le questioni ecclesiastiche, diplomatiche, giuridiche e culturali. Il ministro plenipotenziario era incaricato della tenuta dei carteggi con gli stati confinanti con la Lombardia austriaca.

Il 9 maggio, sotto la minaccia dell'esercito francese che era arrivato a Codogno, l'arciduca Ferdinando abbandonò Milano.

Il ministro plenipotenziario Giuseppe di Wilczeck, prima di lasciare anch'egli la città, istituì una Giunta interinale di governo, composta dai presidenti delle grandi magistrature milanesi che, priva di ogni potere, rimase in carica fino al 21 maggio.

Entrato in Milano, Napoleone, il 15 maggio, dichiarò l'annessione alla Repubblica francese dei territori conquistati e sostituì la Giunta austriaca con l'Agenzia militare, organo supremo di governo, di controllo e di raccordo fra i vari corpi delle disciolte magistrature, alle dipendenze del comandante le truppe di stanza in Lombardia. L'Agenzia militare aveva la responsabilità della sicurezza e ordine interno del paese e fu soppressa dopo appena tre mesi di lavori. Il 27 agosto, Napoleone istituì l'Amministrazione generale della Lombardia, investita di ampi poteri in campo amministrativo, politico e civile e con capacità di legiferare e di fungere da vero e proprio governo provvisorio. Detta anche Congregazione dello Stato o Congresso dello Stato, fu organizzata in Comitati di corrispondenza e militare e nella Commissione centrale di poli-

zia. Il 29 giugno 1797, Napoleone costituì la Repubblica cisalpina, ed il 27 luglio fuse con essa quella cispadana.

La Costituzione cisalpina, ispirata a quella francese dell'anno III, introdusse il calendario repubblicano francese e prevede la distinzione fra il potere legislativo ed il potere esecutivo. Il primo fu esercitato da un corpo formato da due consigli: il Consiglio dei seniori, che approvava le leggi ed il Gran consiglio che le promuoveva.

Il potere esecutivo fu invece affidato ad un Direttorio composto da cinque membri nominati dal corpo legislativo. Dal Direttorio dipendevano sei ministri: giustizia, guerra, affari esteri, affari interni, polizia, finanze. Il Ministero degli affari esteri fu affidato a Carlo Testi. Nell'aprile del 1799, sconfitto l'esercito francese, gli austro-russi entrarono in Milano.

MINISTRI DELLE RELAZIONI ESTERE DELLA REPUBBLICA CISALPINA

Luglio 1797:
Carlo Testi

Aprile 1798:
Birago

AMBASCIATORI DELLA REPUBBLICA CISALPINA PRESSO LA REPUBBLICA FRANCESE A PARIGI

Luglio 1797:
Francesco Visconti, ministro plenipotenziario

Agosto 1797:
Giuseppe Rangoni, segretario di legazione

Gennaio 1798:
Francesco Visconti, ambasciatore ordinario della Cisalpina a Parigi

Luglio 1798:
Il Direttorio della Cisalpina comunica al Direttorio della Repubblica francese la nomina ad ambasciatore a Parigi di Melzi d'Eril, già plenipotenziario a Rastadt.

Luglio 1797:
Francesco Visconti diventa ministro plenipotenziario presso la Repubblica romana. Ad agosto del 1798 le note del ministro delle relazioni estere sono ancora inviate a Visconti a Parigi, in qualità di ambasciatore presso la Repubblica francese.

Settembre 1798:
Birago, ministro delle relazioni estere, invia a Visconti le credenziali per la nomina di Piero Caleppo, già ministro plenipotenziario presso la corte di Madrid, ad ambasciatore a Parigi. In ottobre, le note del ministro degli esteri sono ancora indirizzate a Visconti.

Novembre 1798:
G.G. Serbelloni, ambasciatore della Repubblica cisalpina presso la Repubblica francese.

ARCHIVIO DI STATO DI MILANO

La situazione storicamente ereditata dall'A.S. Milano ha reso particolarmente impegnativo il lavoro di individuazione delle fonti. Come è noto, le carte milanesi concentrate nell'Archivio governativo, istituito nel 1781, furono rimescolate e divise per oggetto nel corso del riordinamento di cui Luca Peroni fu il principale animatore nella prima metà dell' '800. Dalla sistemazione risultò il fondo Atti di governo, noto anche come fondo peroniano, suddiviso in serie per materia, che costituisce a tutt'oggi uno dei nuclei fondamentali della documentazione conservata nell'istituto lombardo. Ovviamente la commistione cancellò l'individualità dei vari archivi, facenti capo ai singoli uffici. Il gusto ottocentesco delle raccolte erudite, che portò alla creazione della Sezione storico-diplomatica, non mancò di complicare ulteriormente la situazione con massicce estrapolazioni di documenti. Tali vicende hanno fatto dell'A.S. Milano un complesso documentario sovente assai generoso con la ricerca meno approfondita, che utilizza con profitto l'indagine per materia, ma a volte impenetrabile ad un approccio meno epidermico, ispirato a quel metodo storico, che si rifà all'ente produttore d'archivio quale parametro d'indagine. Non si possono d'altra parte tacere gli imponenti danni di guerra, che hanno cancellato o mutilato non poche serie. A tutto ciò si aggiunga che non sempre si dispone di inventari particolareggiati, precisi e completi.

Gli archivi delle magistrature operanti nel periodo compreso tra la fine del ducato e la proclamazione della prima Repubblica cisalpina nel periodo dell'occupazione austro-russa, della seconda Repubblica cisalpina, della Repubblica italiana (1802-1805) e del Regno d'Italia (1805-1814) sono in parte confluiti nel fondo Atti di governo; quelli rimasti fuori dell'ordinamento peroniano sono: Domaines nationaux de l'Italie, Archivio della vicepresidenza Melzi, Governo del primo regno d'Italia, Segreteria di Stato, Ministero degli esteri, Ministero della guerra. In particolare, gli archivi delle magistrature che interessano la presente ricerca subirono varie vicende. Gli atti del Consiglio di governo giuseppino e della Conferenza governativa leopoldina furono smembrati ed entrarono a far parte del fondo Atti di governo e, precisamente, delle

serie denominate Potenze estere e Potenze sovrane. Anche le carte della Giunta interinale di governo furono smembrate e inserite tra le varie serie del fondo Atti di governo. I documenti prodotti dall'Amministrazione generale della Lombardia, che al momento della soppressione dell'organo si trovavano nell'ex monastero del Bocchetto, furono prima privati delle carte dei Comitati e quindi smembrati e inseriti tra le serie del fondo Atti di governo; le carte dei Comitati furono invece aggregate agli archivi dei Ministeri degli esteri e della guerra e della polizia. I protocolli e i registri rimasti fuori da tali ordinamenti furono distrutti nell'agosto del 1943 per eventi bellici.

L'Agenzia militare che dipendeva direttamente dal comando dell'armata d'Italia, al momento della sua soppressione, avvenuta il 29 agosto 1796, versò il suo archivio a quello del comando. Con il titolo di Agenzia francese è attualmente segnalata nell'inventario del fondo Uffici regi p.a. la cartella n. 481.

Gli archivi della prima Repubblica cisalpina subirono gravi danni già nel 1799, all'arrivo a Milano degli austro-russi e, insieme a quelli della seconda Repubblica cisalpina, furono ulteriormente decurtati nel 1813. Tra gli altri furono distrutti gli archivi dei Comitati riuniti, parte di quello dell'Amministrazione generale della Lombardia, quello del Direttorio esecutivo, mentre le carte superstiti degli esteri della prima Repubblica cisalpina furono poi aggregate al ministero omonimo del Regno d'Italia. La ricerca, condotta sulla base degli strumenti attualmente in consultazione al pubblico, è stata integrata da sondaggi diretti sui documenti a titolo esemplificativo; essa si deve considerare, come è ovvio, passibile di completamento; né si può escludere, d'altra parte, che più di un suggerimento d'indagine risulti nei fatti poco fruttuoso.

I fondi sono descritti nell'ordine e con la denominazione assunta nella voce Milano della *Guida generale degli Archivi di Stato italiani*, dalla quale si potranno trarre ulteriori informazioni circa l'Archivio stesso nel suo complesso, i singoli fondi, nonché la bibliografia pertinente. Quanto ai sondaggi negativi, essi sono stati richiamati solo nel caso lo si ritenesse particolarmente utile al fine di non fuorviare il futuro ricercatore.

Della frammentarietà e dispersione della documentazione già si è detto. Si può aggiungere, da ultimo, che sovente ci si è dovuti accontentare di fonti indirette; emblematico il caso delle notizie circa scritti rivoluzionari d'Oltralpe, notizie molto spesso desumibili dai carteggi connessi alla censura. È vero, tuttavia, che l'A.S. Milano, proprio in ragione della sua complessa struttura, talvolta lascia emergere casualmente documentazione insospettata quanto preziosa.

BIBL.: Utile per la ricerca in Atti di governo il *Vocabolario* di Luca Peroni, pubblicato in A.R. NATALE, *L'Archivio di Stato di Milano. Manuale storico-archivistico*, I, *Guide e cronache dell'Ottocento*, Milano 1975; notizie sistematiche sulla presenza nelle varie serie di carte di determinate magistrature in Id., *Lezioni di archivistica*, II, *L'Archivio di Stato di Milano*, Milano 1974.

DIPLOMATICO

Questo complesso documentario, che assomma raccolte membranacee e non è il risultato di un'intricata vicenda di aggiunte e sottrazioni subite dalla originaria Sezione storico-diplomatica, creata da Luigi Osio, direttore dell'Archivio governativo di Milano, intorno alla metà del secolo scorso. Tale Sezione sorse sulla base di un nucleo più antico, costituito dalle pergamene degli archivi degli enti religiosi soppressi, con l'aggiunta di numerose altre serie, formatesi con documenti di origine per lo più governativa; il tutto secondo i dettami del gusto collezionistico-museale del tempo.

Bolle e brevi, scatole 81 (1110-1807). Inventario sommario.

Si richiama l'attenzione, in seguito a sondaggio, sull'esemplare a stampa del breve di Pio VI sulla Costituzione civile del clero, datato Roma, 13 aprile 1791, nonché sul «Breve del sommo pontefice a tutti i cattolici di Francia», foglio del pari a stampa, recante l'intervento papale datato 16 febbraio 1797 da Roma.

Autografi, scatole 225 (secc. XII-XIX). Inventario sommario e descrittivo, quest'ultimo quasi completo.

Una ricerca, per quanto marginale, può essere estesa a questo fondo conoscendo nominativi utili. Nella scatola 54 troviamo, ad esempio, la nota «Luigi XVI, re di Francia, Ordine di pagamento al suo tesoriere», 30 ag. 1789.

Miscellanea storica, scatole 114 (secc. XV-XX). Inventario sommario.

Fondo eterogeneo, una parte del quale risulta sistemata secondo le materie peroniane degli Atti del governo (vedi oltre). Si potranno dunque prendere in considerazione le voci significative, secondo il criterio per materia da usarsi per detto complesso documentario. Si segnalano:

cart. 52. Per la storia dell'emigrazione francese in Italia, si veda il fasc. «Passaporti», contenente, tra l'altro, corrispondenza in francese. In particolare, si segnala il sottofascicolo intestato al conte d'Antraigues, recante lettere, per gli anni 1792-1794, a firma del medesimo e relative a richieste

all'autorità di governo milanese di passaporti lasciapassare, permessi di soggiorno per sé e i suoi protetti.

Altro sottofascicolo è intestato al duca di Coderousse e contiene corrispondenza in francese di analogo oggetto per gli anni 1793-1795. Si segnala infine il lasciapassare per due nobildonne francesi e servitù, dirette in Piemonte ed altri luoghi, rilasciato a Chambéry il 21 set. 1792.

cart. 53. «Giustizia punitiva, Polizia, Passaporti»: comprende, tra l'altro, una richiesta francese di passaporti indirizzata al ministro plenipotenziario Wilzeck, registrata il 13 lug. 1793, un passaporto intestato all'abate Dyvolet, alto prelato, emesso in Torino l'8 ott. 1792, nonché un fascicoletto intestato alla contessa di Bourbon per gli anni 1793-1794.

cart. 60. «Potenze estere sovrane»: si segnalano notizie, in fasc. «Corsica», su un episodio di guerra corsara (Bastia, 6 giu. 1794) e su accordi intergovernativi per tenere lontani dai rispettivi Stati libri e persone pericolosi, con riferimento a certo Antonio Guglielmo Sagnier, cacciato dalla Lombardia austriaca (Torino, 16 mag. 1792).

cart. 62. «Studi (Censura)»: comprende, per gli anni 1792-1795, lettere ed elenchi di materiali soggetti a controllo, pubblicati o da pubblicarsi, anche francesi. In essi vengono citati periodici e scritti vari relativi alla Rivoluzione francese, ai suoi principi, ai suoi protagonisti, tra cui opere sceniche di presunta ispirazione giacobina. Del «*Courier du Bas-Rhin*» si trova un esemplare del 20 lug. 1793, con notizie sulla situazione francese.

ATTI DI GOVERNO

Con questa denominazione si indica il già citato fondo peroniano che comprende, in 28.000 cartelle circa, la documentazione dell'intera maggior parte delle magistrature ducali e molte del periodo francese e della Restaurazione, articolata per materie disposte in ordine alfabetico. Nell'ambito di ciascuna materia si distingue la parte antica (p.a.), che arriva di norma all'anno 1800 compreso, dalla parte moderna, che inizia col 1801. Per la ricerca è opportuno rifarsi al *Vocabolario* di Luca Peroni, che comprende un indice analitico delle materie e una sommaria descrizione dei documenti conservati, edito da A.R. Natale (vedi bibliografia).

Si segnalano prima le materie a carattere diplomatico, con notizie sulla Francia rivoluzionaria, Potenze estere, Potenze sovrane, Trattati, quindi — in ordine alfabetico — le altre materie nelle quali è possibile trovare ulteriori informazioni sull'argomento.

P o t e n z e e s t e r e , bb. 235 (1528-sec. XIX). Inventario sommario.

Il fondo è diviso alfabeticamente per nome di località (regni, principati, ducati) ed in ordine cronologico per ognuna di queste. È costituito da atti e scritture delle cancellerie dello Stato, del Consiglio di governo, della Conferenza di governo, del Magistrato politico camerale, del Direttorio esecutivo, del Ministero degli esteri (seconda divisione), del Ministero dell'interno, del Senato politico. In questa classe, secondo il vocabolario di Luca Peroni, dovrebbero essere collocati i carteggi diplomatici sia degli ambasciatori milanesi presso le corti straniere che quelli degli ambasciatori stranieri residenti a Milano, diretti però ai sovrani milanesi.

Francia 1701-1816, cart., 1.

cart. 25

fasc. 15. Milano, Ordine all'Intendenza generale di finanza di non molestare monsignor Dugnani, nunzio a Parigi, di passaggio per lo Stato di Milano, gen.-feb. 1787.

fasc. 16. Rapporto dell'ufficiale generale di polizia sull'arrivo a Milano del ministro di Francia presso la corte di Torino, apr.-mag. 1790.

fasc. 18. Resoconto di avvenimenti rivoluzionari accaduti a Lilla e Avignone riguardanti i ribelli della Vandée. Il documento, anonimo, è datato Parigi, 26 luglio.

«Vera ed imparziale relazione dell'assassinio ordinato dalla così detta Convenzione Nazionale di Francia nella sacra persona di sua Maestà cristianissima Luigi XVI di Borbone... Con l'epilogo dei fatti più importanti, che lo precedettero, e della morte... il dì 21 gennaio 1793». A stampa.

Testamento di Luigi XVI re di Francia in data 25 dic. 1792 con atti relativi alla pubblicazione del medesimo, 1792-1793.

«Réponse du Citoyen Grégoire président de la Convention Nationale aux adresses de la Société de Schofield et Belfort en Irlande», 30 nov. 1792.

«Réponse de la Convention Nationale aux manifestes des rois ligués contre la République, proposée par Robespierre au nom du Comité de salut public et décrétée par la Convention».

«Adresse de la Convention Nationale au Peuple Français, décrétée dans la séance du 23 février 1793... redigée par le celebre citoyen Isnardi».

Copia, tradotta in italiano, della lettera di ringraziamento di Tommaso Payne al popolo francese per la nomina a deputato alla Convenzione nazionale, 25 set. 1791.

Minuta anonima della descrizione delle ultime ore di Luigi XVI e dell'esecuzione con inserzione del testamento.

fasc. 20. Ringraziamento per il dono fatto da un generale francese alla municipalità di Milano di una pietra della demolita Bastiglia, 24 lug. 1796.

Roma 1546-sec. XIX, cartt. 23

cart. 124

Ermanno Nimesgenoso, segretario residente a Roma, invia una memoria con la quale il papa espone il suo dissenso all'innalzamento delle armi della Repubblica francese. Nella memoria si fa riferimento all'effigie del papa data alle fiamme a Parigi, Roma, 12 gen. 1793.

Ermanno Nimesgenoso rende noto al conte de Wilczeck, ministro plenipotenziario a Milano, la comunicazione data dal papa della morte di Luigi XVI, Roma, 19 giu. 1793.

Il ministro plenipotenziario informa il segretario residente a Roma sugli sviluppi della guerra della Francia con Spagna, Austria e Inghilterra, Milano, giu-ott. 1794.

Ermanno Nimesgenoso informa il conte di Wilczeck, dell'arrivo a Roma di una lettera da Vienna con la quale si annunzia la sconfitta dei giacobini a Parigi, Roma, 19 nov. 1794.

Russia 1730-sec. XIX, cart. 1.

cart. 126

«Estratto di lettera scritta all'imperatore russo dal suo ministro Liza Kevick» nel quale tra l'altro si comunica che i francesi hanno celebrato la morte di Luigi XVI e Serrurier ha in quell'occasione minacciato il trono dell'imperatore delle Russie perché dichiaratosi nemico dei repubblicani, Pisa, 4 feb. 1799.

P o t e n z e s o v r a n e, bb. 148 (1532-1857). Inventario.

In questa classe sono stati inseriti gli atti riguardanti le vicende personali dei

sovrani dello Stato (duchi, re, imperatori) e delle loro famiglie, nascite, matrimoni, incoronazioni, morti. Vi sono, oltre ai documenti riguardanti i ministri regi imperiali, repubblicani e tutti i dignitari, anche quelli dei ministri delle corti e potenze estere, cioè gli ambasciatori, legati, oratori accreditati presso i sovrani e i relativi carteggi.

La serie è disposta in ordine cronologico per nome di regnante, a cominciare da Carlo V, ed è stata costituita con atti e scritture delle Cancellerie dello Stato, dell'Archivio camerale, del Consolato austriaco in Genova, del Consiglio di governo, della Conferenza di governo, del Magistrato politico camerale, del Direttorio esecutivo, della Commissione straordinaria e del Comitato di governo, della Segreteria di Stato di Milano, del Ministero dell'interno, della Consulta di Stato, della Cancelleria del sigillo, dell'Intendenza dei beni della corona, della Reggenza di governo, del Senato politico.

Per il periodo che ci riguarda si segnalano le cartt. 126-136 tutte relative alla Repubblica cisalpina, che abbracciano un arco di tempo dal 1796 al 1798, nelle quali però non vi è alcuna documentazione sugli ambasciatori, né i loro carteggi. La cart. 122 contiene i fascicoli personali di dignitari e oratori dal XV al XVIII secolo, ma nessuno relativo ad ambasciatori francesi o lombardi residenti in Francia.

T r a t t a t i, bb. 131 (1586-1860). Inventario sommario.

La serie non presenta distinzione tra parte antica e parte moderna e contiene atti e scritture della Cancelleria dello Stato, del Ministero degli esteri (seconda divisione) e del Senato politico. In questa classe sono stati collocati i trattati di pace, di commercio, di alleanza e di reciprocità di trattamento tra i sovrani dello Stato e le potenze estere, come pure i trattati di confine. L'inventario attualmente in uso è sommario ed è integrato da una parziale redazione analitica. Il fondo è ordinato per potenze e nell'ambito di ciascuna potenza, cronologicamente. Nella seconda metà dell'Ottocento, durante la direzione dell'Archivio di Stato di Milano di L. Osio, la serie Trattati faceva parte della Sezione storico-diplomatica e solo in un secondo momento entrò a far parte degli Atti di governo.

cart. 2

«Legge che contiene la ratifica del trattato d'amicizia e d'alleanza tra la Repubblica francese e la Cisalpina», Milano, 20 mar. 1799.

Convenzione stabilita tra il cittadino Haller amministratore delle contribuzioni e finanze d'Italia ed il cittadino Arrigoni delegato dal Direttorio della Repubblica cisalpina per regolare la liquidazione dei diversi interessi tra la Repubblica francese e quella italiana, Milano, ott.-nov. 1797.

«Nuova convenzione, 30 mag. 1798, tra il cittadino Haller per la Repubblica francese ed il cittadino Arrigoni per la Repubblica cisalpina onde ultimare le pendenze diverse portate dalla transazione del 24 vendemmiale anno VI», Milano, mag.-giu. 1798.

Ordine al cittadino Ronzio, ufficiale della Delegazione del censo di diramare alle comunità della provincia di Milano l'avviso della pace stipulata tra la Repubblica francese e la casa d'Austria e l'indipendenza della Lombardia, 23 apr. 1797.

«Trattati di alleanza e di commercio tra la Repubblica francese e la Repubblica cisalpina con legge di ratifica», 21 feb. 1797.

Agricoltura p.a., bb. 77 (1575-1801). Inventario descrittivo.

Si può vagliare la documentazione relativa a derrate oggetto di scambio coi paesi esteri o in transito nel Milanese, per gli anni pertinenti. Si citano qui le cartt. 39 e 42, in cui troviamo fascicoli relativi a «Frutti diversi», rispettivamente riferentisi ad «Estrazione fuori Stato» e «Introduzioni da Stati esteri».

Albinaggio p.a., bb. 29 (1530-1801). Inventario descrittivo.

Il fondo si riferisce ai possidenti stranieri nello Stato. Opportuna si ritiene la disamina dei numerosi fascicoli, agli anni, intestati a nominativi francesi e corsi.

Si segnala a titolo esemplificativo:

cart. 27

fasc. 15. Nel contesto di un carteggio relativo alla cittadinanza milanese di Agostino Teodoro Thibault de la Carte, si trova una copia conforme di un attestato, rilasciato dal Dipartimento della Senna il 4 nov. 1796, accertante che il sopra nominato non è riportato sulle liste degli emigrati.

Annona p.a., bb. 49 (1548-1801). Inventario sommario e descrittivo.

Valga quanto detto per Agricoltura p.a.

Commercio p.a., bb. 264 (sec. XVI-1801). Inventario sommario e descrittivo.

Si segnalano le cartt. 5 e 6, con fascicoli relativi a manifatture e prodotti esteri, loro introduzione e compravendita nello Stato, complessivamente per gli anni 1788-1793.

cart. 25

«P.g., Stati esteri, Francia», 1646-1798: al fasc. 7 si trova un carteggio relativo al 1793, riguardante la proibizione di importare merci dalla Francia rivoluzionaria; al fasc. 8 si trova, tra l'altro, l'editto di proibizione, Milano, 12 sett. 1793. Da tali fascicoli si evincono notizie sui generi di commercio francesi e sulla politica commerciale della Francia in stato di guerra. Altre notizie in fasc. 9, «Varie», 1793-1798; in particolare, su una «Casa universale di commercio» progettata dalla Convenzione francese, da boicottarsi nella Lombardia austriaca, secondo quanto detta un avviso datato Milano, 6 mag 1794

Culto p.a., bb. 2222 (s.c. XVI-1801). Inventario sommario e descrittivo.

Per lo studio dell'emigrazione del clero francese seguita alla Rivoluzione, si possono considerare le voci di inventario riguardanti i preti stranieri; valga ad esempio l'informazione di seguito riportata. Carte relative a funzioni religiose antifrancesi possono contenere accenni alla situazione bellica franco-austriaca, come si constata in fasc. 8 della cartella 2.085.

cart. 17

fasc. 7. «Circolari ai vescovi dello Stato. Elenchi dei preti forestieri», 1792-1794, ma con documentazione fino al 1796: vi si possono trovare notizie sul clero francese e corso residente nella Lombardia austriaca. Di fatto, nei carteggi ed elenchi compresi nel fascicolo si trova più di un nominativo interessante, a volte accompagnato da informazioni sulla persona e sulla data della sua permanenza in Italia.

Feudi imperiali, bb. 733 (sec. XVI-1796). Inventario descrittivo.

Data la mole dell'inventario non si è potuto procedere alla sua disamina completa. Si è tuttavia individuato il fasc. 20 della cartella 673, 1794, «Ordine di arresto di alcuni francesi rifugiati in Torriglia (pare fossero spie)».

F i n a n z e p. a., bb. 4967 (1522-1796). Inventario sommario.

Si segnalano le cartt. 9-15, relative alle tariffe daziarie in genere, per gli anni 1786-1799; in particolare, nella cart. 12 si trova documentazione relativa a merci di importazione ed esportazione, anche di possibile provenienza francese (ad esempio drappi). Inoltre, nell'ipotesi che gli eventi rivoluzionari abbiano lasciato traccia nei carteggi relativi a questioni di cambi monetari si possono vedere le cartt. 829-831, «Monete, p.g.», riferentisi complessivamente agli anni 1787-1799. La cart. 855, s.d., si riferisce agli «Stati esteri». Del pari ipotizzando che gli scambi postali abbiano potuto risentire della situazione francese, si possono consultare le cartt. 939-940, «Posta, p.g.», 1770-1796. Relative a «Vini esteri», s.d., sono le cartt. 1112 e 1112 1/2.

La serie annessa Confische può eventualmente essere consultata solo sulla scorta di nominativi utili, in relazione ad eventuale attività filo-francese *in loco*.

G i u s t i z i a p u n i t i v a p. a., bb. 59 (sec. XVI-1799). Inventario descrittivo.

La natura del fondo rende ipotizzabile la presenza di documentazione relativa a spie, agitatori, propagandisti della Rivoluzione francese, con possibili notizie sui fatti d'Oltralpe. Si segnala, a seguito di sondaggio, il fasc. 3e della cartella 24, «Arresto e consegna di rei: corrispondenza con la Francia», 1734-1798, comprendente un esiguo carteggio tra autorità francesi e italiane del 1798, relativo ad un bandito italiano, già operante in Francia.

M i l i t a r e p. a., bb. 427 (1514-1799). Inventario sommario.

Considerato lo stato di belligeranza tra Austria e Francia a partire dal 1792 e la presenza delle armi francesi in Lombardia dal 1796, si ritiene opportuna la ricerca in questo fondo, di cui si segnalano alcune voci di inventario indicative, col riferimento numerico alle unità: cartt. 4-5, «P.g. [posizioni generali]», relative agli anni 1769-1796, cart. 89, «Disertori, p.g.», 1787-1795; cart. 90, «Disertori, Stati esteri» s.d.; cart. 161, «Guerre», 1719-1798; cart. 165 bis, «Guerre, Francia...», anni pertinenti; cart. 192, «Guerre, Austria e Francia», 1796-1798; cart. 401, «Reggimenti etc.», 1785-1796. Si segnala:

cart. 193

«Guerre, Francia», 1792-1801: corrispondenza del 1792, riguardante, in particolare, i piani francesi di aggressione nei confronti dell'Italia, l'even-

tuale propaganda rivoluzionaria e i relativi contropiani di prevenzione, in specie controlli della presenza francese e di persone comunque sospette sul suolo italiano; echi della situazione interna francese e notizie dei paesi circonvicini (Genova, Piemonte). Si segnala un estratto in francese di un dispaccio di De Semonville a Dumourier datato 12 aprile, letto da Dumourier al Direttorio dei giacobini o Comitato segreto dei sedici il 28 dello stesso mese. In calce al documento si legge «Délibéré de confier l'exécution totale de ce plan à Mr. Dumourier..., Ce 30 avril 1792».

S a n i t à p. a., bb. 296 (1534-1801). Inventario sommario.

Voci generiche e non datate per talune cartelle che si riferiscono agli Stati esteri, 11, 143, 178, 281.

S p e t t a c o l i p u b b l i c i p. a., bb. 46 (sec. XVII-1801, con docc. dal 1387). Inventario sommario e descrittivo.

Tra le diverse voci richiamanti feste celebrative di riconoscenza per la Repubblica francese dal 1796 al 1801, relative alle cartt. 1 e 2, si trova «Festa data dal generale Kilmaine per celebrare le vittorie delle armate francesi», 1796, 1797, «Festa civica per solennizzare l'anniversario della proclamazione della Repubblica francese...», 1795-1797. Si segnala inoltre, in cart. 1, «Festa anniversaria della morte dell'ultimo re e della regina di Francia», 1799.

S t u d i p. a., bb. 468 (sec. XV-1802). Inventario descrittivo quasi completo.

L'inventario di questo fondo, assai minuzioso, registra un certo numero di voci utili all'indagine.

Per notizie su documenti e azioni propagandistiche rivoluzionarie, anche francesi, si tengano presenti le voci generali relative a componenti scientifico-letterari e alla censura di scritti, in particolare, per il periodo posteriore al 1792, anno dell'inizio del conflitto austro-francese. Si segnalano:

cart. 33

Documenti relativi al controllo sull'introduzione nello Stato di scritti considerati pericolosi, 1788-1792: si possono trovare notizie circa materiali fran-

cesi ed interventi di propaganda rivoluzionaria. Inserita in una pratica si trova un opuscolo a stampa «Lettre adressée aux habitants de la paroisse de Sainte croix de la ville de Nantes, en Bretagne par M. Clair-Pierre de Laville», recante data 15 ott. 1791, significativamente edito da «un ami de la religion et du roi».

cart. 34

Documenti relativi alla censura per gli anni 1792-1800.

Si segnalano altre informazioni, ricavate dall'inventario con sondaggio a campione, connesse alla rivoluzione francese, ma a carattere prevalentemente locale: cart. 101, «*Che cosa è un re*, Libro da accertarsi», 1794, «Costituzione francese (la nuova)», 1791; cart. 102, «Francia, due libri stampati a Como sulla rivoluzione ed anarchia di Francia», 1794; cart. 104, «Lancetti Vincenzo, cremonese, sulla morte dell'augusta regina di Francia», 1794; cart. 107, «Valdestri abate Ildefonso, modenese, dissertazione sui "falsi principi d'una malintesa libertà"», 1793-1794; cart. 105, «*Morte di Cesare*, dramma vietato a Pavia...», 1792-1793, «*Nemico del trono mascherato*», 1795; cart. 106, «Sediziosa combriccola *de propaganda libertate* che tenta di fare un giornale, «Bouche de fer», per eccitare i popoli all'indipendenza», 1790; cart. 110, «Appello lanciato ai cittadini di Chambéry in Savoia il 5 dic. 1792»; cart. 119, «Opere satiriche e farse di argomento rivoluzionario», in particolare "Il matrimonio della figlia di Luigi XVI, Maria Teresa Carlotta, col principe Carlo d'Austria" e "Gli Deportati Francesi, ossia l'incontro fortunato a Pietroburgo di Barthlemi, Pichegru, Ramel con il principe di Condé ed il pretendente di Francia Luigi XVIII"».

L'inventario riporta inoltre voci relative a componimenti, giornali e censura «anteriori al 1796», molte delle quali possono riferirsi, ancorché genericamente, a precauzioni anti-francesi. Sempre per lo studio indiretto della pubblicistica francese di età rivoluzionaria e delle operazioni di propaganda, si segnala la cart. 120, che comprende nel fasc. 3, «Divieto di introdurre "tutti i libri e fogli relativi alla rivoluzione francese", 17 mar. 1792, 14 set. 1793», e «editto di Francesco II di espulsione dei francesi, corsi e ginevrini dalla Lombardia...», 11 apr. 1793», inoltre, nel fasc. 19, «Nota "di vari fogli e *brochures* francesi trovati a Pavia ad un viaggiatore francese", 10-14 feb. 1792»: si tratta di stampati del 1791 e 1792, tra cui fogli come «L'Ami du Peuple» e «Journal universel ou Révolutions des Royaumes» e altre carte tra le quali «la grande denuncia contro *le club* dei Giacobini, quattro lettere di vari ministri del 1789 e l'elenco degli *aristocrates* congiurati disarmati presso il re», dai fasc. 22 e 23, 1790-1791, si rileva che un francese chiede all'autorità di poter stampare un foglio nella sua lingua, istanza che si vede respinta; inoltre, a seguito di

perquisizione, vengono trovate presso di lui le lettere del conte di Mirabeau e stampati francesi; nel fasc. 25 si trova l'avviso a stampa, datato 7 dic. 1791 «Partenza del Re di Francia», che informa «della partenza del Re di Francia e Famiglia Reale da quel Regno e loro arrivo felice ne' Paesi Bassi, ove sono scortati da quattordicimila uomini»; il fasc. 27 comprende documenti del 1792 inerenti alla spedizione da Ginevra, ad un libraio milanese, di libri «pessimi in materia di religione e di costumi» quali le «Ouvres d'Helvétius». Divieti della censura relativi all'introduzione di stampati francesi, intercettazioni di opere rivoluzionarie quali «Anecdotes du Règne de Louis XVI» e il *Courrier de Paris* sono conservati nei fasc. 32, 33, 35, 39, 40, 43, per gli anni 1792-1793. Il fasc. 42 conserva «Considerazioni politiche, civili e letterarie sopra il secolo decimottavo "opera di un solitario"», risalente al 1793, di cui si ha una stesura manoscritta: vari paragrafi sono dedicati alla Rivoluzione francese, alle sue cause e alle terribili conseguenze della sua ideologia. La cart. 122 comprende, nel fasc. 23, materiale relativo a fogli francesi introdotti nello Stato di Milano, probabilmente del 1794, nonché, nel fasc. 36, carte relative alla distribuzione di tutte le gazzette stampate in Francia e paesi occupati, per l'anno 1793; la cart. 124, «Componimenti. Gazzette e giornali esteri. A-Z, 1736-1799», conserva infine nel fasc. 4, «Divieto della "Gazzetta di Firenze", che sta stampando, lodandola, la costituzione francese, 28 mar. 1793»; fasc. 5, documentazione relativa alla gazzetta che la Convenzione fa stampare a Parigi in italiano «per riscaldar li spiriti mal intenzionati alla rivolta», 1794, nonché una richiesta di stampa per il «Decadario della Repubblica Francese», 1794; fasc. 7, dichiarazioni dello stampatore della «Gazzetta di Lugano» del 18 apr. 1791 di essere intenzionato a guardarsi da ogni commento e discussione riguardante le novità di Francia.

Uffici e tribunali p.a., bb. 933 (1530-1801). Inventario sommario.

Si segnala, per eventuali sondaggi, la cart. 258, «Archivio governativo centrale, Consegne, Stati esteri, Torino», e la cart. 509, «Governo della guerra, p.g., Diverse», con documenti a partire dal 1796.

ARCHIVIO DUCALE SPAGNOLO-AUSTRIACO

Dispacci reali, bb. 267 (1530-1796, con docc. fino al 1816). Inventario sommario.

Comprende varie cartelle relative agli anni del periodo qui considerato.

Lettere reali e decreti del governo, bb. 10 (1490-1790), Inventario.

La b. 9 comprende documenti dal 1701 al 1790.

Registri delle cancellerie dello Stato e di magistrature diverse, regg. 972 e voll. 11 (1538-1796, con docc. dal 1456) Inventario sommario.

Il fondo, eterogeneo, comprende documentazione relativa al periodo considerato, per lo più dispacci reali e decreti governativi.

Governatore degli statuti, mazzi 103 e regg. 107 (1308-1797, con docc. fino al 1810). Inventario e indice per località, persone e materie.

L'ufficio aveva funzioni prevalenti di conservatoria degli atti pubblici; fu soppresso nel 1787. L'archivio tuttavia conserva documenti di data successiva. Si segnalano la serie Gridae et citationes, che comprende nei mazzi 101-105 documenti dal 1788 al 1796, e la serie Condemnationes, che nel mazzo 77 comprende documenti dal 1705 al 1797.

Archivio postale, bb. 625 (1692-1859). Inventario sommario.

L'opportunità di sondare questo poco visitato fondo, che abbraccia sia il periodo ducale che quello napoleonico, è legata alla solida ipotesi che le vicende rivoluzionarie abbiano influito, e quindi lasciato tracce documentarie, sull'organizzazione dei trasporti e sul movimento della corrispondenza. Sappiamo in particolare che la censura, così attiva per quanto riguarda la stampa, come abbiamo visto nella serie peroniana Studi p.a. non mancava di controllare il flusso postale. A questo proposito si riporta quanto si legge in una nota archivistica stesa su un foglio volante conservato in cart. 33 della stessa serie Studi p.a.: «Corrispondenza Pubblica - 1792. Regolamento da osservarsi presso gli Ufficj Postali diretto ad impedire l'introduzione, e spargimento col mezzo de Corrieri delle Staffette, Pedoni etc. de Libri e Stampe contenenti massime perniciose - 1795. Simile per impedire l'introduzione degli assegnati Francesi». L'inventario sommario, recante voci generiche e prive di data, non fornisce sufficienti informazioni. È stato effettuato un sondaggio, peraltro con risultati negativi in quanto i documenti reperiti si sono rivelati di età posteriore

o non pertinenti, nella Serie rossa I, alle cartt. 54 e 57, relative a corrispondenza pubblica, Stati esteri; 161, riguardante stazioni postali interne e estere; 351, 355 e 358 relative a «Uffici, Stati esteri e convenzioni», di cui l'ultima porta l'intitolazione «Parigi».

ARCHIVI DEL PERIODO FRANCESE

Ministero degli esteri, bb. 720 (1793-1814). Inventari.

L'archivio qui esaminato è quello prodotto dal Ministero degli esteri del Regno d'Italia istituito nel 1805 da Napoleone. La ragione per la quale è stato inserito nel presente excursus è data dalla successiva aggregazione al nucleo originario del fondo, come risulta da quanto detto sopra, dei documenti prodotti dalle magistrature antecedenti e dai ministeri cisalpini per competenza assimilabili al Ministero degli esteri. L'archivio, che alla caduta di Napoleone fu sottoposto ad una operazione di scarto, è ripartito in due divisioni nelle quali fu organizzato l'ufficio, la prima con sede a Parigi e la seconda con sede a Milano.

Archivio della prima divisione, 1792-1814, bb. 232.

Nota come Archivio Marescalchi, dal nome di Ferdinando Marescalchi, ministro degli esteri dal 1805 al 1814 residente presso il re d'Italia a Parigi, comprende carte che vanno dal 1796 al 1814, inventariate sommariamente. In base al trattato del 30 maggio 1814 tra la Francia e la Coalizione, l'archivio fu trasportato da Parigi a Vienna dove fu conservato nell'Haus Hof und Staats Archiv; fu poi restituito all'Italia tra il 1919 ed il 1922. Al momento della restituzione il fondo conservava lo stesso ordinamento nel quale si trovava a Parigi, anche se fu riscontrata la mancanza di parecchi volumi di indici e protocolli e l'aggiunta ai primi otto numeri di una parte dell'archivio della Vicepresidenza della Repubblica italiana. Questo, denominato archivio Melzi dal nome del vicepresidente, fu trasferito a Vienna nel 1816 e diviso in 7 gruppi. Una di questa serie, propriamente designata come Cancelleria segreta, fu erroneamente unita al Marescalchi e con questo restituita all'Italia. Attualmente questa parte del fondo viene indicata con la segnatura Marescalchi rosso per contraddistinguerla dal corpo unitario della I divisione del ministero.

Per quanto riguarda il presente lavoro, sono state prese in esame le cartelle

segnalate in inventario con il titolo «Anciennes légations», in quanto le cartelle relative alla Francia abbracciano un arco di tempo che va dal 1802 al 1818, estraneo quindi agli estremi cronologici del repertorio. È stata intrapresa un'inventariazione analitica del fondo che dovrebbe comportare, rispetto alla vecchia chiave di ricerca, uno spostamento della numerazione, in quanto sono state eliminate le prime otto cartelle che appartenevano al fondo Melzi e che sono state restituite dall'Austria in corpo unico con il Marescalchi. Pertanto le cartelle relative alle Anciennes légations che attualmente vanno dal n. 41 al 51, saranno in seguito contrassegnate con i nn. 33-43.

〈Anciennes légations〉 1796-1805, cartt. 14.

cart. 41

fasc. 2. Lettera al ministro degli Affari esteri della Repubblica cisalpina sull'ordine pubblico e la situazione politica a Parigi. La lettera è presumibilmente inviata da Francesco Visconti, ministro plenipotenziario a Parigi, Parigi, 8 ag. 1797.

Testi a Visconti chiede conferma della presenza a Parigi di commissari tedeschi che trattano la pace con il Direttorio ed informazioni sul congresso di Lilla, Milano, 4 set. 1797.

cart. 42

fasc. 1. Corrispondenza tra Visconti, ministro plenipotenziario della Repubblica cisalpina, il Direttorio francese e il ministro delle Relazioni estere della Repubblica francese Talleyrand sul ruolo della Francia nel nuovo assetto europeo, Parigi, 1797-1798.

fasc. 2. Lettere, relative alla spedizione di passaporti a cittadini milanesi, inviate dal ministro degli esteri della Repubblica francese al Visconti, Parigi, 1797-1798.

cart. 45

fasc. 1. Lettere del cittadino Melzi d'Eril, inviato straordinario della Cisalpina al congresso di Rastadt, al Serbelloni sul viaggio di Bonaparte a Parigi in seguito alla morte del re di Prussia, 1797-1798.

Tre stampati relativi a proclami circa l'entrata dell'armata francese in Piemonte, allegati alla lettera del ministro plenipotenziario della Cisalpina a Torino al Serbelloni del 7 dic. 1798.

cart. 46

fasc. 6. Il ministro francese delle relazioni estere Talleyrand comunica all'ambasciatore della Repubblica cisalpina a Parigi Serbelloni l'assassinio dei plenipotenziari francesi a Rastadt, Parigi, 8 mag. 1798.

cart. 48

fasc. 1. Carteggio relativo ai rifugiati cisalpini in Francia ed ai soccorsi loro attribuiti, lug.-dic. 1799.

fasc. 2. Il ministro Talleyrand scrive all'ambasciatore Serbelloni in merito ad un rifugiato cisalpino, Parigi 22 lug. 1799.

Carteggio tra Talleyrand, Reinhard — succeduto al primo come ministro delle relazioni estere — e Serbelloni in merito ai cisalpini rifugiati sul territorio francese, mar.-dic. 1799.

fasc. 4. Carteggio di Talleyrand e Reinhard con il Serbelloni circa l'impiego di rifugiati cisalpini nell'armata d'Italia, Parigi, ag.-nov. 1799.

cart. 49 ter

fasc. 5. Lettere del ministro delle relazioni estere francese a Serbelloni sulle requisizioni effettuate sul territorio della Cisalpina per il mantenimento dell'armata francese, ott.-nov. 1798.

Il ministro delle relazioni estere Talleyrand informa l'ambasciatore Serbelloni che la Francia ha dichiarato guerra alle corti di Napoli e Torino, Parigi, 12 nov. 1798.

Archivio della seconda divisione, 1793-1814, bb. 488.

Relativo all'ufficio che ebbe sede a Milano, è conosciuto come Archivio Testi dal nome di Carlo Testi che fu ministro degli esteri nel 1797, nel periodo della prima Cisalpina, e poi ininterrottamente dal 1803 al 1814, incaricato della II divisione residente a Milano.

Il fondo è ordinato per località di corrispondenza ed è provvisto di un inventario sommario generale e di un inventario analitico relativo solo alle prime 14 cartelle.

Per la ricerca in oggetto sono state esaminate le cartelle intestate alla Francia a partire dal 1797.

〈Direttorio esecutivo della Repubblica cisalpina. Francia〉 1797-1814.

cart. 312. Carteggio con varie autorità francesi del Direttorio esecutivo della Repubblica cisalpina, ritiratosi a Chambéry in seguito all'arrivo a Milano degli austro-russi, che esprime le preoccupazioni per le sorti militari francesi che pregiudicano il futuro della stessa Cisalpina, apr.-set. 1799.

cart. 313

fasc. 1. Petizioni di rifugiati cisalpini in Francia al Direttorio esecutivo della Repubblica cisalpina a Chambéry, giu-set. 1799.

cart. 315

Deliberazioni del Direttorio esecutivo della Repubblica cisalpina rifugiatosi prima a Torino e poi a Chambéry in seguito all'abbandono di Milano, recanti vaghi accenni agli sviluppi della guerra con la Coalizione, apr.-lug. 1799.

cart. 316

Corrispondenza tra il Direttorio esecutivo della Cisalpina a Chambéry e l'ambasciatore a Parigi Serbelloni sui sussidi accordati dalla Francia ai funzionari cisalpini rifugiati a Grenoble e cenni sugli esiti della guerra, giu. 1799.

cart. 319

Il cittadino Galdi, agente della Repubblica cisalpina presso la Batava, su richiesta del Direttorio, invia un dispaccio che mette in evidenza la buona disposizione della Repubblica batava nei confronti della vittoria delle idee liberali francesi e cisalpine e del ristabilimento della repubblica in Italia. Fornisce inoltre, notizie dettagliate sui progressi francesi in Egitto e Siria e sull'intenzione del governo francese di non influire direttamente sugli alleati. L'Aia, 1 ag. 1799.

L'ambasciatore della Repubblica cisalpina Serbelloni invia al Direttorio esecutivo un dispaccio circa i maneggi dei «realisti» contro i «convenzionali». Comunica inoltre l'intenzione della Spagna e della Prussia di adoperarsi per la pace voluta anche dai coalizzati, ma non accettata dal Direttorio francese. Riporta alcune critiche mosse dagli oppositori a Championnet, Fouché e Joubert. Parigi, 11 ag. 1799.

Dispaccio dell'ambasciatore Serbelloni al Direttorio sulle intenzioni della Francia in merito alla richiesta di indipendenza avanzata dall'Italia e sull'avvicinamento della Prussia al paese d'Oltralpe. È allegato il giornale «Le

Publiciste» del 31 ag. recante notizie sulla guerra e la situazione politica a Parigi. Parigi, 31 ag. 1799.

Dispaccio di Serbelloni che ventila la possibilità di un'esclusione da Parigi dei cisalpini qualora il Direttorio italiano continui a contrastare il governo francese. Allegati i giornali «Le Publiciste» e «Journal des hommes libres de tous les pays ou le Républicain» recanti notizie politiche e militari. Parigi, 25 ag. 1799.

FERORELLI NICOLA, bb. 5 (sec. XIX).

Nella b. 1 si trova una ricca messe di appunti dello studioso relativi alla «Rivoluzione francese e l'Italia», appunti stesi, a quanto sembra, in funzione del suo peculiare interesse per gli effetti ideologico-politici degli eventi d'Oltralpe sulla situazione della penisola, tra i quali il fenomeno del giacobinismo. In questo quadro, numerosi cenni alle vicende francesi e alle loro dirette conseguenze, quali la propaganda delle nuove idee e l'emigrazione controrivoluzionaria: note bibliografiche e archivistiche, trascrizioni, minute di stesura, etc. Si richiama altresì l'attenzione sulla b. 3, contenente materiali sulla storia del tricolore italiano, tra cui si possono rinvenire annotazioni di interesse, nell'ambito della ricerca sul rapporto di derivazione di tale simbolo dal tricolore francese.

Infine si segnalano le bb. 4 e 5, intitolate agli esuli napoletani durante la Cisalpina, con indicazioni temporali 1794-1797.

GREPPI, bb. 40 (1737-1813). Inventario sommario.

Si segnalano le buste relative agli anni pertinenti, in quanto è probabile che echi degli eventi francesi siano contenuti nella corrispondenza commerciale con l'estero, ivi compresa.

FONDO GALLETTI, scatole 30 (secc. XV-XIX). Inventario.

I voll. 9-19 si riferiscono agli anni 1788-1796.

MISCELLANEA LOMBARDA voll. 39 (secc. XVII-XIX). Indice analitico.

Si elencano le voci e le segnature del materiale utile secondo l'indice e sulla base di un sondaggio.

vol. III. Si segnalano alcuni stampati relativi alle vicende della Francia rivoluzionaria: nei fasc. 54 e 59, la gazzetta «Notizie del mondo» [Venezia], rispettivamente, n. 86 del 26 ott. 1791 e n. 63 del 6 ag. 1791, con notizie di Parigi; fasc. 62 «Relazione della partenza del re di Francia e sua famiglia», supplemento della «Staffetta del Nord» n. 79 [1791, stampatore Pulini] e fasc. 63, «Testament de Louis XVI», datato *à la tour du Temple, le 25 décembre 1792*, con traduzione italiana a fronte.

vol. XXII. Volume miscelaneo di stampati comprendente i seguenti scritti in tema:

n. 2, «Alla Convenzione nazionale di Parigi l'autore del saggio politico sulle vicissitudini inevitabili delle società civili. Traduzione dalla Lingua Francese nell'Idioma Italiano. Dell'abate A.T.», Vienna; presso la Società tipografica, 1794.

n. 3, «I Francesi per tutto gl'istessi. In Francia, in Oriente, in Italia, in Sicilia, nelle Fiandre: in ogni tempo, in ogni secolo, Istruzione istorica dimostrativa», s.l., 1799.

vol. XXXIII. Volume di stampati miscelanei comprendente il seguente scritto: «Della condotta tenuta dal papa nelle presenti circostanze di Francia traduzione del giornale ecclesiastico dell'abate Barruel stampato in Parigi Per il Mese di Giugno 1791»: L'opuscolo, che risulta s.d. e s.l., reca il testo francese e italiano.

REPUBBLICA DI VENEZIA

L'introduzione generale e la voce Archivio di Stato di Venezia sono state curate da Edoardo Giuffrida (e.g.).

Lo stato veneziano fu tra i primi a stabilizzare le proprie rappresentanze diplomatiche e notoria è l'efficienza con cui le manteneva, tanto da divenire modello diffusamente esemplato la cui funzionalità ha riscontro nei documenti che ne testimoniano l'organizzazione e l'attività, soprattutto nelle serie dei dispacci e delle relazioni.

Le prime norme scritte che regolarono la funzione diplomatica risalgono almeno al XIII secolo, giacché la più antica legge a noi nota è del 1239, sulla proibizione di sollecitare vantaggi per sé o per altri nell'esercizio della rappresentanza; in seguito, altre norme amministrative, finanziarie e di controllo contabile prescissero adempimenti minuziosi, non sempre, però, applicati; tra le più rilevanti quelle sulla consegna, al ritorno in patria, delle scritture prodotte o comunque raccolte nello svolgersi della missione, che formano il materiale non numeroso degli «archivi propri» o quelle dell'obbligo dell'invio dei dispacci e della presentazione delle relazioni, perché l'informare ed il riferire «est primum officium veri et fidelis oratoris».

Il Senato della repubblica, cui spettava la nomina di ambasciatori, residenti e consoli, sceglieva come rappresentanti all'estero uomini esperti, muniti di senso critico e di squisito senso politico, onde la loro corrispondenza rimane fonte preziosa non solo per le informazioni ivi contenute, ma anche per le valutazioni e le angolazioni critiche con cui gli avvenimenti venivano riguardati. Unitamente ai patrizi e con analoghe competenze si adoperarono in compiti diplomatici persone appartenenti all'ordine cittadino, come cancellieri, notai e segretari; a questi ultimi spettava anche il compito di coprire le sedi minori. I dispacci, mediamente, venivano scritti e spediti con cadenza settimanale anche se, a volte, dispacci di data contigua giungevano insieme in «una mano di lettere»; oggi di essi si conservano nell'Archivio di Stato di Venezia circa 2.200 filze sino al 1797, distribuite per sede, secondo l'originario ordinamento. Durante il periodo oggetto della presente ricerca, furono tre i «Nobili» (titolo ufficiale degli ambasciatori a Parigi) a rappresentare nella capitale francese il governo della Repubblica di Venezia, a sostenere con l'azione diplomatica la politica di neutralità e ad adoperarsi, purtroppo invano, per la salvezza e l'indipendenza del Veneto dominio.

Il primo, Antonio Capello (dal 1786 al 1790), nacque da Antonio Marino e da Giuseppa Poli il 27 marzo 1737, come si evince dall'atto scritto il 7 aprile seguente nel «Libro d'oro». Per aver estratto «balla d'oro» nel 1756, acquisì il diritto di sedere nel Maggior consiglio, benché senza voto, prima dei prescritti 25 anni di età. La sua famiglia, tra l'altro, diede alla Repubblica ambasciatori sin dal secolo XV. Egli ricoprì diversi importanti uffici e il 31 luglio

1783 fu nominato ambasciatore in Francia, succedendo a Daniele Dolfin. Il suo primo dispaccio, nella qualità di pubblico rappresentante, è del 2 gennaio 1786 e l'ultimo del 2 agosto 1790. Tornato in patria, per essere nominato ambasciatore a Roma presso la corte papale, il 19 settembre 1789, lesse la sua relazione al Senato nella seduta del 17 marzo 1791, ma essa recava la data Parigi 1790 dicembre 2.

Almorò Pisani fu ambasciatore dal 1790 al 1795. Nel dispaccio di Antonio Capello al Senato del 26 luglio 1790, è riportato un postscritto di Almorò Pisani, giunto da Madrid a Parigi per occupare il posto di ambasciatore, con cui egli avvisa del suo arrivo nella capitale francese. Il suo primo dispaccio è datato 1790 agosto 8. Dal settembre 1792, dato il precipitare della situazione, si trasferì a Londra, da dove continuerà a scrivere le sue missive, occupandosi specialmente degli affari politici francesi. Pur non essendo più ambasciatore presso Luigi XVI, si considerò sempre, sebbene non a titolo ufficiale, ambasciatore della Serenissima presso il nuovo governo francese. Da Londra, scriverà i dispacci numerati da 121 a 233: l'ultimo è del 7 aprile 1795. È da notare che durante la permanenza a Londra del Pisani, Rocco Sanfermo, rappresentante veneziano a Basilea, inviò un suo incaricato nella capitale francese per indagare sulla situazione ivi determinatasi e sulle intenzioni del governo francese riguardo alla neutralità di Venezia.

Alvise Querini subentrò al Pisani nel 1795 e rimase a Parigi fino al 1797. Il governo della Serenissima, stante l'evolvere degli eventi, decise di accreditare un proprio rappresentante presso il governo francese nominando, al posto del Pisani, Alvise Querini: un diplomatico capace ed intelligente, di mentalità aperta, che sino all'ultimo si prodigò nel tentativo di salvare i destini della Repubblica di Venezia, ricorrendo ad ogni possibile pratica presso il Direttorio. Il suo primo dispaccio è datato Treviso 1795 maggio 23. Dopo il dispaccio n. 182, la serie si interrompe: forse — possiamo ipotizzare — i suoi corrieri furono costretti a consegnare ai francesi, che li avrebbero distrutti, i dispacci dal n. 183 al n. 186 incluso. Essi non sono pertanto reperibili presso l'Archivio di Stato di Venezia. L'ultimo dispaccio, il n. 187, porta la data del 1797 maggio 19. Il Querini fu invitato dal Direttorio ad allontanarsi da Parigi dato che, come gli scrisse il ministro degli esteri, la sua missione era ormai senza oggetto per la cessazione del suo governo, dal quale il Querini non ebbe diretta notizia degli accadimenti del maggio 1797.

Cessata la Repubblica, i susseguenti mesi del 1797 furono un periodo di generalizzata confusione ed incertezza in tutto il Veneto. I gruppi borghesi che avrebbero, forse, potuto costituire la base di un nuovo corso, non furono una forza praticamente organizzata in grado di proporsi come struttura alternativa di potere, e la scena politica fu fortemente condizionata dai francesi che, infatti, ispirarono la costituzione nel Veneto di governi dipartimentali, fra la fine di giugno e gli inizi di luglio. A Venezia si costituì la Municipalità provvisoria, che strutturò la propria compagine amministrativa in otto comitati e in varie commissioni nella cui documentazione si riscontrano largamente dati e note sulla presenza francese in Italia e, di riflesso, sulla situazione in Francia. In particolare, il Comitato di salute pubblica ebbe una sezione che si oc-

cupò degli affari diplomatici e nella documentazione relativa si conserva la corrispondenza dei rappresentanti veneziani all'estero, sia di quelli che continuarono nelle loro funzioni, sia di quegli altri che sostituirono i patrizi che non si sentirono di rappresentare il nuovo regime; si tratta proprio della corrispondenza che continua la serie dei dispacci degli ambasciatori al Senato, indirizzati ora alla Municipalità; di speciale rilievo la corrispondenza degli inviati presso il generale Bonaparte.

Per rappresentare a Parigi il nuovo governo veneziano presso il Direttorio, fu nominato Antonio Lio, già segretario di Alvise Querini; alla fine di luglio vi fu anche inviato, con le funzioni di ministro plenipotenziario, Rocco Sanfermo che vi rimase solo poco tempo, giacché il 17 ottobre, a Campofornido, Bonaparte, a conferma dei preliminari di Leoben, cedette Venezia agli Austriaci che ne presero possesso militare il 19 gennaio 1798. A Venezia, i poteri della Municipalità, dal mese di novembre, passarono ad una Deputazione dei cinque con gli aggiunti, col compito di gestire la transizione al potere austriaco. Fu allora smantellata la rete diplomatica e si ingiunse ai rappresentanti all'estero di ritornare in patria. Per esempio, dalla busta n. 120 del fondo Democrazia, Municipalità provvisoria, si evince che con lettera, minuta n. 240, del 2 dicembre 1797, al cittadino Antonio Lio, incaricato d'affari a Parigi, fu intimato il rientro in patria essendo estinta ogni sua commissione in conseguenza del trattato firmato a Campofornido; altre simili furono, nello stesso mese, inviate agli altri rappresentanti; per esempio il giorno 15 a Giuseppe Giacomazzi residente in Londra, minuta n. 246, il 16 ad Almorò Francesco Pisani a Madrid, a Pietro Pesaro in Roma, ad Alvise Querini a Torino, a Giuseppe Nerini a Madrid e il 22 a Nicolò Venier e Alessandro Trevisan in Pietroburgo, il 27 altra di conferma al Giacomazzi, il 30 al rappresentante a Genova.

Si chiuse così una plurisecolare presenza dei diplomatici veneziani nel mondo, strumento fondamentale per l'informazione e la formazione della politica estera veneziana. Nel gennaio 1798 subentrò alla Deputazione l'Aulico governo centrale provvisorio di Venezia, struttura amministrativa che durò fino al 6 febbraio 1798, quando, con proclama di pari data, Oliviero di Wallis, comandante austriaco, abolì i Governi centrali, su base distrettuale, Municipalità, Comitati, Dipartimenti, Corpi, Collegi e quant'altro veniva dal periodo democratico, ripristinando le strutture amministrative, escluse quelle diplomatiche ovviamente, quali si presentavano nel vecchio regime alla data del primo gennaio 1796. Con proclama del 31 marzo 1798, gli austriaci crearono un Governo generale, dipendente da Vienna, con sede in Venezia che, però, cominciò a funzionare solo nel successivo mese di ottobre.

BIBL.: G. LIPPOMANNO, *Lettere familiari ad Alvise Querini inviato in Francia, anni 1795-1797*, ms. Biblioteca Querini, c. VII, cod. LXXVIII (= 1803); L. MANIN, *Estratti dalle Memorie circa il Dogado, 1797-1802*, in A.S.V., *Miscellanea Codici*, Serie I (Storia veneta), n. 94; F. CALBO CROTTA, *Memoria che può servire alla storia politica degli ultimi anni della Repubblica Veneta*, London 1798 (stampato a Venezia). Esemplare manoscritto in A.S.V., *Miscellanea Codici*, Serie I (Storia veneta), n. 93; *Carte pubbliche stampate ed esposte nei luoghi più frequentati della città di Venezia*, Venezia 1797; *Raccolta cronologico-ragionata di documenti inediti che formano la storia diplomatica della rivoluzione e caduta della Repubblica di Venezia corredata di critiche osservazioni*, 2 voll., Firenze

1800 (una prima edizione con la data 1799 era uscita con l'indicazione di Augusta come luogo di stampa, ma probabilmente era stata edita a Venezia come forse la stessa seconda edizione); S. ROMANIN, *Storia documentata di Venezia*, Venezia 1861; C. MASSA, *La rivoluzione francese nei dispacci degli ambasciatori veneti*, Livorno 1882; *I dispacci degli ambasciatori veneti alla corte di Francia durante la rivoluzione*, editi da M. KOVALEVSKY, Torino 1895; G. SFORZA, *La caduta della Repubblica di Venezia studiata nei dispacci inediti della diplomazia piemontese*, in «Nuovo archivio veneto», n.s., 51, 1913; *Verbalì delle sedute della Municipalità provvisoria di Venezia, 1797*, a cura di A. ALBERTI e R. CESSI, Bologna 1929; G. NUZZO, *A Venezia, tra Leoben e l'occupazione austriaca. (Dalla corrispondenza dei diplomatici napoletani)*, Salerno 1937; A. DA MOSTO, *L'Archivio di Stato di Venezia*, indice generale storico descrittivo ed analitico, Roma 1940 (Bibliothèque des «Annales Institutorum», vol. V); R. SACCARDO, *La stampa periodica veneziana fino alla caduta della Repubblica*, Padova 1942; *Relazioni degli ambasciatori veneti al Senato, serie III (sec. XVIII) Francia*, a cura di R. MOSCATI, Milano 1943 (Fonti per la storia d'Italia pubblicate dall'Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea); M. MAZZUCHELLI, *La rivoluzione francese vista dagli ambasciatori veneti*, Bari 1953; R. CESSI, *Da Leoben a Campoformido*, in «Rendiconti dell'Accademia nazionale dei Lincei», VIII-IX (1954), fasc. 11-12; *Recueil des instructions donnés aux ambassadeurs et ministres de France...*, XVI, a cura di P. DUPARC, Paris 1958; Archivio di Stato di Venezia, *Dispacci degli ambasciatori al Senato*. Indice, prefazione di R. MOROZZO DELLA ROCCA, 1959 (PAS XXXI); *Giornali veneziani del Settecento*, a cura di M. BERENGO, Milano 1962; S. CARBONE, *Provveditori e sopraprovveditori alla sanità della Repubblica di Venezia. Carteggio con i rappresentanti diplomatici consolari veneti all'estero e con Uffici di sanità esteri corrispondenti*. Inventario, Roma 1962 (QRAS 21); *Id.*, *Note introduttive ai dispacci al Senato dei rappresentanti diplomatici veneti*, Roma 1974 (QRAS 43); C.T. SIMIONATO, *I giornali veneziani durante la municipalità democratica 1797: informazione, propaganda ed educazione democratica del "popolo"* (Tesi di laurea Facoltà di Lettere e Filosofia dell'Università di Venezia 1985-1986).

ARCHIVIO DI STATO DI VENEZIA

La ricerca sul periodo considerato trova nei fondi diplomatici un'ingente mole di materiale documentario della massima importanza grazie alla cospicua corrispondenza da e per le varie sedi diplomatiche da cui giungevano informazioni diffuse sulla situazione dei diversi paesi.

SENATO, regg., bb. e filze 14.900 (1300-1797, con docc. in copia dal sec. XIII). Inventari parziali, regesti parziali.

Dispacci ambasciatori, 1343-1797, regg., bb. e filze 2.247 e regg. 377 di rubricari.

I tre «Nobili» successivamente accreditati presso il governo francese nel periodo in esame scrivono con cadenza settimanale e addirittura l'ultimo, il Querini, in media ogni quattro giorni, per cui si ha la possibilità di seguire passo dopo passo tutti gli avvenimenti più significativi.

Si sono indicati per il periodo in esame tutti i pezzi archivistici relativi con le rispettive signature, date estreme e, ove sia riportata, la consistenza quantitativa del materiale documentario proveniente dalle diverse sedi. Per quel che riguarda i dispacci della Francia non si sono segnalati con rilievo particolare l'uno o l'altro dispaccio giacché si ritiene che siano tutti importanti.

Per venire incontro anche all'esigenza di segnalare il numeroso materiale a stampa presente nelle filze, si è riportato l'elenco completo delle «Inserte», cioè di quanto veniva allegato al dispaccio sia per fornire nuove notizie o confermare quelle già date, sia per illustrare i diversi punti di vista espressi da disparate parti politiche, nonché per trasmettere lettere originali e quanto potesse essere suscettibile d'interesse per il governo veneziano.

Francia

filza 262

«Francia, da gennaio 1785 sino tutto giugno 1788, Antonio Capello primo, kavalier ambasciator».

1786 gen. 2 - 1788 giu. 30: dispacci 1-133 (numeri 42-45 da Fontainebleau, numero 1 del 1786 gennaio 2 di Daniele Dolfin primo ambasciatore), cc. 415.

n. 70, 1787 mag. 1:
c. 190, a stampa, «Supplément à la gazette du vendredi, 27 avril 1787» riportante il discorso tenuto dal re il 23 aprile 1787 innanzi all'Assemblea dei notabili;

n. 88, 1787 set. 3:
cc. 239-242, a stampa «Arrête du parlement de Dauphiné», fatto a Grenoble il 21 agosto 1787, in Parlamento ed in difesa del Parlamento parigino;

n. 97, 1787 nov. 5:
cc. 271-272, copie di documenti relativi alla politica francese nei confronti della République des Provinces Unies: «Déclaration» «Contre-Déclaration» e ulteriore comunicato del ministro Montmorin;

n. 105, 1787 dic. 31:
cc. 291-292, lettera indirizzata all'ambasciatore veneziano sulla situazione della Porta e riportante la notizia della pretesa presa di Belgrado;

n. 106, 1788 gen. 7:
c. 296, copia tradotta di «Decreto del Parlamento di Parigi del 4 gennaio 1788»;
c. 297, copia «Arrête du Parlement de Paris du 4 janvier 1788»;

n. 122, 1788 apr. 21:
c. 343, lettera originale al Nobile a Parigi della contessa di Chalon del 1788 aprile 13;
c. 344, copia lettera dell'ambasciatore Capello alla contessa di Chalon;
c. 345, copia e traduzione della lettera di cui a c. 343;
c. 346, altra copia di lettera del Capello alla contessa di Chalon;

n. 131, 1788 giu. 23:
cc. 383-388, lettera del ministro Montmorin del 21 giugno 1788 accompagnante una risposta del re, di pari data, alla memoria dell'ambasciatore Capello del 31 marzo 1788 in relazione all'affare Chalon;

n. 132, 1788 giu. 28:
cc. 393-397, traduzione della «Réponse au mémoire de M. Capello du 31 mars 1788» del conte di Chalon e che trovatisi alle cc. 400-405;
c. 406, copia «Note donné par L. l'Ambassadeur de France aux messages de semaines le 8 août 1787».

filza 263

«Dispacci, Francia, 1788-1790».

1788 lug. 7 - 1790 ag. 2: dispacci 134-244 di Antonio Capello primo ambasciatore (i numeri 243-244, 1790 luglio 26-agosto 2, sottoscritti anche da Almorò Pisani primo ambasciatore), cc. 534.

n. 138, 1788 ag. 1:
cc. 16-17, copie di due lettere dell'ambasciatore Capello al ministro Montmorin con lamentele per il disservizio postale e difesa della prerogativa della inviolabilità dei dispacci diplomatici;

n. 139, 1788 ag. 5:
cc. 21-26, corrispondenza in originale e copia tra il Nobile di Venezia e il Montmorin;

n. 140, 1788 ag. 11:
c. 32, dichiarazione del sovrintendente della posta barone d'Ogny;

n. 147, 1788 set. 29:
cc. 55. I-IV, a stampa «Récit fait par un des messieurs, toutes le chambres assemblées, les Pairs y séans, le 25 septembre 1788»;

n. 159, 1788 dic. 22:
c. 81, biglietto dell'ambasciatore spagnolo a Parigi a quello veneto comunicante la morte del proprio sovrano, Carlo III di Borbone;

n. 162, 1789 gen. 12:
cc. 90-95, lettera del Montmorin al Capello con allegata risposta del re sull'affare del conte di Chalon;

n. 163, 1789 gen. 19:
c. 97, biglietto di invito ad incontro tra ambasciatori esteri a Parigi;

n. 166, 1789 feb. 6:
cc. 107-108, biglietto sull'affare Chalon e «Formule di risposta concertate» sulla disponibilità ad accogliere in Venezia ambasciatori francesi in modo ottimale;

n. 168, 1789 feb. 16:
c. 112, copia documento in 14 punti delle richieste riforme del popolo di Ginevra;

n. 171, 1789 mar. 9:
c. 124, corrispondenza relativa all'affare Chalon;

n. 172, 1789 mar. 16:
cc. 126-127, biglietto e relativa traduzione annunziante da parte del Montmorin la nomina dell'ambasciatore francese a Venezia nella persona del marchese di Bombelles;

n. 179, 1789 mag. 4:
cc. 142-144, lettera di ringraziamento all'ambasciatore veneto del ministro della marina La Luzerne per i soccorsi veneziani al naviglio francese in Corfù;

n. 180, 1789 mag. 11:
cc. 149-150, a stampa discorso del re all'apertura degli Stati generali;

n. 188, 1789 lug. 6:
cc. 168-169, «Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Nationale du mercredi premier juillet 1789»;

n. 189, 1789 lug. 13:
cc. 174-177, a stampa «Adresse au Roi par le comte de Mirabeau, jeudi 9 juillet 1789»;
cc. 178-181, traduzione di quanto alle cc. 174-177;
cc. 182-185, a stampa «Feuille politique de J le scène Des maisons. N. XI Séance du samedi 11 juillet»;
c. 186, parziale traduzione di quanto alle cc. 182-185;

n. 190, 1789 lug. 20:
c. 193, copia «Observations d'un citoyen aux Communes» contenente proposta di schierare in testa alle eventuali truppe che movessero contro il popolo, la notte tra il 13 e il 14 luglio, principi reali e ambasciatori forestieri;
c. 194, traduzione in quanto a c. 193;
cc. 195-198, a stampa «Supplément au point du jour. Le croirez-vous races futures. Malh»;
cc. 199-200, traduzione di quanto alle cc. 195-199;

n. 191, 1789 lug. 27:
cc. 206-209, a stampa «Crime affreux commis au château de Quincé, près de Vezoul en Franche-comté. Suite des nouvelles de Versailles du 25 juillet 1789, publiées le 26»;
cc. 210-211, traduzione di quanto alle cc. 206-209;
cc. 212-215, a stampa «Rélacion de ce qui s'est passé à Rennes en Bretagne, lors de la nouvelle du renvoi de L. Necker»;
cc. 216-217, traduzione di quanto alle cc. 212-215;

- n. 192, 1789 ag. 3:
cc. 222-225 e 230-233, «Assemblée Nationale» (cronache di accadimenti quotidiani), a stampa:
nn. 13, 15, 16, 17;
- n. 195, 1789, ag. 24:
cc. 240-242, «Assemblée Nationale»: nn. 18, 19;
- n. 196, 1789 ag. 31:
cc. 249-252, «Assemblée Nationale»: nn. 20, 21, 22, 23;
cc. 254-257, a stampa «Supplément au n. 247 du Journal de Paris. Vendredi 4 septembre 1789»;
- n. 198, 1789 set. 14:
cc. 266-268, «Assemblée Nationale»: nn. 24, 25;
- n. 199, 1789 set. 1:
cc. 273-280, a stampa «Lettre du Roi à l'Assemblée Nationale. Versailles le 18 septembre 1789»;
cc. 281-281, «Assemblée Nationale»: nn. 26, 27;
- n. 200, 1789 set. 28:
cc. 285-286, «Assemblée Nationale»: nn. 28, 29;
- n. 201, 1789 ott. 5:
cc. 289-290, «Assemblée Nationale»: n. 30;
- n. 202, 1789 ott. 12:
cc. 295-297, «Assemblée Nationale»: nn. 32, 33;
- n. 203, 1789 ott. 19:
cc. 301-303, «Assemblée Nationale»: nn. 34, 35;
- n. 204, 1789 ott. 27:
cc. 307-309, «Assemblée Nationale»: nn. 36, 37;
- n. 205, 1789 nov. 2:
cc. 312-316, «Assemblée Nationale»: nn. 38, 39, 40, 41;
la numerazione passa da c. 316 a c. 319, tra queste trovasi biglietto della Guardia nazionale di Parigi intimante a cavalier Capello di presentarsi ove indicato per effettuare un turno di servizio di guardia;
- n. 207, 1789 nov. 16:
cc. 325-326, «Assemblée Nationale»: nn. 42, 43;
cc. 327-330, «Note» e relativa traduzione. Trattasi di copia di una nota elaborata dai membri del corpo diplomatico a Parigi sul comportamento che essi debbano tenere;
cc. 331-334, «L'observateur», a stampa: n. 37;
- n. 208, 1789 nov. 23:
cc. 337-338, «Assemblée Nationale»: nn. 44, 45;
- n. 209, 1789 nov. 30:
cc. 343-344, «Assemblée Nationale»: nn. 46, 47;
- n. 210, 1789 dic. 2:
cc. 349-350, «Assemblée Nationale»: nn. 48, 49;
- n. 212, 1789 dic. 21:
cc. 355-356, «Assemblée Nationale»: nn. 52, 53;
- n. 213, 1789 dic. 28:
cc. 361-362, «Assemblée Nationale»: nn. 54, 55;
cc. 363-364, «Discorso de fratello del re alla Comune di Parigi il 26 dicembre 1789»;
cc. 365-367, traduzione di quanto alle cc. 363-364;
- n. 214, 1790 gen. 4:
cc. 372-373, «Assemblée Nationale»: nn. 56, 57;
- n. 215, 1790 gen. 11:
cc. 377-378, «Assemblée Nationale»: nn. 58, 59;
- n. 216, 1790 gen. 18:
cc. 381-382, «Assemblée Nationale»: nn. 60, 61;

- n. 217, 1790 gen. 25:
cc. 387-388, «Copie de la lettre du président de l'A.N. à M. le comte de Montmorin. Paris le 21 décembre 1789»;
c. 389, «Extrait du procès verbal de l'A.N. du samedi douze décembre 1789»;
cc. 390-391, lettera del Montmorin al nunzio apostolico del 1790 febbraio 12 e relativa traduzione;
cc. 392-393, «Assemblée Nationale»: nn. 62, 63;
- n. 218, 1790 feb. 1:
c. 398, copia lettera del Capello riferente sull'affare del marchese Chavilly;
cc. 399-400, «Assemblée Nationale»: nn. 64, 65;
- n. 219, 1790 feb. 8:
cc. 405-406, «Journal de Paris», a stampa: n. 37;
cc. 407-413, relativa traduzione;
cc. 418-419, «Assemblée Nationale»: nn. 66, 67;
- n. 220, 1790 feb. 15:
cc. 423-424, «Assemblée Nationale»: nn. 68, 69;
- n. 221, 1790 feb. 22:
cc. 428-429, «Assemblée Nationale»: nn. 70, 71;
- n. 222, 1790 mar. 1:
cc. 432-433, «Assemblée Nationale»: nn. 72, 73;
- n. 223, 1790 mar. 8:
cc. 436-437, «Assemblée Nationale»: nn. 74, 75;
c. 438, copia di lettera scritta al ministro della Marina in data 1790 febbraio 21;
- n. 224, 1790 mar. 15:
cc. 443-444, «Assemblée Nationale»: nn. 76, 77;
cc. 445, copia «Lettre de Marie Christine et Albert de Saxe à Messieurs des États de Brabant, écrite de Bona le 2 mars 1790»;
cc. 445v-448, «Mémoire du Grand Duc de Toscane etc...»;
- n. 225, 1790 mar. 22:
cc. 451-452, «Assemblée Nationale»: nn. 78, 79;
- n. 226, 1790 mar 29:
cc. 455-456, «Assemblée Nationale»: nn. 80, 81;
- n. 227, 1790 apr. 5:
cc. 461-462, «Assemblée Nationale»: nn. 82, 83;
- n. 228, 1790 apr. 12:
cc. 465-466, «Assemblée Nationale»: nn. 84, 85;
- n. 229, 1790 apr. 19:
cc. 469-470, «Assemblée Nationale»: nn. 86, 87;
- n. 230, 1790 apr. 26:
cc. 475-476, «Assemblée Nationale»: nn. 88, 89;
- n. 231, 1790 mag. 3:
cc. 479-480, «Assemblée Nationale»: nn. 90, 91;
- n. 232, 1790 mag. 10:
cc. 448-484, «Assemblée Nationale»: nn. 92, 93;
- n. 233, 1790 mag. 17:
cc. 489-490, «Assemblée Nationale»: nn. 94, 95;
- n. 234, 1790 mag. 24:
cc. 495-496, «Assemblée Nationale»: nn. 96, 97;
- n. 235, 1790 mag. 31:
cc. 499-500, «Assemblée Nationale»: nn. 98, 99;
- n. 236, 1790 giu. 7:
c. 503, «Assemblée Nationale»: n. 100;

- n. 240, 1790 lug. 5;
 c. 512, Apoca, ricevuta di denaro per servizi postali, in data 1790 lug. 1, a firma Charton;
- n. 241, 1790 lug. 12:
 c. 517, copia di biglietto all'ambasciatore veneto da parte del Ball de Vivien dell'Ordine di Malta, sollecitante intervento per la conservazione in Francia dei beni posseduti dall'Ordine stesso;
 c. 518, copia di lettera del cavalier Capello al ministro Montmorin in favore dell'Ordine di Malta;
- n. 242, 1790 lug. 19;
 cc. 524-525, lettera d'invito all'ambasciatore veneziano illustrante il posto degli ambasciatori stranieri nel cerimoniale della celebrazione sul campo di Marte del 14 luglio, firmata De Sequeville;
 c. 526, copia di lettera del cavalier Capello relativa all'affare di M. Chavilly.

filza 264

«Francia, da 8 agosto 1790 sino tutto dicembre 1791, Almorò Pisani, kavalier, ambasciatore».

1790 ag. 8 - 1791 dic. 26: dispacci 1-76 (45 bis), cc. 697.

- n. 5,
 cc. 22-23, copia tradotta di lettera, 1790 settembre 3, del signor Necker all'Assemblea Nazionale;
- n. 6,
 cc. 26-29, copia a stampa, divisa in tre parti, dello «Etat de la dette publique, sur des pièces justificatives. Imprimé au nom du comité des finances». Paris, 1790;
- n. 12,
 cc. 91-92, a stampa «Copie de la lettre adressée au Roi par les ministres de Sa Majesté, le ventuno octobre 1790» e «réponse du roi à la lettre qui lui a été adressée par ses ministres, le ventuno octobre 1790»;
- n. 13,
 cc. 96-97, copia a stampa di «Lettre de M. de La Luzerne au Roi» del 1790 ottobre 23 e relativa «Réponse du Roi à M. de La Luzerne», di pari data;
- n. 15,
 cc. 105-106, copia della convenzione del 1790 ottobre 28 tra la corte di Madrid e quella di Londra relativa a territori americani;
- n. 16,
 c. 112, copia di «Traduzione di decreto dell'Assemblea Nazionale concernente il giuramento civico da prestarsi agli ambasciatori, ministri, consoli et cetera di Francia presso potenze forestiere»;
- n. 17,
 cc. 117-118, copia di «Traduzione di decreto proposto da quattro Comité riuniti, cioè ecclesiastico, di rapporti di alienazioni e di ricerche, adottato dall'Assemblea Nazionale nella sessione straordinaria del sabato sera 27 novembre 1790»;
- c. 119, copia di «Traduzione di lettera scritta dal Capitolo di Strasburgo a S.M. l'Imperatore»;
- c. 121, copia di «Traduzione di lettera scritta dal Capitolo di Strasburgo a S.M. Cristiana»;
- n. 21, 1790 dic. 27:
 c. 135, copia di «Traduzione di lettera del Re all'Assemblea Nazionale»;
- n. 23, 1791 gen. 10:
 cc. 143-150, a stampa «Liste des évêques députés à l'Assemblée Nationale»;
- c. 153, copia de «Istruzione per li Signori Deputati di Liegi a Vienna»;
- c. 155, copia di «Lettera scritta al re di Prussia li 29 decembre» da «Li Stati del paese di Liegi e della Contea di Looz»;
- n. 36, 1791 apr. 11:
 c. 210, copia di «Traduzione di lettera del signor conte Montmorin letta all'Assemblea Nazionale li 7 aprile»;
- cc. 213-236, a stampa «Bref du Pape à tous les cardinaux, archevêques, évêques, au clergé et au peuple de France» Roma, 1791;

- n. 38, 1791 apr. 25:
 cc. 245-246, a stampa «Discours du Roi à l'Assemblée Nationale; réponse de M. le président et decret rendu en conséquence, relatif au voyage du Roi à Saint-Cloud, du 19 avril 1791»;
- cc. 247-248, a stampa «Département de Paris. Adresse au Roi»;
- cc. 249-251, a stampa «Lettre écrite au nom du Roi par M. Montmorin ministre des affaires étrangères, aux Ambassadeurs et Ministres résidents près les Cours» e «Discours de M. le Président de l'Assemblée Nationale, chef de la Députation au Roi» e relativa «Réponse du Roi»;
- c. 253, copia di «Adresse de la Municipalité au Roi»;
- n. 40, 1791 mag. 9:
 c. 265, «Traduzione di lettera scritta dal signor conte di Montmorin ministro degli affari esteri a monsignor Nunzio Apostolico e comunicata all'Assemblea Nazionale il giorno 4 maggio»;
- cc. 267-282, a stampa «Le véritable intérêt de la Capitale, par l'auteur du Secret de la coalition»;
- n. 44, 1791 mag. 30
 cc. 297-300, 302, «Decreto di organizzazione del Corpo Legislativo»;
- c. 301, a stampa «Tableau de la ripartition des 300,000,000 de livres de contribution foncière et mobilière, de 1791; et des Députés que chaque Département enverra à la Legislature»;
- n. 45, 1791 giu. 6:
 cc. 311-342, a stampa «Lettre des évêques députés à l'Assemblée Nationale. En réponse au bref du Pape, en date 10 mars 1791»;
- cc. 307-310, a stampa «Lettres de M. le cardinal De Lomenie au Souverain Pontife et à M. de Montmorin»;
- n. 50:
 cc. 380-383, a stampa «L'Assemblée Nationale aux français. Proclamation décrétée dans la séance du 22 juin 1791»;
- cc. 384-397, a stampa «Déclaration du Roi, adressée à tous les français, à sa sortie de Paris»;
- c. 398, «Avviso ai francesi»;
- carte non numerate fra c. 399 e c. 400, a stampa «Déclarations de deux cents quatre-vingt-dix députés sur les décrets qui suspendent l'exercice de l'autorité royale, et qui portent atteinte à l'inviolabilité de la personne sacrée du Roi»; «Lettre de M. de Bouille lue à l'Assemblée Nationale dans la séance du jeudi 30 juin 1791»;
- c. 400, «Traduzione di lettera del signor ambasciatore di Spagna al signor conte di Montmorin», 1791 luglio 3;
- cc. 402-403, copia tradotta di dichiarazione del re e di quella della regina sulla loro fuga;
- n. 51, 1791 lug. 12:
 c. 408, copia «Déclaration de Stanislas Clermont-Tonnerre membre de l'Assemblée Nationale remise à monsieur le Président de l'Assemblée le 5 juillet 1791»;
- c. 409, copia «Opinion de monsieur De Laudine, Vieuille, Besessards députés à l'Assemblée Nationale sur la situation présente du Roi remise le 5 juillet au Comité de Constitution et de rapports réunis pour délibérer sur le même sujet»;
- c. 410, «Traduzione di lettere del re all'Assemblea Nazionale in data de' 5 luglio 1791»;
- c. 411, «Traduzione di lettera dell'ambasciatore di Spagna al conte di Montmorin in data 5 luglio 1791» e «Traduzione letterale d'un dispaccio del conte di Florida Blanca al conte di Fernan-Nunez ambasciatore in Francia»;
- c. 412, «Traduzione di nota ministeriale della Corte di Spagna letta all'Assemblea Nazionale il 10 luglio 1791»;
- n. 52:
 c. 422, «Traduzione di decreti dell'Assemblea Nazionale sull'affare del giorno 21 giugno, ossia sulla fuga del re»;
- n. 55, 1791 ag. 8:
 cc. 434-436, a stampa «La constitution française. Projet présenté à l'Assemblée Nationale par les Comités de Constitution et de révision»;
- cc. 442-443, a stampa, 2 fogli riportanti parte di discussione all'Assemblea Nazionale, sul codice penale ed altro;
- cc. 475-494, a stampa «La constitution française présentée au Roi par l'Assemblée Nationale, le 3 septembre 1791» Paris, 1791;
- n. 62:
 cc. 503-504, «Déclaration de l'Empereur et du Roi de Prusse signée à Piltitz le 2 août et remise le même jour à monsieur le comte d'Artois»;

cc. 504-508 e 505 bis-506 bis, recanti rispettivamente traduzione manoscritta e copia a stampa del «Discours du Roi à l'Assemblée Nationale, le 7 octobre 1791»;
 c. 513, copia e traduzione di «Lettera del re alli comandanti de' porti, Parigi 13 ottobre 1791»;
 c. 515, copia e traduzione del «Proclama del re appartenente l'emigrazioni, de' di 14 ottobre 1791»;
 c. 517, a stampa «Lettre du Roi aux commandants des ports: Paris le 13 octobre 1791»;
 cc. 519-520, a stampa «Message du Roi à l'Assemblée Nationale. Le 13 septembre 1791»;
 cc. 521-522, a stampa «Discours et serment du Roi prononcé à l'Assemblée Nationale le 14 septembre 1791, pour l'acceptation de la Constitution»;
 cc. 523-556, a stampa «Déclaration d'une partie des députés aux Etats-Generaux touchant l'Acte constitutionnel et l'état du Royaume»;
 cc. 557-572, a stampa «Discours sur les émigrations et sur la situation de la France relativemente aux puissance étrangères, prononcé le 20 octobre 1791 à l'Assemblée Nationale, par J.P. Brisson, député»;
 cc. 573-583, a stampa «Lettre de Monsieur et de M. le comte d'Artois au Roi leur frère avec la déclaration signée à Pilnitz le 27 août 1791, par l'empereur et le Roi de Prusse. Lettre au Roi par M. le prince de Condé, M. le duc de Bourbon, M. le duc d'Enghien»;
 cc. 584-585, a stampa «Proclamation du Roi concernant les émigrations, du 14 octobre 1791»;
 c. 586, copia e traduzione di «Risposta degli Stati Generali al Re Cristianissimo sulla comunicazione loro fatta dell'accettazione della nuova Costituzione francese»;
 cc. 588-589, idem, in francese;
 c. 590, «Copia della nota rimessa dal governo de' Paesi Bassi Austriaci al signor duca d'Uzes»;
 cc. 600-601, a stampa «Discours du Roi à la clôtura de l'Assemblée Nationale Constituante»;
 cc. 602-603, copia di traduzione del «Discorso e giuramento del re pronunziato all'Assemblea Nazionale li 14 settembre per accettazione della Costituzione»;
 c. 612, copia «Decreto contro li emigranti francesi»;
 cc. 613-614, a stampa «Proclamation du Roi du 12 novembre 1791»;
 cc. 615-616, a stampa «Lettres du Roi aux princes français, ses frères. Paris le 16 octobre 1791»;
 cc. 617-630, a stampa «Rapport fait à l'Assemblée Nationale par monsieur de Montmorin, ministre des affaires étrangères, le 31 octobre 1791»;
 c. 644, «Copie de la lettre de monsieur le ministre de l'interieur à monsieur le maire de Paris, le 30 novembre 1791»;
 c. 646, «Copie de la lettre de S.A. l'Impératrice de toute les Russies à monsieur le Maréchal de Broglie, de Saint Péterbour, le 29 octobre 1791»;
 cc. 656-657, a stampa «Discours prononcé par le Roi à l'Assemblée Nationale le 14 décembre 1791»;
 cc. 658-661, a stampa «Discours de monsieur Louis de Narbonne ministre de la guerre, prononcé le 14 décembre 1791»;
 c. 662, «Copie de l'adresse de l'Assemblée Nationale au Roi»;
 cc. 670-697, a stampa «Loi sur la constitution civile du clerge et la fixation de son traitement, donnée à Paris le 24 août 1790».

filza 265

«Francia da gennaio 1791 sino tutto agosto 1792, Almorò Pisani primo, cavalier, ambasciator».

1792 gen. 2 - 1792 ag. 29; dispacci 77-129, cc. 410.

n. 77, 1792 gen. 2:
 cc. 7-8, copia «Office du ministre d'état de l'électeur de Trèves à monsieur le Comte de Vergennes ministre de France»;
 c. 9, risposta alla richiesta fatta dal re di Francia presso l'elettore di Treviri per ottenere la dispersione dei rifugiati francesi;
 c. 11, a stampa «Lettre du Roi à l'Assemblée Nationale portée par un message, le 31 décembre 1791»;
 cc. 13-16, «Déclaration de l'Assemblée Nationale, dont l'impression et l'envoi ont été ordonnés dans les quatre-vingt-trois départements»;
 n. 78, 1792 gen. 9:
 c. 21, «Note du ministre de l'électeur de Trèves remise à l'envoyé de France»;
 cc. 22-23, «Proclamation du Roi concernant le maintien du bon ordre sur les frontières du 4 janvier 1792»;

n. 79, 1792 gen. 16:
 cc. 27-36, a stampa «Rapport sur l'office de l'Empereur fait à l'Assemblée Nationale le 14 janvier 1792 par monsieur Geusonné»;
 n. 81, 1792 gen. 30:
 cc. 45-46, a stampa «Réponse du Roi à l'invitation adressée à Sa Majesté par l'Assemblée Nationale le 25 janvier 1792»;
 n. 83, 1792 feb. 13:
 c. 55, «Copie de la lettre du ministre de l'interieur au Directoire du département de Paris le 11 février 1792»;
 cc. 57-58, «Copie de l'Arrête de la Municipalité de Paris»;
 n. 84, 1792 feb. 20:
 c. 63, «Copie de la lettre du Roi à la Municipalité de Paris»;
 n. 86, 1792 mar. 5:
 cc. 73-90, a stampa «Réponse de l'Empereur aux explications demandées par le Roi, au sujet de l'office du 21 décembre et autres pièces relatives au même objet»;
 n. 89, 1792 mar. 19:
 c. 102, «Discours du Roi à la Garde Nationale le 16 mars»;
 n. 90, 1792 mar. 26:
 cc. 108, «Note du Roi à l'Assemblée»;
 c. 109, «Lettre du Senat de Berne à S.M. très chrétienne du 16 mars»;
 n. 91, 1792 apr. 2:
 c. 116, «Note officielle de l'Ambassadeur de France remise au Prince Kaunitz»;
 cc. 118, «Note officielle du Prince Kaunitz remise à monsieur l'Ambassadeur de France»;
 n. 92, 1792 apr. 8:
 c. 124, «Lettre de Lizichorn au Roi de Suède»;
 c. 126, «Copie de la dépêche de monsieur Dumourier ministre des affaires étrangères à monsieur de La Lande chargé des affaires de France à la cour de Turin, le 21 mars»;
 cc. 128-129, «Copie de la réponse de monsieur de La Lande à monsieur de Dumourier le 31 mars»;
 c. 130, «Réponse de mon' Le Prince de Kaunitz à la note communiquée par monsieur De Noailles ambassadeur de France à Vienne»;
 n. 94, 1792 apr. 23:
 cc. 139-146, a stampa «Discours du Roi à l'Assemblée Nationale suivi de sa proposition de guerre, avec le rapport du ministre des affaires étrangères. Déclaration de guerre»;
 cc. 147-152, copie di lettere Dumourier-Noailles;
 c. 151, «Lettre du Roi, écrite de san main au Roi de Hongrie et de Bohême»;
 c. 153, «Déclaration de guerre», I, II e III decreto;
 n. 95, 1792 apr. 30:
 c. 159, «Copie de la lettre officielle de M. Dumourier ministre des affaires étrangères»;
 n. 96, 1792, mag. 7:
 cc. 165-166, «Copie de la lettre du maréchal de Rochambeau commandant de l'armée du nord, au Roi du 29 avril»;
 cc. 167-172, «Copie de la proclamation du gouvernement des Pays-Bas Autrichiens» e «Proclamation et advertance de la part du commandant général de sa majesté apostolique aux Pays-Bas Autrichiens»;
 cc. 173-176, copie di due lettere del maresciallo di Rochambeau al re;
 n. 98, 1792 mag. 14:
 cc. 183-184, «Copie d'une lettre écrite par monsieur le maréchal Rochambeau au président de l'Assemblée Nationale»;
 n. 101, 1792 mag. 28:
 c. 197, «Lettre du Roi à la Municipalité de Paris du 23 mai 1792»;
 cc. 199-200, «Copie de la dépêche de monsieur Lafayette au ministre de la guerre datée d'emp-tinne pre floreune, le 24 mai, l'an 4 de la liberté»;
 n. 102, :
 cc. 204-205, copia e traduzione di «Nota ministeriale del Ministero Britannico fatta tenere al si-

gnor Chauvelin ministro plenipotenziario di Francia»;
c. 209, «Copie de la lettre des administrateurs du district de Tolon à l'Assemblée Nationale sur la violation du territoire Français par des Napolitains»;

n. 105, 1792 giu. 2:
c. 224, «Copie de la lettre du Roi au président de l'Assemblée Nationale»;
cc. 225-234, a stampa «Lettre du Directoire du département de Paris, à monsieur Roland ministre de l'Interieur en réponse à sa lettre du 20 mai»;
cc. 235-242, a stampa «Lettre écrite au Roi par le ministre de l'Interieur le 10 juin 1792»;
cc. 243-246, a stampa «Lettre de M. Lafayette à l'Assemblée Nationale lue à la Seance du 10 juin 1792»;
c. 247, «Copia della lettera del Re al Presidente dell'Assemblea Nazionale»;

n. 106, 1792 giu. 26:
c. 253, «Copie de la proclamation du Maire et des Officiers Municipaux de Paris»;
c. 255, «Copie proclamation du Roi sur les événements du 20 juin 1792»;
c. 257, «Copie de la lettre de M. le Maire de Paris à M.M. du Conseil de département, du 24 juin 1792 affiché dans la capitale»;
c. 259, «Copie du décret de l'Assemblée Nationale sur les troubles de la Capitale»;

n. 108, 1792 lug. 9
cc. 269-272, «Copie de l'arrête du conseil du département de Paris sur les événements du 20 juin 1792»;
cc. 273-274, a stampa «Notification aux puissances de l'Europe»;

n. 110, 1792 lug. 16:
cc. 281-286, «Copie du compte rendu par le ministre des affaires étrangères à l'Assemblée Nationale sur la situation politique de la France»;
cc. 287-288, «Copie d'adresse de l'Assemblée Nationale aux Français sur les dangers de la patrie décrétée le 11 juillet 1792» e «Copie d'adresse de l'Assemblée Nationale à l'armée Française»;

n. 111, 1792, lug. 23:
cc. 295-297, «Copie de la note remise à son excellence le Comte de Brenstorff, ministre d'état et de conference de S.M. Danaise»;
cc. 298-299, a stampa «Lettre du maréchal Luckner l'Assemblée Nationale»;
cc. 300-304, a stampa «Proclamation du Roi sur les dangers de la Patrie»;
c. 305, «Copie de la note adressée par Lord Grenville à monsieur Chauvelin en réponse à la sienne du 18 juin 1792»;

n. 113, 1792 ag. 6:
cc. 316 e 324, a stampa «Lettre du Roi à l'Assemblée Nationale à l'occasion de la publicité de la déclaration du duc de Brunswick»;
cc. 317-319, a stampa «Déclaration que S.A.S. le due régnant de Brunswick-Lunebourg, commandant les armées combinées de L.L.M.M. l'Empereur et le Roi de Prusse, adressé aux habitants de la France»;
cc. 320-323, due copie «Manifeste du Roi de Prusse en exposé succinct des raisons qui l'ont déterminé à prendre les armes contre la France»;
cc. 325-328, «Discours de M. Pethion maire de Paris prononcé à la barre de l'Assemblée Nationale pour la déchéance du Roi»;

n. 114, 1792 ag. 11:
c. 333, «Copie d'un décret rendu à l'Assemblée Nationale le 10 août 1792»;

n. 115, 1792 ag. 13:
c. 339, «Copie de décret de l'Assemblée Nationale du 10 août pour la formation d'une Convention Nationale»;

n. 116, 1792 ag. 18:
cc. 343-350, lettera di protesta con allegati del ministro degli affari esteri francese Le Brun contro l'ambasciatore veneziano per incidenti intercorsi tra francesi e veneziani nel porto di Genova;

n. 117, 2°, 1792 ag. 18:
cc. 354-355, a stampa «Pièces trouvées dans le secrétaire du Roi, lues à l'Assemblée Nationale le 15 août 1792»;
cc. 356-371, a stampa «Actes et décrets rendus par l'Assemblée Nationale depuis le 10 août 1792»;
cc. 372, a stampa «Exposition des motifs d'après lesquels l'Assemblée Nationale a proclamé la convocation d'une Convention Nationale, et prononcé la suspension du pouvoir exécutif dans

les mains du Roi»;
cc. 382-385, a stampa «Acte du corps législatif, sur la formation de la convention nationale, du 11 août 1792»;

n. 118, 1792 ag. 25:
cc. 395-397, «Copie du procès-verbal de visite faite chez M. l'Ambassadeur de Venise»;
c. 399, «Copia di lettera dell'Ambasciatore di Venezia al signor Le Brun ministro degli affari forestieri»;

n. 119, 1792 ag. 28:
cc. 404-406, «Copie d'une lettre écrite à M. le Comte de Gower ambassadeur d'Angleterre par M. Dundas et remise au ministre des affaires étrangères. Withal 17 août 1792»;
c. 407, «Décret de l'Assemblée Nationale du vingt trois août 1792».

filza 266

«Dispazzi dell'ambasciatore in Francia, kavalier Almorò primo Pisani, esistente in Londra da settembre 1792 sino 9 giugno 1795».

1792 set. 4 - 1795 giu. 9: dipacci 121-124 (147a; 122-156, 158 da Londra; 157 da Portsmouth), cc. 437.

n. 121, 1792 set. 4:
c. 6, «Copia di viglietto scritto dall'ambasciatore cavalier Pisani al signor Le Brun ministro degli affari forestieri di Francia, Paris le 30 août 1792»;

n. 123, 1792 set. 18:
c. 15 «Copia di lettera de' commissari della Commune di Parigi al campo di Chalons»;

n. 124, 1792 set. 25:
c. 22, «Copia di lettera d'un giovine francese patriota residente da Coirenz al signor Giovanni De Bry deputato all'Assemblea Nazionale»;

n. 126, 1792 set. 9:
c. 34, «Lettre de M. Le Brun ministre des affaires étrangères à la Convention Nationale»;
cc. 35-36, traduzione della lettera sopra indicata;
c. 38, «Déclaration du duc de Brunswick»;
cc. 39-40, relativa traduzione;
c. 41, «Extrait des registres des délibérations du conseil exécutif national de France le 28 septembre, l'an I. de la République»;
c. 42, relativa traduzione;
c. 43, a stampa «Observations d'un officier général Français sur les derniers mouvements de l'Armée du duc de Brunswick»;

n. 127, 1792 ott. 18:
cc. 49-50, «Mémoire au Roi de Prusse»;
cc. 51-52, corrispondenza tra i sigg. Manstein e Dumourier»;

n. 129, 1792 ott. 30:
cc. 60-61, «Copie de la lettre de M. le Comte de Chaiveul Guiffier ambassadeur de France aux frères du Roi très-chrétien»;

n. 130, 1792 nov. 6:
c. 66, «Proclamation au nom de la République Française faite par Adam Philippe Custine, citoyen français, général des armées de la République»;
c. 67, «Manifeste du général Dumourier au peuple belge»;

n. 131, 1792 nov. 13:
a stampa, foglio riportante lettere del generale Dumourier;

n. 134, 1792 dic. 4:
c. 88, «Traduzione di proclamazione di S.M. Britannica»;

n. 136, 1792 dic. 18:
cc. 96-102, «Copie de l'interrogatoire fait par le président de la Convention Nationale le jour

- 11 novembre à Louis XVI»;
- n. 137, 1792 dic. 25:
cc. 106-107, «Copia del decreto della Convenzione Nazionale del dì 15 dicembre»;
- n. 141, 1793 gen. 22:
cc. 120-121, «Note officielle du pouvoir exécutif de France en réponse à celle du ministère Britannique. Paris le 7 janvier 1793»;
cc. 122-123, «Note remise par le citoyen Chauvelin à Lord Grenville»;
- n. 142, 1793 gen. 29:
cc. 128-129, «Testament de Louis XVI»;
c. 130, «Lettre du chargé d'affaires de la Cour d'Espagne au ministre des affaires étrangères»;
- n. 144, 1793 feb. 12:
cc. 140-141, «Décret sur la déclaration de guerre contre le Roi d'Angleterre et le Stathouder de Hollande»;
- n. 148, 1793 mar. 12:
c. 158, «Copie de la lettre du ministre de la guerre a u Président de la Convention. Paris le 5 mars»;
- n. 154, 1793 apr. 30:
c. 180, «Memoria presentata dai ministri Imperiale e Britannico agli Stati Generali, a cinque di aprile»;
- n. 167, 1793 set. 27:
c. 220, «Nota presentata dall'incaricato di affari di Russia in Svezia al Cancelliere della Corona»;
- n. 170, 1793 set. 17:
cc. 232-233, «Proclamazione del vice-ammiraglio Lord Hood comandante in capo della squadra di S.M. Britannica nel Mediterraneo. Agli abitanti delle città e provincie del sud della Francia»;
cc. 234-235, «Lettera del vice-ammiraglio Lord Hood etc. al signor Filippo Stephens etc.» e «Proclamazione di Lord Hood etc. etc.»;
- n. 172, 1793 ott. 1:
c. 242, «Traduzione del decreto fatto dalla Convenzione Nazionale di Francia nel giorno 21 settembre 1793, sull'atto di navigazione»;
- n. 180, 1793 dic. 3:
c. 268, «Copia di lettera di Milord Grenville ministro degli affari esteri di S.M. Britannica al signor marchese Spinola ministro plenipotenziario della Repubblica di Genova»;
- n. 184, 1793 dic. 31:
c. 282, «Traduzione dall'inglese del decreto reso dalla Convenzione Nazionale di Francia rispetto alla Repubblica di Genova»;
- n. 189, 1794 feb. 4:
c. 296, «Risoluzione dei comitati delle finanze, di salvezza generale e di proprietà pubblica 7 nivôse»;
- n. 198, 1794 apr. 29:
cc. 332-333, «Traduzione dall'inglese di convenzione per la commune difesa della libertà e sicurezza del commercio e navigazione danese e svezese tra S.M. il re di Danimarca e di Norvegia e S.M. il re di Svezia etc. conclusa a Copenaghen li 27 marzo 1794»;
- n. 222, 1795 feb. 17:
c. 431, «Proclama segnato all'Aja li 27 gennaio 1795».

filza 267

«Dispazzi Nobile a Parigi da 23 maggio 1795 sino tutto maggio 1796. Alvise Querini».

1795 mag. 23 - 1796 mag. 30: dipacci 1-93 (45a, 48a, 49a, 56a, 62a, 70a. 1 da Treviso; 2 da Innsbruck; 3 da Sciaffusa; 4 da Basilea; 5 da Strasburgo), cc. 606.

- n. 5, 1795 lug. 13:
c. 19, «Dichiarazione dei diritti dell'uomo e del cittadino»;
- n. 6, 1795 lug. 27:
c. 28, «La Convention Nationale au peuple Français»;
- n. 7, 1795 lug. 31:
copia convenzione tra la Repubblica francese ed il Regno di Spagna;
- n. 8, 1795 ag. 3:
cc. 40-43, a stampa «Bulletin de la Convention Nationale, séance du 14 thermidor, l'an III de la République Française, une et indivisible»;
- n. 9, 1795 ag. 7:
cc. 49-54, «Documenti relativi al riconoscimento ufficiale del Nobile della Repubblica di Venezia presso il governo francese»;
c. 60, elenco di provvedimenti in materia di giustizia;
- n. 14, 1795 ag. 24:
c. 24, nota su accordo anglo-spagnolo sulle colonie d'America;
- n. 16, 1795 ag. 31:
cc. 88-89, «Arrête du comité de salut public»;
- n. 17, 1795 set. 4:
c. 97, «Décret sur le mode de réélection des deux... de la Convention Nationale»;
- n. 19, 1795 set. 11:
cc. 108-110, a stampa, 2 manifesti riportanti decreti delle assemblee primarie «Pelletier» e «Mail»;
- n. 20, 1795 set. 14:
c. 115, decreto del comitato di salute pubblica sulla liberazione della duchessa d'Orléans;
c. 129, «Lettre aux administrateurs de Chartres»;
cc. 145-148, documenti relativi ai rapporti tra il Nobile in Francia, Querini, ed il comitato di salute pubblica;
c. 171, elenco di nominativi, forse di membri di organi collegiali;
c. 201, come sopra;
- n. 37, 1795 nov. 6:
c. 206, a stampa «Extrait du procès-verbal de la séance du conseil des cinq-cents, du 12 brumaire...»;
c. 207, copia testimonianza sullo sbarco inglese in un'isola presso Nantes;
cc. 209-210, «Décret du trois brumaire sur le costumes des législateurs et des autres fonctionnaires publics»;
- n. 38, 1795 nov. 9:
c. 215, lettera del ministro degli affari esteri al Nobile di Venezia;
c. 217, manifesto a stampa «Proclamation du directoire exécutif sur son installation, du 14 brumaire...»;
- n. 39, 1795 nov. 12:
c. 222, «Tableau de Paris»;
c. 224, copia di lettera del rappresentante veneziano al ministro degli esteri francese;
- n. 40, 1795 nov. 15:
c. 235, lettera del ministro degli affari esteri francese al Nobile Querini;
- s.n., 1795 dic. 13:
c. 279, «Observations sommaires que le Comte Carletti ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de Toscane près la République Française fait passer à monsieur le baron de Stael ambassadeur de Suède près la même République, pour être communiquée aux membres du Corps Diplomatique»;
cc. 208-281, a stampa «Le Bulletin politique, redigé par plusieurs écrivains patriotes»;
- n. 49, 1795 dic. 17:
cc. 288-290, corrispondenza tra il rappresentante francese e il rappresentante italiano a Parigi ed il ministro degli affari esteri francesi;

- n. 53, 1795 dic. 30:
c. 307, nota sul richiamo da Basilea del rappresentante francese Barthélemy;
- n. 59, 1796 gen. 22:
c. 342, nota sulla celebrazione dell'anniversario della giustiziazione di Luigi XVI;
c. 381, ricevuta del 1884 febbraio 12 attestante il trasferimento alla «Sala diplomatica» dell'Archivio di Stato di Venezia di un opuscolo intitolato «Costume des représentants du peuple»;
- cc. 382-384, corrispondenza tra il ministro degli affari esteri francese ed il rappresentante diplomatico veneziano Querini;
- n. 64, 1796 feb. 8:
cc. 412-413, a stampa «Ordre général du départ des courriers de Paris»;
- n. 67, 1796 feb. 20:
c. 424, progetto per l'istituzione di una banca nazionale «Banque. Conditions de l'association»;
- n. 69, 1796 feb. 29:
cc. 433-434, copia di lettera riferente accadimenti in Mayenne;
- n. 72, 1796 mar. 11:
c. 437, «Préliminaire d'une convention entre la République Française et S.M. l'Empereur et Roi»;
- n. 73, 1796 mar. 15:
cc. 464-465, copia di «Message du Directoire exécutif au conseil des cinq-cents»;
- n. 75, 1796 mar. 21:
c. 471, traduzione di un articolo comparso sul giornale «L'ami des lois» nel numero CCXX;
cc. 473-474, a stampa, copia giornale sopraindicato;
- n. 76, 1796 mar. 25:
c. 479, copia provvedimenti contro fabbricatori e spacciatori di carta moneta non a corso legale;
- n. 77, 1796 mar. 29:
cc. 485-486, copia di lettera del Nobile di Venezia a Parigi al ministro degli esteri francese relativa a fatti accaduti a Cerigo e Zante;
- n. 78, 1796 apr. 2:
cc. 491-494, corrispondenza tra il ministro degli esteri francese Delacroix e il rappresentante diplomatico veneziano Querini;
- n. 79, 1796 apr. 6:
cc. 499-500, copia di determinazioni del Direttorio esecutivo relative, rispettivamente, alla nomina del cittadino Merlin a ministro della giustizia e a quella ad ambasciatore in Svezia del cittadino Pichegru;
- n. 81, 1796 apr. 14:
cc. 510-511, copia di due lettere del rappresentante diplomatico veneziano al ministro degli esteri francese;
- n. 82, 1796 apr. 18:
c. 518, lettera di Delacroix al Querini;
- n. 83, 1796 apr. 28:
cc. 524-525, «Note transmise à M. Barthélemy par M. Wickham» e «Note du ministère Anglais»;
- n. 85, 1796 mag. 2:
cc. 534-535, memoria del ministro degli esteri francese al rappresentante diplomatico veneziano sull'affare della fregata *Badine* e sulla cattura da questa operata di un vascello russo con relativa risposta al Querini;
c. 536, «Résolution relative aux contestations en matière de prises maritimes»;
- n. 86, 1796 mag. 6:
c. 542, «Arrête du 9 floréal an 4», sullo scioglimento per insubordinazione del II e del III reggimento di polizia»;
- n. 87, 1796 mag. 6:
c. 548-551, traduzione lettera del Delacroix al Querini relativa al reclamo di certa somma depositata dall'ex console francese presso il console veneto in Tunisi;

- n. 89, 1796 mag. 14:
cc. 563-564, «Message du Directoire Exécutif aux conseils des cinq-cents et des anciens du 13 floréal an 4», informante sulla congiura di Babeuf;
- n. 90, 1796 mag. 14:
c. 569, «Paris le 25 floréal, an 4. Le ministre de la justice au commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal criminel du département de la Seine»;
- n. 91, 1796 mag. 22:
cc. 575-578, memorie del ministro degli esteri francese al Querini;
- n. 92, 1796 mag. 22:
cc. 583-585, copia accordo sardo-francese;
- n. 94, 1796 mag. 22:
cc. 597-600, corrispondenza Delacroix-Querini;
c. 601, lettera al Querini del rappresentante toscano a Parigi Corsini.

filza 268

«Dispazzi Nobile a Parigi da giugno 1796 sin tutto marzo 1797. Alvise Querini».

1796 giu. 3 - 1797 mag. 22: dispacci 96-173, 175-182, 187-188 (104a, 108a3, 117a3, 130a, 140a, 142a, 158a, 164a, 172 bis. Il n. 188 da Saint Cloud), cc. 641.

- n. 98, 1796 giu. 10:
cc. 15-16, copia «Extraits discours fait entre le général en chef Buonaparte et le provediteur général vénitien, le premier juin 1796»;
- n. 99, 1796 giu. 11:
c. 21, copia lettera di «Buonaparte général en chef de l'armée d'Italie au Directoire Exécutif»;
- n. 100, 1796 giu. 14:
c. 26, copia lettera del Querini al Delacroix;
- n. 101, 1796 giu. 14:
cc. 29-30, lettera del Delacroix al Querini, con relativa traduzione, concernente lamentele veneziane per la condotta del Bonaparte;
- n. 103, 1796 giu. 21:
cc. 37-39, lettera, con traduzione, del Delacroix al Querini sull'affare della nave da corsa *Sans-Coulotte* fermata dai Veneziani a Corfù;
- n. 106, 1796 lug. 5:
c. 56, copia «Extrait d'une lettre du général en chef Buonaparte au Directoire Exécutif, du quartier général de Pistoia»;
c. 57, copia «Conditions d'une suspension d'armes entre les troupes françaises et les troupes napolitaines, conclue entre le général en chef Bonaparte et le prince de Belmont-Pignatelli envoyé du Roi des Deux-Siciles à la cour de Madrid»;
c. 58, copia «Extrait d'une lettre du général en chef Bonaparte au Directoire Exécutif, du quartier général de Pistoia» e «Extrait d'une lettre des Commissaires du Gouvernement près l'armée d'Italie, au Directoire Exécutif»;
- n. 111, 1796 lug. 24:
cc. 92-93, lettera del Delacroix al Querini e relativa traduzione;
- n. 112, 1796 lug. 28:
cc. 96-97, lettera del Delacroix al Querini e relativa risposta;
- n. 114, 1796 ag. 2:
cc. 106-109, copia «Le Directoire Exécutif au citoyen Buonaparte général en chef de l'armée d'Italie»;

- n. 116, 1796 ag. 9:
cc. 122-123, copia «L'ambassadeur de Suède au citoyen ministre des relations extérieures»;
- n. 121, 1796 ag. 26:
cc. 154-155, copia lettera del Querini al Delacroix;
c. 156, copia petizione di artisti al Direttorio sul destino delle opere d'arte e delle antichità della città di Roma;
- n. 122, 1796 ag. 30:
c. 160, «Directoire Exécutif. Message au Conseil des cinq-cents du six messidor an. 4». Sulla situazione delle truppe all'interno della Repubblica;
- n. 125, 1796 set. 12:
cc. 177-178, «Le Directoire Exécutif a u ministre de la guerre» sulla ristrutturazione del ministro della guerra;
- n. 126, 1796 set. 15:
cc. 184-186, «Traité d'alliance offensive et défensive entre la France et l'Espagne».
- n. 127, 1796 set. 19:
cc. 190-191, lettera del Delacroix al Querini relativa all'espulsione di un negoziante francese, Pierre Rauberd, da Venezia e relativa risposta;
c. 192, copia di un articolo pubblicato su un giornale tendente a smentire le voci che attribuivano al Direttorio la volontà di non perseguire la pace;
- n. 128, 1796 set. 24:
cc. 196-197, a stampa «Fête de la fondation de la République. Programme»;
c. 199, «Message du Directoire au Conseil des cinq-cents du 18 fructidor an 4»;
- n. 130, 1796 ott. 2:
cc. 219-220, lettera del Delacroix al Querini e relativa risposta sull'affare Chomel;
- n. 131, 1796 ott. 6:
c. 228, «Article officiel», riportante la notizia della richiesta di passaporti per negozianti del governo britannico;
- n. 134, 1796 ott. 18:
c. 238, lettera del Delacroix al Querini sui mantenuti buoni rapporti tra Francia e Venezia;
c. 239, lettera del Delacroix al Querini sollecitante soluzione dell'affare Chomel;
c. 240, copia di «Message au conseil de cinq-cents, du 25 vendémiaire, an V» del presidente del Direttorio esecutivo su provvedimenti economici e fiscali;
c. 241, lettera del Querini al Delacroix, sull'affare del signor Chomel, olandese con acquisita cittadinanza francese, protagonista di un contenzioso finanziario con la Repubblica di Venezia risalente al 1777;
- n. 135, 1796 ott. 22:
cc. 245-246, copia di «Traité de paix entre la République Française et S.M. le Roi des Deux Siciles»;
- n. 136, 1796 ott. 26:
c. 251, copia di lettera di Carlo Emanuele re di Sardegna alla Repubblica francese, annunziante la morte del proprio genitore, Vittorio Amedeo III;
cc. 252-254, altra copia del trattato di pace di cui all'inserta del dispaccio 135;
- n. 139, 1796 nov. 7:
c. 267, copia lettera del Querini al signor Chomel;
c. 268, lettera del signor Chomel al Querini;
cc. 269-271, memoria del Querini al Delacroix sulla situazione in Italia e protesta per l'occupazione di Verona e del territorio;
- n. 140, 1796 nov. 11:
c. 277, copia di lettera al Direttorio di certo Lesaveron in favore del signor Chomel;
cc. 278-279, copia lettera del cittadino Chomel al Direttorio per sollecitarne l'intervento in proprio favore presso la Repubblica di Venezia;
c. 280, «Copie de la lettre du citoyen Lallement au citoyen Chomel»; Lallement rappresentante della Francia a Venezia;
c. 281, copia di lettera del Querini al Delacroix relativa all'affare del corsaro Podesta;

- n. 143, 1796 nov. 23:
c. 301, copia comunicato governativo francese concernente l'invio a Vienna di un negoziante militare;
- n. 144, 1796 nov. 27:
cc. 309-310, lettera del Querini al Delacroix riferente sull'episodio della cattura, innanzi al porto di Cerigo, di un bastimento russo da parte francese, in violazione della neutralità veneziana;
c. 311, lettera del Delacroix al Querini sulla condotta del generale Massena in Verona;
c. 312, lettera del Delacroix al Querini esprimente soddisfazione del Direttorio per la conclusione dell'affare del corsaro Felix Podesta;
- n. 145, 1796 dic. 1:
c. 317, copia di lettera del Querini al Delacroix sull'affare Châteauneuf a Tunisi;
c. 318, lettera del Delacroix al Querini sull'opportunità dell'uso della denominazione di cittadino nella corrispondenza ufficiale indirizzata al ministro francese;
cc. 319, copia di lettera di risposta del Querini al Delacroix in relazione alla lettera precedente;
- n. 146, 1796 dic. 5:
cc. 324-327, copia di lettera del Querini al Delacroix riassunte la vicenda dell'affare Chomel;
- n. 147, 1796 dic. 9:
c. 336, lettera del Delacroix al Querini, sui fatti di Verona;
c. 337, relativa risposta;
- n. 154, 1797 gen. 4:
cc. 356-357, «Message au Conseil des Cinq cents du 8 nivôse an 5», il Direttorio sollecita adeguamento legislativo in materia di confische e prede;
- n. 155, 1797 gen. 8:
c. 362, memoria del Delacroix al Querini sui fatti di Cerigo;
- n. 156, 1797 gen. 12:
cc. 356-374, copia di lettera di Lord Malmesbury a Milord Grenville, informante sui colloqui col ministro francese Delacroix;
cc. 375-376, copia di «Déclaration de la Majesté Britannique» sui rapporti con la Francia;
- s.n., 1797 gen. 25:
cc. 386-389, memoria di protesta del Querini al Delacroix sulla presenza francese nei territori veneti;
c. 390, copia «Extrait du message du soir. Vienne le 27 décembre», sulla fortezza di Mantova;
- n. 159, 1797 gen. 26:
cc. 396-407, a stampa, Huzard-Desplas «Instructions sur les maladies inflammatoires épizootiques» Paris 1797;
- n. 161, 1797 feb. 3:
c. 414, lettera del Delacroix al Querini sull'affare Châteauneuf-Gorgoglioni;
cc. 416, relativa risposta;
- n. 162, 1797 feb. 7:
cc. 422-423, memorie di protesta del Querini al Delacroix per l'arbitrario fermo nel territorio ferrarese di un corriere veneto diretto a Roma;
- n. 166, 1797 feb. 23:
cc. 442-443, memoria di protesta del Querini al Delacroix concernente gli accadimenti in Bergamo e;
c. 445, relativa risposta con;
c. 444, pertinente traduzione;
- n. 167, 1797 feb. 27:
c. 450, lettera del Delacroix al Querini con rimostranze per la condotta del comandante della nave veneziana *Amedea* in un porto Ottomano;
c. 451, relativa risposta;
cc. 452, I-IV, a stampa «Journal des débats et des décrets. Corps législatif. Pluviôse an V» Paris 1797;
- n. 168, 1797 mar. 3:
cc. 455-456, lettera del Querini al Delacroix di rimostranze per la condotta delle truppe francesi

nel Veneto, in particolare per l'incendio del villaggio di Rosà e le uccisioni a Mussolente, presso Bassano;

cc. 458, I-IV, «Journal des défenseurs de la patrie n. 212»;
cc. 458, V-VIII, «Journal des défenseurs de la patrie n. 213»;

n. 169, 1797 mar. 7:
cc. 461-464, «Journal des défenseurs de la patrie n. 215»;

n. 170, 1797 mar. 11:
cc. 470-471, lettera del Delacroix al Querini sui fatti di Bergamo e sui rapporti con Venezia;
cc. 472-473, relativa risposta;
cc. 474-477, «Arrête du Directoire Exécutif qui prescrit des mesures de sûreté pour l'admission des navires neutralisés et des individus venant d'Angleterre dans les ports de la République»;
c. 480, a stampa «n. 156. Au nom de la République française. Loi qui prescrit la forme de procéder sur les appels en matière de prises. B. 44. n. 368»;
c. 481, a stampa «n. 1273. Décret de la Convention Nationale du 27 juillet 1793, l'an second de la République française, qui ordonne la pleine entière exécution du décret du 9 mai relatif aux navires neutres chargés de comestibles ou de marchandises appartenant aux puissances ennemies et abroge toutes dispositions contraires»;
cc. 483-484, a stampa «n. 231 et 232. B 107. D. 559 e 560. Loi. Sur les finances et le crédit public»;
cc. 485-486, «n. 429, décret de la Convention Nationale du 14 février 1793, l'an second de la République française, relatif au jugement des contestations qui pourront s'élever sur les prises faites par le vaisseaux de l'Etat our par les corsaires»;
cc. 487-488, a stampa «n. 854. Décret de la Convention Nationale du 9 mai 1793, l'an second de la République Française, relatif aux navires neutres chargés de comestibles ou de marchandises pour les puissances ennemies»;
cc. 489-490, a stampa «n. 1123. Décret de la Convention Nationale, du premier juillet 1793, l'an second de la République française, qui excepte des dispositions du décret du 9 mai 1793, les bâtiments des Etats Unis de l'Amérique»;
cc. 491-494, a stampa «Règlement concernant les prises faites sur mer et la navigation des vaisseaux neutres pendant la guerre. Du 21 octobre 1744» Paris, 1779;
cc. 495-498, a stampa «Arrêt du Conseil d'état du Roi portant règlement pour les marchandises provenant des prises faites en mer sur les ennemis de l'Etat... du 27 août 1778. Extraits des registres du Conseil d'Etat»;
cc. 499-502, a stampa «Journal des Débats et des décrets. Corps législatif. Ventôse, an 5»;
cc. 507-508, copie delle lettere di cui alle cc. 470-473;
cc. 509-512, altra copia di quanto a cc. 491-494;
cc. 513-516, altra copia di quanto a cc. 474-477;
c. 517, a stampa «n. 370. Bulletin des lois, n. 95. Arrête du Directoire Exécutif, qui détermine la manière dont seront acquittés les frets et substances résultants de l'arrestation des bâtiments neutres. Du 9 frimaire, an 5 de la République française une et indivisible»;
c. 518, «n. 360. Bulletin des lois, n. 92. Arrête du Directoire Exécutif, concernant la manière dont le pavillon de la République française en usera envers les bâtiments neutres. Du 2 frimaire... extrait du registre des arrêtes du Directoire Exécutif. Du 14 messidor an 4»;
cc. 519-522, a stampa «Règlement concernant la navigation des bâtiments neutres en temps de guerre. Du 26 juillet 1778.» Paris 1778;
cc. 523-526, a stampa «Traité d'amitié et de commerce conclu entre le Roi et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale. Le 6 février 1778»;

n. 171, 1797 mar. 15:
cc. 531-532, lettera del Delacroix al Querini, riferimenti alle uccisioni di sudditi veneti in Mussolente e alle requisizioni operate dai francesi in territorio veneto;
c. 533, relativa risposta con riferimento alla vicenda del vice-console veneto Gorgoglioni a Tunisi;

n. 172, 1797 mar. 26:
cc. 538-539, due lettere del Delacroix al Querini, giustificanti l'arresto del corriere veneto il 12 gennaio in località Mesola e citanti i fatti di Bergamo;
cc. 547-548, risposta del Querini;

n. 173, 1797 mar. 26:
c. 552, lettera del Delacroix al Querini con richiesta di lettere di raccomandazione per le autorità venete del mare Adriatico in favore del naturalista Dimo Stephanopoli che si accingeva ad esplorarne le coste per ricerche botaniche;
c. 553, relativa risposta del Querini;
c. 554, copia di lettera del Querini in favore dello Stephanopoli inviata ai Provveditori generali

di Dalmazia, da mar e al Podestà e Capitano di Capodistria;

n. 175, 1797 mar. 30:
c. 557, memoria di protesta del Querini al Delacroix in ordine all'arresto alla Mesola di un secondo corriere veneziano diretto a Roma;
c. 558, promemoria di ringraziamento del Delacroix al Querini per le lettere in favore del naturalista Stephanopoli;

n. 176, 1797 apr. 4:
c. 561, nota del Delacroix al Querini sugli avvenimenti di Bergamo;

n. 178, 1797 apr. 17:
c. 572-573, promemoria del Querini al Delacroix sugli accadimenti nella terraferma veneziana, sui fatti di Crema, Brescia, sull'invio di due Savi del Senato per parlamentare col generale Bonaparte etc.;
c. 574, risposta del Delacroix al Querini rassicurante il rispetto della neutralità veneziana;
c. 575, presa d'atto delle intenzioni amichevoli francesi in lettera del Querini al Delacroix;
c. 576, «Extrait du Rédacteur. De Milan, 7 avril» articolo riferente sui sentimenti ostili, alimentati anche dai veneziani, della popolazione della terraferma veneta contro i francesi;
c. 577, «Copie d'une lettre particulière de l'armée d'Italie. Milan 15 germinal, 4 avril» sulla situazione nella terraferma veneta;

n. 179, 1797 apr. 17:
c. 583, promemoria del Delacroix al Querini con raccomandazioni alle autorità venete di rilasciare, tramite il loro rappresentante a Londra, con cautela passaporti e di non abusare della qualifica di negoziante in tale tipo di documento;
c. 582, relativa risposta del Querini;
c. 584, lettera del Delacroix al Querini in merito al fermo di un secondo corriere veneziano nel Ferrarese;

n. 180, 1797 apr. 22:
c. 588, dichiarazione scritta per mano del Segretario del Direttorio Barras, secondo quanto riferisce il Querini nel dispaccio, assicurante che il Direttorio aveva scritto al generale Bonaparte su quanto contenuto in una nota non ufficiale presentata dal Querini;
c. 589, copia di dichiarazione del Direttorio esecutivo sul rispetto della neutralità veneziana e sulla intenzione di non appoggiare i rivoltosi della terraferma veneta;
cc. 593-595, Genova 1797 mag. 18, lettera di Gaetano Gervasoni al signor Andrea Alberti in Venezia;

cc. 596-599, copia «Communicata del Segretario degli Inquisitori di stato ai Savi del collegio sopra i maneggi del Nobile in Francia»;
cc. 600-602, copia di altra «Communicata del Segretario degli Inquisitori di stato ai Savi del collegio sulle trattative segrete del Nobile in Francia con un membro del Direttorio»;
c. 606, notifica del ministro degli esteri francese della determinazione del 27 floreale anno 5 della Repubblica Francese, con cui si intima al Nobile della Repubblica di Venezia di lasciare Parigi entro 3 giorni;

n. 186, 1797 mag. 22:
c. 609, lettera del Delacroix al Querini con presa d'atto dell'avvenuta partenza di questo da Parigi;
cc. 610-611, «Journal des débats et lois du corps législatif»;
cc. 612-615, a stampa «Journal des débats et lois du corps législatif. Prairial an 5 n° 1»;

n. 182, 1797 apr. 25:
c. 619, estratto da articolo del giornale «L'Historien» Vienne 2 avril, illustrante la base delle proposte del generale Clarke;
c. 623, passaporto rilasciato il 2 maggio 1797 dal Querini al suo corriere straordinario Marco Marconi;

n. 187, 1797, mag. 19:
c. 631, lettera del Querini al Delacroix chiedente il rilascio di passaporti per sé, per i propri familiari e per i domestici;
c. 633, nota di accompagnamento del Delacroix al Querini della determinazione del Direttorio intimante al Querini la partenza da Parigi;
cc. 635, nota del Querini al Delacroix contestante la pretesa inesistenza del Veneto governo, ma annunciante il proprio ritiro da Parigi;
cc. 637, nota del Delacroix al Querini sulla decisione di intimazione a lasciar Parigi, non esisten-

do più il governo rappresentato dal Querini ed essendo divenuta la sua missione senza oggetto; cc. 639-640, a stampa «Corps législatif conseil des anciens. Egalité. Liberté. Message. Extrait du registre des deliberations du Directoire Exécutif du 27 floréal...», sul manifesto pubblicato dal Bonaparte relativamente alla situazione della Repubblica di Venezia; c. 640, «Discours de Dumolarg».

Costantinopoli

filza 227

«Dispazi Costantinopoli da febraro 1786 sino tutto marzo 1788. Gierolimo Zulian Kavalier, bailo».

1787 feb. 6 - 1788 mar. 22: dispacci 85-175, cc. 539.

filza 228

«Costantinopoli, 1788».

1788 apr. 1 - 1788 nov. 4, Girolamo Zulian, bailo: dispacci 176-223, cc. 1-358 e 1-33.

filza 231

«Dispazi Costantinopoli da 14 maggio 1788 sino tutto marzo 1790. Nicolò Foscarini kavalier, ambassiator straordinario».

1788 mag. 14 - 1790 mar. 22: dispacci 1-109 (Girolamo Zulian, bailo, dispacci 4), cc. 673.

filza 233

«Dispazi Costantinopoli da primo aprile 1790 sino tutto ottobre 1791. Nicolò Foscarini kavalier, ambassiator straordinario».

1790 apr. 1 - 1790 ott. 22: dispacci 110-197 e 199-205, cc. 579.

filza 236

«Dispazi Costantinopoli da novembre 1791 sino tutto settembre 1792. Nicolò Foscarini kavalier, bailo».

1791 nov. 1 - 1792 set. 25: dispacci 206-272 e 269 bis, cc. 536.

filza 237

«Costantinopoli, 1793. Nicolò Foscarini kavalier, bailo».

1792 ott. 1 - 1793 giu. 1: dispacci 273-293; 292-293 da Vienna, cc. 133.

filza 238

«Costantinopoli agosto 1792 sino tutto aprile 1794. Ferigo Foscari, bailo».

1792 ag. 14 - 1794 apr. 25: dispacci 1-2, 4-97 (1792 dicembre 22, Nicolò Foscarino, bailo, dispaccio 6), cc. 698.

filza 240

«Costantinopoli».

1794 mag. 10 - 1795 mag. 26, Ferigo Foscari, bailo: dispacci 98-124, 126-152, 123 bis, cc. 628.

filza 241

«Dispazi Costantinopoli da giugno 1795 sino tutto maggio 1796. Ferigo Foscari, bailo».

1795 giu. 10 - 1796 mag. 25: dispacci 153-194, 196-212, 192 bis, cc. 620.

filza 242

«Dispacci Costantinopoli».

1796 giu. 10 - 1796 nov. 25, Ferigo Foscari, bailo: dispacci 213-236 (1796 nov. 25, Francesco Vendramin, bailo, dispaccio 236); 1797 mag. 24 - 1797 giu. 10, Francesco Vendramin, bailo: dispacci 25-27; 1797 mag. 24 - 1797 giu. 10, Ferigo Foscari, bailo: dispacci 25, 27, cc. 212.

filza 243

«Dispacci Costantinopoli».

1796 apr. 22 - 1797 mag. 10, Ferigo Foscari, bailo: dispacci 1-15 e 17-24
1796 nov. 25 - 1797 mag. 10, Ferigo Foscari, bailo: dispacci 7, 9, 11, 13, 19, 21, 23; 1797 mag. 13, Zampiero Grimani, ambasciatore in Germania, da Vienna ai Sopraprovveditori e Provveditori alla sanità: dispaccio 21a, cc. 200.

regg. 105-107

Minutari dell'archivio del bailo: 105 (1791 gen. 15 - 1793 apr. 8), 106 (1792 ag. 14 - 1797 feb. 10), 107 (1796 apr. 22 - 1797 gen. 25).

Germania (intendesi la sede di Vienna)

filza 290

«Dispazi Germania da 27 giugno sino tutto novembre 1787. Daniel Dolfin primo, kavalier ambasciator».

1786 giu. 27 - 1787 nov. 24: dispacci 1-80 (numeri 3, 52-72, 74-80 da Schönbrunn), cc. 351.

filza 291

«Dispazi Germania da dicembre 1787 sino tutto febbraio 1788. Daniel Dolfin primo, kavalier ambasciator».

1787 dic. 18 - 1788 feb. 28: dispacci 81-167, cc. 478.

filza 292

«Dispacci Germania da marzo 1789 sino tutto maggio 1790. Daniel Dolfin primo, kavalier, ambasciator straordinario».

1789 mar. 7 - 1790 mag. 29: dispacci 168-251 (192a, 211a), cc. 415.

filza 293

«Dispacci Germania da giugno 1790 sino tutto settembre 1791. Daniel Dolfin primo, kavalier ambasciator».

1790 giu. 5 - 1791 set. 17: dispacci 252-328 (325-328 da Praga), cc. 381.

filza 294

«Dispazi Germania da ottobre 1791 sino 7 luglio 1792. Daniel Dolfin primo, kavalier ambasciator».

1791 ott. 15 - 1792 giu. 30, Daniel Dolfin: dispacci 329-385 (385a; 1792 giu. 23, Agostin Garzoni, dispaccio 385), cc. 434.

filza 295

«Dispazi Germania da 12 giugno 1792 sino tutto maggio 1793. Agostin Garzoni ambasciator».

1792 giu. 12 - 1793 mag. 29, Agostin Garzoni: dispacci 1-80 (16a, 79a; il n° 1 da Treviso; il n° 2, 1792 lug. 7, di Daniel Dolfin primo, ambasciator), cc. 434.

filza 296

«Dispazi Germania da giugno 1793 sino tutto marzo 1794. Agostin Garzoni ambasciator».

1793 giu. 1 - 1794 mar. 29: dispacci 81-166, cc. 390.

filza 297

«Dispazi Germania da aprile 1794 sino tutto marzo 1795. Agostin Garzoni ambasciator».

1794 apr. 2 - 1795 mar. 28: dispacci 167-269, cc. 490.

filza 298

«Dispazi Germania da aprile sino tutto febbraio 1795. Agostin Garzoni ambasciator».

1795 apr. 1 - 1796 feb. 27: dispacci 270-366, cc. 429.

filza 299

«Dispazi Germania da marzo sino tutto dicembre 1796. Agostin Garzoni ambasciator».

1796 mar. 2 - dic. 31, Agostin Garzoni: dispacci 367-459 (1796 dic. 24 - 1796 dic. 31, Zampiero Grimani ambasciator, dispacci 457-459).

filza 300

«Dispacci Germania».

1797 gen. 4 - 1797 mar. 29, Agostin Garzoni ambasciator: dispacci 2-3, 9, 29; 1797 gen. 4 - 1797 apr. 25, Zampiero Grimani ambasciator: dispacci 2-36, 32 bis, 33 bis, 34 bis, cc. 224.

Inghilterra

filza 133

«Inghilterra da 16 ottobre 1785 sino tutto giugno 1787. Gaspero Sodarini residente».

1785 ott. 16 - 1787 giu. 29, dispacci: 1-82 (25 bis; 1 da Padova, 2 da Bruxelles, 3-5 da Anversa), cc. 420.

filza 134

«Inghilterra da luglio 1787 sino 24 luglio 1789. Gasparo Sodarini residente».
1787 lug. 6 - 1789 lug. 24: dispacci 83-85, 87-220, 222, 224 (108a, 113a, 119a, 182 bis, 87-89 da Newcastle; 1789 giu. 27, Orazio Lavezari residente, dispaccio 220), cc. 552.

filza 135

«Inghilterra: Dispazi da maggio 1789 sino tutto dicembre 1791. Orazio Lavezari residente».
1789 mag. 19 - 1791 dic. 30: dispacci 1-117 (1 bis; 1 da Padova), cc. 602.

filza 136

«Inghilterra da gennaio 1791 sino tutto febbraio 1793. Orazio Lavezari residente».
1792 gen. 6 - 1794 feb. 28: dispacci 118-142, 144-188, 190-229, cc. 693.

filza 136 bis

«Dispacci Inghilterra».
1794 mar. 7 - 1796 lug. 19, Orazio Lavezari residente: dispacci 230-341 (325 bis, 332a; 1796 giu. 28, Giuseppe Maria Giacomazzi residente, dispaccio 339), cc. 646.

filza 137

«Dispazi del residente a Londra Rocco Sanfermo esistente in Basilea da 4 ottobre 1792 sino tutto gennaio 1793».
1792 ott. 4 - 1794 gen. 31: dispacci 1-2, 4-137 (1 da Padova, 2 da Verona, 4-137 da Basilea), cc. 757.

filza 138

«Dispazi del residente eletto a Londra, Rocco Sanfermo, esistente in Basilea da febbraio 1793 sino tutto dicembre 1794».
1794 feb. 4 - 1794 dic. 30: dispacci 138-236, 238-239 (tutti da Basilea), cc. 606.

filza 139

«Dispazi del residente eletto a Londra, Rocco Sanfermo, esistente in Basilea, da gennaio 1794 sino 5 giugno 1795».
1795 gen. 2 - 1795 giu. 5: dispacci 240-243, 245-286 (tutti da Basilea), cc. 592.

filza 140

«Londra 1796 e 1797. Giuseppe Giacomazzi residente».
1796 mar. 20 - 1797 mag. 23, Giuseppe Maria Giacomazzi residente: dispacci 1-56 (22 bis, 32 bis; 1 da Padova), cc. 175.

Milano

filza 232

«Milan da 7 giugno sino tutto gennaio 1786. Andrea Alberti residente».
1786 giu. 7 - 1787 gen. 31: dispacci 47-83.

filza 233

«Milan da febraro 1786 sino tutto novembre 1787. Andrea Alberti residente».
1787 feb. 7 - 1787 nov. 28: dispacci 84-85, 87-131 (97a, 99a, 101a, 106a, 113a).

filza 234

«Milan dicembre 1787 sino tutto settembre 1788. Andrea Alberti residente».
1787 dic. 5 - 1788 set. 24: dispacci 132-174 (136a, 162a, 170a).

filza 235

«Milan ottobre 1788 sino tutto giugno 1789. Andrea Alberti residente».
1788 ott. 1 - 1789 giu. 24: dispacci 175-213.

filza 236

«Milan luglio 1789 sino tutto maggio 1790. Andrea Alberti residente».

1789 lug. 1 - 1790 mag. 26: dispacci 214-262.

filza 237

«Milan da giugno 1790 sino 13 aprile 1791. Andrea Alberti residente».

1790 giu. 2 - 1791 apr. 13: dispacci 263-309, cui segue la relazione (1791 apr. 13, Francesco Alberti residente, dispaccio 309).

filza 238

«Milan da aprile 1791 sino tutto novembre 1792. Francesco Alberti residente».

1791 apr. 8 - 1792 nov. 28: dispacci 1-5, 7-97 (77a, 83a; 1 da Padova); 1791 apr. 20, Andrea Alberti residente: dispacci 2.

filza 239

«Milan da dicembre 1792 sino tutto agosto 1794. Francesco Alberti residente».

1792 dic. 5 - 1794 giu. 26: dispacci 98-190 (117a, 163a, 185a; 1794 giu. 26, Zuanne Vincenti Foscarini, residente: dispaccio 190, cui segue relazione con allegati).

filza 240

«Milan da 15 giugno 1794 sino tutto febbraio 1799. Zuanne Vincenti Foscarini residente».

1794 giu. 15 - 1796 feb. 24: dispacci 1-90 (29a, 40a-40b, 67a, 78a, 1 da Padova; 1794 lug. 9, Francesco Alberti, residente, dispacci 2-3).

filza 241

«Milan da marzo sino tutto giugno 1796. Zuanne Vincenti Foscarini residente».

1796 mar. 2 - 1796 giu. 29: dispacci 91-177 (97a, 98a-b, 99a, 100a, 101a, 104a; 103, 109 da Bergamo).

filza 241

«Milan da luglio sino tutto novembre 1796. Zuanne Vincenti Foscarini residente».

1796 lug. 2 - 1796 nov. 30: dispacci 118-146 (118a, 129 bis, 127-146 da Bergamo).

filza 243

«Milano, Dispacci Milan da dicembre 1796 sino... Zuanne Vincenti Foscarini residente».

1796 dic. 7 - 1797 apr. 26: dispacci 147-172 (147-159 da Bergamo; cc. 1-2, 5-286; le cc. 3-4 ricollocate nella filza 238, dispaccio 27, 1791 set. 7).

Napoli

filza 164

«Napoli, da 20 aprile 1785. Francesco Alberti residente».

1785 apr. 20 - 1788 apr. 24: dispacci 1-71, 75-103 (71a, 98a, 103a; 1 da Chioggia; 22-27, 29-50, 52, 54, 75-85, 94-102, 98a da Caserta; 1785 mag. 24, Andrea Alberti residente, dispaccio 2).

filza 165

«Napoli, da maggio 1787 sino tutto dicembre 1789. Francesco Alberti residente».

1787 mag. 1 - 1789 dic. 29: dispacci 104-250 (159a, 173a, 174a, 194a, 201a, 209a, 210a, 215a, 247a; 132-138, 140, 145-150, 191-194, 195-197, 199 da Caserta).

filza 166

«Napoli. Gennaio 1789 sino 7 settembre 1790. Francesco Alberti residente».

1790 gen. 5 - 1790 ag. 17: dispacci 251-284 (273a, segue la relazione; 1790 ag. 17, Giovan Andrea Fontana residente, dispaccio 284).

filza 167

«Napoli da agosto 1790 sino tutto giugno 1792. Andrea Fontana, residente».

1790 ag. 4 - 1792 giu. 26: dispacci 1-44, 46-115 (9a; 1 da Chioggia; 1790 ag. 24, Francesco Alberti residente, dispaccio 2).

filza 168

«Napoli, da 3 luglio 1792 sino tutto ottobre 1793. Andrea Fontana residente».

1792 lug. 3 - 1793 ott. 3, Giovan Andrea Fontana: dispacci 116-126, 128, 130-151, 153-212 (1793 ott. 1, Pietro Busenello residente, dispaccio 211).

filza 169

«Napoli, da 19 settembre 1793 sino tutto dicembre 1794. Pietro Busenello residente».

1793 set. 19 - 1794 dic. 30: dispacci 1-93, 95-102 (1 da Chioggia; 1793 ott. 8, Giovan Andrea Fontana residente, dispaccio 2).

filza 170

«Napoli, da gennaio 1794 sino tutto febbraio 1795. Pietro Busenello residente».

1795 gen. 6 - 1796 feb. 26: dispacci 103-115, 117-124, 126-191 (161-178 da Portici).

filza 171

«Napoli, da marzo sino tutto dicembre 1796. Pietro Busenello residente».

1796 mar. 1 - 1796 dic. 27: dispacci 192-269.

filza 172

«Napoli. Dispacci 1796, 2 gennaio - 1797, 16 marzo».

1797 gen. 3 - 1797 mag. 16, Pietro Busenello residente: dispacci 270-294, 298-300.

Pietroburgo

filza 1

«Dispazi Nobile a Pietroburgo da 14 giugno 1783 sino primo agosto 1790. Ferigo Foscari primo».

1783 giu. 14 - 1790 ag. 1: dispacci 1-63, 65-79 (23 bis, 27a, 30a, 76a; 1-2 da Vienna; 3 da Berlino; 14-16, 26-28, 36-38, 49 da Crosna-Kabach; 1790 ag. 1, Zampiero Grimani Nobile, dispaccio 79), cc. 326.

filza 2

«Dispazi Nobile a Pietroburgo da 20 aprile 1790 sino tutto febbraio 1793. Zampiero Grimani primo».

1790 apr. 26 - 1794 feb. 28: dispacci 1-49, 51-106 (47 bis, 54 bis, 94 bis, 97 bis, 98 bis-ter; 1 da Treviso; 2 da Varsavia; 23-33, 52-61, 84-89, 91-93 da Crosna-Kabach; 1790 ag. 17, Ferigo Foscari Nobile, dispaccio 3), cc. 3-681.

filza 3

«Dispazi Nobile a Pietroburgo da marzo sino ottobre 1794. Zampiero Grimani primo».

1794 mar. 18 - 1794 ott. 17: dispacci 107-124, 114-119 da Crosna-Kabach; 1794 ott. 10 - 1794 ott. 17, Nicolò Venier Nobile, dispacci 123-124), cc. 108.

filza 4

«Dispazi Nobile da 21 aprile 1794 sino tutto giugno 1797. Nicolò Venier».

1794 apr. 21 - 1797 giu. 16: dispacci 1-81, 83-84 (1 da Treviso; 2 da Berlino; 3-4 da Memel; 27-33, 53-58, 84 da Crosna-Kabach; 78-81 da Mosca; 1794 ottobre 24, Zampiero Grimani Nobile, dispaccio 5), cc. 315 + 1-16 (manca la n. 11) + 25.

Roma

filza 301

«Ambassiator Roma, da 14 settembre 1786 sino tutto settembre 1788. Pietro Donado Ambassiator».

1786 set. 14 - 1788 set. 27: dispacci 1-14, 16, 18-28, 30-31, 33-34, 38-39, 41-55, 57-75, 77-114 (34a, 48a, 55a, 104a, 105a; 1 da Padova; 1786 ott. 7 - 1786 ott. 14, Andrea Memmo ambasciatore, dispacci 2-3), cc. 631.

filza 302

«Ambassiator Roma, da ottobre 1788, sino tutto luglio 1790. Pietro Donado kavalier ambassiator».

1788 ott. 4 - 1790 lug. 31: dispacci 115-129, 131, 133-193, 141, 143, 146, 148, 150-154, 156, 158-159, 161, 163-168, 170, 172, 174, 176-190, 192-203, 205-225, 227-228 (205a, 216a), cc. 584.

filza 303

«Dispazi Roma da 7 agosto 1790 sino 23 aprile 1791. Pietro Donado kavalier ambassiator».

dispacci 230, 232-234, 236-251, 253-270, 272 (241a), cc. 292.

filza 304

«Dispazi Roma da 8 aprile 1791 sino tutto gennaio 1792. Antonio Capello kavalier ambassiator».

1791 apr. 8 - 1793 gen. 26: dispacci 1-3, 5-8, 10-14, 16-35, 37-61, 63-67, 69-98 (50a, 57b, 70a, 97a; 1 da Padova; 1791 mag. 7, Pietro Donado, ambasciatore, dispaccio 3; 1792 mag. 3, Nicolò Seganiga, generale dei Teatini, 57a; 1792 giu. 9, Carlo Francesco Caselli, generale dei Servi di Maria, 63a), cc. 544.

filza 305

«Dispazi Roma, da febbraio 1792 sino dicembre 1794. Antonio Capello kavalier, procurator, ambassiator».

1793 feb. 2 - 1794 dic. 13: dispacci 99-108, 110-115, 117-131, 133-200 (112a, 113a, 123a; 1794 giu. 15, Rocco Melcior, generale dei Carmelitani, 176a; 1794 dic. 13, Piero Pesaro, ambasciatore, dispaccio 200), cc. 651.

filza 306

«Dispazi, Roma, da 15 novembre 1794 sino tutto giugno 1796. Piero Pesaro ambassiator».

1794 nov. 25 - 1796 giu. 26: dispacci 1-83 (79a, 83a; 1 da Chioggia: 1794 dic. 20, Antonio Capello primo, ambasciatore, dispacci 2), cc. 440.

filza 307

«Roma, dal luglio 1796 all'aprile 1797».

1796 lug. 9 - 1797 mag. 20, Piero Pesaro, ambasciatore: dispacci 85-137, 139-142 (109a), cc. 358.

Savoia, Torino

filza 25

«Turin da 28 agosto 1785 sino tutto aprile 1787. Orazio Lavezari residente». 1785 ag. 28 - 1787 apr. 28: dispacci 1-81 (1 da Padova).

filza 26

«Turin 1787 maggio, 1788 novembre. Orazio Lavezari residente».

1787 mag. 5 - 1788 nov. 29: dispacci 82-164 (1788 novembre 29, Rocco Sanfermo residente, dispaccio 164).

filza 27

«Turin da 18 novembre 1788 sino tutto maggio 1790. Rocco Sanfermo, residente».

1788 nov. 18 - 1790 mag. 29: dispacci 1-92 (1 da Padova).

filza 28

«Dispacci Torino, 1790-1791».

1790 giu. 5 - 1791 ag. 27, Rocco Sanfermo, residente: dispacci 93-171.

filza 29

«Dispazi, Turin da settembre 1791 sino 10 marzo 1792. Rocco Sanfermo, residente».

1791 set. 3 - 1792 feb. 11: dispacci 172-199a (199a relazione; 1792 feb. 4 - 1792 feb. 11, Giuseppe Maria Giacomazzi, residente, dispacci 197, 199).

filza 30

«Dispazi, Turin, da 22 gennaio 1791 sino tutto ottobre 1793. Giuseppe Maria Giacomazzi, residente».

1792 gen. 22 - 1793 ott. 26: dispacci 1-125 (1 da Padova).

filza 31

«Turin, da novembre 1793 sino 2 maggio 1795. Giuseppe Maria Giacomazzi, residente».

1793 nov. 2 - 1795 mag. 2: dispacci 126-143, 145-208, 210-213, 215-227a (227a relazione).

filza 32

«Turin da 6 aprile 1795 sin tutto dicembre 1796. Alvise Querini, residente».

1795 apr. 6 - 1795 dic. 28: dispacci 1-92, 94-110 (1 da Padova; 1795 mag. 9, Giuseppe Maria Giacomazzi, residente, dispaccio 2).

«Dispacci, Torino, 1796-1797»; 1796 gennaio 4 - 1797 maggio 13, Alvise Querini, residente.

dispacci 11-132, 130a; 130a ai Capi del Consiglio di X.

Spagna

filza 184

«Spagna 1785 a 1787 aprile. Almorò Pisani ambasciator».

1785 mar. 24 - 1787 apr. 24: dispacci 1-96 (1 da Padova; 2 da Torino; 7-16, 61-63 da Sant'Idelfonso; 18-23, 70-76 dall'Escuriale; 46-55, 96 da Aranjuez; 1785 lug. 5, Antonio Capello primo, ambasciator, dispaccio 3).

filza 185

«Spagna da maggio 1787 a giugno 1790».

1787 mag. 1 - 1790 giu. 22, Almorò Pisani, primo ambasciatore: dispacci 98-222, 224-241 (207a, 228a; 122-127, 177-183, dall'Escuriale; 98-106, 166-175, da Sant'Idelfonso).

filza 186

«Spagna. Ambasciatori straordinari Francesco Pesaro kavalier primo e Almorò Pisani primo, da 11 giugno sino 20 febbraio 1789».

1789 giu. 11 - 1790 feb. 20, Francesco Pesaro primo, ambasciatore straordinario: dispacci 1-28 (1 bis - 2 bis, 26a, 223; 1 da Padova, 2 da Torino, 10-15 dall'Escuriale; 1789 giu. 30 - 1790 feb. 20, Almorò Pisani primo, ambasciatore, dispacci 1a; 1 bis - 2 bis; 223; 3-28; 10-15 dall'Escuriale).

filza 187

«Spagna. Dispacci del segretario Camillo Cassina da 29 giugno sino 26 ottobre 1790».

dispacci 1-18 (16-17 dall'Escuriale).

filza 188

«Spagna da 31 agosto 1790 sino tutto aprile 1793. Bartolamio Gradenigo ambasciator».

dispacci 1, 1-131 (70a, 120 da Aranjuez; 49-57, 103-110 dall'Escuriale; 96-98 da Sant'Idelfonso).

filza 189

«Spagna, da maggio 1793 sino tutto febbraio 1794. Bartolamio Gradenigo I, ambasciator».

1793 mag. 7 - 1795 feb. 24, dispacci 132-226, 155a-b; 132-139, 169-191, 221 da Aranjuez; 147-152, 196-205 da Sant'Idelfonso; 155-164, 155a-b, 207-216 dall'Escuriale.

filza 190

«Spagna, da marzo 1795 sin 19 ottobre 1796. Bartolamio Gradenigo primo, ambasciator».

1795 mar. 3 - 1796 ott. 19; dispacci 227-299 (227 bis, 243 bis, 252 bis, 299a; 227-244, 227 bis, 243 bis, 282-296 da Aranjuez; 248-256, 252 bis, 259 da Sant'Idelfonso; 271 dall'Escuriale; 299a da Genova).

filza 191

«Spagna dal 13 maggio 1796 al 2 aprile 1797».

1796 mag. 13 - 1797 apr. 3; Almorò Pisani terzo, ambasciatore: dispacci 1-5, 1-32 (1 da Padova, 2 da Modena, 3 da Parma, 4 da Genova, 5 da Barcellona, 1-2, 5-7 da Sant'Idelfonso, 29-32 da Aranjuez, 22 dall'Escuriale; 1796 lug. 26 - 1796 ag. 2, Bartolamio Gradenigo primo, ambasciatore, dispacci 1-2, 1 da Sant'Idelfonso).

Expulsis papalisticis, 1689-1793, filze 45.

La serie si riferisce agli atti che trattano questioni relative ai rapporti tra lo Stato veneziano e la Curia romana, discussi dopo l'allontanamento di quei membri del Senato che avessero parenti tra cardinali ed alti prelati o che fos-

sero comunque interessati personalmente alle questioni trattate.

filza 45

«Dispacci, expulsis papalisticis, da 27 aprile 1783 sino 13 aprile 1793»

1783 ag. 2 - 1783 giu. 1, cc. 430: si segnalano sei dispacci da Roma, uno da Milano, uno da Napoli, uno da Costantinopoli.

Dispacci consoli, 1554-1797, filze 74.

La serie è lacunosa. Si segnalano i dispacci provenienti da: console di Algeri, 1770 nov. 27 - 1792 apr. 5, 1794 ag. 15 - 1796 nov. 24, 1797; console di Genova, 1722 apr. 2 - 1797 mag. 27, 1797 giu. 3 - dic. 23; console di Livorno, 1788 nov. 14, 1789 nov. 6, 1792 set. 14; console di Malta, 1793 mar. 21 - 1797 mar. 30; consoli di diversi luoghi, Tripoli, 1773-1797.

Deliberazioni Corti, 1630-1785 e 1787, regg. 163; 1630-1796, filze 487.

La maggior parte delle deliberazioni adottate dal Senato in materia di politica internazionale trovansi in questa serie; esse, sotto forma di lettere ducali, venivano trasmesse ai rappresentanti diplomatici. Si susseguono cronologicamente e non sono suddivise per sede, pur rintracciabile attraverso rubriche sia generali che interne a ciascun registro. Come spesso è invalso nell'uso veneziano, anche qui il materiale documentario è diviso in due sottoserie parallele: i registri pergamenei, dove venivano trascritte le «parti» o provvedimenti sottoposti a votazione in Senato e se il caso, sotto forma di ducali, trasmessi ad ambasciatori e pubblici rappresentanti, e le filze che contengono le minute originali delle parti sottoposte a votazione, accompagnate dalle «inserte» cioè il materiale allegato, documentazione spesso relativa ai precedenti che erano stati all'origine del provvedimento.

Serie dei registri

reg. 163, cc. 291 1787 mar. 3 - 1788 feb. 2

Serie delle filze

Le filze comprese tra il n. 427 e il n. 486 raccolgono documenti dal 1786 al 1797, così articolati:

427, gennaio-febbraio 1786; 428, maggio 1787; 429, giugno sino tutto agosto 1787; 430, settembre sino tutto novembre 1787; 431, dicembre 1787; 432, gennaio-febbraio 1788; 433, marzo-aprile 1788; 434, maggio sino tutto giugno 1788; 435, luglio-agosto 1788; 436, settembre sino tutto novembre 1788; 437, dicembre-gennaio 1788; 438, febbraio 1788; 439, marzo sino maggio 1789; 440, giugno-luglio 1789; 441, agosto-settembre 1789; 442, ottobre-febbraio 1789; 443, marzo-aprile 1790; 444, maggio 1790; 445, giugno-luglio 1790; 446, agosto-settembre 1790; 447, ottobre-dicembre 1790; 448, gennaio-febbraio 1790; 449, marzo 1791; 450, giugno sino tutto agosto 1791; 451, maggio 1791; 452, da settembre sino tutto novembre 1791; 453, dicembre sino tutto febbraio 1791; 454, marzo-aprile 1792; 455, maggio 1792; 456, giugno sino tutto agosto 1792; 457, settembre sino tutto novembre 1792; 458, dicembre sino tutto febbraio 1792; 459, marzo-aprile 1793; 460, maggio 1793; 461, giugno-luglio 1793; 462, agosto 1793; 463, settembre-ottobre 1793; 464, novembre-dicembre 1793; 465, gennaio-febbraio 1793; 466, marzo-aprile 1794; 467, dicembre sino tutto febbraio 1794; 468, maggio 1794; 469, giugno-luglio 1794; 470, marzo 1795; 471, agosto-settembre 1794; 472, ottobre-novembre 1794; 473, aprile-maggio 1795; 474, giugno-luglio 1795; 475, agosto 1795; 476, settembre 1795; 477, ottobre-novembre 1795; 478, dicembre-gennaio 1795; 479, febbraio 1795; 480, marzo sino tutto maggio 1796; 481, giugno-luglio 1796; 482, agosto 1796; 483, settembre sino tutto dicembre 1796; 484, dal 5 gennaio 1796 al 29 aprile 1797; 485-486, Frammento. Rubrica 1643-1792.

COLLEGIO, regg. filze e bb. 3.170 (1223-1797, con docc. fino al 1798). Inventario parziale. Indici e regesti parziali.

Relazioni, secc. XVI-XVII, bb. 83. Inventario e indice analitico dei nomi e dei luoghi.

Al termine del suo mandato, l'ambasciatore rientrato in patria era tenuto a presentare al Collegio e al Senato una relazione in cui veniva descritta la situazione generale del paese dove si era svolta la sua missione diplomatica, inquadrandola nel contesto europeo e con il resoconto degli avvenimenti più importanti del periodo, accompagnato dalle relative considerazioni sul piano politico. Le relazioni dovevano essere lette in Collegio e spesso in Senato; es-

se dovevano essere tenute segrete ma, ciò nonostante, circolavano diffusamente tra i contemporanei e sono ora quasi tutte a stampa. Tra le relazioni di ambasciatori, rettori e altre cariche, si segnalano quelle provenienti da: Costantinopoli: 1789, relazione di Girolamo Zulian, b. 7; 1793 (compilata il 1792 luglio 19), relazione di Nicolò Foscarini, b. 7. Francia: 1791, mar. 17 (compilata 1790 dicembre 2), relazione di Antonio Capello, b. 10. Germania: 1793 mar. 21, relazione di Daniele Dolfin, b. 16. Milano: 1791, relazione di Andrea Alberti (conservata nella filza 237 della serie Senato, Dispacci Milano); 1794, relazione di Francesco Alberti (conservata nella filza 239 della serie Senato, Dispacci Milano). Napoli: 1790, set. 7, relazione di Giovanni Andrea Fontana (conservata nella filza 166 della serie Senato, Dispacci Napoli).

E s p o s i z i o n i p r i n c i p i, 1541-1795, regg. 128; 1541-1797, filze 179.

Verbali delle udienze agli ambasciatori esteri e a personaggi diversi in Venezia, memoriali da essi presentati, «uffici letti» cioè comunicazioni mandate a leggere tramite un segretario.

Nelle filze comprese tra il n. 165 e il n. 178 (la cui segnatura originale è sfalsata di una unità) si trovano le Esposizioni degli ambasciatori per gli anni 1785-1797, così articolate:

165, 1785 feb. 16 - 1786 feb. 24; 166, 1787 feb. 12 - 1787 feb. 23; 167, 1787 feb. 14 - 1788 feb. 20; 168, 1789 mar. 1 - 1789 feb. 27; 169, 1789 set. 20 - 1790 set. 27; 170, 1790 feb. 26; 171, 1790 mar. 1 - 1791 feb. 25; 172, 1791 feb. 15 - 1792 gen. 18; 173, 1792 feb. 27 - 1793 feb. 25; 174, 1793 feb. 24 - 1794 set. 27; 175, 1794 ott. 1 - 1794 feb. 28; 176, 1794 feb. 26 - 1795 feb. 27; 177, 1796 mar. 2 - 1796 ag. 27; 178, 1796 ag. 29 - 1797 mag. 3; documenti sciolti.

Per l'Appendice A, Esposizioni diverse di ambasciatori, si segnala la filza n. 183, così suddivisa:

a) 1706 mar. 18 - 1796 giu-ag. (documenti sciolti); b) esposizioni senza data e frammenti diversi.

Per l'Appendice C, Memoriali non letti di ministri forestieri, si segnalano le filze:

185, 2, 1770 mar. 8 - 1785 feb. 22; 186, 3, 1785 apr. 12 - 1797 apr. 19.

Per l'Appendice D, si segnala la filza n. 189, Franchigie, case degli ambasciatori in Venezia, 1769-1786 (con disegni).

Serie dei registri pergamenei

Con datazione secondo il «more veneto», trattasi spesso di due o tre registri rilegati insieme, ciascuno con cartulazione autonoma.

reg. 121: b) 1786 mar. 4 - 1786 feb. 24, cc. 1-76, con indici, cc. 1-14.

reg. 122: a) 1787 mar. 10 - 1789 feb. 23, pp. 1-89, con indici, cc. 1-14.
b) 1788 mar. 1 - 1788 feb. 28, cc. 1-120, con indici, cc. 1-22.

reg. 123: a) 1789 mar. 1 - 1789 feb. 27, pp. 1-166, con indici, pp. 1-29.
b) 1790 mar. 6 - 1790 feb. 26, pp. 1-245, con indici, pp. 1-25.

reg. 124: a) 1791 mar. 1 - 1791 feb. 9, pp. 1-125, con indici, cc. 1-29.
b) 1792 mar. 3 - 1792 feb. 23, pp. 1-165, con indici, pp. 1-27.
c) 1793 mar. 2 - 1793 feb. 22, pp. 1-193, con indici, pp. 1-30.

reg. 125: a) 1794 mar. 1 - 1794 feb. 20, pp. 1-187, con indici, pp. 1-24.
b) 1795 mar. 7 - 1795 feb. 27, pp. 1-158, con indici, pp. 1-25.

L e t t e r e p r i n c i p i, 1476-1797, filze 61. Inventario parziale 1914.

Contiene lettere di sovrani divise per Stato. Sono generalmente di «complimento» cioè lettere di circostanza anziché riguardanti affari (lettere di negozio) conservate più spesso nelle filze della serie Senato, Corti.

filza 32

Lettere.

nn. 12-21, originali di Luigi XVI;
n. 22, Luigi XVI 1791 settembre 25, accettazione della Costituzione voluta dalla Nazione;
n. 24, Consiglio esecutivo provvisorio della Repubblica francese 1793 maggio 11; segnati Le Brun, Gohin, Garat;
n. 25, Comitato di salute pubblica della Convenzione nazionale, il primo giorno dei Sans-culottides, secondo anno della Repubblica francese; segnati Thuriot, Carnot, Del Mas.

INQUISITORI DI STATO, bb. 1.268 (1562-1797, con docc. in copia dal 1040 e fino al 1798). Inventario 1888, indice topografico e per materia.

Dispacci degli ambasciatori. Lettere responsive, 1579-1797, bb. 312.

Sulle più delicate questioni di Stato e sugli affari «riservati», gli ambasciatori indizzavano i loro dispacci agli inquisitori di Stato, la cui prassi prevedeva la segretezza degli affari trattati.

bb. 439-441, dalla Francia.

b. 432, da Costantinopoli.

bb. 458-459, da Milano.

bb. 467-468, da Napoli.

b. 482, da Roma.

b. 486, dalla Spagna.

bb. 491-492, da Torino.

b. 494, da Vienna.

Lettere missive, 1585-1797, bb. 188.

È una serie che comprende le lettere scritte dagli inquisitori di Stato agli ambasciatori veneti.

b. 4

«Lettere ai pubblici rappresentanti». 1747-1789

b. 5

«Lettere ai pubblici rappresentanti». 1789-1797

b. 146

«Lettere circolari degli inquisitori di Stato ai rettori e ambasciatori». 1789-1790

nn. 1-190 (dal n. 145, 1787 feb. 24, al n. 190, 1790 dic. 23).

b. 147

«Lettere circolari degli inquisitori di Stato ai rettori e ambasciatori». 1791-1797

nn. 191-294 (dal n. 191, 1791 apr. 6, al n. 294, 1797, mar. 29).

b. 151

«Lettere degli inquisitori di Stato ai bails di Costantinopoli». 1752-1796

nn. 343-419 (dal n. 387, 1787, ott. 6, al n. 419, 1796 set. 10).

b. 154

«Lettere degli inquisitori di Stato agli ambasciatori in Francia». 1751-1797

nn. 329-485 (dal n. 382, 1787, mar. 24, al n. 485, 1797 apr. 26).

b. 156

«Lettere degli inquisitori di Stato agli ambasciatori in Inghilterra». 1611-1797

nn. 43-249 (dal n. 206, 1787, mar. 3, al n. 249, 1797 apr. 26).

b. 159

«Lettere degli inquisitori di Stato al residente a Milano». 1765-1791

nn. 471-576 (dal n. 546, 1787, gen. 6, al n. 576, 1797 apr. 22).

b. 160

«Lettere degli inquisitori di Stato al residente a Milano». 1792-1797

dal n. 577, 1792 mar. 3, al n. 688, 1797 apr. 13).

b. 163

«Lettere degli inquisitori di Stato ai residenti a Napoli». 1787-1797

dal n. 289, 1797 mar. 8, al n. 556, 1797 mar. 18; contiene anche lettere non numerate al residente Pietro Busnello dal 1793 ott. 26 al 1797 mar. 18.

- b. 164
«Lettere degli inquisitori di Stato al nobile a Pietroburgo». 1783-1796
nn. 1-37 (dal n. 9, 1788 mag. 27, al n. 37, 1796 ott. 30).
- b. 169
«Lettere degli inquisitori di Stato agli ambasciatori a Roma». 1773-1796
nn. 1051-1165 (dal n. 1104, 1787 gen. 6, al n. 1165, 1796 mag. 7).
- b. 170
«Lettere degli inquisitori di Stato agli ambasciatori di Spagna». 1586-1795
nn. 1-189 (dal n. 177, 1788 mag. 10, al n. 189, 1795 lug. 27).
«Lettere degli inquisitori di Stato agli ambasciatori in Svizzera». 1612-1795
nn. 1-164 (dal n. 22, 1788 lug. 12, al n. 64, 1795 giu. 27).
- b. 171
«Lettere degli inquisitori di Stato ai residenti in Torino». 1612-1791
nn. 1-189 (dal n. 40, 1789 mag. 7, al n. 189, 1792 feb. 25).
- b. 172
«Lettere degli inquisitori di Stato ai residenti in Torino». 1792-1796
dal n. 190, 1792 mar. 10, al n. 293, 1796 apr. 26).
- b. 177
«Lettere degli inquisitori di Stato agli ambasciatori a Vienna». 1782-1797
nn. 822-923 (dal n. 855, 1788 feb. 8, al n. 927, 1797 apr. 22).
- b. 178
«Lettere degli inquisitori di Stato ai consoli in Ancona». 1712-1795
nn. 1-67 (dal n. 46, 1786 gen. 4, al n. 67, 1795 ag. 22).
- b. 179
«Lettere degli inquisitori di Stato ai consoli in Genova». 1610-1797
nn. 1-229 (dal n. 142, 1788 feb. 25, al n. 229, 1797 apr. 8).

- b. 180
«Lettere degli inquisitori di Stato ai consoli in Livorno». 1716-1794
nn. 1-85 (dal n. 78, 1788 feb. 3, al n. 85, 1794 ag. 13).
«Lettere degli inquisitori di Stato ai consoli in Marsiglia». 1756-1792
nn. 1-9 (dal n. 7, 1788 ag. 27, al n. 9, 1792 mag. 13).
«Lettere degli inquisitori di Stato ai consoli in Pesaro». 1759-1795
nn. 1-131 (dal n. 4, 1788 nov. 8, al n. 131, 1795 dic. 10).
«Lettere degli inquisitori di Stato ai consoli in Sinigallia». 1788-1791
dal n. 4, 1788 nov. 8, al n. 8, 1791 dic. 29).
- b. 181
«Lettere degli inquisitori di Stato ai consoli in Trieste». 1761-1789
nn. 1-208 (dal n. 152, 1787 gen. 6, al n. 208, 1789 ott. 10; inoltre n. 119 del 1787 feb. 24).
- b. 182
«Lettere degli inquisitori di Stato ai consoli in Trieste». 1791-1797
dal n. 209, 1791 mar. 17, al n. 281, 1797 apr. 26).
- b. 183
«Lettere degli inquisitori di Stato dirette ad ambasciatori e rettori e da questi restituite». 1690-1795
nn. 1-230.

Note dei forestieri, 1619-1797, bb. 26.

Comunicazioni che affittuari e albergatori veneziani dovevano trasmettere in relazione alla presenza di «foresti», relative in prevalenza al periodo della Rivoluzione francese; vi si trovano notizie su rifugiati francesi.

ARCHIVI PROPRI AMBASCIATE, bb. 4.086 (1561-1797). Inventari.

Sono i complessi documentari che si venivano formando presso le sedi diplomatiche veneziane le cui serie fondamentali sono rappresentate dalle lettere ducali in arrivo (gli originali sono conservati nella serie Senato, Corti) che a volte comprendono anche interessanti «inserte».

A m b a s c i a t a d i F r a n c i a , 1615-1797, filze 90. Inventario 1965.

Il materiale dell'«archivio proprio Ambasciata Francia», per il periodo pertinente alla presente segnalazione, è costituito da quattro filze, contenute in due buste con numeri di corda 84-86 e 87-89, recanti l'antica segnatura «R.F. Archives Affaires étrangères» e, rispettivamente, i numeri 48-51. Tale documentazione cadde in mano francese e fu conservata nell'Archivio del Ministero per gli affari esteri nella serie «Ambassade vénitienne à Paris» per essere, poi, restituita all'Italia. I conservatori francesi disposero il materiale in ordine cronologico senza, però, tener conto delle date *more veneto* e ne computarono la quantità numerando le carte con numerazione corrente per ciascun volume, onde ne risulta la seguente consistenza: vol. 86, mar. 1783 - feb. 1787, cc. 295; vol. 87, mar. 1787 - giu. 1788, cc. 361; vol. 88, lug. 1788 - dic. 1790, cc. 312; vol. 89, gen. 1791 - dic. 1797, cc. 404, non contiene documentazione per gli anni 1793-1795, cioè per il periodo in cui l'ambasciatore veneziano a Parigi risiedette a Londra.

A m b a s c i a t a d i G e r m a n i a (intendesi la sede di Vienna), 1683-1797, filze 149. Inventario 1981.

A m b a s c i a t a d i R o m a , 1632-1797, filze 185. Inventario 1981.

A m b a s c i a t a d i S p a g n a , 1561-1797, filze 105. Inventario 1981.

Legazione di Pietroburgo, 1783-1799, bb. 20. Inventario 1965.

PROVVEDITORI ALLA SANITÀ, filze e bb. 1.013; disegni ff. 98 (1485-1798, con docc. fino al 1807). Inventario 1861; parziale indice dei nomi e di materie; inventario a stampa parziale.

Magistratura con competenza in materia di sanità. Risalente come organo ordinario e permanente al 1486, come organo straordinario ebbe precedenti sin dal 1348. Essa fu investita di ampi poteri e la sua vigilanza si estendeva a tutto ciò che potesse avere relazione con la pubblica salute: lazzeretti, nettezza urbana, acque potabili, commestibili, vagabondi e questuanti, meretrici, albergatori, sepolture medici, barbieri, medicine, etc.

Particolare attenzione veniva rivolta da questo magistrato alla prevenzione ed al controllo delle pestilenze, attività che richiedevano l'acquisizione di ampie informazioni sulla situazione sanitaria in vari paesi, per cui, in tal materia, anche i rappresentanti diplomatici veneziani all'estero erano tenuti a riferire ad esso di qualunque novità venissero a conoscenza; per ragioni del suo ufficio il magistrato era in corrispondenza con le autorità sanitarie di altri paesi; ed è proprio sulla corrispondenza con diplomatici e con uffici di sanità che si basa la segnalazione di fonti attinenti al periodo considerato contenenti interessanti riferimenti, altrimenti difficilmente noti, a viaggi di navi nel Mediterraneo, a quarantene, a situazioni sanitarie delle truppe francesi e dei vari paesi e a quant'altro notevole in ordine alla peculiare materia sanitaria. Dopo la caduta della Repubblica, precisamente il 22 giugno 1797, i Provveditori e Sopraprovveditori vennero sostituiti nelle loro funzioni da un Comitato di sanità, organo della Municipalità provvisoria, la cui documentazione, per quanto attiene a corrispondenza diplomatica o comunque pertinente a materie sanitarie, si trova nella busta n. 793 del fondo dei Provveditori alla sanità e non in quello della Democrazia, Municipalità provvisoria. Con la dominazione austriaca le competenze del suddetto Comitato vennero assunte, il 13 aprile 1798 da un regio Supremo tribunale di sanità.

C a r t e g g i o , secc. XVII-XVIII, bb. e filze 375. Inventario a stampa.

C i r c o l a r i a g l i a m b a s c i a t o r i , r e s i d e n t i e c o n s o l i v e n e t i

b. 160, nn. 762-837. 1787 feb. 3-1797 feb. 1

b. 165, nn. 220-731. 1787 gen. 13-1797 mag. 6

Lettere agli ambasciatori, residenti e consoli veneti

filza 192/III

«Lettere all'ambasciatore a Roma», n. 173. 1797 feb. 11

filza 195/II

«Lettere al residente a Napoli», n. 239. 1797 feb. 11

filza 196/I

«Lettere al console in Ancona», n. 119. 1796 gen. 20

Lettere dirette a città e Stati esteri

filza 357/1

nn. 134-137: Berna, 1793 feb. 19 - 1795 mar. 27;
n. 168: Bologna, 1787 apr. 7;
n. 221: Cagliari, 1793 mar. 23;
nn. 238-240: Cremona, 1790 mar. 27 - mag. 29;
nn. 261-272: Ferrara, 1787 gen. 6 - 1795 ott. 3;
nn. 423-432: Firenze, 1787 feb. 17 - 1792 apr. 4.

filza 357/2

n. 42: Gallarate, 1787 nov. 3.

filza 358

nn. 1-2: Firenze 1791 dic. 3 - giu. 5;
nn. 43-48: Genova, 1787 giu. 9 - 1795 feb. 28 (la lettera n. 43 contiene riferimenti a malattie delle truppe francesi acquisite ai confini con il Piemonte);
nn. 183-194: Livorno, 1788 ag. 9 - 1793 nov. 6;
nn. 236-238: Lucca, 1787 apr. 14 - giu. 16;
nn. 357-367: Marsiglia, 1787 apr. 21 - 1796 set. 3;
n. 406: Messina, 1793 dic. 21.

filza 359/3

nn. 1-7: Modena, 1787 gen. 20 - 1791 ott. 1;

nn. 74-75: Parma, 1787 giu. 16 - 1789 apr. 4;
n. 106: Pesaro, 1791 mag. 28;
nn. 120-127: Ragusa, 1787 ott. 13 - 1795 apr. 16;
n. 237: Rimini, 1795 apr. 25;
nn. 245-251: Rovereto, 1787 mar. 9 - 1791 giu. 18;
nn. 299-303: Trento, 1788 gen. 12 - 1793 ott. 4.

filza 360/4

nn. 1-133: Trieste, 1787 gen. 31 - 1796 ott. 19;
nn. 561: Torino, 1793 dic. 7.

Lettere degli ambasciatori veneti presso le corti estere dirette al Magistrato alla sanità

b. 371/1

Costantinopoli

nn. 477-487: Girolamo Zulian, 1787 ott. - 1788 ag. 1;
nn. 488-490: Nicolò Foscarini, 1788 dic. 22 - 1792 giu. 8;
nn. 491-497: Ferigo Foscarini, 1793 ott. 10 - 1797 feb. 10.

Spagna

nn. 98-103: Almorò Pisani primo, ambasciatore, 1787 gen. 16 - 1788 ag. 12;
nn. 104-106: Bartolomeo Gradenigo primo, ambasciatore, 1793 ag. 13 - 1794 apr. 29 (la lettera n. 106 del 1794 apr. 29 ragguaglia su epidemia nell'esercito spagnolo impegnato in operazioni militari);
nn. 107-108: Almorò Pisani terzo, ambasciatore, 1796 dic. 13 - 1797 feb. 28;
n. 109: lettera al sig. Kageneck, 1799 giu. 15.

b. 373/3

Roma

nn. 179-200: Pietro Donado, ambasciatore, 1786 ott. 7 - 1790 dic. 25;
nn. 201-224: Antonio Capello primo, ambasciatore, 1791 set. 10 - 1795 feb. 15;
nn. 225-241: Pietro Pesaro, ambasciatore, 1795 mar. 14 - 1797 mar. 25.

b. 374/4

Vienna

nn. 278-281: Daniele Dolfin primo, ambasciatore, 1787 feb. 10 - 1790 mag.;
nn. 282-295: Agostino Garzoni, ambasciatore, 1794 gen. 4 - 1795 dic. 9.

Lettere dei residenti veneti presso le corti estere dirette al Magistrato alla sanità

b. 375/5

Basilea

nn. 1-11: lettere di Rocco Sanfermo, 1794 apr. 1 - 1795 gen. 30.

Londra

nn. 73-83: lettere di Gaspare Soderini, 1786 mag. 19 - 1788 giu. 10;
nn. 84-101: lettere di Orazio Lavezari, 1790 ag. 13 - 1796 ag. 7;
nn. 102-103: lettere di Giovanni Valle, 1793 nov. 12 - 1795 giu. 19;
nn. 104-106: lettere di Giuseppe Maria Giacomazzi, 1796 nov. 22 - 1797 apr. 11.

Napoli

nn. 28-31: lettere di Pietro Busenello, 1797 gen. 17 - mar. 29.

Torino

nn. 84-94: lettere di Orazio Lavezari, 1785 dic. 10 - 1788 lug. 12;
nn. 95-118: lettere di Giuseppe Maria Giacomazzi, 1793 apr. 4 - 1795 apr. 25;
nn. 119-124: lettere di Alvise Querini, 1795 mag. 9 - 1797 mag. 11.

Lettere dei consoli veneti dirette al Magistrato alla sanità

b. 376/1

Durazzo

nn. 568-573: lettere di Marco Cabasci, cancelliere del consolato, 1787 dic. 17 - 1788 giu. 2;
nn. 574-578: lettere di Angelo Stefano Marconi, 1788 giu. 24 - 1789 giu.;
nn. 579-584: lettere di Emilio Tedeschini, vice console, 1790 gen. 7 - ag. 19;
nn. 585-594: lettere di Giovanni Antonio Maria Morana, 1791 gen. 18 - 1794 dic. 29;
nn. 595-600: lettere di Emilio Tedeschini, vice console, 1793 mar. 26 - 1794 giu. 17;
nn. 602-608: lettere di Giorgio Baluglia, 1796 gen. 4 - 1797 mag. 7.

b. 377/2

Genova

nn. 288-387: lettere di Gaetano Gervasono, 1787 gen. 6 - 1797 mar. 18 (le lettere nn. 333-335 contengono riferimenti a epidemie e alla situazione igienico-sanitaria delle truppe francesi in Liguria).

b. 378/3

Livorno

nn. 344-374: lettere di Francesco Bichi, 1787 apr. 13 - 1797 mar. 17.

Marsiglia

nn. 60-61: lettere di Bartolomeo Cornet, 1792 apr. 28 e giu. 2;
nn. 62-72: lettere di Marone, vice console e incaricato d'affari, 1793 mag. 4 - 1797 feb. 25.

Messina

nn. 81-84: lettere di Letterio Alessi, 1795 mar. 28 - 1796 nov. 19.

b. 379/4

Rimini

nn. 125-149: lettere di Antonio Tacchi, 1793 apr. 15 - 1797 mar. 25.

Salonicco

nn. 133-136: lettere di Bartolomeo Odoardo Abbold, 1791 giu. 10 - 1792 mar. 27;
nn. 137-151: lettere di Giuseppe Choch, 1786 ott. 20 - 1796 lug. 6.

Scutari

nn. 59-79: lettere di Giacomo Summa, 1793 nov. 12 - 1794 feb. 6.

b. 380/5

Smirne

nn. 287-304: lettere di Luca Cortazzi, 1787 feb. 1 - 1789 mag. 4;
nn. 305-307: lettere di Carlo Mudiano, vice console, 1789 lug. 4 - sett. 16;
nn. 308-322: lettere di Luca Cortazzi, 1789 ott. 8 - 1791 lug. 23;
nn. 328-335: lettere di Luca Francesco Cortazzi, 1792 ott. 25 - 1793 set. 30;
nn. 341-354: lettere di Giuseppe Franchini, 1794 lug. 24 - 1796 lug. 5.

Trieste

nn. 66-113: lettere di Giovan Battista Calegari, 1793 ag. 21 - 1796 nov. 21.

Tripoli di Barberia

nn. 3-5, 12: lettere di Giuseppe Pezzi, vice console, 1794 ott. 10 - 1796 mag. 20;
nn. 6-11: lettere di Agostino Bellato, dragomanno, 1795 giu. 23 - nov. 22.

Tunisi

nn. 6-11: lettere di Agostino Maria Gorgoglione, 1794 lug. 26 - 1796 mag. 9;
n. 27: lettera di Antonio Mandrice, 1796 set. 8.

Lettere di uffici di sanità esteri

b. 541/1

nn. 618-741: lettere dei Provvisori alla sanità di Ancona, 1787 gen. 7 - 1797 apr. 30.

b. 542/2

nn. 210-217, 221, 228-261: lettere degli Uffici di sanità di Berna, 1787 ott. 2 - 1790 mar. 17, 1790 dic. 27, 1791 lug. 8 - 1796 nov. 7 (la lettera n. 241 del 1794 mar. 5 contiene riferimenti alla situazione sanitaria di Besançon e all'armata francese).

b. 543/3

nn. 488-516: lettere degli Assunti di sanità di Bologna, 1788 apr. 19 - 1797 mar. 25.

b. 544/4

nn. 147-177: lettere del magistrato alla sanità di Cagliari, 1787 ott. 12- 1796 dic. 9;
nn. 401-462: lettere dei Conservatori alla sanità di Comacchio, 1787 ott. 16 - 1797 mar. 14.

b. 545/5

nn. 372-409: lettere dei Prefetti e Assessori alla sanità, poi Municipalità di Cremona, 1787 set. 21 - 1797 mar. 25 (dalla lettera n. 406 della Municipalità di Cremona in nome della Repubblica francese);
nn. 762-826: lettere dei Consoli alla sanità di Fano, 1787 mar. 6 - 1797 mar. 14.

b. 546/6

nn. 725-865: lettere dei Conservatori alla sanità di Ferrara, 1787 gen. 3 - 1797 mar. 22.

b. 547/7

nn. 596-620: lettere degli Ufficiali alla sanità di Firenze, 1787 ott. 6 - 1795 set. 19;
nn. 718-720: lettere dei Provveditori alla sanità di Fiume, 1791 lug. 5 - 1794 ott. 14.

b. 548/8

nn. 1-2: lettere della Congregazione municipale di Gallarate, 1787 set. 2;
nn. 509-572: lettere dei Presidenti e Conservatori alla sanità di Genova, 1787 feb. 17; 1797 mar. 18 (alcune lettere attribuite a Genova si riferiscono invece a Ginevra).

b. 549/9

nn. 96-111: lettere del Presidente, del Sindaco e del Consiglio di sanità di Ginevra, 1788 apr. 22 - 1797 mar. 18;

nn. 430-447: lettere del console veneto e dei Conservatori alla sanità di Livorno, 1787 feb. 16 - 1797 mar. 17.

b. 550/10

nn. 392-447: lettere dei Conservatori di sanità di Lucca, 1787 feb. 19 - 1797 feb. 20.

b. 551/11

nn. 566-606: lettere del Presidente e del Magistrato di sanità di Mantova (le lettere nn. 605-606 sono della Municipalità);
nn. 610-630: lettere dei Conservatori alla sanità di Marsiglia, 1792 mar. 3 - 1797 apr. 13.

b. 552/12

nn. 5-17: lettere del vice console veneto e della Deputazione di salute di Messina, 1787 gen. 10 - 1793 nov. 3;
nn. 574-576: lettere del Magistrato alla sanità di Milano, 1787 set. 21 - 1797 (le lettere nn. 574-576 sono della Commissione di sanità in nome della Repubblica francese).

b. 553/13

nn. 226-254: lettere del Magistrato alla sanità di Modena, 1787 gen. 14 - 1797 mar. 21;
nn. 681-704: lettere dei Conservatori di sanità di Parma, 1787 gen. 16 - 1796 ott. 28.

b. 554/14

nn. 239-282: lettere dei Conservatori di sanità di Pavia, 1787 set. 27 - 1797 feb. 21;
nn. 435-465 e 645-665: lettere dei Conservatori di sanità di Pesaro, 1791 ag. 1 - nov. 18 e 1794 ag. 25 - 1797 mar. 14 (le lettere nn. 664-665 sono della Municipalità in nome della Repubblica francese).

b. 555/15

nn. 428-498: lettere dei Deputati alla sanità di Ravenna, 1787 gen. 30 - 1797 mar. 14;
nn. 639-652: lettere della Repubblica di Ragusa, 1788 apr. 15 - 1796 nov. 26.

b. 556/16

nn. 344-414: lettere degli Eletti alla sanità di Rimini, 1787 ott. 22 - 1797 mar. 21;
nn. 723-730: lettere dei Provveditori alla sanità di Rovereto, 1788 mar. 20 - 1791 apr. 6.

b. 557/17

n. 11: lettera dei Giudici e Provvisori alla sanità di Segna, 1787 set. 9;
nn. 431-496: lettere dei Provvisori alla sanità di Senigallia, 1787 ott. 21 - 1796 giu. 12.

b. 558/18

nn. 535-571: lettere dei Conservatori generali di sanità di Torino, 1787 feb. 12 - 1796 ott. 24;

nn. 736-755: lettere dei Provveditori alla sanità di Trento, 1788 gen. 7 - 1794 nov. 18.

b. 559/19

n. 764: lettera dei Provveditori alla sanità di Trieste, 1787 feb. 4.

b. 560/20

nn. 1-303: lettere dei Provveditori alla sanità di Trieste, 1787 mag. 29 - 1797 mar. 22;
nn. 459-483: lettere dei Provveditori alla sanità di Zurigo, 1787 feb. 6 - 1797 mag. 6.

MUNICIPALITÀ PROVVISORIA, bb. 336 (1797 mag. 12 - ott. 18, con docc. fino al 1798 gen. 17). Inventari sommari.

b. 1

Protocollo degli atti della Municipalità provvisoria di Venezia, 1797 mag. 18 - 1798 gen. 16.

Registro copia rapporti diretti dei vari Comitati ed Uffici alla Municipalità ed alcuni decreti di essa, 1797 mag. 18 - 1798 gen. 16.

Registro copia-decreti della Municipalità provvisoria, indice, 1797 ag. 1 - ott. 29.

Registro copia-decreti della Municipalità, senza indice, 1797 ott. 31 - 1798 gen. 9.

bb. 6-12

Sette buste di documenti, rapporti e processi verbali di seduta, in ordine cronologico. Trattasi di lettere di varie Commissioni dirette ai diversi Comitati e di questi alla Municipalità, nonché di decreti dei medesimi, 1797 mag. - 1798 gen.

b. 13

Atti di corrispondenza con i vari Comitati ed Uffici, 1797.

b. 16

Due volumi originali di lettere e rapporti diretti alla Municipalità, con indici, 1797 mag. 17 - nov.

bb. 17 e 19

Lettere dirette dagli Uffici, Municipalità della Terraferma e Comitati alla Municipalità di Venezia e da questa ai diversi Uffici e Commissioni, 1797.

bb. 20-21

Due filze di lettere missive e responsive delle Rappresentanze del Levante, Barberia, Padova, Polesine, Verona, Vicenza e dei generali francesi. (Vedi anche b. 168), 1797.

b. 22

Carte relative a contabilità, nomine ed elezioni di impiegati; flottiglia del Levante; spese e pagamenti del Comitato alle fortezze ed al Lido; ricerche francesi; vestiario alle truppe; economia pubblica in genere, 1797.

b. 23

Processi verbali della Municipalità ridotta in Comitato segreto, 1797 mag. 29 - dic. 10.

Lettere originali dirette dalla Municipalità ai generali, cittadini e rappresentanti pubblici, con indice, 1797 mag. 16 - nov.

Conferenze con i Comitati, con indici, 1797 giu. 3 - nov. 29.

b. 24

Decreti della Municipalità provvisoria su mozioni dei vari Comitati e sessioni riservate e pubbliche della stessa, 1797 mag. 20 - 1798 gen. 17.

Comitato bancogiro, commercio ed arti

b. 38

Giornale delle partite per conto della Commissione alle ricerche francesi, 1797 ott. 16 - 1798 apr. 7.

b. 51

Ricevute per prestazioni d'opera all'armata francese, 1797 set. 24 - ott. 3.

Comitato finanze e zecca

b. 73

Spese per il soggiorno della cittadina Giuseppina moglie di Napoleone Bonaparte, 1797-1798.

Comitato istruzione pubblica

b. 88

Mostre e spettacoli; stampati e giornali; belle arti, teatri e musica, 1797-1798.

b. 90

Decreti della Municipalità; sessioni del Comitato e progetti della pubblica istruzione, 1797-1798.

Comitato militare

b. 94

Tre registri di spese ordinarie ed straordinarie del Comitato e della Commissione alle ricerche francesi, 1797-1798.

b. 95

Rapporti e pagamenti della detta Commissione, 1797-1798.

b. 98

Conti della ditta Vivante per somministrazione di generi alla detta Commissione, 1797-1798.

b. 100

Processi verbali della Commissione alle ricerche francesi; lettera alla e della Municipalità; oggetti vari, 1797-1798.

b. 105

Copie di mandati per generi somministrati alle truppe francesi ed ordini di consegna, 1797 lug. - nov.

b. 109

Registro copia lettere, 1797 giu. 31 - mag. 19.

b. 105

Copie di mandati per generi somministrati alle truppe francesi ed ordini di consegna, 1797 lug. - nov.

b. 109

Registro copia lettere, 1797 giu. 31 - mag. 19.

Comitato di salute pubblica

Si occupava delle questioni di politica interna ed estera; ad esso facevano capo i rappresentanti diplomatici all'estero.

b. 110

Registro dei processi verbali del Comitato, 1797 mag. 17 - 1798 ag. 4.

Registro dei dispacci e lettere del Levante, 1797.

Registro degli atti pubblici, 1797.

Registro copia-lettere, 1797.

bb. 114-117

Carte diverse. Lettere dell'incaricato d'affari a Madrid, 1797-1798.

b. 118

Rapporti, 1797-1798.

b. 119

Resoconti e cauzioni di teatri, 1797-1798.

b. 120

Corrispondenza diplomatica; minutario delle lettere missive, con lettera del Comitato di salute pubblica al residente veneto in Milano del 2 agosto 1797, nella quale si comunica quanto necessario per il rientro in patria del residente stesso e lo si istruisce sul destino del materiale documentario conservato nei locali della rappresentanza (Archivio proprio) ratificandone un ampio scarto e distruzione, 1797 mag. 17 -lug. 30.

Commissione alle ricerche francesi

b. 146

Raccolta di minute di atti e documenti legati in due volumi, con indici, 1797 giu. 13 - 1798 gen. 2.

b. 147

Due registri copia lettere, 1797 giu. 19 - ott. 31.

Registro dei processi verbali, 1797 ag. 9 - ott. 31.

Registro copia-decreti e rapporti, 1797 giu. 8 - dic. 30.

Registro dei conti alla commissione prodotti, 1797 ott. 31 - 1798 feb. 1.

b. 148

Tre registri di ordini per consegna di generi alle navi e caserme, 1797 ott. 24 - 1798 gen. 13.

Registro copia-commissioni per somministrazione di generi, 1797 ott. 18 - 1798 gen. 15.

Commissione di polizia

b. 154/8

Registro di cittadini rimpatriati, 1797 giu. 30 - 1797 ag. 11.

b. 155/9

Registro delle licenze di passaporti, 1797 ag. 1 - 1798 mar. 2.

Carte varie, Flottiglia del Levante

b. 168

Filza di lettere dei comandanti francesi, 1797.

b. 169

Registro copia-lettere della Municipalità di Venezia e suoi Comitati, 1797 lug. 4 - nov. 10.

Due volumi copia-lettere di comandanti francesi e veneti della piazza di Corfù, 1797 lug. - nov. 15.

b. 170

Inventario degli effetti consegnati ai francesi dalle isole del Levante; simili degli effetti d'artiglieria, 1797.

b. 171

Minute di lettere dei rappresentanti delle isole del Levante ai comandanti veneti e francesi, 1797.

Somma corrisposta dalla tesoreria francese all'armata veneta in Levante, 1797.

Circolari e lettere varie, 1797.

b. 175

Lettere dei rappresentanti francesi, 1797.

b. 176

Atti relativi alla questione fra la Repubblica francese succeduta per diritti di guerra nel possesso dei beni del duca d'Este e le famiglie Loredan, Mocenigo, Mangilli per beni che prima erano di ragione dell'Abbazia della Vanguardizza poi del duca suddetto, 1797.

b. 177

Carte relative alla vertenza promossa per oltre un ventennio contro sudditi veneziani dal mercante di Amsterdam, poi francese, Chanel per il recupero di certe somme ed interessi con coinvolgimento della diplomazia e dei governi di vari paesi, 1797 con docc. dal 1777.

b. 181

Istruzioni a stampa del Direttorio esecutivo di Parigi al cittadino Scherer generale in capo dell'armata d'Italia, s.d.

Gravezze imposte ai dominî veneti dall'armata francese, 1797.

Esportazioni di oggetti preziosi ed altro fatte dal governo francese, fra cui un elenco di quadri, effetti del tesoro di San Marco e librerie, 1797.

Attestato di uno sposalizio ai piedi dell'albero della libertà, 1797 lug. 12.

Dispaccio di Nicolò Venier da Pietroburgo, 1797 giu. 2.

b. 182/1

Abbandono di Venezia da parte dei francesi, 1797.

b. 182/2

Tabella dei Liberi Muratori, 1797.

b. 182/4

Feste fatte a Giuseppina Bonaparte, 1797.

b. 182/5

Arresto di Vittorio Barzani per alterco avuto con Villetard, segretario della Legazione di Francia, 1797.

b. 183

fasc. 58. Dispacci di Francesco Battaglia, ministro plenipotenziario, da Udine e da Milano; dispacci di Vincenzo Dandolo, deputato ad Udine (1797, 29 ag. - 30 ott.); dispacci dei cittadini Pisani e Spada da Milano.

fasc. 59. Dispacci del residente Zuanne Vincenti Foscarini da Milano.

fasc. 61. Dispacci del cittadino Mengotti, deputato a Milano presso il generale Bonaparte.

b. 184

Dispacci di Giuseppe Maria Giacomazzi, residente in Inghilterra.

fasc. 68. Dispacci di Piero Grimani, ambasciatore in Germania.

fasc. 69. Dispacci di Piero Busenello, residente a Napoli.

fasc. 73. Lettere della Repubblica cisalpina.

fasc. 74. Dispacci di Gastone Gervasoni, console a Genova.

b. 185

Dispacci di Francesco Vendramin, bailo a Costantinopoli.

fasc. 62. Dispacci di Rocco Sanfermo, ministro plenipotenziario a Parigi.

fasc. 66. Dispacci di Nicolò Venier nobile a Pietroburgo.

fasc. 75. Dispacci diversi di agenti e consoli.

Dispacci del console ad Algeri Cristoforo Viscovich.

Dello stesso periodo, comunemente indicato Democrazia, si segnala inoltre:

b. 793

«Carteggio estero missivo e responsivo, cc. 101.

1797-1798

Ancona, Berna, Bologna, Buccari, Cagliari, Cesena, Comacchio, Cremona, Fano, Ferrara, Firenze, Fiume, Genova, Ginevra, Livorno, Lucca, Mantova, Marsiglia, Messina, Milano, Modena, Parma, Pavia, Pesaro, Ragusa, Ravenna, Rimini, Rovereto, Segna, Senigallia, Torino, Trento, Trieste, Zurigo.

IMPERO ASBURGICO

Nel periodo che precede la Rivoluzione francese, la vita economica, sociale e politica delle terre soggette agli Asburgo scorre all'apparenza su binari tradizionali, il che non vuole dire che tutto fosse assolutamente immobile. Mentre a Venezia e nei territori dell'attuale Friuli-Venezia Giulia ad essa soggetti, prevale il clima di una decadenza ormai irreversibile, più varia e vivace appare la situazione nelle terre e nelle città, quali Trieste e Gorizia, soggette all'Impero, in cui, tra il riformismo di Giuseppe II e la restaurazione di Leopoldo II, si muove qualche disegno di ammodernamento, pur entro le rigide strutture della monarchia assoluta e della aristocrazia terriera che la rappresenta. Nella sostanza però i ceti benestanti continuano ad aspirare alla iscrizione nella nobiltà come coronamento e riconoscimento ufficiale del proprio successo personale.

Anche il ceto mercantile è attestato su posizioni conservatrici e gli eventuali contrasti, all'interno dello schieramento borghese, non vanno al di là delle vecchie contese per spartirsi il potere dei municipi.

I rapporti sociali appaiono invece più tesi nel contado dove, di tanto in tanto, scoppiano dei tumulti per le tasse eccessive e mal distribuite, come accade ad esempio a Santa Croce nel 1792, o dove a volte i contadini contendono tra loro, o contro i possidenti, per l'uso dei beni comunali.

L'influenza della rivoluzione ci sarà in effetti, ma solo in seguito, con l'occupazione da parte dei francesi.

È stata rinvenuta documentazione di origine diplomatica in una sede impropria, vale a dire la Biblioteca civica di Trieste, ma il caso non è infrequente in Italia, e nello stesso istituto sono segnalate carte di un archivio privato, dalle quali appaiono precisi riferimenti alla situazione francese.

BIBLIOTECA CIVICA DI TRIESTE

FONDO DE INCONTRERA

Oscar de Incontrera (Trieste 1903-1970) fu un erudito e raccoglitore di documenti inerenti alla storia locale, autore di varie monografie su chiese e monumenti triestini, nonché di studi sugli emigrati francesi a Trieste dopo il 1789 e sulla vita triestina nel '700 attraverso le cronache dell'«Osservatore triestino». Ha pubblicato buona parte dei suoi lavori sul foglio locale «La Porta Orientale» e, come tutti gli altri collaboratori della rivista, si colloca nell'area culturale della destra nazionale.

Si tratta di un fondo eterogeneo (dal movimento commerciale alle notizie anagrafiche) riguardante il periodo che va dalla seconda metà del 1700 alla prima metà dell'800. Consta di 83 voci per complessivi 59 fascicoli, 8 cartelle, 12 cartolari, 3 rubriche e 6 quaderni. La maggior parte del materiale riguarda la dominazione francese. I documenti sono, quasi totalmente, la trascrizione, eseguita dal de Incontrera nel corso dei suoi studi, di documenti originali conservati in diverse sedi.

Si segnalano in particolare:

cart. 21. D. 3/4

fasc.: «Corrispondenze del console di Francia Frammery a Trieste 1789-1792», cc. 21.

Si tratta di copie manoscritte. La corrispondenza riguarda in generale gli spostamenti delle navi francesi impegnate contro i Turchi ed i corsari algerini. Notizie in merito all'attività svolta per aiutare i sudditi francesi in difficoltà. Nelle lettere del 1790, dopo la morte di Giuseppe II, vengono fornite notizie sui disordini accaduti in Ungheria, causati dal malcontento dei contadini. Nelle lettere successive si esprime preoccupazione per gli avvenimenti di Francia, in particolare per la proclamazione della Costituzione. Nella lettera indirizzata al cav. de Caumont, incaricato d'affari a Malta (31 marzo 1790), il console manifesta la preoccupazione che in Francia le cose vengano spinte troppo oltre. Il mese successivo, in una lettera indirizzata al Signor Audibert l'Ainé, capitano di porto, o in sua assenza al figlio a Calais (24 aprile 1790), il console dà la propria adesione al decreto dell'Assemblea nazionale comunicando che verserà la prescritta con-

tribuzione patriottica, pur avendo consumato, nel corso di trent'anni, le sue sostanze assolvendo alle funzioni di console francese a Trieste. In data 4 maggio 1790 informa il conte de la Luzenne, ministro della marina, dell'impossibilità di far pagare ai francesi naturalizzati sudditi austriaci (circa dodici famiglie su tutto il litorale austriaco) la contribuzione patriottica, dal momento che vivono in ristrettezze. La lettera del 28 giugno 1790, indirizzata al conte de la Merveille a St. Germain en Laye, contiene alcune considerazioni sugli eventi di Francia. Il console ritiene inconcepibile con quanta facilità e leggerezza si siano verificati in Francia dei grandi cambiamenti. La rivoluzione è andata troppo oltre anche se è stata preparata da una situazione insostenibile. Gli stranieri non credono che la costituzione sia stata realizzata in modo solido e ritengono che, quando i primi movimenti di effervescenza saranno passati, la nazione tornerà all'antico affetto per i suoi re (soprattutto se ce ne sarà uno di carattere).

Nella lettera del 30 novembre 1791 al signor Bertrand de Malleville, ministro della marina, Frammery lamenta la perdita dei suoi beni in Francia.

Nella lettera al signor de Bertram del 29 marzo 1792, Frammery fa notare di essere l'unico console francese per tutto l'impero austriaco, ma che la sua giurisdizione si limita al litorale; propone quindi che vengano nominati dei consoli anche per l'interno. Afferma inoltre che gli emigrati francesi negli stati austriaci sono più di 5.000, fra i quali industriali, commercianti e artigiani che hanno abbandonato la Francia perché la rivoluzione li ha lasciati senza lavoro. Il comportamento dei marinai delle navi francesi che attraccano a Trieste è invece l'argomento di una delle ultime lettere del console, diretta al signor de Lacoste (18 maggio 1792). Le autorità austriache non vogliono che i francesi, scendendo a terra, sfoggino le coccarde tricolori; questo simbolo della rivoluzione viene evidentemente giudicato troppo pericoloso. Non si registrano però episodi che indichino una presa di contatto tra i francesi e triestini eventualmente disponibili ad accettare le nuove idee.

La corrispondenza del console Frammery cessa nel 1792, quando il Consolato viene chiuso per lo scoppio delle ostilità tra Francia e Austria, per riprendere dopo la pace di Campoformio quando, nonostante le sue critiche agli eccessi della rivoluzione, Frammery ritorna a Trieste in qualità di console.

Presso la Biblioteca Civica di Trieste si conserva il manoscritto «Livre Copie de Lettres. Commencé MDCCLXX» (segnatura: Raccolta Patria 39 L., poi modificata in: 1/2 A 32). Si tratta di un volume manoscritto del Consolato di Francia a Trieste contenente dei «Mémoires» del r. console Michel del 1770, le minute dei rapporti in partenza del r. console Frammery dal 30 dicembre 1789 al 24 maggio 1792, e poi dal 1801 al 1802.

cart. 21. D. 3/5

fasc. 6 relativi a: «Emigrati francesi. Elenco dei nomi. Disposizioni di polizia. Atti politici 1782-1800».

Gli aristocratici francesi giunti a Trieste superarono il migliaio e si inserirono nella vita cittadina diventando esponenti della sua borghesia.

MANOSCRITTI

Ms. Misc. 90: «Lettere de M.me Nivernais de Brissac, emigrata a Valdagno, a M.r e M.me Hare Naylor (1796-1799)»

Si tratta di 54 lettere di carattere strettamente personale dalle quali si evincono comunque notizie in merito alle vicende degli emigrati ed alla loro situazione al momento del rientro in Francia, oltre ad accenni all'entrata dei francesi in Italia ed alle relative vicende militari.

Nel febbraio del 1797 la de Brissac scrive all'amica riportando un brano della lettera inviata dal padre, da Parigi, il 3 gennaio, con la quale le comunica che non le era permesso di rientrare in Francia. In data 16 marzo la de Brissac ritorna sull'argomento ricordando di essersi allontanata dal proprio paese nell'ottobre del 1789, mentre, in base ai decreti, per poter rientrare era

necessario essere fuori dalla Francia dal 1 giugno 1789.

Nelle lettere dell'agosto 1797 accenna alla resistenza di Mantova, a come le forze austriache si preparassero a calare sul Veronese mentre i francesi fortificavano Verona. In particolare nella lettera del 14 agosto lamenta il ritardo con cui ha ricevuto l'ultima lettera dell'amica, dovuto alla ritirata degli austriaci da Bassano che aveva impedito il passaggio sulle strade.

Nella lettera del 20 settembre esprime il desiderio di mettersi in viaggio per visitare l'amica, ma attende che le strade del Vicentino e del Padovano cessino di essere attraversate dalle truppe. Seguono alcune considerazioni sulla triste realtà di una umanità che soffre, sul considerevole numero dei morti e dei feriti e sul fatto che il sig. Pitt si ostini ad impedire la pace.

DUCATO DI PARMA, PIACENZA E GUASTALLA

ARCHIVIO DI STATO DI PARMA

Il ducato di Parma, ceduto alla Repubblica francese in virtù del trattato di Aranjuez del 21 marzo 1801, entrò di fatto a farne parte dopo la morte di Ferdinando di Borbone avvenuta il 9 ottobre 1802: in realtà dal 9 al 23 ottobre si ebbe la reggenza di Maria Amalia, vedova di Ferdinando, che però Napoleone Bonaparte non riconobbe. Questi ordinò al Moreau de Saint Méry, residente francese, di prendere possesso del ducato e di governarlo a suo nome, col titolo di amministratore generale. Dal 1802 al 1805, col governo Moreau de Saint Méry, rimasero in funzione quasi tutti gli uffici del vecchio regime; la normativa dell'Impero fu estesa agli Stati parmensi a partire dal giugno 1805.

Per una ricostruzione degli eventi francesi attraverso i rapporti dei diplomatici parmensi si rinvia al saggio di D. Olmo ¹ che analizza la corrispondenza del De Virieu e del De Lama, rappresentanti di Parma a Parigi negli anni 1788-1793, col proprio governo, conservata nel fondo Carteggio borbonico.

BIBL.: D. OLMO, *La rivoluzione francese attraverso i rapporti diplomatici parmensi*, in «Archivio storico per le province parmensi», XXX (1930), pp. 163-210.

CASA E CORTE BORBONICA, bb. 51 (1732-1802, con docc. dal 1687 e fino al 1835). Inventario.

Non vi si trova documentazione che si riferisca direttamente alla rivoluzione francese. Si segnala tuttavia alla b. 44 della serie Corte di Francia, l'ultimo documento, firmato da Luigi XVI, che annuncia al duca Ferdinando di Parma e alla duchessa Maria Amalia, sorella di Maria Antonietta, la morte del Delfino avvenuta il 5 giugno 1789. Nella serie Cerimoniali e lutti di corte si trovano, alla b. 3., il fasc. «Morte di Luigi XVI, re di Francia (1793, febbraio 27)», di cc. 14, e il fasc. «Morte di Maria Antonietta (1793, novembre)», di cc. 7. Le esequie dei sovrani di Francia si tennero nella Chiesa dei Cappuccini di Parma, il 9 marzo, per Luigi XVI, e il 13 novembre, per Maria Antonietta,

Le fonti archivistiche

alla presenza delle più alte cariche dello Stato e la corte osservò il lutto per la durata di due mesi.

CARTEGGIO BORBONICO ESTERO, bb. 158 (1732-1802)

F r a n c i a , 1736-1802, bb. 56.

DUCATO DI MODENA

ARCHIVIO DI STATO DI MODENA

L'Archivio di Stato di Modena conserva, come noto, un cospicuo fondo Estero nel quale tuttavia la documentazione sulla Rivoluzione francese è piuttosto scarsa per il fatto che l'ultimo sovrano estense dell'antico regime, Ercole III — allo scopo di ridurre al minimo le spese del suo stato — eliminò, dal 1780, la rete degli oratori all'estero ed istaurò rapporti occasionali con agenti o incaricati. Il risultato fu, ovviamente, la progressiva emarginazione di Modena dalla scena europea, con la conseguente, ovvia, riduzione della documentazione di carattere estero.

BIBL.: G. OGNIBENE, *Le relazioni della Casa d'Este coll'estero*, in «Atti e memorie della R. Deputazione di storia patria per le provincie modenesi», III (1904), pp. 223-315.

ARCHIVIO SEGRETO ESTENSE

Segreteria di gabinetto

b. 15

1792: Corrispondenza di 33 lettere tra il marchese Gherardini che scrive da Torino e da Milano su avvenimenti francesi e il conte Munarini.

Carteggi degli ambasciatori, bb. 1.699 (1376-1796). Inventari.

〈Francia〉 1470-1796, bb. 227.

b. 227

Questa busta contiene circa 400 documenti consistenti per la maggior parte in dispacci del signor Antonio Caccia, agente a Parigi per il periodo 1783-1795. In quantità minore si trovano minute dirette al Caccia nonché lettere di Federico d'Este, conte di S. Romano, plenipotenziario estense, nell'ottobre 1796.

Avvisi e notizie dall'estero, bb. 132 e voll. 14 (1393-sec. XVIII). Inventario parziale.

Alle date corrispondenti al periodo della Rivoluzione francese si possono trovare notizie negli avvisi da Parigi, Vienna, Milano e Roma. Una decina di documenti in tutto.

Documenti di Stati e città esteri, bb. 196 (sec. XIII-XVIII, con docc. dal secc IX). Inventario.

b. 170

Pochi documenti riguardanti l'uccisione di Luigi XVI.

REPUBBLICA DI LUCCA

L'introduzione generale e la voce Archivio di Stato di Lucca sono state curate da Marina Brogi (m.b.).

Il secolo dei lumi trova Lucca ancora retta dalle magistrature codificate negli antichi statuti del 1446 e del 1539 mentre il funzionamento burocratico è affidato alle consolidate redini dell'oligarchia che lo scorrere degli anni, anzi dei secoli, ha ormai legittimato dopo aver posto la «cittadinanza» lucchese come discriminante tra i reggitori della «res publica» e gli esclusi.

Il potere legislativo risiede nel Consiglio generale che, a parte gli aggiustamenti numerici nella sua composizione interna rimane pur sempre il «principe» dello Stato: tutto emana da questo organo supremo e tutto fa capo ad esso. Alle sedute partecipa di diritto il Collegio degli anziani, massimo organo esecutivo, presieduto dal Gonfaloniere di giustizia scelto tra i 10 membri che compongono il Collegio stesso: il Gonfaloniere rappresenta la massima carica della Repubblica, è l'apice della carriera politica ed è riservato, di fatto, a un ancor più ristretto numero tra le nobili famiglie.

Gli «Eccellentissimi Signori», come hanno ufficialmente titolo gli Anziani, svolgono un ruolo determinante nell'equilibrio dei poteri, spettando a loro, insieme a una rosa di altri dodici cittadini, l'elezione dei membri del Consiglio generale.

I «Senatori», o Consiglieri, non hanno invece alcuna ingerenza nella designazione dell'esecutivo; gli Anziani sono eletti da uno specifico collegio elettorale, il Consiglio dei trentasei insieme al quale, ogni volta, operano diciotto cittadini «Aggiunti». Ma la diversa durata delle due cariche, bimestrale per gli Anziani e annuale per i Senatori consente un continuo e reciproco ricambio all'interno dei due supremi organi istituzionali, annullandone una possibile conflittualità.

L'articolato sistema di rotazione delle cariche e di collegialità dei poteri, insieme alla obbligatoria vacanza annuale, per il Senato come per gli Anziani, è poi condizionato da altri meccanismi che consentono di far convergere l'effettiva gestione della Repubblica su un gruppo di cittadini anche più ristretto di quello che appare. Infatti si evidenziano come previste alcune modalità di recupero per chi è colpito da vacanza, perciò si hanno «surrogati», cioè supplenti, ma anche «invitati», cioè soprannumerari ed almeno fino al 1768 risultano in funzione i «Colloqui», ovvero quelle convocazioni di cittadini autorevoli, che costituiscono una specie di ricorso ad esperti chiamati per esprimere pareri ma anche per decidere su affari urgenti e gravi o per disporre su spese straordinarie.

Altro meccanismo che influisce sul concreto esercizio del potere decisionale è costituito poi dalla formazione continua di «Cure» o «Deputazioni» di cittadini in numero di tre o di sei, per delegazioni di cause o perché «pigliano

le informazioni oportune et riferischino» su specifiche questioni amministrative, economiche, diplomatiche ecc., apportando gli idonei provvedimenti. Questa lettura dei massimi organi costituzionali, fatta guardando al di là dell'apparente «larga» partecipazione ai pubblici poteri lucchesi, ancora una volta individua nella famiglia nobiliare il perno concreto da cui muove tutto il complesso ingranaggio di cariche e poteri governativi.

L'emergere isolato di un individuo è metodicamente impedito, dopo le passate esperienze, e sempre privilegiato il compattarsi sotto il proprio casato. In Consiglio generale ce ne dà chiara prova sia nella documentazione prodotta — là dove nomi degli intervenuti, loro opinioni, e numero dei voti sono sistematicamente taciuti — sia nell'uso del «discolato», contro chiunque dà segno di voler prevalere sugli altri Senatori: l'importanza politica dei singoli è livellata nella collegialità e uniformità delle deliberazioni.

Analogia lettura può essere condotta all'interno dell'apparato esecutivo nel suo complesso articolarsi in Uffici, sostanzialmente equivalenti ai moderni ministeri, istituiti per assolvere ai diversi compiti dello Stato.

All'Ufficio sopra le differenze dei confini ed al Magistrato dei segretari sono rispettivamente affidate la politica estera e la politica interna della repubblica, entrambe guidate dalla finalità del quieto e concorde vivere ormai assunto a canone.

«L'impero di tutte le Lucche», per dirla col Giusti, consapevole dei propri limiti, territorialmente stretto tra gli stati fiorentino e modenese, ha scelto di fare una forza della propria debolezza: non perde occasione per spegnere le brame dei più potenti minimizzando se stesso ai loro occhi, cerca di evitare ogni possibile attrito coi più vicini e di assicurarsi la protezione del potente di turno: finché gli Spagnoli spadroneggiano per l'Italia i Signori di Lucca si dichiarano «tanto Spagnoli quanto li (Spagnoli) stessi»; venuta in «auge» Vienna inviano due ambasciatori ad ogni nuova incoronazione di imperatore e poi finiscono col lasciarne a corte uno in permanenza; discesi i Francesi in Italia, Lucca nega di essere feudo imperiale, dichiara la propria neutralità ed usa la sperimentata efficacia della «forza dell'oro».

Ma il corpo diplomatico che fa capo ai nove membri dell'Ufficio sopra le differenze e svolge questa essenziale funzione protettiva della piccola Repubblica, sotto il profilo burocratico non si presenta come una carica tra le più ambite. Lamentele e richieste di essere richiamati o sostituiti sono frequenti e non sufficientemente spiegabili per le difficoltà economiche e la lontananza da casa. In questo snobbare il prestigio personalistico connaturale alla carriera diplomatica è difficile escludere un'incidenza di quella mentalità livellatrice espressa dall'oligarchia al potere: la preminenza del decoro della famiglia, l'ostilità per chi vuole la gloria individuale e la ricerca appassionata della «medietas».

La politica interna si situa nella medesima ottica di ordine e tranquillità: il Magistrato de' segretari, costituito da tre cittadini oculatamente scelti, effettua una continua opera di vigilanza e di prevenzione tesa a sedare gli spiriti violenti, a frenare e correggere le più pericolose aspirazioni, a tenere ciascuno al proprio posto entro la società. L'Ufficio ha alle sue dipendenze il Bargello,

esecutore capo della polizia; i Commissari della loggia, che vigilano sui forestieri; un'articolata rete di spie e informatori infiltrati ovunque: tutti mezzi potenti al servizio dell'oligarchia, che riesce però a farne un uso accorto e scevro delle crudeltà inquisitorie tipiche di altre simili istituzioni. La politica ecclesiastica lucchese, rispettosa ed accattivante con Roma sulle questioni di minor peso, ma rigorosa sui nodi centrali, come nel categorico impedire l'accesso nello stato ai Gesuiti ed al Tribunale del Santo ufficio, è condotta con finezza e dignità dall'Ufficio sopra la religione e dall'Ufficio sopra la giurisdizione; mentre la politica finanziaria è svolta da un Ufficio sulle entrate e da una serie di «uffici ad hoc», uno per ciascuna imposta, con la fondamentale distinzione tra imposte dirette e indirette, con esenzione per i cittadini dalle prime.

Il potere giudiziario, a livello centrale, risulta gestito da un Giudice ordinario in sede civile e da un Podestà in sede criminale, mentre esulano dall'amministrazione ordinaria le così dette «cause delegate», che il Consiglio generale avoca a sé riservandone il giudizio supremo, e che prevalentemente riguardano i reati di ordine politico.

A completamento del quadro generale sulle principali strutture e funzioni istituzionali della Repubblica lucchese nel secolo XVIII meritano almeno un cenno gli ordinamenti militari proprio per quella loro sistematica scarsa rilevanza nell'ottica della scelta «pacifista» del piccolo stato: non esiste una milizia stanziale, ma solo una milizia urbana (composta da un battaglione diviso in sei compagnie per un totale di 500 o 600 volontari assoldati), e la guardia del Palazzo pubblico (composta da 70 svizzeri cattolici), cui si affiancano le così dette ordinanze fornite dal distretto e dalle vicarie, cioè dalle strutture periferiche.

Poco prima della rivoluzione francese, lo stato lucchese conta circa 119.000 abitanti, mentre «il corpo aristocratico della Repubblica» registra 18 consortati originari ormai in totale estinzione per cui a breve scadenza «ne saranno rimasti 70, aventi fra tutti soltanto 177 cittadini». Ma il divario tra ceti nobiliare-dirigente, e «popolo», totalmente negativo per i primi sotto il profilo demografico, inverte valenza sotto il profilo socio-economico: la nobiltà è ancora il primo ordine dello stato anche per ricchezza e cultura, mentre il resto della società, privato ormai da lungo tempo di ogni diritto politico, sembra vivere tranquillo sotto la paterna protezione della oligarchia.

Il quadro socio-economico del '700 lucchese vede comunque emergere tra contado, clero e nobiltà un nuovo ceto: molte famiglie borghesi superano ormai in ricchezza famiglie della piccola e media nobiltà e premono per entrare in quello spazio precluso. Sono ingegneri, avvocati, medici, chirurghi e notai che esercitano la libera professione e si infiltrano nelle cancellerie di Stato, sono inoltre possidenti e commercianti; ma il loro potenziale innovativo è imbrigliato da monopoli statali, protezionismi e severe leggi suntuarie che ne penalizzano la crescita e la loro rivendicazione politica si converte per lo più nella richiesta o nella speranza di «essere nobilitati».

Questa abdicazione al ruolo storico altrove assunto dalla borghesia è del tutto in sintonia con lo «splendido isolamento» lucchese, radicato nella profon-

da devozione ad una nobiltà che detiene intatto un prestigio secolare di «buon governo», di ricchezza guadagnata e gelosamente mantenuta, di cultura decisamente superiore. Del resto il dualismo tra crisi e consumismo vissuto sul piano economico, le forme clientelari e il malessere espressi a livello sociale, si incanalano anche in concrete manifestazioni di protesta politica attraverso l'azione eversiva dei «patriotti» lucchesi: procedimenti penali a loro carico sono documentati dal 1794, ma fino al 1796 rimangono circoscritti a reati minori e per lo più si riferiscono ad opinioni avventatamente espresse.

In certe circostanze l'azione è ancora di tipo verbale, ma già concretamente indirizzata contro il regime, come nel caso delle lettere inviate da «une société populaire secrète de Lucques» alle autorità francesi per sollecitare il loro appoggio ed intervento, scritte in un'ottica opposta alla tradizione di libertà ed indipendenza, dai lucchesi generalmente condivisa e difesa. Si verifica anche il singolare caso dell'appello lanciato ai nobili dal Cotenna affinché restituiscano al popolo la sovranità anticamente usurpata, ma il salto di qualità si compie con l'arrivo delle armate francesi nel nord della penisola: i problemi si acutizzano, il confronto con le idee rivoluzionarie è più diretto, il movimento «novatore» si organizza in clubs.

Tra il 1796 e il 1798 si registrano ben «sei rivoluzioni»: da una «trama contro la tranquillità» ordita in Livorno, ma denunciata ai lucchesi per intervento di Belleville, console francese in quella città; ad un tentativo di sovversione del governo concordato anche col generale Rusca; si passa nel 1797 al piano di invadere la città da parte delle truppe cisalpine mentre nel 1798 dapprima si ha l'occupazione di Montignoso da parte dei Cisalpini insieme ai «briganti», poi una guerra aperta dei Cisalpini stessi contro Montignoso e la conseguente sua seconda invasione; infine la congiura è ordita all'interno e non si tratta solo di un pugno di fanatici e di malviventi, ma coinvolge molti abitanti e della città e dello Stato e soprattutto «persone le quali avevano meritato poco prima la fiducia e la confidenza»: nel corso di una «segretissima convocazione di Notabili» è stesa una memoria dalla quale risultano cinquecento nomi di complottanti, anche se di queste sottoscrizioni poi ne vengono ritenute legittime meno di trenta.

Le vicende delle guerre napoleoniche in Italia non lasciano inalterate le istituzioni politiche dello stato lucchese. Nel breve periodo intercorrente tra il 1799 e il 1802 Lucca alterna governi democratici e repubblicani, di ispirazione francese, e reggenze austriache, che per lo più restaurano gli istituti dell'antica Repubblica.

Il 4 febbraio 1799 cade anche la superstite Repubblica oligarchica di Lucca. Il gen. Sérurier, al comando delle truppe francesi, instaura il nuovo governo repubblicano modellato sulla costituzione già data nella Repubblica ligure. Il Consiglio generale e il Collegio degli anziani vengono sostituiti rispettivamente, per quanto riguarda il corpo legislativo con il Consiglio dei giuniori e con il Consiglio dei seniori, per quanto riguarda il corpo esecutivo con un Direttorio e cinque ministri: per gli Affari esteri, per la Giustizia e polizia, per le Finanze, per l'Interno, per la Guerra e marina. I 48 giuniori del Gran consiglio hanno il compito di discutere e preparare le leggi che i 24 Seniori

sanzionano o rigettano. Le magistrature di minor rilievo restano nella sostanza le stesse, mutando però la denominazione di Offizi in quella di Comitati. Abbandonata Lucca dai francesi per l'imminente sopraggiungere degli austriaci, il 17 luglio 1799 i giuniori e i seniori, riuniti in assemblea plenaria, rimettono i loro poteri al Direttorio esecutivo che provvede a nominare una Reggenza provvisoria composta da dieci cittadini nobili. Tale reggenza dura pochi giorni poiché il 24 luglio il generale Klenau, comandante austriaco in Toscana e in Lucca, nomina una nuova Reggenza chiamando a comporla i membri dell'ultimo Collegio degli anziani.

La reggenza austriaca dura fino all'8 luglio 1800. Il ritorno di Napoleone dall'Egitto e la vittoria di Marengo in giugno ristabiliscono il predominio francese nell'Italia settentrionale. Ma la situazione non si stabilizza fino all'ottobre 1800: infatti a Lucca, in luglio, il gen. Launay destituisce la Reggenza, ma nel settembre dello stesso anno la città ricade in mano agli austriaci, al comando del gen. Sommariva, che la tiene fino all'arrivo del gen. Clement il 9 ottobre 1800. La struttura dell'Italia napoleonica si va intanto chiaramente delineando e viene definitivamente sancita dal trattato di Lunéville, mentre a Lucca dall'ottobre 1800 al dicembre 1801 un nuovo governo provvisorio prepara la formazione della Repubblica democratica, la cui nuova costituzione entra in vigore il 1° gennaio 1802, dietro diretto interessamento di C. Saliceti, inviato straordinario di Bonaparte. Ma nel 1805 il mutamento delle istituzioni francesi, a seguito dell'elevazione ad imperatore di Napoleone, prelude ad un rapido cambiamento politico-istituzionale dei paesi sotto l'influenza napoleonica. E così Pasquale Baciocchi, marito di Elisa Bonaparte, col nome di Felice I principe di Lucca e Piombino, prende possesso del territorio lucchese il 14 luglio 1805, ad un mese dal voto fatto formulare al Gran consiglio del quarto governo democratico. L'anno successivo Massa, Carrara e la Garfagnana già estense vanno ad ingrandire il Principato lucchese che chiude gli anni napoleonici della pur longeva tradizione repubblicana.

ARCHIVIO DI STATO DI LUCCA

Nel quadro generale della situazione lucchese la ricerca delle fonti diplomatiche per la rivoluzione di Francia ha dovuto percorrere una duplice via: quella interna alla documentazione «ufficiale» e quella, parallela, attraverso le carte «private».

In particolare sono stati censiti i fondi delle principali istituzioni della Repubblica che, per le attribuzioni e competenze segnalate, mostravano maggiore correlazione alla finalità della ricerca stessa: Consiglio generale, Anziani al tempo della libertà, Offizio sopra le differenze dei confini, Magistrato de' segretari, Cause delegate, Primo governo democratico e Reggenza provvisoria della Repubblica lucchese. Ulteriori notizie sono state reperite nell'archivio Arnolfini, nell'archivio de' Nobili, nell'archivio Gherardi-Angiolini, nell'archivio Sardini, nel Legato Cerù e nella Biblioteca manoscritti, né manca uno spoglio dei giornali dell'epoca provenienti da raccolte e donazioni diverse. Oltre agli approfondimenti suggeriti all'interno dei fondi esaminati, per serie di particolare interesse, rimangono quali possibili percorsi di ricerca i numerosi manoscritti e carteggi privati che si trovano nella Biblioteca statale di Lucca. In particolare merita di essere segnalata un'opera a stampa come i *Commentari della Rivoluzione francese* di Lazzaro Papi, i cui manoscritti autografi si trovano nella Biblioteca statale di Lucca (mss. nn. 498-505) e la cui edizione venne eseguita dalla tipografia Giusti a Lucca nel 1830, per quanto riguarda la seconda parte dell'opera, mentre la prima parte fu edita da Fabiani a Bastia ben sei anni dopo.

BIBL.: *Inventario del regio Archivio di Stato in Lucca*, a cura di S. BONGI, I, Lucca 1872, II, Lucca 1876, III, Lucca 1880, IV, Lucca 1888, V, *Archivi gentilizi*, a cura di E. LAZZARESCHI, Pescia 1946, VI, *Archivi gentilizi*, a cura di D. CORSI, Lucca 1956, VII, *Archivi gentilizi*, a cura di G. TORI, A. D'ADDARIO, A. ROMITI, Lucca 1980; *Alcuni dispacci del marchese Cesare Lucchesini (1798)*, a cura di G. SFORZA, in *Miscellanea napoleonica*, a cura di A. LUMBROSO, serie III, Roma 1897; A. PELLEGRINI, *Relazioni inedite di ambasciatori lucchesi (secc. XVII-XVIII)*, Lucca 1901; G. ARRIGHI, *Una «trama» contro la Repubblica di Lucca organizzata a Livorno nel 1796*, in «Rivista di Livorno», n. 5, 1956, pp. 1-16; G. TORI, *Un raro documento dei Giacobini lucchesi*, in «Actum Luce», a. III, n. 1-2, Lucca 1974, pp. 129-137; P.G. CAMAIANI, *Un patriziato di fronte alla rivoluzione francese. La Repubblica oligarchica di Lucca dal 1789 al 1799*, Firenze, 1983; M. BROGI, *A Lucca tra rivoluzio-*

ne francese e Napoleone: considerazioni sull'apparente monolitismo oligarchico, in «Actum Luce», a. XVII, n. 1-2, Lucca 1988, pp. 95-120.

CONSIGLIO GENERALE, voll. 570 e filze 135 (1369-1799, con docc. fino al 1800).

L'«eccellentissimo» Consiglio, come fu intitolato dal 1584 il già detto Magnifico maggiore e generale consiglio del popolo e del comune, costituiva l'organo deliberante della Repubblica; funzionò fino al 1799, con la sola interruzione del periodo signorile di Paolo Guinigi (1400-1430).

Il fondo è articolato in Riformagioni, Leggi, Relazioni, Scritture, Suppliche, Nomi di consiglieri.

R i f o r m a g i o n i, 1369-1799, filza 1 e voll. 466.

Serie di registri articolata in Prime note, ovvero annotazioni sintetiche prese durante la seduta e comprensive delle proposte non approvate; Riformagioni, ovvero stesura «in buono» del verbale delle delibere approvate; una terza serie di Minute di riformagioni, ovvero altra copia, più o meno abbreviata, fatta per uso speciale del Collegio degli anziani, è conservata tra le carte di tale magistratura. Ciascuna delle tre serie, distinta in «pubbliche» e «segrete», è corredata di indici, sunti e repertori. Si segnalano documenti delle Riformagioni segrete.

BIBL.: BONGI, I, pp. 132-146.

vol. 435

1788-1790

Dallo spoglio dei repertori annessi alle deliberazioni di ciascun anno, non si evidenziano indicazioni particolarmente interessanti. Il riferimento alle specifiche riformagioni consente soltanto di segnalare, per l'anno 1789, alle cc. 47-48:

provvedimento immediato di staccare, «senza fare cose di strepito», il cartello trovato affisso che «metteva in vista la Francia e il Brabante»; per l'anno 1790 alle cc. 33-35: decreto affinché s'invigili sopra «forestieri e francesi in Lucca» e «religiosi forestieri».

vol. 436

1791-1794

Fra le riformagioni, registrate cronologicamente dal 2 marzo al 18 dicembre

1792 si segnalano quelle alle cc. 34v-36, 40v, 67v-69, 77v-90, con particolare attenzione a:

«Turbolenze della Francia e stampe seduttrici sparse e corrispondenza introdotta per prevenirla con li Stati di Lombardia e memoriale in tal proposito»;
 provvedimenti presi per impedire la stampa in Genova di «libri tradotti in idioma italiano» e l'introduzione di libri e stampe contenenti «le massime e principi adottati dalla Francia» e stroncare così ogni tentativo «per indurre i popoli ad abbracciarli con tanto pregiudizio e danno della pubblica quiete»;
 «Emissari Francesi e scritti dei medesimi e corrispondenza di carteggio con li Stati della Lombardia austriaca ed altri per tenersi lontani e memoriale in tal proposito»;
 «Forestieri che venissero, o che già fossero in Città, si vuole che l'Illustrissimo Magistrato invigili sopra di essi»;
 «Famiglie Corse (Cafforio e Buttafuoco) e asilo richiesto in questa città», con la probabile intenzione di «allontanarsi dalla soggezione che loro può dare la vigilanza del Ministro di Francia ed altri incaricati per parte della Corsica»;
 con «giuramento di Silenzio Straordinario» è trattata la questione relativa ai sussidi richiesti da S.M. Imperiale alla Repubblica lucchese, «acciò voglia concorrere a somministrare qualche sussidio al Re di Sardegna nell'occasione della Guerra, che deve questi sostenere a difesa dell'Italia contro la Nazione Francese, che ha già invaso una porzione degli Stati di S.M. Sarda»;
 è evidenziata la necessità di giustificare la Repubblica agli occhi dell'Imperatore e nel contempo mantenere la rigorosa neutralità visto che: «i Principi piccoli d'Italia neutrali debbono tremare a passare per nemici della Francia» come ha detto il conte di Cobenzel al sig. Sbarra;
 «Memoriale di partecipazione dell'Illustrissimo Magistrato» circa l'appresa notizia di «truppe Francesi entrate nel Golfo della Spezia» e «sbarco di esse a Viareggio»;
 notizie relative alla flotta francese, all'eventuale «richiedere» a nome della Repubblica Francese il solito regalo, alla partenza della medesima dal Golfo «per unirsi ad altro non piccolo numero di Bastimenti pieni di Soldatesca» forse diretta verso la Sardegna, ma per esattezza nemmeno è conosciuta la meta della stessa flotta, «non dovendosi aprire il plico, che all'altura di dieci miglia dal Golfo».

Tra le riformazioni dal 15 febbraio al 15 novembre 1793, alle cc. 6v, 38-43, 46-49, 51-57v, si hanno notizie relative a:
 memoriale dell'illustrissimo magistrato circa: «Fregata francese e grano per servizio di essa che si vuole mandare a macinare in questo Stato»;
 «Fabbrica di berrettini per uso de' Turchi levantini, per la cui manifattura non si vuole che venghino a domiciliarsi in Lucca, Francesi»;
 timore, che «qualche Bastimento Francese, o anche d'altra Nazione, ma sospetto di avere relazione colla Francia venga inseguito e che questo si rifugi verso la Bocca di Viareggio», con conseguenti imbarazzi verso la «Nazione Inglese, che in nome anche della Spagna ha a tutti dichiarato che non riconosce, né vuole che sia riconosciuta la Francia per una Potenza, ma bensì per una Nazione di Perturbatori dell'altrui Tranquillità»;
 richiesta di polvere per servizio delle truppe alleate contro la Francia ed istruzioni all'inviato Santini per allontanare la richiesta formale e dirottarla verso «particolari» senza che «vi appaisca mescolato il pubblico».

Tra le riformazioni segrete, talvolta pure vincolate con giuramento straordinario, vanno segnalate le carte 5-13, 27v-33 dove dal 7 gennaio all'11 febbraio 1794 si registrano notizie su:
 richiesta di S.M. Imperiale per sussidi «per la guerra contro la Francia»;
 elezione di una specifica deputazione sopra l'affare trattato e su ciò «che in seguito sopravvenisse in detta materia»;
 «Sig.re di Bartellet già Console Francese e permissione richiesta da esso di trattarsi in Viareggio per breve spazio di tempo» accordata in via eccezionale, per sei giorni.

vol. 437

1795-1796

Tra le riformazioni registrate nel volume si segnalano per l'anno 1795 le cc. 1-5v e per il 1796 le cc. 2-8v, 11-14:

sulla richiesta imperiale di contribuzioni;

sulla «necessaria visita da farsi» dall'inviato Santini al ministro della repubblica francese a Firenze; sul frequente accesso «allo scalo di Viareggio di Legni Corsari con bandiera della Nazione Francese».

vol. 438

1797-[1798 feb. 3]

Lo spoglio sommario di quest'ultimo volume di deliberazioni, senza repertorio «ad annum» né oggetto del decreto sintetizzato sul margine come invece avveniva per i precedenti volumi, consente di segnalare prevalentemente notizie sulle «attuali circostanze dell'Italia per l'invasione delle Truppe francesi» (17 feb., 19 mag., 30 giu., 4 e 7 lug., 1 ag. ecc.) ma anche notizie relative a:

mozioni fatte nel congresso cispadano;

incontro di Bonaparte con gli inviati A. Mazzarosa e P. Garzoni;

lettere pervenute a Bologna dirette al gen. Berterier e al gen. Marmont.

vol. 467

Il repertorio, ultimo volume degli indici di riformazioni pubbliche e/o segrete «per materia e per alfabeto», consente di individuare alla voce «Francia e Francesi», la delibera del 30 luglio 1790 relativa a «famiglie francesi espulse da alcuni Stati e che si portassero in Città, e Stato nostro a cura all'Ill.mo Magistrato perché impedisca loro di prendere domicilio in questa Città e Stato e che esami ancora se possa meritare osservazione quelli che vi fossero da qualche tempo».

ANZIANI AL TEMPO DELLA LIBERTÀ, voll. 608 e filze 159 (1370-1799).

Il Collegio degli anziani era organo esecutivo di governo, con poteri più o meno ampi a seconda dei «diversi reggimenti» succedutesi nel tempo. Le prime memorie documentarie di questa istituzione risalgono alla seconda metà del sec. XIII, ma si conservano in modo sistematico e continuo solo a partire dal 1330, con la denominazione di Anziani avanti la libertà fino al 1369 e con quella di Anziani al tempo della libertà successivamente alla fine della soggezione pisana.

La documentazione prodotta e pervenuta all'Archivio di Stato di Lucca (nn. 1-767) dall'antica Cancelleria del palazzo di residenza, è ordinata in 23 serie: Autorità, Minute di riformazioni, Deliberazioni, Deputazioni, Licenze e patenti ecc., Arringhe, Ricordi, Lettere di principi ecc., Ambascerie, Lettere del Cancelliere maggiore, Lettere di Commissari ecc., Mandati di Comunità ru-

rali, Appelli, Querele, Salvacondotti, Assicurazioni di banditi, Remissioni di banditi, Assoluzioni di multe, Pagherie criminali, Tasse sulle suppliche e Tasse fiscali, Registri di condannati, Scritture, Nomi degli Anziani.

L'uso frequente che si ebbe in Lucca di mandare «oratori» presso principi e personaggi in vista, secondo il mutare dei tempi, aveva direzione e controllo nel Collegio degli anziani.

Ma se in antico ad essi esclusivamente facevano capo quegli inviati, che si recavano all'estero sempre con missioni brevi e temporanee, nel corso del '500 insieme all'uso di legazioni fisse e ambasciatori residenti, soprattutto nelle due corti di Spagna e di Firenze, si passò allo smistamento dei loro carteggi anche presso altri Offizi, quali quelli «sulle Differenze dei Confini» e «de' Segretari», a seconda degli affari in trattazione.

Nella serie Lettere, che comprende il carteggio che gli eccellentissimi Signori tenevano con principi, ecclesiastici e personaggi vari articolato in lettere originali raccolte in filze e registri di copialettere missive e responsive, si segnalano le lettere originali segrete (1701-1794) lettere lette in Consiglio generale sotto giuramento di segretezza e le lettere originali di generali francesi (1796-1799), raccolte in una filza a parte.

Nella serie Scritture sono raccolte in filze le superstiti carte sciolte del Collegio degli anziani distinte in pubbliche (1771-1799) e segrete (1755-1798).

BIBL.: BONGI, I, pp. 154-194.

A m b a s c e r i e, 1379-1799, filze 35.

filza 528

«Lettere originali di generali francesi». 1796-1799

La filza riunisce le lettere inviate da varie autorità francesi al governo di Lucca a partire da n. 3 lettere firmate Bonaparte datate Livorno il Messidoro anno IIII (29 giu. 1796) fino all'ultima in ordine di tempo, scritta dal Commissario civile del Direttorio presso l'Armata d'Italia, Amelot, quando ormai da quattro giorni la repubblica oligarchica di Lucca era caduta (8 feb. 1799). Nella stessa filza si trovano anche le minute delle risposte degli Anziani.

La documentazione comunque riveste un prevalente interesse per gli avvenimenti locali: richieste di fucili, passaggi di truppe, sorveglianza sui «sospetti», raggiri e trame contro Lucca, impegno francese di «assurer la tranquillité e le maintienement de paix de la République» (13 agosto 1796).

filza 615

«Carte originali». 1771-1799

La filza contiene lettere di inviati lucchesi presso le repubbliche francese, cisalpina, ligure. Sono prevalentemente relative a movimenti di truppe francesi, trattano anche dell'incontro con madame Bonaparte e il Generalissimo, dell'andamento della campagna d'Italia, della consistenza dell'Armata francese e della pace dell'Impero con la Francia.

«Lettere dell'inviato lucchese presso la Repubblica francese». 1798-1799

Il fascicolo riunisce le lettere scritte da Cesare Lucchesini in Parigi dal 13 mag. 1798 al 24 feb. 1799; di queste in particolare 35 lettere riguardano «affari» di Francia: bombardamento del porto di Le Havre; congresso di Rastadt e gazzetta relativa agli affari ivi trattati, stampata in tedesco e che «non è punto accreditata»; trattative di pace a Londra e agente francese allontanato dalla città per ordine del ministro inglese (20 mar. 1798); deportati a Cayenna dopo il 18 fruttidoro anno V; 800.000 abitanti in Parigi (15 giu. 1798); riunione del Consiglio dei cinquecento per trattato segreto nella repubblica elvetica (27 ag. 1798); insurrezione nelle Fiandre di circa 5.000 uomini (Parigi 29 ott. 1798); flotta in preparativi a Brest (18 feb. 1799); inoltre si hanno notizie in generale sulle condizioni della marina francese e sul generale Bonaparte.

OFFICIO SOPRA LE DIFFERENZE DEI CONFINI, voll. 286 e filze 293 (1601-1801, con docc. dal 1305 e fino al 1804).

I poteri di quest'Ufficio, istituito nel 1601, si accrebbero nel corso del tempo passando da questioni contingenti di confinazioni a negozi tipici di moderna Segreteria per gli affari esteri.

Il 4 febbraio 1799, con l'avvento del primo governo democratico, l'Ufficio fu soppresso ma subito ripristinato nel luglio dello stesso anno come Deputazione sopra le differenze; nelle alterne vicende di quel periodo di instabilità politica, riuscì a sopravvivere fino al 1801, quando l'istituzione dei ministri secondo l'uso francese ne decretò la definitiva soppressione.

Nelle sue carte si trovano «le faccende di confini», ma anche «le altre cose relative all'esterno, non solo riguardanti i negozi della Repubblica, ma la storia degli altri Stati; specialmente ne' carteggi degli ambasciatori ordinari e straordinari, che a questo Ufficio facevano capo».

La documentazione pervenuta è raccolta in una serie di 579 filze distinte in: Repertori, Deliberazioni, Lettere, Decreti del Consiglio generale relativi alle Differenze, Contabilità e Scritture (nn. 1-434), cui seguono libri e processi su «particolari differenze» di politica estera, ma non di confini (nn. 460-576). Le ultime tre filze non sono carte del Governo lucchese, bensì di Stati confinanti, né si conosce esattamente il motivo della loro conservazione nell'antica Tarpea di Lucca, ma non è escluso che siano probabili «captured records».

BIBL.: BONGI, I, pp. 265-281.

Lettere

vol. 183

«Deliberazioni a parte». 1796

Il volume raccoglie le delibere dell'Offizio per il periodo dal 15 mag. al 31 dic. 1796. Ad esse fa seguito la copia delle lettere in partenza (nn. 1-106 dal 18 mag. al 30 dic. 1796) e in arrivo (nn. 1-220 dal 14 mag. al 24 dic. 1796).
 Benché l'oggetto prevalente sia la preoccupata dimostrazione della neutralità di Lucca nella guerra tra la Francia rivoluzionaria e l'imperatore, con i provvedimenti conseguentemente presi, non mancano riferimenti all'andamento della «guerra de' francesi in Italia» e alle contribuzioni richieste, né notizie su generali, commissari e comandanti francesi.

vol. 228

«Lettere responsive».

1793

Copialettere per il periodo dal 28 dic. 1792 al 31 dic. 1793 per 497 lettere, con numerosi allegati di memorie, relazioni, note ecc., tra cui in particolare:
 «Osservazioni sopra la condotta della corte di Roma e di Toscana con la Francia», 20 apr. 1793; riflessioni sopra le suddette «Osservazioni», 28 giu. 1793; giudizi sui «caratteri nazionali» dei francesi, sui loro «disegni» ed operazioni,

vol. 232

«Lettere responsive».

1798

Volume di lettere del primo trimestre dell'anno, cucite, provenienti dai diversi corrispondenti da Pisa, Genova, Firenze, Roma, Vienna e Parigi.
 in particolare si segnalano 14 lettere da Parigi dal 4 al 30 mar. 1798, con notizie su:
 la spedizione contro l'Inghilterra;
 la proposta di un trattato tra le due repubbliche, francese e cisalpina;
 l'influenza esercitata dal generale Bonaparte;
 il Congresso di Rastadt;
 brano tratto dal «Postillon de Calais. Journal Français»;
 accenni di agitazioni di alcune sezioni di Parigi ed altri pochi luoghi (es.: Bergerac in Dordogna).

Scritture

filza 429

«Lettere, 1789».

All'interno della filza, come nella maggior parte dei casi, i carteggi degli agenti lucchesi all'estero sono distinti in fascicoli. Nel fascicolo di lettere numerate provenienti da Vienna e da Firenze, in particolare se ne segnalano 24 dal 30 lug. al 31 dic. 1789 e specificatamente:

n. 142, Vienna 30 luglio; «Le funeste nuove di Parigi... sono qua arrivate da Bruxelles, non da Parigi da dove probabilmente non ha potuto uscire il corriere dell'ambasciatore Mercier...» (letta il 21 ag. 1789);

n. 145, Vienna 3 agosto; lettera che «l'imperatore deve aver spedito in Francia in mano di sua confidenza senza carattere alcuno per riceverne nuove sicure»;

n. 147, Vienna 10 agosto; con notizie su «lettere della Regina di Francia che fanno piangere, essa è a Saintelu abbandonata da tutti, malsicura»;

nn. 153, 161, 169, 171, 179, 187, 190, 192, 193, 206, 208, 211, 213, 217, 220, 222, 225, notizie sulla situazione nei Paesi Bassi e Fiandre.

«Lettere, 1790».

Fascicolo di lettere e relazioni diplomatiche inviate prevalentemente da Vienna e da Firenze, di cui in particolare si segnalano 16 trascrizioni da lettere in cifra spedite dal 14 gen. al 23 dic. 1790:

n. 10, Vienna 28 gennaio, notizie del foglio che l'ambasciatore di Francia ha lasciato al principe di Kaunitz, in cui si ventila una revisione degli accordi, poiché «gli antichi principi e legami con questa non convengono più alla Francia»;

n. 141, Vienna 5 luglio, con notizia di una lettera anonima di propaganda rivoluzionaria, ricevuta dal ministro di Sardegna ed altri «certo essendo che in Parigi si è stabilita una Congregazione *De propaganda libertate...*»;

n. 250, Vienna 9 settembre, sulla missione del Conte Mercier, ambasciatore della corte imperiale a Parigi «per far tornare i Fiamminghi all'antica obbedienza»;

n. 150, Vienna 12 luglio, col testo del «discorso pronunziato dal Sig. Duport nella radunanza di Propaganda», spedito con segretezza al ministro di Sardegna, che in 5 pagine fitte spiega la necessità di propagare negli altri stati la rivoluzione affinché la medesima sopravviva in Francia, con una analisi della situazione in Spagna, Savoia, Svizzera, Napoli;

n. 245, Vienna 22 novembre, sulle tre accuse mosse contro la regina di Francia: adulterio, tentativo di avvelenamento del Duca d'Orléans, concessione ovvero «male uso di pubblico denaro»;

nn. 6, 9, 12, 46, 61, 113, 118, 158, 225, 230, 257, con notizie sui Paesi Bassi, Fiandre.

«Lettere, 1791».

Fascicolo di lettere numerate provenienti in maggior parte da Vienna e da Firenze; in particolare si segnalano 33 lettere dal 6 gen. al 15 dic. 1791:

n. 89, Vienna 28 aprile 1791, riporta la notizia che «A Parigi vi è il famoso ebreo Ibraim che procura di far sentire all'Assemblea quanto possa contare sull'amicizia del sovrano di Brondeburg»;

n. 185, Vienna 12 settembre 1791, progetto del Re di Svezia per sbarcare «sulle spiagge della Francia»;

n. 231, Vienna 24 novembre 1791, circa la domanda del Conte di Provenza «se gli convenisse, o no, di prendere il titolo di reggente di Francia», e risposta dell'imperatore;

nn. 101-134, notizie sul re di Francia: sua lettera stampata e diffusa presso le varie corti, suo arresto, sua intenzione di non riconoscere la nuova costituzione, suo non essere e non poter essere «libero in nessuna azione sua»;

nn. 26, 166, 174, 223, 180, circa il comportamento tenuto alla corte di Vienna riguardo alla situazione francese, gli emigrati, arresti di predicatori zelanti, memorie da presentarsi all'Assemblea nazionale con riconoscimento per l'ambasciatore di Francia;

nn. 113, 119, 157, 177, notizie circa i tentativi di controrivoluzione, e «sforzi che fanno i francesi — in Vienna — per determinare quella Corte...; e riscaldarsi nella difesa della buona causa»;

nn. 6, 20, 29, 31, 35, 42, 49, 54, 61, 78, 125, 191, 202, 209, 235, notizie sulle turbolenze nei Paesi Bassi e Fiandre.

filza 430

1792

«Lettere, 1792».

Dall'esame del fascicolo risultano da segnalare 36 lettere, prevalentemente decodificate dall'originale trasmissione in cifra, scritte da Vienna tra il 6 gen. e il 27 dic. 1792, cioè in particolare:

n. 2, del 6 gennaio, nove pagine scritte sulle «cose di Francia»: rifugiati francesi; lettera in latino dell'imperatore al re di Francia; sunto della «lettera ministeriale del Re di Francia», giunta a

Parigi e di un dispaccio da Pietroburgo sul bisogno di difendere «i diritti del trono»; notizia dell'articolo «France» in Almanacco di Corte;

nn. 4, 6, del 12 e 19 gennaio, posizione degli emigrati; (inquietanti) per le cose francesi, proibizione di assalire le frontiere dell'impero (inviata ai comandanti dei confini);

n. 16, del 30 gennaio, notizie dettagliate sugli «affari di Francia e dei Paesi Bassi»; relazione recata dal segretario della legazione di Russia a Berlino, a quel sovrano;

nn. 20-21, 25, 34, 36, 40, febbraio-marzo, sulla situazione francese che «tiene occupati tutti i gabinetti d'Europa»; sunto sugli argomenti trattati nell'Assemblea nazionale del 25 gennaio; sul trattato di alleanza tra la corte austriaca e quella di Berlino, turbolenze nei Paesi Bassi, tumulto a Bruxelles, rischi di guerra;

nn. 39, 47, 49, 50, marzo-aprile, movimenti di truppe per intimorire i francesi: l'Assemblea «di nuovo in riscaldamento ha allontanato i Ministri della Guerra e della Marina, ha dato ascolto alle accuse contro il sig. Di Lessard»; accenni alla lettera dell'Imperatore sui «clubs» e le «loro insolenze»;

n. 44, del 29 marzo, dieci pagine fitte su: alleanza prussiana, amicizia con la Russia, movimenti di truppe e notizie da Parigi: giacobini, sig. Mories, accuse al Di Lessard e all'ambasciatore Noielles, «furore del popolo parigino per l'arresto di aristocratici supposti fabbricatori di falsi assegnati»;

n. 51, del 12 aprile, fuga di notizie sui «piani presentati» per un «attacco dei Paesi Bassi per la via di Liegi; quello dell'elettorato di Treviri, e quello della Brisgovia»;

nn. 54-55, 57, 89, 109, 208, 260, 265 «Intenzioni guerriere attribuite alla Assemblea nazionale»; movimenti militari, situazione nei Paesi Bassi e Fiandre;

nn. 92, 95, 100, maggio-giugno, dichiarata la guerra gli emigrati francesi sono impazienti «di venire alle mani con le truppe dell'Assemblea nazionale». Posizione delle diverse corti europee;

n. 115, del 14 giugno, soppressione della guardia del corpo del re;

n. 152, del 19 luglio, voci su presunte «proposizioni di accomodamento» avanzate dall'Assemblea nazionale; piano che vede La Fayette marciare su Parigi, intimorire l'Assemblea, suggerire al sovrano di «disapprovare l'intrapresa guerra»;

n. 170, Praga 31 luglio, in cifre sono riportate confidenziali opinioni espresse dal principe di Kaunitz circa le cose di Francia e il suo da farsi da parte delle corti europee. Discredito gettato sul suo nome;

n. 205, del 6 settembre, sulla voce del rilascio di La Fayette;

n. 226, del 15 ottobre, sui «danni irreparabili che i feroci innovatori avrebbero cagionato ovunque fossero comparsi non solo colle loro armi ed i loro saccheggiamenti, ma più ancora coi loro perversi principi»;

n. 229, del 18 ottobre, i francesi emigrati avrebbero «fatto credere alle due Corti alleate di avere un favorevole partito potente in Francia». È una nazione «intollerante più che mai e ardita e superba»;

nn. 273, 283, dicembre 6-10, su presunti tentativi di pace;

nn. 294, 314, del 27 dicembre, arresti in Vienna di filo-francesi.

Da segnalare ancora 8 lettere, da Firenze, comprese tra i nn. 249-300, contenenti notizie su:

flotta francese, a Marsiglia imbarcati «12 mila uomini di truppe da sbarco»;

riferimento all'estratto di una lettera di De La Flotte scritta il 5 ott. 1792 al ministro degli Esteri in Francia, riportato sul «Monitore Universale», n. 308;

«si minaccia per parte del Potere esecutivo, che un considerabile armamento è pronto per portare l'ultimo estermio allo Stato Romano», se non sarà accolta la domanda di «liberazione di diversi individui Francesi».

filza 430

«Lettere, 1793».

Fascicolo di lettere e relazioni diplomatiche, numerate, tra quelle provenienti da Vienna se ne segnalano diciotto:

n. 38, del 28 gennaio, sull'azione preparatoria degli «emissari francesi» in Polonia e l'ostinazione francese che rende necessaria la continuazione della guerra;

n. 39, del 31 gennaio, annuncio della condanna a morte di Luigi XVI: reazioni;

n. 98, del 14 marzo «Nota delle truppe che sono in campo o in marcia contro i Francesi»;

n. 130, del 15 aprile «Ordine di avanzarsi sul territorio francese»;

nn. 326, 342, settembre «Duca di Polignac, ministro — non mai accettato — del Reggente di Francia», sua memoria sulle due fortezze conquistate: Condé e Valenciennes;

n. 356, del 12 settembre, voci su «proposizioni fatte dai Francesi, o a dir meglio, dalle Municipalità di Lorena e di Alsazia, quasi che esse volessero facilitare alle armate combinate l'acquisto di quelle due Provincie»;

n. 444, dell'11 novembre, sul progetto di un «viaggio dell'Imperatore nei Paesi Bassi» che avrebbe per «vera ragione un Congresso che vuole aprirsi a Bruxelles»;

n. 459, del 21 novembre, opinione diffusa che «i Gabinetti si preparino a discorrere seriamente di combinazioni di Pace»;

nn. 77, 113, 122, 160, 172, 280, 404, 427, 429, sull'andamento della guerra in: Paesi Bassi, Francia e Polonia.

Tra le lettere inviate da Firenze, possono interessare le cinque seguenti:

nn. 42, 47, 48, 50, febbraio, notizia della morte del re di Francia. Reazioni a Firenze e Napoli. «Prima della sentenza di morte era stato giudicato reo alla massima pluralità di voti»;

n. 359, 14 settembre, le flotte non sarebbero uscite dal Mediterraneo «sino a che non verrà montato un governo in Francia, con l'approvazione delle altre Potenze».

filza 431

«Lettere, 1794».

Il carteggio dei diversi corrispondenti ha per oggetto principale i desideri belligeranti della Francia e il conseguente comportamento degli altri Stati. In particolare si segnalano quattro lettere, dall'8 feb. all'8 dic. 1794 e precisamente:

n. 27, Firenze, 8 febbraio, «Quando giunse alla Convenzione Nazionale di Parigi la notizia della rotta neutralità della Toscana (essa) decretò la sospensione del pagamento degli interessi sopra i capitali che i Toscani avevano in Francia»;

n. 33, Milano, 14 febbraio, voci «che alla buona stagione la Francia voglia tentare di invadere l'Italia con 150 mila uomini, che vi sia un concerto fra le potenze italiane di respingere il nemico con delle masse»;

n. 177, Milano, 9 aprile, «dalla parte di Nizza si ingrossano molto i Francesi e pare che si voglia fare da essi qualche tentativo dalla parte di Ventimiglia»;

n. 423, Vienna, 8 dicembre, voci che «già fra l'Olanda e la Francia sono corse proposizioni, e che l'ultima promette agli Stati generali restituzione di tutto»... e notizia di un «piano di riconciliazione generale formato dai francesi».

filza 431

«Vienna. Dispacci dello Sbarra».

1794

Nel carteggio dell'inviato lucchese alla corte di Vienna si evidenziano tredici lettere spedite tra il 16 gennaio e l'8 dicembre 1794:

nn. 7, 80, 101, gen.-mar., su Tolone e i corsari francesi e su quanto detto da Tilly in Genova: «La Marina di Tolone avendo molto sofferto per la tirannica prepotenza dell'Inghilterra, poneva la Francia nella situazione di rimettere una qualunque marina a contribuzione generale senza aver riguardo da dove e come si prendevano i legni sopra il mare»;

nn. 137, 145, 154, apr.-mag., voci su un presunto armistizio coi francesi. Termine del Congresso dell'Aia, piani di guerra contro la Francia, complotto in Russia a danno del Reggente;

n. 279, Milano 30 agosto, notizia dell'imminente arrivo di un decreto della Convenzione «sulla scadenza di ogni pagamento dovuto dalla Francia ai soggetti che appartengono alle Nazioni neutrali» composto di tre articoli;

n. 289, 4 settembre, sulle proposte di provvedere da parte delle potenze alleate allo «Stabilimento di un soggetto legittimamente riconosciuto, e rivestito di conveniente autorità sopra la Francia, al quale potersi trattare in caso di bisogno». Aspetti negativi e positivi di tale proclamazione;

nn. 357, 387, 395, 444, nov.-dic., sul bisogno di pace: «del resto i partiti dell'interno di Francia e di Parigi sono e saranno sempre il miglior fondamento delle nostre speranze, e non avremo riposo e pace se i moderati non acquistano superiorità decisiva con l'abbassamento e la distruzione dei Giacobini».

«Vienna. Spiegazioni delle lettere in cifra dell'inviato lucchese Ferrante Sbarra». 1794

In questo fascicolo le notizie sono di prevalente interesse locale, comunque si può segnalare che nella lettera n. 226 del 18 agosto 1794 si parla del tentativo «di combinare coi francesi un trattato segreto» e che in circa una ventina di altre lettere si riportano notizie sulla trattativa in corso per le contribuzioni, sull'andamento della guerra e la situazione nei Paesi Bassi e nella Polonia.

«Lettere, 1795».

Del fascicolo di lettere numerate provenienti dai diversi agenti lucchesi, se ne segnalano in particolare una decina di quelle scritte tra il 15 gen. e il 2 nov. 1795:

nn. 15, 57, 71, 87, 91, 100, 254, 265, sulla situazione nei Paesi Bassi e in Polonia; reazioni alla pace unilaterale della Prussia con la Francia;

n. 118, Vienna 15 giugno, con trascrizione da una lettera in cifra si ha il sunto di una memoria del ministro di Pietroburgo, data all'ambasciatore cesareo, relativa «agli affari di Francia e al modo di continuare la guerra con quella nazione»;

n. 138, Vienna 20 luglio, ancora in cifra si avverte che «una lettera particolare di Parigi reca che i deputati d'Olanda hanno fatto... lagnanze presso il Comitato di salute pubblica e presso la Convenzione nazionale contro il Ministro Prussiano... che riceve nei suoi corpi militari tutti i disertori dei reggimenti degli Stati generali»;

n. 265, Vienna 2 novembre, risposta della Convenzione nazionale circa le «proposizioni di pace».

filza 432

«Lettere a parte, 1796».

In questo fascicolo di carte solo parzialmente numerate e di prevalente interesse locale, in particolare si segnala:

alla lettera n. 10 si trova notizia di alcune persone (capitano Orsetti, prete Domenico Pellegrini, professore d'eloquenza Salviani), tacciate dai lucchesi per fautori francesi;

nella lettera n. 154 del 30 agosto, il Direttorio esecutivo dice «revocati tutti i Brevi pontifici emanati dal 1789 a questa parte, con termini molto umilianti per il Supremo Capo della Chiesa».

«Notizie di guerra».

In particolare tra le carte di questo fascicolo si segnalano: un supplemento alla «Gazzetta di Lugano», n. 24, del 13 giu. 1796; un estratto «Des nouvelles politiques de Paris» del 27 giu. 1796; una lettera da Parigi del 30 agosto da cui risulta che «è stata dal Governo di Parigi scoperta una congiura de' Realisti tendente a rovesciare il presente governo... il Direttorio ne ha già fatti arrestare molti e ne perseguita il resto»; sunto e significato del trattato d'alleanza con la Spagna letto in Parigi nel Comitato segreto del 29 agosto; convenzione in 14 articoli fra il Direttorio della Repubblica francese e la Repubblica di Genova, sottoscritta a Parigi il 19 ott. 1796.

«Scritture diverse».

Del fascicolo in particolare si segnalano 9 lettere, spedite dall'inviato in Vienna, nel periodo dal 4 apr. al 21 dic. 1796:

n. 73, 4 aprile, «Il sig. di Eugestrem per tutto si è mostrato aderente al Partito dei così detti Giacobini» e pure sua moglie «avendo essa molte corrispondenze sospette a Parigi, ed essendo fanatica seguace dei costumi e dei principi dei parigini alla moda»;

n. 95, 28 aprile, sulle speranze di pace e «termine della guerra, la quale disgraziatamente è stata ed è tuttavia per li Dittatori parigini il mezzo più proprio onde sostenersi e fortificarsi nel comando»;

nn. 152, 226, 231, 240, 247, 254, giu.-nov., sui negoziati di pace trattati in Parigi;

n. 238, 21 dicembre, congetture sul generale «Clarke spedito dal Direttorio di Parigi verso questa Corte per far proposizioni di tregua e anche di Pace».

Affari diversi.

Fascicoli di prevalente interesse «lucchese», talvolta costituiti *ad hoc* come ad esempio: «Affari di Francia» dove si ha la documentazione raccolta per testimoniare la «neutralità tenuta dalla Repubblica di Lucca nei confronti della Francia».

In carte di questo genere è comunque possibile reperire notizie quali: venuta in Lucca di Monsieur Le Grand, uno dei quarantadue banchieri dell'Assemblea di Francia (ivi, nel fascicolo: «Scritture 1796»); sul progetto di stabilire tra i diversi stati una rete di corrispondenza tale da tenerli aggiornati sui tentativi francesi di diffondere le loro «perniciose massime» (ivi, nel fascicolo: «Estratto dal carteggio col Magistrato dei segretari negli anni 1792, 1794-1795»).

filza 433

«Lettere diverse, 1797».

Il fascicolo segnalato, contenuto in una filza di carte sciolte prevalentemente non numerate, raccoglie le scritture diplomatiche di diversi inviati. In particolare si evidenziano sei lettere, scritte dal 7 apr. all'11 ott. 1797, con notizie relative a:

«Il cittadino Derville tratta unicamente di affari della Toscana col Direttorio esecutivo di Parigi e non è in relazioni cogli agenti francesi in Italia, che da loro richiesto il che è seguito ben di rado»;

«Lo Imperatore ha avuto avviso da Basilea che il Direttorio Francese riconosce avere Buonaparte oltrepassato i limiti del potere accordatogli non solo per ciò che riguarda il suo modo di operare con Venezia e Genova ma ancora per ciò che concerne gli articoli stabiliti tra la Francia e la sua Casa» (n. 272);

sulle trattative di pace tra la Repubblica francese e l'imperatore (aprile-maggio); apprensione per le forze dei francesi;

«Il Direttorio esecutivo ha adottata la massima di rivoluzionare l'Italia tutta e rovesciare il sistema di tutti i Governi» (n. 179).

filza 434

Filza di carte sciolte, non numerate, raggruppate in diversi fascicoli fra i quali si segnalano:

«Cifre. 1798» ed in particolare la lettera di Vienna, 14 apr. 1798, in cui si esprime la convinzione «che la guerra è la sola che può rimediare ai danni e agli sconforti cagionati all'Europa dalla Rivoluzione Francese e prevenire la sovversione dalla quale sono minacciati tutti i Domini»;

«Lettere di Parigi»: l'argomento trattato è relativo alla minaccia dei francesi di entrare in Lucca a causa della «somministrazione di viveri fatta agli Inglesi dalla nostra Repubblica, con che essa aveva infranta la neutralità osservata fino a quest'epoca» ed alla conseguente azione diplomatica intrapresa in Parigi, anche per mitigare le contribuzioni richieste.

MAGISTRATO DE' SEGRETARI, voll. 80 e filze 131 (sec. XVI-1801, con docc. dal 1389).

Questa magistratura, le cui prime origini risalgono al 1371, ebbe per Lucca quelle competenze che a Genova e a Venezia furono proprie degli Inquisitori di stato.

Lo Statuto del 1446 ai capitoli XVII-XVIII ne regola l'elezione e le competenze anche se, con l'introduzione di modifiche specifiche, l'autorità del Magistrato de' segretari fu accresciuta col volger degli anni di speciali attribuzioni «tutte dirette a provvedere alla quiete, ordine e buoni costumi». Nel 1740 vennero deputati sei cittadini a fare quel «Sunto di leggi, decreti e note in ordine all'autorità dell'Ill.mo Magistrato de' Segretari» presentato al Consiglio il 12 gennaio 1741, dal quale emergono i molteplici compiti attribuiti.

La documentazione consente di segnalare ai numeri d'ordine 39-42 le Deliberazioni emesse negli anni 1787-1798; al n. 43 le Deliberazioni segrete registrate a parte e relative agli eventi politici del 1797, 1798, 1799 ed ai sostenitori della Repubblica francese e di quella cisalpina; alle filze nn. 59-60 si hanno le Lettere scritte dal Magistrato anche ad ambasciatori e agenti all'estero; ed alle filze nn. 74-192 si trovano le Scritture per gli anni 1787-1798, le quali consistono in carte sciolte di vario genere, ma anche di «informazioni politiche sugli altri Stati», rientrando ciò nelle competenze di tale magistrato, che doveva relazionarne al Consiglio generale.

Al riguardo si precisa che lo spoglio sistematico della serie Scritture si ferma al 1794 avendo rilevato, ai fini del presente repertorio, un eccessivo impiego di tempo nell'effettuarlo rapportato alla considerazione del continuo rinvio alle carte del Consiglio generale e dell'interesse soprattutto locale che assumono progressivamente i fatti e le «perniciose massime» della Rivoluzione francese sin dai primi processi ai «novatori».

BIBL.: BONGI, I, pp. 205-209.

vol. 43

«Deliberazioni segrete».

1796-1798

Il volume, di particolare importanza per la storia del giacobinismo lucchese, consentendo di individuare i nominativi di diversi «novatori», suggerisce probabili ed ulteriori vie di ricerca per le fonti censite in questo repertorio. Esso risulta composto di due registri di cui il primo, di carte numerate da 1 a 60, ma erratamente fascicolate, con indice alfabetico finale, ha come estremi cronologici: 1796 ag. 14 - 1798 apr. 9.

In particolare si segnalano, dal 14 ag. al 12 nov. 1796 delibere su: trama ordita in Livorno (sette lettere del console di Francia in Livorno, Belleville); incidenti fra alcuni «corsi» e «sudditi lucchesi»; Sebastiano Taddei di Convalle e Scipione Belotti di Massa che parlano del «Governo, Aristocrazia e Papa».

Dall'11 lug. al 31 dic. 1797, delibere su: trattati e maneggi in Massa contro lo Stato della Repubblica; complotto in Viareggio per una rivoluzione; idea in Massa per occupare Montignoso; trattati che si fanno in Pisa contro la quiete della Repubblica; Michele Vanni di Piano di Coreglia «spara» della Repubblica...; transito per Galliciano di «carriaggi di una truppa cisalpina giunta in Castelnuovo in n. di 400».

Dal 1° gen. al 9 apr. 1798, delibere su: arresti di soggetti con passaporti della Repubblica francese (Francesco Ricci e Frediano Ceragioli); arresti di abitanti in Montignoso, per l'accusa di «tener mano alla truppa Cisalpina»; facinorosi espulsi da Massa; ordine di trasmettere al console francese in Livorno un ristretto sull'affare «Golini».

Il secondo registro, di carte numerate da 1 a 50, ha come estremi cronologici: 1798 apr. 10 - 1799 feb. 3. Contiene delibere su: affare «Golini»; proposizioni contrarie al governo e rivoluzionarie; trattati e macchinazioni contro la Repubblica del «Capitano Soltze e suo compagno»; riferimenti a lettere lette in consiglio del tipo: Vincenzo Cotenna a Luigi Mansi con acclusa del console Belleville riguardante la persona di F. Ricci; Pietro Fabbri reo di tener corrispondenza con persone sospette (Massa); notizia di arrivo a Modena di diecimila soldati di truppa francese; presunto arrivo a Sarzana di quattromila francesi.

filza 176

«Relazioni al consiglio».

1788

Fascicolo di carte non numerate; in particolare cfr. relazione, del 17 lug. 1788, contenente notizie relative a: carcerazione del corso Pier Giovanni Cortigiani, avvenuta già dal 1777 e «segretamente», ma di cui è ora trapelata la notizia; arremaggi per ottenerne la scarcerazione.

«Lettere di Roma».

1788

Fascicolo di carte sciolte non numerate, in particolare si segnalano 8 lettere, dal 5 gen. al 29 nov. 1788, contenenti notizie relative a: «Creazione in cardinale» dell'ex ministro di Francia, monsignor De Brienne; corriere da Parigi con notizia del richiamo di Necker e allontanamento dell'arcivescovo di Sens, primo ministro; pubblicazione del 2° foglio romano di «Notizie politiche»; trattative di matrimonio tra una figlia del principe Altieri e il marchese Benincasa d'Ancona, figlio del console di Francia;

Parigi: morte dell'Ecc.mo De Luynej;
Monsignor Lugnani, nunzio di Francia, sarà consacrato arcivescovo.

filza 177

«Relazioni al Consiglio». 1789

Il fascicolo contiene in realtà lettere di Firenze ordinate cronologicamente (1789 gen. 3 - 1789 dic. 26) non numerate; in particolare si segnalano 9 lettere, dal 9 mag. al 17 nov. 1789 relative a:
9 mag. 1789, arrivo «dalla Francia, per la via di Genova», del principe di Wirtemberg;
9 giu. 1789, il barone di Talleyran, passati alcuni mesi a Parigi, ritorna alla «Sua ambasciata presso la corte di Napoli»;
28 lug. 1789, discordi relazioni circa «una considerabile sollevazione suscitata a Parigi dall'ordine... mandato a Necker di ritirarsi dal suo impiego». Si trovavano a Parigi più di ottantamila uomini armati;
4 ag. 1789, dubbia partenza del duca d'Orleans da Parigi;
1° set. 1789, l'eminentissimo Di Brienne, vista l'incerta situazione in Parigi, cerca casa a Pisa;
26 set. 1789, contessa Durfort, moglie del ministro di Francia presso la corte di Toscana, lascia Parigi, suo arrivo in Italia: prima a Torino (7 nov.) poi a Firenze (17 nov.).

«Lettere di Roma». 1789

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 4 lettere, dal 15 ag. 1789 al 25 set. 1789, contenenti notizie relative a:
continuazione di tumulti popolari nelle province francesi;
riferimento a una lettera del re di Francia per Sua Santità sulle «critiche circostanze di quel Regno» (12 set.);
inoltre il riferimento al testo in vendita presso lo stampatore Filippo Neri ed il libraro e cartolaro Mario Niccoli, dal titolo: «Specchio istorico da servire di preservativo contro gli errori correnti tratti da alcuni opuscoli francesi e corredati di opportune annotazioni, parte I Geografia del Giansenismo».

«Lettere di Vienna». 1789

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 3 lettere:
ott. 1789, formazione di un «cordone» in Olanda a causa delle «turbolenze» in Francia;
27 lug. 1789, il corriere della corte di Spagna «non potette entrare» in Parigi;
12 feb. 1789, posizione del re di Francia nei confronti dei «tumultuanti ginevrini».

filza 179

«Lettere di Firenze». 1790

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 3 lettere dal 27 lug. al 28 dic. 1790 contenenti notizie relative a:
giuramento civico; controrivoluzione; festa del 17 luglio in Campo di Marte.

«Lettere di Roma». 1790

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 14 lettere dal 20 mar. al 6 nov. 1790 contenenti notizie relative alla situazione di Avignone. Inoltre da una lettera del 2 ott. 1790, si sa che di Ottavio Cappelli senese, detto «Ottaviaccio» è sequestrato «un esteso carteggio specialmente in Francia».

«Lettere di Vienna». 1790

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 5 lettere dal 19 apr. al 13 dic. 1790 contenenti notizie relative alla situazione nei Paesi Bassi.

filza 180

«Lettere di Firenze». 1791

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 23 lettere, dal 19 feb. al 6 dic. 1791, contenenti notizie relative a:
nuova costituzione: volontà di non accettarla e poi approvazione del re, acclamazioni conseguenti per re e regina;
tentativo del re di recarsi a Saint Elu;
tentativo di fuga, confusione in Parigi;
sul manifesto dei «Realisti» presentato all'Assemblea;
arresti a Varenne, copia di una lettera del ministro Musso a Parigi;
voci di una controrivoluzione a Parigi, smentite.

«Lettere di Roma». 1791

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 32 lettere, dall'8 gen. al 24 dic. 1791, contenenti notizie relative a:
preti «che non hanno giurato»;
reali principesse, zie del re di Francia, loro arrivo e permanenza in Roma;
francesi fuggiti da Parigi;
Avignone, abitanti, incorporazione alla Francia del territorio di Avignone e contado venesino;
«breve» papale ai vescovi di Francia;
situazione in Parigi (16 luglio);
Corsica: scoperte 2 logge di Liberi Muratori;
duca di Fisgioni pel suo reggimento di Francia;
nuova costituzione francese.

Inoltre si segnalano riferimenti ad edizioni e alla circolazione di materiale a stampa:
«Raccolta delle testimonianze del clero di Francia tradotte in italiano col testo francese e con prefazione e note dell'Abbate Marchetti», t. I, feb. 6, t. II, apr. 16.
«Lettere di un curato a un suo confratello Deputato all'Assemblea Nazionale di Parigi, sulla condotta da tenersi», Stampe Puccinelli, lug. 30.
«Rousseau all'Assemblea Nazionale», giu. 18.
«Principi della Fede sopra il Governo della Chiesa in opposizione alla Costituzione Civile del Clero di Francia», lug. 23 (dalle stampe del Desideri).
«Istoria esatta e veridica della Rivoluzione di Francia dall'Epoca dell'Assemblea dei notabili nel 1787 sino al tempo presente...», collana in più tomi a 6 paoli l'uno; 23 lug. 1791 (Da libraro Nicola Mazzei in Piazza Colonna).
«La Rivoluzione di Francia con lo stato attuale di quel Regno, descritto dal sig. Conte D. Camillo de Cardo de Nanza e Patrizio Corso», 13 ag. 1791 (dallo stampatore Casaletti e dai librari Bouchard e Gravieri).

«Lettere di Vienna». 1791

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 19 lettere, dal 10 gen. al 29 dic. 1791 contenenti notizie relative a:
arresto della «signora Thervigne de Merticourt»;
fuga del re;
accordo tra l'imperatore e il re di Prussia (testo francese);
approvazione costituzione francese da parte del re;
preparativi per un eventuale attacco fatto ai rifugiati francesi;
francesi fuggitivi rifugiati a Vienna.

filza 181

«Lettere di Firenze».

1792

Fascicolo di carte prevalentemente non numerate, in particolare si segnalano 53 lettere contenenti notizie relative a:
 temuta invasione delle Fiandre;
 malcontento;
 consistenza dell'armata Daumurier;
 presa di Mons;
 perdite per francesi e austriaci;
 Parigi: presunto tumulto popolare (23 giugno), tranquillo il 14 lug. 1792; «continuazione di eccessi e stragi» (25 agosto);
 opinioni discordanti su notizie di diversi «fatti d'armi»: Verdun, Nizza, Francoforte, Fiandre, Magonza;
 presunto complotto scoperto all'Aia per una rivoluzione in Berlino (21 luglio);
 «Coalizione delle Corti d'Europa per reprimere tutte le rivolte e liberare il Re di Francia»;
 notificazione a stampa del re di Francia a tutte le potenze d'Europa;
 re di Francia in cattività, senza più esercizio del potere esecutivo, chiuso nel Tempio con le porte della città pure chiuse (1-8 settembre);
 proibizione di «Giornali e Gazzette di Francia», stampato solo il «Monitore» e le «Cronache»;
 arresto di Condé per scoperta intelligenza con i Giacobini;
 dichiarazione di guerra della Francia al re d'Ungheria e Boemia (1-5 e 8 maggio); a Sua Maestà Apostolica (12 maggio);
 nomina di un ambasciatore straordinario per il papa da parte del re di Francia in data 17 aprile;
 «Legge portante la dichiarazione di guerra contro il Re d'Ungheria e di Boemia» in copia, pubblicato a Parigi il 20 aprile;
 decisione di Roma «di spedirsi un Ministro in Francia coll'assegnazione di un termine a rimettersi nel pristino stato gli affari di materia ecclesiastica (28 gen. 1792);
 dichiarazione di neutralità della Toscana fatta all'Assemblea nazionale (16 giugno); neutralità lucchese, flotta francese verso Livorno con 15 vele (16 ottobre-27 ottobre); «libercoli incendiari» pervenuti dalla Francia, «emissari» spediti dai clubs dei giacobini di Parigi.

«Lettere di Roma».

1792

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 29 lettere, dal 7 gen. 1792 al 29 dic. 1792 contenenti notizie relative a:
 nobili ed ecclesiastici rifugiati in Roma dopo essere fuggiti dalla Francia;
 brevi papali per la III canonica ammonizione;
 proibita l'opera dell'abate Spedalieri sul «diritto dell'Uomo»;
 arresto di un francese emissario giacobino;
 arresto e rilascio di 2 scultori francesi;
 re di Francia imprigionato e privato d'ogni potere esecutivo;
 carenze nella corrispondenza da Parigi;
 arresto di La Fayette ed altri ufficiali francesi (da parte degli austriaci);
 notizia sulla lettera dalla Convenzione nazionale di Francia al Papa, chiamandolo Principe (cfr. «Il Monitore» e le «Gazzette di Parigi»);
 occupazione di Nizza;
 flotta francese nel golfo di La Spezia;
 monsieur Macò riconosciuto a Napoli ministro della nuova repubblica;
 accordo tra il Re di Napoli e Belleville, negoziatore della nuova repubblica 22 dic. 1792, ivi inserita «note de ce qui s'est passé a Naples (poiché viene negata pure la «parlata» di Belleville nell'anticamera reale)».

filza 182

«Lettere da Vienna».

1792

Fascicolo di carte sciolte non numerate, in particolare si segnalano 27 lettere, dal 16 gen. al 27

dic. 1792, contenenti notizie relative a:
 «barbarie commesse nuovamente dal popolo di Parigi»;
 sulla famiglia reale francese;
 sulla situazione militare.

«Lettere diverse».

1792-1793

Fascicolo di carte non numerate, tra le quali si segnala un memoriale, ovvero «Ricordo dell'Illustrissimo Magistrato dall'anno 1792 a quello del 1793», in particolare al punto «Rispetto agli affari che tengono in agitazione tutta l'Europa...» indica alcuni provvedimenti presi a tutela della repubblica lucchese ed alcuni sospetti che sono sorvegliati;
 Giuseppe Alemand cappellaio;
 il servitore del Maresciallo Sodeglia;
 il mons. G. Massa previsioniere di legnami per la Francia;
 l'abate Giuseppe Zerbini;
 l'abate Manfredi, figlio di Federigo di Convalle.

«Minute di lettere non copiate al registro».

1792

Fascicolo di minute non numerate, in particolare si segnala:
 «Minuta di lettera da scriversi dallo spett. Cosimo Bernardini al Sig. Conte di Wilzek a Milano», 1° mar. 1792, con riferimento agli accordi per «tener lontani i libri perniciosi e le persone pericolose».

filza 183

«Lettere di Firenze».

1793

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 26 lettere, dal 5 gen. al 14 set. 1793, contenenti notizie relative a:
 difficoltà per le comunicazioni postali;
 situazione militare nella guerra di Francia;
 carcerazione della regina di Francia;
 decapitazione del generale Custin;
 proclamazione del re di Francia, Luigi XVII;
 flotta francese da Tolone;
 «controrivoluzione in Parigi».

«Lettere di Roma».

1793

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 3 lettere contenenti notizie relative a:
 regicidio, 9 feb. 1793;
 «vaticinio di un Eremita Monaco Alcantarino...», s.d.;
 copia in francese di «Note de l'Ambassadeur de France à la Cour de Naples, Aout 1790» (richiede assicurazioni sulla protezione dei francesi arrestati ed esiliati). Segue la «Risposta del Ministro di Napoli alla nota dell'ambasciatore di Francia. Agosto 1790».

«Lettere di Vienna».

1792-1793

Fascicolo di carte non numerate, in particolare si segnalano 81 lettere, dal 29 ott. 1792 al 26 dic. 1793, contenenti notizie relative a:
 andamento delle operazioni;
 strategia militare;
 notizie sul regicidio (17 ott. 1793, ore 4 di mattina).

Inserto:

«Convention entre sa Majesté le Roi de deux Siciles, et sa Majesté britannique».
 «Articles de la Capitulation proposée par le General de brigade d'Oyre commandant en Chef de Mayence Castel et Places qui en dépendent. 22 jul. 1793».

filza 184

«Lettere diverse».

«Ricordo dell'Illustrissimo Magistrato dall'anno 1793 a quello del 1794». In particolare si segnala all'art. 9: soste e soggiorni di «forestieri specialmente Francesi».

CAUSE DELEGATE, voll. 606 e filze 12 (1381-1803).

Il Consiglio generale, quale suprema autorità del reggimento repubblicano lucchese, aveva facoltà «di mutare o sospendere quando volesse, l'ordinaria giurisdizione anche in materia di giustizia penale... avocando a sé la conoscenza di certe cause, e delegandole quindi in via straordinaria a que' giudici, magistrati o cittadini, che a lui fossero parsi più a proposito, per un migliore, più pronto e più facile servizio della giustizia».

BIBL.: BONGI, I, pp. 194-196.

filza 101

«Contro i fautori della rivoluzione di Francia». 1790, 1794, 1796, 1798

Costituiscono un'interessante fonte le scritture, lettere e documenti diversi di prova e testimonianza ivi raccolte, in particolare si segnala il fasc. «1794. Esami contro individui Francesi qua domiciliati: Giuseppe Alleman (con atti del 1792); Domenico Massa (con atti fino al 1796), ecc.». Una tale analisi consente di risalire, attraverso la rete di personaggi coinvolti, ai nominativi di altri che potrebbero aver lasciato documentazione utile all'incremento del presente censimento di fonti.

DIRETTORIO ESECUTIVO, voll. 2 e filze 7 (4 feb. - 17 lug. 1799).

La documentazione del periodo relativo al primo governo democratico della Repubblica lucchese, 4 febbraio-17 luglio 1799, si trova in tre fondi: Corpo legislativo, che comprende — in 3 filze — leggi e decreti, processi verbali delle sedute e scritture dei due Consigli; Direttorio esecutivo, che comprende — in 7 filze e 2 volumi — decreti, messaggi al corpo legislativo, lettere missive e responsive, petizioni, scritture sciolte, rapporti, processi e discolati; Ministri del Direttorio esecutivo, che comprende — in 1 filza e 3 volumi — atti diversi dei cinque ministri, scritture sciolte fascicolate per ministero e atti di giustizia, polizia, ricorsi, con documenti fino al 1801.

BIBL.: BONGI, I, pp. 385-388.

filza 7

«Lettere responsive militari e diplomatiche, 1799».

Raccolta di lettere, prevalentemente in lingua francese, indirizzate al Quartier generale e ai membri del governo di Lucca dai generali, Poissac-La Tour, Sérurier, Chauchat, Miollis), agenti militari e diplomatici francesi o da membri di altri governi democratici. Forniscono notizie sulla situazione militare e gli approvvigionamenti, su azioni e comportamenti da tenersi per la difesa dai «nemici interni ed esterni».

filza 11

«Rapporti, 1799».

All'interno dei rapporti dei ministri al Direttorio merita menzione il fascicolo del «Ministro delle relazioni estere», ma con l'avvertenza che le notizie da segnalare si riscontrano anche nel copiale cui si rimanda in vol. 13, parte sesta.

vol. 13

«Atti diversi del Direttorio esecutivo, 1799».

Nella parte sesta del volume sono copiate in ordine cronologico, con numerazione progressiva, nn. 1-148, le «Lettere missive del ministro delle Relazioni estere» indirizzate al Direttorio esecutivo e ai diversi corrispondenti esteri.

Prevalentemente riguardano la situazione diplomatica lucchese all'indomani dell'arrivo di Sérurier e il conseguente comportamento da seguire nel contesto internazionale ed in Parigi in particolare.

Non mancano notizie sulle «attuali circostanze di guerra» ed il costante riferimento alla corrispondenza col «cittadino Moscheni, ministro a Parigi», 29 mar. - 17 mag. 1799.

filza 14

«Ministri del Direttorio esecutivo. Scritture, 1799»

All'interno del fascicolo «Ministero delle Relazioni Estere» si segnalano:

Dal 10 feb. al 4 mar., 4 lettere da Parigi di Cesare Lucchesini con 6 allegati di altre lettere in copia circa:

disposizioni dei ministri francesi al Congresso di Rastadt;
nuove contribuzioni richieste per le necessità dell'armata francese.

Dal 13 feb. al 24 giu., 24 lettere di Moscheni, già deputato della Repubblica lucchese per il Direttorio esecutivo di Parigi e poi ministro della Repubblica lucchese in Parigi, al cittadino Paolo Garzoni, «ministro delle Relazioni esteriori in Lucca»;

circa la guerra e la rottura con l'imperatore e il voler «la guerra coll'Imperatore per obbligarlo soltanto a una pace come vuole la Francia, non per annientarlo»;

circa la divisione interna al Direttorio, tanto che «accadono cose senza che le sappiano»;

circa il «profondissimo mistero e il segreto impenetrabile che mette il Direttorio nelle sue operazioni»;

circa «il comitato segreto» che ebbe luogo nell'aprile e la decretata «leva di 200 mila uomini»; consistenza della guarnigione di Parigi in trentamila uomini;

reazioni in Parigi alla notizia dell'assassinio dei ministri plenipotenziari francesi di Rastadt; insicurezza delle strade interne della Francia;

«Nuove del giorno»: dal 18 al 25 germinal;

circa Rapinat e Scherer «il primo dei quali è stato con le sue estorsioni la causa delle insurrezioni

nella Svizzera e il secondo la ruina dell'armata d'Italia, con la sua incapacità, ambedue protetti e favoriti dallo stesso Reubal»; notizie di guerra dal Reno, dalla Svizzera, dall'Italia; sui «grandi avvenimenti» nella capitale il 24 giugno, e sulla «causa vera di tutti i mali»: «quattro Direttori erano uniti insieme... la cosa pubblica andava in rovina».

REGGENZA PROVVISORIA DELLA REPUBBLICA LUCCHESA, voll. 5 e filze 12 (18 lug. 1799 - 8 lug. 1800)

Il generale austriaco Klenau, comandante in Toscana e in Lucca, il 24 luglio nominò la reggenza con lo stesso personale dell'ultimo collegio della repubblica aristocratica.

La documentazione del periodo è raccolta nel fondo Reggenza provvisoria della repubblica lucchese che comprende — in 8 filze e 1 volume — decreti, lettere missive e responsive, scritture sciolte raccolte in fascicoli, rapporti e petizioni. Le carte del Commissario di giustizia e polizia sono raccolte in 2 filze e 1 volume, mentre 3 volumi e 2 filze comprendono Processi straordinari.

BIBL.: BONGI, I, pp. 389-391.

Processi straordinari, voll. 3 e filze 2.

filza 13: «Discolati e processi contro i Giacobini, 1799».

vol. 15: «Processo sopra il club de' partitanti francesi di Collodi».

vol. 17: «Processo fatto dalla Reggenza imperiale contro quelli di opinione democratica».

ARNOLFINI, voll. 196 e filze 30 (1311-sec. XIX); pergg. 66 (1248-1712); piante e mappe ff. 163 (secc. XVI-XVIII).

L'archivio gentilizio degli Arnolfini, antica e prestigiosa famiglia lucchese che ebbe ben 33 gonfalonieri nella Repubblica di Lucca (1369-1799), conserva anche scritture di altre importanti famiglie come quella dei Burlamacchi, dei Cena-

mi e dei Ghivizzani. Tra tutte rivestono un certo rilievo, ai fini della presente indagine, i manoscritti di Attilio Burlamacchi (1828-1912), patrizio lucchese che esercitò l'avvocatura e ricoprì alti uffici pubblici, ma soprattutto si impegnò nell'Azione cattolica e ne ricavò la nomina di cameriere onorario di Cap-pa e spada da Leone XIII.

BIBL.: LAZZARESCHI, pp. 3-67.

vol. 219

«Dello spirito rivoluzionario e della Rivoluzione».

Il manoscritto di Attilio Burlamacchi, redatto in 7 quaderni negli anni 1890-1891, con altri 12 quaderni di aggiunte e correzioni fatte nel 1892-1893, descrive la Rivoluzione francese e lo spirito rivoluzionario in genere secondo l'ottica di un cattolico reazionario che riprende lo studio di quel «flagello e castigo di Dio» sulla scia degli eventi del 1859, per capire meglio quella che si annunciava «figlia e continuatrice della prima Rivoluzione francese».

vol. 200

«Raccolta di articoli da me inseriti nella Stella del Serchio».

Il manoscritto raccoglie una serie di articoli di Attilio Burlamacchi pubblicati sul giornale dell'epoca «Stella del Serchio», tra cui si segnalano quelli del 1865 relativi alla Rivoluzione francese e alle rivoluzioni in generale, nei numeri 19, 21-23, rispettivamente del 13 e 27 maggio, 3 e 10 giugno.

LEGATO CERÙ, filze 263 (secc. XII-XIX).

Nicolao Cerù (1815-1894), stimato medico lucchese, paziente raccoglitore di manoscritti, libri e documenti relativi alla storia di Lucca, nonché di numerosi autografi di uomini illustri, con testamento del 20 agosto 1884 lasciò tutta la sua «collezione» all'Archivio di Stato di Lucca.

In rispetto a tali disposizioni testamentarie è stato conservato l'ordinamento dato dal Cerù stesso per cui il fondo risulta distinto in due serie principali: Autografi sciolti, con relativi indici o cataloghi alfabetici (dal n. 1 al n. 44); ed Autografi manoscritti rilegati, in volumi o in filze (dal n. 45 al n. 253), tra cui sono da segnalare diciotto miscellanee storiche ed altrettanti manoscritti di cronache e storie varie di Lucca.

Ma i volumi a stampa, che facevano parte dei complessivi 344 pezzi della raccolta, si trovano inseriti tra le opere a stampa della Biblioteca interna dell'Archivio di Stato, pur mantenendo la segnatura di provenienza, Legato Cerù.

Autografi manoscritti rilegati

- n. 71, «Miscellanea varia manoscritta di storia, cronologia, filosofia, politica, 1700».

Il volume, con indice e numerazione a pagina, contiene fascicoli di appunti diversi, tra i quali si segnalano:

pp. 128-136, «Abate Mably de' diritti e doveri del cittadino», appunti con oggetto riassunto nei capoversi;

pp. 137-139, «Pagès Francesco. Istoria segreta della rivoluzione di Francia», appunti con oggetto riassunto nei capoversi come per es.: «Insurrezione», «Fanatismo di libertà», «Assemblee popolari», ecc.;

pp. 234-337, «L'Italia nell'invasione francese del 1789», fa una generale recriminazione sui mali derivanti dall'invasione francese e dal diffondersi dei principi rivoluzionari;

pp. 264-281, «Principi della Rivoluzione di Francia ed invasione de' Francesi in Italia», con esame delle origini della rivoluzione: Luigi XVI, «inetto»; disastro finanziario; irreligione; scostumatezza; lusso; malcontento tra i principi del sangue; malcontento popolare; massime filosofiche, cioè «semi perniciosissimi». Segue la descrizione del succedersi degli eventi fino alla decisione della conquista d'Italia: «ne fu messa all'incanto in Parigi l'impresa. L'ardito giovine Buonaparte... si assunse sopra di se di eseguirla a condizioni, che ricusarono altri Generali». Infine prosegue la narrazione degli avvenimenti fino al 9 febbraio 1801 (pace tra Francia e imperatore).

- n. 94, «Miscellanea storica, 1700».

Manoscritto con indice per argomenti, numerati progressivamente da 1 a 36 e fascicolati. In particolare si segnala al n. 34 un quaderno di 7 carte scritte, intitolato: «Allocuzioni di Pethion nella Convenzione Nazionale di Francia», a fine allocuzione una nota segnala: «Pethion si ritira ed il popolo diviso in due partiti, e venne sul punto di combattere».

- n. 141, «Memorie autografe e miscellanea storica, 1500-1700-1800».

Manoscritto con indice per argomenti numerati progressivamente. In particolare si segnala: al n. 39, giuramento che si esige dall'Assemblea nazionale di Parigi; al n. 40, sonetto al Duca d'Orléans; al n. 41, sonetto per «La disfatta di Dumuriez seguita il 23 marzo 1793».

- n. 157, «Miscellanea storica, 1600-1700-1800».

Manoscritto con indice per argomenti, numerati progressivamente da 1 a 36 e fascicolati. In particolare si segnala al n. 34 un quaderno di 7 carte scritte, intitolato: «Allocuzioni di Pethion nella Convenzione Nazionale di Francia», a fine allocuzione una nota segnala: «Pethion si ritira ed il popolo diviso in due partiti, venne sul punto di combattere».

GARZONI, voll. 53 e filze 182 (1362-1930); perg. 25 (1333-1801).

Comprende carte del marchese Paolo Ludovico Garzoni Venturi (1762-1842), ambasciatore lucchese che negli anni 1796-1797 svolse molteplici missioni presso

varie personalità francesi, fu ministro delle Relazioni estere nei governi democratici lucchesi del 1799 e 1800.

Da un primo sondaggio si segnalano le seguenti filze nelle quali è possibile trovare notizie sulla Francia.

BIBL.: CORSI, pp. 113-350.

filza 53

In particolare nel fasc. 2 «Miscellanea politica» si trovano copie di lettere di Vincenzo Cotenna (1798) e del marchese Girolamo Lucchesini (1798).

filze 90-92

Notizie biografiche e note di viaggi, memorie, appunti di studio e compendi storici.

filza 94

Documenti, carte e corrispondenze varie con generali francesi; inoltre lettere confidenziali col cancellerie delle Differenze (nn. 127-194).

filza 95

Brani e corrispondenze come sopra; inoltre al fasc. 220 si trova un indice con breve regesto della corrispondenza fin lì elencata, mentre per altri carteggi di cui ai nn. 250-257 si deve fare riferimento ai documenti conservati nel fondo Anziani al tempo della libertà, nn. 528 e 615, in particolare per i diplomatici Cesare Lucchesini e Ferrante Sbarra Franciotti.

filze 129-135

Lettere diverse provenienti dall'Italia e dall'estero.

filza 144

Nel fasc. 352 memorie autobiografiche del Garzoni dal 1796 al 1798; nei fasc. 359-361 estratti di opere francesi.

GHERARDI - ANGIOLINI, voll. 11 (1794-1809).

L'Archivio Gherardi-Angiolini conservato in questo Istituto consiste in 11 copialettere che coprono un arco cronologico dal 1° dicembre 1794 al 6 marzo 1809 e sono relativi al carteggio diplomatico del cavaliere dell'Ordine di S. Stefano, Luigi Angiolini, come ministro incaricato degli affari di S.A.R. l'arciduca Ferdinando III, granduca di Toscana, alla corte di Roma dal 1° dicembre 1794 al 23 febbraio 1798 (voll. 1-2); come ministro plenipotenziario e inviato straordinario di S.A.R. a Parigi, dal 6 marzo 1798 al 4 dicembre 1803 (voll. 3-7); ed ancora in Parigi, ma in qualità di consigliere intimo di Stato di S.A.R. l'arciduca Ferdinando, dal 4 dicembre 1803 al 6 marzo 1809 (voll. 8-11).

Tale documentazione trova naturale complemento nella serie dei sette copialettere, dal 7 marzo 1809 al 22 novembre 1823, e nelle due filze di Lettere sciolte, 1792-1817, di cui l'Archivio di Stato di Lucca conserva i relativi microfilm d'integrazione, effettuati sugli originali che si conservano presso il Museo del Risorgimento a Milano.

Di particolare interesse risulta inoltre l'opera *Lettere sopra l'Inghilterra, la Scozia e l'Olanda*, che l'autore pubblicò anonima a Firenze nel 1790 presso Pietro Allegrini. Essa consiste nella relazione del viaggio che l'Angiolini riuscì a fare partendo nel 1787 con la missione diplomatica dell'ambasciatore B. Forteguerra e seguendo l'itinerario: Spagna, Portogallo, Inghilterra, Scozia, Olanda, Francia. Fu a Parigi tra la fine del 1788 e gli inizi del 1789 e le pagine scritte durante tale soggiorno forniscono dati interessanti sul clima di fervore alla vigilia della rivoluzione, anche se non illuminate da sufficiente lungimiranza nel cogliere la portata travolgente e duratura di quei fermenti.

vol. 1

«Copialettere del cav. Luigi Angiolini, ministro incaricato degli affari di S.A.R. l'arciduca Ferdinando III granduca di Toscana alla corte di Roma, dal 1° dic. 1794 al 17 dic. 1796».

L'indice posto a chiusura di ciascun copialettere, ordinato cronologicamente con nominativo dei corrispondenti ed indicazione del luogo di destinazione delle lettere inviate dal ministro, consente d'individuare quelle indirizzate al corrispondente in Parigi tra le quali si segnalano:

Roma, 12 feb. 1796, il ministro parla della Francia come «centro dei maggiori eventi che aver possa la storia» e spera di averne di là notizie «utili e istruttive».

Roma, 2 apr. 1796, dice di creder anch'egli che «la Francia voglia la pace» ma che si aspetta «una nuova Campagna che sarà terribile e di terribile esempio della forza e del coraggio francese».

vol. 2

«Copialettere del cav. Luigi Angiolini, ministro incaricato degli affari di S.A.R. l'arciduca Ferdinando III granduca di Toscana alla corte di Roma, dal 22 dic. 1796 al 23 feb. 1798».

Dalle lettere indirizzate in Parigi a don Neri Corsini, Charles Maurice Talleyrand, Joseph Bonaparte ed in Marsiglia a Jacques Rick, oltre alle informazioni sul proprio incarico e conseguente partenza per la Francia, si ha qualche notizia su:
i pericoli derivanti da una pace del papa con francesi;
il nuovo «ambasciatore di Francia, Giuseppe Bonaparte» e la sua accoglienza in Roma.

vol. 3

«Copialettere del cav. Luigi Angiolini, ministro plenipotenziario e inviato straordinario di S.A.R. l'arciduca granduca di Toscana presso la Repubblica francese, dal 6 mar. 1798 al 29 gen. 1799».

Da Parigi il ministro scrive a Firenze (novembre-dicembre) circa:
le intenzioni del Direttorio riguardo alla pace;
il diffuso timore di una guerra;
«necessaria alla Francia la neutralità della Toscana»;
Barras destinato dal Direttorio a dirigere le operazioni militari.

vol. 4

«Copialettere del cav. Luigi Angiolini, ministro plenipotenziario e inviato straordinario di S.A.R. l'arciduca granduca di Toscana presso la Repubblica francese, dal 2 feb. 1799 al 31 mar. 1800».

Il copialettere da p. 1 a p. 97 registra la corrispondenza relativa al 1799 ed in particolare si segnala il carteggio col marchese Manfredini e con don Neri Corsini circa le «intenzioni del Direttorio» e la proposta avanzata dal Talleyrand «a tutti i gabinetti d'Europa per la garanzia reciproca di rispettivi limiti».

DE' NOBILI, voll. 64 e filze 19 (1415-1915), pergg. 186 (1235-1817).

L'archivio di famiglia dei Conti de' Nobili in massima parte documenta la storia gentilizia dell'antica casata, detta «di Dallo» dal luogo d'origine e contiene, per ragioni di eredità, anche alcune scritture attinenti ad altre famiglie lucchesi.

Di particolare interesse il carteggio di alcuni membri della famiglia vissuti nell'era della *Grand-peur*, come Giuseppe, Ippolito, Giovan Battista, Cesare e Carlo.

Il canonico Giuseppe de' Nobili dal 1783 fu vicario generale della diocesi di Auch, ma agli inizi del 1790 era precipitosamente tornato a Lucca, avendo appena scampato il pericolo di finire «impiccato alla lanterna» per l'intervento della guardia nazionale. In Lucca rimase dapprima come decano di S. Michele in Foro (1793-1826) e poi tenne l'arcivescovato fino alla morte, il 29 marzo 1836.

Ippolito de' Nobili fu invece al servizio del duca di Modena, Francesco III

d'Este, fino all'occupazione francese del ducato. Sul finire del 1796 iniziò la propria carriera politica in Lucca, agevolato dalla posizione dei due fratelli militanti nell'armata imperiale: Giovan Battista, che dal 1775 tenne lo squadrone dei dragoni ottenuto dal principe Lobkowitz, nel 1789 fu decorato della Chiave di Ciambelano imperiale, dal 1793 fu colonnello e tre anni dopo venne promosso generale maggiore dell'armata; e Cesare (1758-1823), che iniziò come sottotenente nel 1777, undici anni dopo era promosso primo capitano e nel 1793, per atti di valore nell'assedio di Valenciennes, fu fatto maggiore e gli venne conferita la Croce di Maria Teresa, primo passo per un fulgida carriera che lo vide generale di artiglieria e Ciambelano di corte. Carlo de' Nobili invece rimase a Lucca e fece parte del governo oligarchico tra il 1777 e il 1797 come «anziano» e nel 1788, 1793 e 1794 pervenne alla carica di gonfaloniere.

BIBL.: CORSI, pp. 1-95.

filza 71

La filza raccoglie numerose lettere indirizzate al conte Carlo de' Nobili; tra cui quelle scritte dal duca Augusto Raimondo d'Arenberg (nn. 7-21, Genes 9 feb. - Arenberg 14 ott. 1791).

Si segnalano in particolare le lettere nn. 9-15 e 21 circa: volume su «les atteintes spirituelles» apportate dall'Assemblea alla Rivoluzione; auspici per il ristabilimento dell'ordine in Francia; speranze che entro la primavera del '93 «la politique et les intrigues nationales françaises auront fait tout leur jeu».

filza 72

Tra le lettere contenute nelle filze si segnalano quelle del conte Giuseppe de' Nobili, vicario generale della diocesi di Auch, al fratello Carlo, ai nn. 435-477, Lille 8 set. 1778 - Paris 30 apr. 1789.

Oltre alle notizie sulla famiglia de' Nobili o de' Noble, stabilitasi in Francia sin dal secolo XVI, il carteggio è interessante per i primi accenni alla rivoluzione che ivi sono fatti, in particolare nelle lettere:

n. 465, Auch 2 feb. 1787, circa Colonne, Necker e «la plus grande fermentation» che è nella provincia soprattutto per le imposizioni;

n. 466, Auch 3 gen. 1787, sulla decisione del re di convocare l'Assemblea generale, lista dei componenti e «lettre de cachet que le Roi a adressé à ses parlements»;

n. 468, Auch 24 ag. 1787, sulle «circonstances présentes», sentenza del Consiglio di guerra e mitigazione della pena da parte del re;

n. 473, Auch 2 ag. 1788; «tous les Ministres... se trouvent fort embarrassés de la resistance qu'ils trouvent partout à l'établissement de leurs systèmes»; difficoltà per la condotta da seguirsi nel clero, «la misère qui règne cette année dans cette Province est peut-être sans exemple».

n. 477, Paris 30 apr. 1789, Parigi vive «un moment de crise bien dangereux, la fermentation

est à son comble... il y a 2 jours ici dans le faubourg S. Antoine une revolte terrible et qui pouvoit avoir les suites les plus funestes»; carica delle truppe contro la popolazione; motivo apparente di tale insurrezione; lunedì 4 maggio fissato per l'apertura degli Stati Generali; grande attesa per il discorso di Necker.

SARDINI, voll. 143 e filze 60 (sec. XVI-1911); pergg. 70 (1187-1829).

Le carte della famiglia Sardini passarono all'Archivio di Stato di Lucca grazie alla donazione fatta dall'ultimo Sardini, il marchese Giacomo, con rogito del notaio Giacomo Frati datato 21 dicembre 1903.

Esse comprendevano molte carte pubbliche appartenenti per origine e destinazione all'Archivio della Repubblica di Lucca dove furono reinserite per colmare le lacune esistenti entro le serie degli atti ufficiali. Ciò nonostante il fondo archivistico offre, per quantità e qualità, un interesse ricchissimo per la documentazione appartenente ai singoli componenti della famiglia. I manoscritti di Pietro Luigi Bambacari (nn. 199-201) meritano un cenno speciale per la sua carica di «cancelliere delle Differenze, ovvero del Magistrato degli affari esteri della Repubblica di Lucca».

È utile inoltre fare un cenno biografico almeno su quel Giacomo Sardini vissuto proprio negli anni della Rivoluzione e di Napoleone.

Cariche politiche e accademiche segnalano le tappe della sua vita pubblica: nel 1794 è membro della Deputazione segreta che tratta con Francesco II per i sussidi «pretesi» da Lucca in favore della coalizione anti-francese; nello stesso anno è già socio corrispondente dell'Accademia dei Georgofili e nel 1799 è tra gli Arcadi. Dopo la brusca interruzione della sua tranquilla vita di nobile, causata dalla caduta della Repubblica oligarchica, tornò a far parte del governo voluto dagli austriaci dal 17 al 27 agosto 1799 e dal 29 giugno al 9 luglio 1800.

Notizie sulla storia della famiglia si trovano nel manoscritto di Giacomo Sardini, *Memorie della famiglia Sardini*, conservate nel fondo Sardini, n. 129.

BIBL.: CORSI, pp. 501-651; E. AMICO-MONETTI, *Giacomo Sardini, patrizio lucchese, erudito e bibliografo*, in *Miscellanea di scritti vari in memoria di A. Gallo*, Firenze 1956, pp. 41-78.

n. 50, «Miscellanea Lucchese», sec. XVIII.

Manoscritto cartaceo di pp. 280, corredato da indice iniziale e dalla seguente annotazione di grafia propria all'abate Iacopo Chelini: «Questo manoscritto oltre il contenere delle notizie antiche, ne comprende ancora di quelle che appartengono alla Rivoluzione francese fino da' suoi principi».

Il suo spoglio analitico consente di segnalare le pp. 26, 27, 30, 38, 55, 65, 67, 69, 116, 118, 122, 134, 136, 142, 146, 148, 156, 208, che rinviano a specifici documenti in copia e/o in originale, legati insieme e numerati progressivamente, di cui si indicano i principali argomenti:

«Nota del denaro che da tutta la Francia andava a Roma per affari ecclesiastici sul computo d'un decennio», 1790;

«Denaro che si spendeva in Francia per il belletto delle donne», 1797;

resoconto in dettaglio fatto da Carlo di Nicolao de' Nobili del proprio «viaggio all'armata imperiale» con notizie apprese dall'amante del generale comandante il corpo francese di stanza a Savona e relative «all'armata francese e de' suoi ufficiali», riferite in questa lettera a Pietro Luigi Bambacari insieme ad altre notizie relative alla ritirata dei francesi ed al mancato coordinamento tra inglesi ed austriaci, Milano, 18 lug. 1795;
 «Copia di lettera che riguarda l'idea francese di conquistare il Piemonte. 1795». Tratta della richiesta del generale Scherer per avere 80.000 uomini e del congresso da tenersi in Milano per il piano della campagna, Genova 7 feb. 1795;
 porta la medesima data la copia di una breve lettera, non segnalata nell'indice, relativa alla partenza della flotta di Tolone nel corso del mese stesso;
 «Stato delle forze dei Francesi» ovvero prospetto sulla situazione delle forze francesi dal 1° gennaio 1792 alla fine di dicembre 1794, con indicazione della popolazione di Parigi al dicembre 1794; notizie sul soggiorno di madame Bonaparte in Lucca 7-8 agosto 1796;
 sul «Re di Francia e la disgraziata regina», presunte prime vittime «dell'intera sovversione dell'Europa», Viareggio 8 mar. 1792;
 massime francesi, «Diritti dell'uomo», «Doveri dell'uomo»;
 prigioniero e tesoro sono oggetto di scambio nella liberazione della principessa Teresa Carlotta, che viene restituita allo zio Imperatore;
 «Carattere dei francesi»;
 sul termine «giacobino»;
 Bonaparte «si portò a S. Miniato... a riveder un suo Pro zio Canonico, unico agnate della sua famiglia»;
 sugli errori commessi dai Francesi «con spandersi troppo nell'Italia»;
 sulla «politica dei Francesi per entrare in Italia».

n. 51, «Affari dell'Offizio delle differenze».

Comprende minute delle relazioni fatte in Consiglio generale dai deputati dell'Officio stesso, 1° gen. 1797-24 mar. 1798.

n. 152, «Memorie dell'invasione francese in Italia», 1796-1821.

Il volume, di pp. 318, corredato di indice e numerosi allegati a stampa e in copia, è scritto dall'abate Iacopo Chelini che, come precisa l'intitolazione interna sul frontespizio, vi narra le «Memorie in succinto della Invasione francese in Italia, con un breve ragguaglio della fatale sollevazione scoppiata in Parigi, che dette luogo alla Repubblica democratica, dopo al Governo monarchico e dell'ingrandimento e detronizzamento e decadenza del grande imperatore Napoleone Bonaparte».

Tra gli inserti posti agli inizi del manoscritto si segnalano:
 «Giornale dell'Assemblea generale della Francia», stampato a Livorno, 1789, nn. I-III, 9-20 lug. 1789;
 Principi della rivoluzione di Francia secondo che ne pensava un francese, che a viva voce ne faceva la narrativa in Lucca» (annotato quale n. I);
 lettera segnata A., Parigi 27 lug. 1789, con notizia di arresti e impiccagioni, «517 le teste pros critte di Nobili e Principi».
 Fra gli allegati in coda al manoscritto da segnalare:
 il decreto dell'Assemblea nazionale del 28 set. 1791;
 «Aneddoti relativi all'Invasione francese in Italia il 1796».
 Dalle memorie che il Chelini inizia a stendere scrivendo «come scendeva dalla penna» e facendo un'attenta lettura in particolare da c. 1 «Principio della rivoluzione di Francia nell'anno 1789», a c. 74v «ed ecco i Francesi padroni di tutta l'Italia» (2 feb. 1797), è possibile ricavare molteplici notizie, tra cui:
 giudizi espressi su Luigi XVI e la regina Maria Antonietta;
 monsieur Foullon è preso e impiccato «al lampione» a causa delle proteste per l'aumento del prezzo del pane;
 cause dei disastri di Parigi;
 «Invenzione della guillotina»;
 la regina è ghigliottinata: rifiuta il prete giurato, «si dice di abusi al corpo della regina»;
 Semonville, uno di «quegli Apostoli Francesi», è catturato con un grosso tesoro tra cui la Corona «del fu Re Luigi XVI».

n. 158, «Zibaldone Lucchese», 1762-1798.

È questo il primo dei sei volumi manoscritti che, insieme ad un altro volume che raccoglie proclami e manifesti a stampa, costituisce la seconda stesura dello zibaldone di Iacopo Chelini. Al di là del preminente interesse dell'opera per le «cose lucchesi», se ne segnalano le parti più significative tra le complessive 613 pagine che lo compongono, per notizie come:
 «rivoluzione di Marsiglia» (p. 147);
 «timori de' francesi» (p. 195);
 «Napoleone Bonaparte scende in Italia», andamento della campagna (pp. 199-200, 213, 215, 235, 405);
 personaggi francesi a Lucca e loro «carattere»: Saliceti, Briche, Giuseppina Bonaparte (173, 238, 613);
 lunario o calendario variato in Francia;
 ministro di Spagna a Parigi;
 «Il sig. Francesco Talenti torna dal suo viaggio in Francia e Prussia e idea che egli dà di Parigi»: un «emporio che oltrepassa ogni immaginazione»; divertimenti, gaiezza, volubilità dei francesi;
 religione cattolica «sbandita del tutto»; preti giurati, loro sacrilegio e loro vivere nascosti; popolo sovrano a parole «ed intanto que' cinque soggetti dal Direttorio impongono a questo Popolo Sovrano delle contribuzioni e fanno tutto quello che li pare e piace».

n. 159, «Zibaldone Lucchese», 1798-1799.

Dalle 710 pagine di questo secondo tomo del manoscritto dell'abate Iacopo Chelini si segnalano le pp. 30, 38, 42, 198, 263, 269, 392, 521, 559, 569, 572-3, 596, 685 per notizie su:
 «Castelli demoliti nel Regno di Francia»;
 «Situazione presente della Francia e sue operazioni»;
 «Nuove di guerra che spargono i francesi e i cisalpini, del tutto false, ed altre calunnie divulgate»;
 «I diritti e i doveri dell'uomo e del cittadino spiegatici dal Nuovo Governo»;
 «Religione della truppa francese qual sia»;
 «Origine dell'assassinio» dei ministri plenipotenziari francesi che trattavano la pace a Rastadt, e discorso recitato dall'abate Ferloni in loro commemorazione;
 «rinunzia che il generale Bernadotte con 308 de' suoi ufficiali indirizzano a Parigi al Consiglio dei 500»;
 «Arte colla quale i francesi e patrioti procurano di far nascere l'odio universale contro i loro nemici e particolarmente Russi»;
 «Quadro ossia saggio epilogo del sistema della libertà proclamato dai Francesi».

filze 179-193

Raccolte di bandi, proclami, ordini, avvisi, notificazioni diverse e discorsi.

Nelle filze 179, 184, 187-189, 192-193, si hanno bandi, proclami ecc. anche per gli anni 1787-1799; in particolare si segnala la filza 184 che ai nn. 29-90 ha «notizie ufficiali, dispacci, nuove del giorno ecc. provenienti dal campo degli alleati contro la Francia» (18 apr. 1797 - 19 ott. 1806).

filza 201

«Lettere politiche Ms.», 1778-1803.

Come avverte l'intitolazione interna si tratterebbe di «Lettere politiche intorno alla rivoluzione francese... autografe», scritte al sig. Pietro Luigi Bambacari, cancelliere delle Differenze, dal sig. Ferrante Sbarra, ministro della repubblica alla corte di Vienna.
 In realtà di questo carteggio non si ha riscontro nelle filze cronologicamente corrispondenti (9 feb. 1778 - 30 dic. 1803) dell'Offizio sopra le differenze dei confini e il manoscritto non ha come oggetto specifico gli avvenimenti della Rivoluzione «in Francia»;
 Inoltre in esso sono legate anche altre note quali:
 «Capitoli di lettere scritte nell'anno 1799 dal marchese (Girolamo) Lucchesini da Berlino allo Sbarra in Vienna», 22 mag. - 16 ag. 1799 (docc. nn. 31-36);

«Trouble de la République de Bologne», con l'annotazione in calce: «Ceci est tiré du Journal des sens du Mond, qu'on trouve chez M. Vanberek a Francfort sur le Mein», s.d. (n. 50); «Osservazioni vaghe di un Ex Diplomatico» (n. 55).

Si ritiene comunque utile segnalare anche i documenti di cui ai numeri 11, 16, 46, 49, 66, 82-85.

TRENTA, voll. 10 e filze 35 (1264-1847).

Miscellanea raccolta dal nobile Tommaso Trenta che visse dal 1745 al 1836. Si segnalano: vol. 4 che contiene per gli anni 1796-1799 carte dell'Offizio sopra l'abbondanza e per l'anno 1799 carte relative alle missioni del Trenta presso il generale francese Oubert a Modena, presso il commissario Fitte per la contribuzione dei due milioni e presso i generali Souvvaron e Melas al campo austro-russo insieme al de' Nobili; vol. 5 che contiene le scritture del 1799 relative al trattato col commissario francese Brische, alla contribuzione del commissario Fitte e alla missione del Trenta presso il gen. Klenau, comandante in Toscana e in Lombardia.

BIBL.: BONGI, IV, pp. 305-306.

BIBLIOTECA MANOSCRITTI, voll. 249 (secc. XIII-XIX).

Sotto questa denominazione sono compresi «quei manoscritti, che... per non avere trovato un luogo appropriato nella serie dei documenti, sono stati collocati nella Biblioteca» (Bongi, IV, p. 313) dell'Archivio di Stato lucchese. La loro provenienza è in parte dovuta all'antica Biblioteca di Palazzo nata ad uso interno delle pubbliche magistrature e gestita dall'Offizio sopra le differenze dei confini, tra le cui carte se ne trova un catalogo.

Abbandonata in una stanza del Convento di S. Romano al tempo dei Baciocchi, confluita nelle scritture dell'Archivio di Stato nel 1815 ma subito dopo (1822) utilizzata per ricostituire la Biblioteca pubblica andata a fuoco, rimasero tra le carte d'Archivio solo «pochi dopponi, e que' volumi che si riferivano all'amministrazione lucchese, o facevano parte degli atti del Governo, perché espressamente eccettuati nell'ordine ducale» (Bongi, IV, p. 312).

A tale nucleo originario vanno aggiunte le acquisizioni dovute all'opera degli archivisti lucchesi, sempre sensibili all'incremento di questo patrimonio.

BIBL.: BONGI, IV, pp. 311-353.

n. 84, «Appunti storici di cose lucchesi, 1796-1802», di G. Belluomini.

Il manoscritto contiene un «Estratto di notizie ricavate dagli scartafacci del Magistrato delle differenze, ch'è incominciano il 15 maggio 1796, quali scartafacci per decreto dello stesso ufficio di detto giorno erano stati nascosti fra i libri dell'Ufficio di Religione, scrivendovi sopra Religione, non convenendo rapporto ai presenti affari della guerra de' Francesi in Italia di registrarli il deliberato nel giornale corrente del medesimo ufficio». Ad esso fa seguito una narrazione storica ed infine un ultimo estratto dei Registri del governo dai libri pubblici (1800-1801). Sotto il profilo del contenuto gli estratti dai registri pubblici rivestono un prevalente interesse per «le cose lucchesi» negli anni 1796, 1798-1801, anche se vi si riscontrano notizie sulla campagna francese in Italia, le contribuzioni, e la venuta a Lucca di madame Le Clerc, sorella di Bonaparte.

In particolare poi, nella narrazione storica di quegli eventi «che potrebbero forse rimanere nell'oblio ed ignoti alla posterità», si segnalano cinque pagine scritte, non numerate, relative ai fatti avvenuti «nei primi giorni dell'insurrezione in Parigi».

n. 241, «Possessi papali in Francia», 1787.

Il volume lega insieme il carteggio diplomatico dell'abate Cristoforo Pieracchi, nunzio apostolico rettore di Carpentras e del contado venesino, raccolto da P. Groppi e relativo all'anno 1787, come risulta dalle indicazioni sulla costa del volume stesso.

Di particolare interesse le note sui discorsi tenuti dal re e da altri membri nell'Assemblea (24 febbraio), le lettere su «l'arreté» del Parlamento di Parigi (Roma, 28 feb. 1787) e le complicazioni per «l'affar de' salis», come le osservazioni sui problemi del clero e le necessità di confutare «massime eterodosse e scismatiche».

Altre notizie riguardano il comportamento dell'arcivescovo di Tolosa e il «Concordato che si stipulò fra li Creditori degli Ebrei falliti nell'isola» fatto il 20 gen. 1787, con indicazione dell'ammontare dei crediti francesi.

n. 242, «Possessi papali in Francia», 1791.

Il volume di carte diplomatiche dell'abate Cristoforo Pieracchi è analogo al precedente (n. 241), ma è relativo al 1791.

Da segnalare la «Note de la déclaration et protestation des procureurs du pais de provence» e le notizie relative alla situazione in Avignone e contado, ai preliminari di pace e conciliazione con «des mediateurs de la France députés par le Roy» (14 giu.), ai timori per il «nuovo Codice della Legislazione» (20 ag.), al «Décret-rendu par l'Assemblée nationale dans la séance du 14 septembre 1791», e in genere a «des nouvelles les plus intéressantes de ce Pays» (come nella lettera datata Avignone, 22 dic. 1791).

n. 243, «Possessi papali in Francia», sec. XVIII.

Si tratta di un volume a «supplemento» dei precedenti carteggi diplomatici del nunzio apostolico Pieracchi, come segnalato sulla costa; le carte sono, prevalentemente, relative agli anni 1790-1793 e sono di diverso genere: note, memorie, progetti di decreti, verbali, riferimenti a bolle e brevi papali, appunti, esercitazioni su proiezioni grafiche ecc.

In particolare si segnala:

l'assemblea dell'11 marzo 1788 tenuta a Carpentras sul progetto di Regolamento «pour l'état des notaires»;

l'assemblea generale del 21 settembre 1791 sul «décret de Réunion à la France»;

breve papale del 19 marzo 1792;

osservazioni sugli «aggravi ai quali era sottoposto lo Stato di Avignone e del Contado venesino per parte della Francia».

Inoltre si hanno note commerciali e svariate scritture sul noto «affare del sale» e sui rapporti tra la corte di Roma e la Francia.

RACCOLTA MONI, filze 129 (1495-1863), perg. 15 (secc. XII-XVI).

n. 2, «Gazzetta Universale», 1796-1799.

La miscellanea raccolta dal prof. Arturo Moni comprende filze e registri di scritture di vario tipo: letterarie, storiche, giudiziarie, amministrative, economiche, ed inoltre buste contenenti opere a stampa, manifesti, opuscoli e giornali.

Tra questi ultimi si trova una serie di quattro annate della «Gazzetta Universale» dal 2 gennaio 1796 al 31 dicembre 1799, con frequenza bisettimanale, nella quale si evidenziano le notizie «di Francia» su tutti gli avvenimenti più rilevanti del periodo.

PERIODICI

n. 112, «Staffetta del Serchio», 1799 marzo 6 - luglio 3.

Questo settimanale democratico lucchese era curato dall'abate Antonio Severino Ferloni, usciva ogni mercoledì, al costo di 6 paoli fiorentini a semestre, dalla stamperia di Francesco Bonsignori. Se ne conservano i 18 numeri usciti dal 6 marzo al 3 luglio 1799 attraverso i quali si ha una narrazione «istorica della Rivoluzione di Lucca», cioè del primo anno della «libertà lucchese», e la comunicazione di varie notizie dall'interno e dagli stati esteri.

In particolare si segnalano le notizie provenienti da Parigi:
attentato alla legazione francese partita da Rastadt;
elezione di Syeies a membro del Direttorio Esecutivo;
accuse all'ex generale ed ex ministro della Guerra, Scherer;
rimostranze di Grenoble e di molte municipalità di Parigi.

n. 113, «Il Redattore lucchese», 1799 aprile 11 - maggio 10.

I quattordici numeri del giornale «Il Redattore lucchese o sia processo verbale delle sedute del Gran Consiglio», contengono la registrazione, non sempre fedele alla documentazione ufficiale, delle riunioni tenutesi in aprile (nei giorni: 11, 13, 16, 19, 20, 23, 25, 27) e maggio (nei giorni: 4-6, 9-10).

GRANDUCATO DI TOSCANA

L'introduzione è di Vanna Arrighi (v.a.) e Carlo Vivoli (c.v.).
Per la voce Archivio di Stato di Firenze Vanna Arrighi ha curato gli archivi statali e Carlo Vivoli quelli privati.
La voce Archivio di Stato di Livorno è stata curata da Mirella Ronchetti Vitaloni (m.r.v.).
La voce Archivio di Stato di Pisa è stata curata da Roberto Pertici (r.p.).

Allo scoppio della rivoluzione francese il granducato di Toscana stava vivendo gli ultimi anni del regno di Pietro Leopoldo d'Asburgo-Lorena, durante il quale profonde innovazioni erano state apportate nella società e nella economia toscana. Le riforme leopoldine, cercando di eliminare gli ostacoli che si frapponevano alla libera circolazione delle merci, della proprietà fondiaria ed ad una corretta e spedita amministrazione della giustizia, avevano suscitato la rivolta dei ceti popolari, colpiti dall'aumento dei prezzi, e la resistenza della parte più conservatrice dei funzionari di governo. Questa resistenza, tenuta a freno dalla forte personalità del sovrano, si fece più evidente alla sua partenza dalla Toscana per succedere al fratello imperatore Giuseppe II (1 marzo 1790). La spaccatura nella classe dirigente toscana si ripercosse anche sulla politica estera: con il 1792 e la coalizione delle potenze europee contro la Francia, alcuni personaggi della corte e del governo granducale avrebbero voluto che la Toscana aderisse alla coalizione stessa (Francesco Seratti, Francesco Spannocchi, Antonio Serristori); in contrapposizione con loro, Federigo Manfredini, maggiordomo granducale, Neri Corsini, Giulio Mozzi, Vittorio Fossonbroni premevano per il mantenimento della più stretta neutralità; concordava con questi ultimi lo stesso granduca Ferdinando III, successo al padre nel 1792, dopo un breve periodo di reggenza.

La politica di neutralità, costantemente perseguita in Toscana, almeno dalla fine del secolo XVIII, trovava la sua principale ragion d'essere nella necessità di salvaguardare la condizione del porto di Livorno, la cui neutralità, riconosciuta da tutti gli stati europei, era stata sancita nel 1691 e ribadita da Pietro Leopoldo con la «legge perenne» del 1778.

La caduta di Tolone, avvenuta nel 1793, rafforzò il partito degli anti-francesi, le cui fila erano tenute da lord Hervey, rappresentante inglese a Firenze; quest'ultimo, minacciando il bombardamento di Livorno, riuscì ad ottenere la rottura dei rapporti diplomatici della Toscana con la Francia ed a coinvolgere il granducato nella coalizione anti-francese (28 ottobre 1793).

L'impressione prodotta dalla riconquista di Tolone da parte dell'armata rivoluzionaria (gennaio 1794) e l'indebolimento dell'esercito alleato consigliarono però il ritorno della Toscana sulle sue primitive posizioni e per questo motivo furono inviati in Francia Neri Corsini prima e poi il conte Francesco Saverio Carletti, con il compito di ristabilire le relazioni diplomatiche, cosa che avvenne il 9 febbraio 1795.

Nel 1796 l'armata francese al comando di Napoleone Bonaparte entrò in territorio italiano ed arrivò in breve tempo fino a Bologna: la Toscana, disarmata e senza alleati, nonostante il trattato del 1795, rischiava di cadere nelle

mani dei francesi, soprattutto a motivo del porto di Livorno, dove le navi inglesi avevano libero accesso. L'ordine del Direttorio a Napoleone diceva infatti: «procedere in Livorno contro il granduca schiavo degli Inglesi», cosa che fu attuata il 27 giugno 1796. Ai francesi interessava, come si è visto, soltanto far evacuare le navi inglesi da Livorno; raggiunto questo obiettivo non procedettero alla «democratizzazione» della Toscana né all'occupazione del paese, come in molti casi era accaduto nell'Italia settentrionale, e ciò soprattutto allo scopo di non estendere il teatro delle operazioni militari. Questa situazione fece sì che la Toscana potesse negoziare il riscatto del porto di Livorno: a questo scopo fu inviato a Bologna, dove si trovava Napoleone, il marchese Federigo Manfredini, che riuscì ad ottenere l'obiettivo con il trattato del 10 gennaio 1797 e dietro il pagamento di un milione di lire. Un ruolo importante nella trattativa fu svolto anche da Vittorio Fossombroni, futuro ministro toscano per gli affari esteri, il quale nel suo scritto *Oracolo sulla Toscana*, compilato in questo stesso periodo e presentato dal Manfredini a Napoleone, trattava della legittimità della neutralità della Toscana e dei vantaggi di essa per la repubblica francese.

L'evacuazione di Livorno fu però procrastinata al 10 maggio 1797, dopo che la flotta inglese aveva lasciato le coste della Toscana meridionale, ove si era rifugiata dopo la partenza da Livorno. In questo modo la Toscana poté usufruire di due ulteriori anni di indipendenza, fino all'invasione da parte dell'armata napoleonica nel marzo 1799.

ARCHIVIO DI STATO DI FIRENZE

Nell'Archivio di Stato di Firenze le fonti relative alla politica estera del granducato di Toscana dei secoli XVIII-XIX si concentrano nel fondo Segreteria degli affari esteri. La documentazione di questo fondo presenta però una lacuna proprio in coincidenza con questo periodo: nel 1799 infatti, all'arrivo delle truppe francesi di occupazione, le carte relative alla politica estera della Toscana dal 1791 al 1799 furono bruciate per ordine del granduca. Di questo fatto non rimane altra traccia documentaria che una annotazione sul repertorio di affari di questi anni (Segreteria degli affari esteri, reg. 2, c. 11) in cui si dice: «Ricordo. D'ordine di S.A.R. furono bruciati tutti i fogli che si trovavano nell'archivio degli Affari Esteri dal 1 gennaio 1791 fino all'invasione dei Francesi in Toscana, come potranno attestarne S.E. il sig. cav. Fossombroni ministro degli Affari Esteri ed il sig. Gaetano Rainoldi segretario del Consiglio di Stato».

Notizie indirette sulla rivoluzione francese potrebbero trovarsi tra le carte della Segreteria intima di gabinetto, dalla quale, in quanto segreteria privata del granduca, passavano gli affari più importanti dello Stato, tanto di rilevanza interna che internazionale. Si segnala, ad esempio, la lettera del vescovo di Pistoia del 13 agosto 1789 sulle riflessioni che si fanno nelle gazzette sulle attuali turbolenze di Francia (Segreteria intima di gabinetto, fasc. 12, ins. 22). Non direttamente collegabile alle fonti diplomatiche, ma di grande rilevanza per le notizie non ufficiali sulla rivoluzione francese è l'archivio della Presidenza del buongoverno, organo che, sovrintendendo tutti gli affari di polizia del granducato, era incaricato della sorveglianza sulla stampa clandestina, sugli agenti rivoluzionari francesi e sui loro simpatizzanti toscani.

Per quanto riguarda gli archivi privati, la sommarietà o l'assenza degli strumenti di corredo rende la ricerca in questo settore particolarmente difficile. Oltre alle carte relative a F.M. Gianni, M. Biffi-Tolomei e Girolamo Bartolommei dettagliatamente descritte, si segnalano comunque alcuni fondi che, per la rilevanza politica della famiglia o per il ruolo svolto da alcuni personaggi, possono con maggiore probabilità conservare notizie relative alla rivo-

luzione francese e tra questi, in particolare, le carte del vescovo Scipione de' Ricci, quelle di Giuseppe Pelli-Bencivenni e gli archivi delle famiglie Antinori e Serristori.

Restano in fine da ricordare le raccolte miscellanee: quella degli Acquisti e doni e quella dei Manoscritti; quest'ultima, in particolare, conserva due *Recueils de pièces relatives à la Révolution Française* ed un indice della raccolta intitolata *Etats généraux* e di altre opere che formano seguito alla collezione dei documenti relativi alla rivoluzione francese (manoscritti, 671).

SEGRETERIA DEGLI AFFARI ESTERI, regg. e filze 524 (1765-1808). Inventario 1923.

Conserva i documenti relativi alla politica estera del granducato di Toscana, a partire dal 1765. Le carte relative al periodo 1791-1799 furono distrutte dal governo granducale nel 1799, all'arrivo delle truppe francesi di occupazione.

reg. 2

Rubrica alfabetica degli affari trattati dalla segreteria degli esteri nel periodo 1771-1799.

Alla voce «Francia» si trova l'elenco delle pratiche concernenti i rapporti con questo stato. Se ne deduce che tra le buste andate distrutte, quelle più significative per i rapporti Toscana-Francia erano contrassegnate con i numeri di serie 61-64; di esse, le prime due contenevano il carteggio della segreteria con gli agenti del governo francese Cacault e Goupy, tendente a ripristinare la neutralità della Toscana (1793-1795) ed il carteggio relativo alla missione a Parigi del conte Francesco Saverio Carletti (1795) volto allo stesso scopo. Quest'ultimo carteggio concerneva la trattativa per la restituzione di una partita di granaglie francese caduta nelle mani degli inglesi nel porto di Livorno e per l'espulsione dalla Toscana di emigrati politici francesi.

Le altre, contrassegnate con numeri di serie 63-64, concernevano quasi esclusivamente episodi di intolleranza e violazione della neutralità avvenuti nel porto di Livorno o nel tratto di mare adiacente.

Carteggio sovrano 1765-1807, regg. e filze 223.

Conserva la corrispondenza ufficiale scambiata dal granduca di Toscana con i capi di stato.

b. 2197

fasc. 4, «Carteggio con la Repubblica Francese e col P.mo console Napoleone» 1795-1802.

Costituito di due sottoinserti, di cui il primo contiene il rinnovo delle credenziali per l'ambasciatore toscano a Parigi e per l'inviato francese a Firenze, resosi necessario a seguito della creazione in Francia del Comitato di salute pubblica e poi del Direttorio.

b. 2207.

Carteggio sovrano con il re di Francia (1765-1830).

Di esso si segnalano: «Lettre du Roi, portée à l'Assemblée Nationale par le Ministre de la Justice» (a stampa) 13 set. 1791; originale della lettera con cui Luigi XVI annuncia al granduca di Toscana la sua accettazione dell'atto costituzionale (25 set. 1791); minuta di risposta del granduca alla suddetta lettera (22 ott. 1791).

Carteggio comune filze e regg. 106 (1746-1795)

Conserva la corrispondenza tra il segretario degli esteri ed i vari ambasciatori, consoli, inviati toscani all'estero.

b. 2336

«Carteggio ordinario del ministro di S.A.R. alla corte di Francia dal 1779 al 1794 Francesco Favi».

Rapporti frequenti e dettagliati sull'evolvere della situazione politica francese e, in particolare, parigina, dalla fase pre-rivoluzionaria a quella insurrezionale, alla fuga del re, al suo arresto ed esecuzione.

Si segnala alle cc. 147-150 dell'inserto n. 2 la lettera con cui il Favi ragguaglia la segreteria della tentata fuga della famiglia reale francese (27 giu. 1791).

b. 2338

fasc. 1-2. Corrispondenza del console toscano a Genova, barone Giuseppe Brentano, del periodo 1791-1795.

Notizie sui movimenti e sulla consistenza delle truppe rivoluzionarie francesi mandate ad invadere la contea di Nizza e la riviera ligure. Sporadici ragguagli sulla situazione politica parigina.

b. 2338

fasc. 3-5. Corrispondenza del console a Nizza e Savona, De Negri, per il periodo 1792-1795.

Notizie sui progressi delle truppe francesi in Savoia e Liguria, con alcuni manifesti a stampa da Tolone relativi alla «determinazione presa da quella città di staccarsi dalla convenzione nazionale» (ottobre-novembre 1793).

bb. 2342-2343

Carteggio del governatore militare e civile di Livorno con la Segreteria degli esteri. 1793-1794.

Rapporti su vari incidenti scoppiati nel porto tra equipaggi inglesi e francesi, a seguito della guerra tra i due stati; notizie sui movimenti delle navi da guerra delle due potenze, sul transito degli emigrati politici dalla Francia e sull'invasione della Liguria da parte dell'esercito francese.

A p p e n d i c e 1766-1807, filze 24.

Si tratta di 24 filze contenenti minute ed originali di lettere scambiate dalla Legazione toscana a Parigi con il segretario degli esteri toscano, con altri uffici e personaggi del governo toscano e con membri dei vari governi succedutisi in Francia nel periodo 1766-1807. Tali filze, uniformemente legate in pelle e recanti sui due piatti della legatura impresso in oro il marchio delle Archives des Affaires Etrangères, furono presumibilmente trasferiti a Firenze dopo la soppressione della legazione stessa, nel 1808, e l'incorporo della Toscana nell'impero napoleonico.

filza 8

«Archives des Affaires Etrangères. Toscane. Correspondance».

Carteggio dell'ambasciatore Francesco Favi. Vi è illustrata la prima fase dei rapporti diplomatici della Toscana con la Francia rivoluzionaria, quella della neutralità, interrotta bruscamente il 28 ottobre 1793 con l'ingresso del granducato nella coalizione anti-francese.

filza 9

«Archives des Affaires Etrangères. Toscane. Correspondance de sa legation à Paris. 1795. Janvier-Juillet».

Carteggio dell'ambasciatore Francesco Saverio Carletti. Documenta il ripristino delle relazioni diplomatiche tra i due stati.

filze 10-20

«Archives des Affaires Etrangères. Toscane. Correspondance de sa legation à Paris. 1795-1799».

Carteggio di Francesco Saverio Carletti e di Neri Corsini, succeduto al primo nel dicembre 1795, dopo la sua espulsione dalla Francia dovuta alla sua insistenza nel voler visitare la figlia di Luigi XVI rinchiusa nelle carceri del Tempio. Tale incidente non influì sui rapporti tra i due stati che rimasero buoni fino alla vigilia dell'invasione della Toscana (marzo 1799). La filza 18 concerne quasi esclusivamente i rapporti giurisdizionali tra sudditi toscani e francesi.

TOLOMEI BIFFI, regg. e filze 325 (secc. XV-XIX).

Scritture relative all'amministrazione patrimoniale della famiglia Tolomei, carteggi e memorie di Matteo Biffi-Tolomei (1730-1808), proprietario terriero, di idee illuministe e riformatrici, favorevole ai principi della rivoluzione francese.

filze 190-191

cc. 94-101, «Estratto dei risultati del commercio esterno della repubblica francese, levato da una stampa del 1792»;

cc. 102-106, «Lettere di G.B. Serra da Parigi, del 1792, relative alla situazione in Francia»;

cc. 107-108, «Lettera del Consiglio esecutivo provvisorio della repubblica francese al principe Vescovo di Roma, del 1792»;

cc. 112-115, «Lettera di Guglielmo Libri, firmata l'Ostracita Toscano, da Livorno del marzo 1793 sulla situazione in Francia»;

cc. 146-161, «Rapporto fatto alla Convenzione nazionale in nome del Comitato di salute pubblica del cittadino Robespierre», estratto da «Le Moniteur» del 20 novembre 1793;

cc. 164-165, «Lettera del popolo genovese al ministro inglese Drake sulla neutralità di Genova»;

cc. 166-167, «Riflessioni in seguito alle note pubblicate dal Drake»;

cc. 168-169, «A quei monarchi dell'Europa che ne abbisognano, un amico della pubblica felicità», anonimo, copia a stampa.

BARTOLOMMEI, regg. e bb. 600 e pergg. 37 (1486-1866). Elenco seconda metà sec. XX.

Amministrazione patrimoniale della famiglia, carteggi e memorie dei suoi membri, tra i quali Girolamo Bartolommei, *maire* di Firenze durante l'occupazione francese.

filza 753

«Lettere al marchese Girolamo Bartolommei».

Lettere a G. Bartolommei di diversi (I. Puccini, Roma; P.E. Petrucci, Roma; B. Lessi, Livorno; P. Bardi, Firenze; C. Roberti, Lucca; S. Rossi, Roma) dal 1789 al 1793 con indicazioni sulla situazione in Francia.

Risaltano la preoccupazione e lo stato d'animo dell'aristocrazia toscana di fronte agli avvenimenti connessi alla rivoluzione francese.

Cfr. la lettera al Bartolommei di Stefano Rossi da Roma del 31 dicembre 1790: «Sopra gli affari di Francia parlandovi sinceramente si dice che vadino male da tutti coloro i quali non amano e non vedono né retta, né giusta la presente costituzione, al contrario però si dice che vadino benissimo da tutti coloro che di tale costituzione pensano diversamente.

Io sono dei primi perché ne conosco la falsità, l'ingiustizia, la mala fede, la poca durata e la rovina che porterà di quel floridissimo regno, ma purché mi paghino e continuino a pagarmi

per quei pochi anni che ancor posso vivere succeda de i francesi e di quella monarchia quel che si vole, che a me mi sono afflitto tanto che più non mi voglio affliggere sopra di tale oggetto».

GIANNI, bb., regg. voll. e filze 139 (1506-1820 con docc dei secc. XIV-XV). Inventario prima metà sec. XIX.

Documenti relativi al senatore Francesco Maria Gianni (1728-1801), uno dei principali collaboratori di Pietro Leopoldo ed uno dei più convinti sostenitori dell'opera riformatrice del granduca ¹ ed alle famiglie Gianni, Leonetti e Mannucci.

b. 13

ins. 311. «Replica alle osservazioni compilate dal sig. conte cav. F. S. Carletti» ².

Scritto anonimo sotto forma di lettera, inizia: «Caro amico, Milano 28 giugno 1793». Visi prendono le difese dell'operato del pontefice Pio VI.

b. 18

ins. 389, «Osservazioni sopra i rapporti delle corti di Roma e di Toscana con la Francia, del 20 aprile 1793» (da attribuire al conte Francesco Saverio Carletti, rappresentante toscano a Parigi e collaboratore del Manfredini).

Si cita un dispaccio del Consiglio esecutivo di Francia al pontefice del 1792 ³, si attacca la politica seguita da Pio VI verso la Francia e si loda la neutralità toscana ed in particolare l'operato di Federigo Manfredini.

b. 19

ins. 420, «Schizzo di un quadro della Francia sotto ai suoi regi per comparazione del suo attuale impero, diretto alla sig.ra Vittoria Canigiani» (inizio sec. XIX).

ins. 428, «Alcuni ricordi sulla Toscana del 26 settembre 1794».

Attribuibile a F.M. Gianni, si diffonde sulle possibili conseguenze della rivoluzione francese in

¹ Cfr. F. DIAZ, *Francesco Maria Gianni, dalla burocrazia alla politica sotto Pietro Leopoldo di Toscana*, Milano-Napoli 1966.

² Cfr. AS Firenze, *Gianni*, 18, 389.

³ Cfr. AS Firenze, *Biffi-Tolomei*, 190-191, cc. 107-108.

Toscana: «Con le idee della rivoluzione di Francia si è voluta temere in Toscana una rivoluzione simile, ed il nostro servile spirito d'imitazione ha data consistenza a questo spettro immaginario. Manca troppo in Toscana per una rivoluzione e mancano da un lato i grandi motivi che fanno accadere le rivoluzioni, come dall'altro lato mancano le attività che ne fanno l'esecuzione e poi la sostengono. La Toscana non è bastantemente compressa né, assai illuminata per fare una vera rivoluzione» ⁴.

b. 52

«Parere di F.M. Gianni sulla condizione della Toscana dirimpetto a quella di Francia, 7 luglio 1796».

Su richiesta di Ferdinando III il Gianni, lamentando le scarse conoscenze diplomatiche e la «dontananza dagli archivi, dalle Segreterie, da i ministri e dagli affari», si dichiara favorevole alla neutralità toscana, «sostenuta dalla più fedele imparzialità verso le potenze belligeranti». Ci si dilunga sui rischi che la guerra può provocare al commercio del porto di Livorno.

⁴ Pubblicata da A. MORENA, *Giudizi sulla rivoluzione francese nella corte del granduca Ferdinando III*, in «Archivio storico italiano», s. V, XVI (1895), pp. 280-282.

ARCHIVIO DI STATO DI LIVORNO

Il porto di Livorno godeva fin dal sec. XV di uno status particolare. Il governatore di Livorno aveva ampi poteri sulla città e il porto, dovendo garantire l'ordine pubblico ed il rispetto delle leggi speciali al fine di promuovere lo sviluppo del porto franco. Con il governatore di Livorno corrispondevano direttamente i consoli toscani all'estero.

Sempre a Livorno era attivo un servizio di controllo sanitario, tenuto da un apposito dipartimento, creato nel 1785 alle dipendenze del governatore ed affiancato più tardi da un Consiglio di sanità meramente consultivo che corrispondeva direttamente con gli analoghi Istituti presenti in altri paesi.

Tra i fondi conservati sono stati esplorati il Governo civile e militare e il Magistrato di sanità, oltre alle carte private di Pietro del Volli, ostaggio delle truppe repubblicane francesi dal maggio 1799.

GOVERNO CIVILE E MILITARE, filze, bb. e regg. 155 (1764-1808, con docc. dal 1730 e fino al 1859). Inventario.

Lettere in arrivo 1765-1808, filze 95.

La serie comprende alle filze 34-74 la raccolta delle lettere pervenute al governatore di Livorno fra il 1° gennaio 1787 e il 31 dicembre 1799 senza alcuna grave soluzione di continuità a parte una lacuna che comprende il periodo 25 marzo-17 luglio 1799, epoca della prima occupazione francese. Le filze contengono i rapporti dei consoli toscani all'estero, che dovevano appunto corri-

spondere con il governatore di Livorno. Il maggior interesse è presentato dalle lettere del console di Marsiglia e del console di Nizza, annessa alla Francia nel 1793.

Il console residente nel porto sabauda, Angelo Maria De Negri, si dimostra un attento osservatore degli avvenimenti corsi, e non lascia quasi trascorrere settimana senza scrivere al governatore lettere ricche di informazioni.

Degna di attenzione può essere anche la corrispondenza dei consoli, di Londra e di Amsterdam. Si tenga presente che gli oggetti preferenziali della corrispondenza consolare sono il commercio, la navigazione e l'economia in generale.

Si segnalano in particolare le seguenti filze:

filza 41

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1790 ag. 16.

Informa che «li francesi eransi allarmati da pretesi preparativi di Nizza, e che questa era vicendevolmente in simile apprensione».

All'informazione è unita copia di una lettera spedita da Tolone al console nella quale si manifesta il crescente timore per le notizie «maliziosamente date da alcuni di questi francesi qui rifugiati».

filza 42

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1790 ag. 30.

Si invia copia di un esemplare stampato in Corsica del discorso sedizioso tenuto al generale Pasquale Paoli da alcuni toscani abitanti a Bastia (1790 lug. 19).

filza 43

Lettera dell'«imperial Consiglio di reggenza» al governatore di Livorno. Firenze 1791 gen. 3.

Si forniscono indicazioni circa l'atteggiamento che il governatore deve tenere «presentandosi in codesto porto dei Bastimenti francesi colla nuova bandiera».

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1791 feb. 14.

Dà notizia dell'arresto «che fu fatto in Francia 13 o 20 giorni sono vicino alle isole di Hieres d'una feluca genovese precedente da Marsiglia, sopra cui eravi una somma considerevole di contanti che venivano, dicesi, a queste nobili famiglie francesi».

filza 44

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1791 lug. 4.

Informa sugli avvenimenti accaduti. «Sarà stata prima d'ora nota a V.S. Ill.ma la fuga delle L.L.MM. Cristianissime, e le notizie sparse vicendevolmente del loro arresto in Varenne presso Verdun, indi il loro rilascio col favore di 3 regimenti di cavalleria sotto gli ordini di... de Boville, e la loro sicurezza chi dice a Luxembourg, chi a Stenay, tra Verdun e Sedan, e finalmente che il Re era a Metz ricevendo gli omaggi di fedeltà di quella città e luoghi circonvicini, e che la Regina con il resto della Reale famiglia erano in Bruxelles. Sarebbe in vero cosa desiderabile che quella Reale famiglia fra cui trovasi l'Augusta nostra Principessa, avesse potuto scampare da quelle indegne mani senza aver sofferto alcun oltraggio, e sarà questo un colpo della Divina Provvidenza, che nel mio particolare ringrazierò altamente».

filza 47

Lettera del console toscano a Marsiglia al governatore di Livorno. Marsiglia 1792 mag. 26.

Spiega perché «ho fatto abbassare le Armi di Toscana le quali erano appicate sulla porta della mia casa doppo che fu nota la dichiarazione di guerra contro il Re di Ungheria e di Boemia»... «che a sommo pericolo mi andrei esponendo, se non mi arrendessi ai desideri d'un popolo che altro non conosceva che un'estrema licenza»... «con un Governo il quale può diventare ottimo, ma che in questo momento è macchiato d'una licenza popolare, la quale le cure, la vigilanza e la fermezza dei nostri Officiali Municipali non sono sempre capaci di reprimere, come purtroppo ne abbiamo dei tristi esempi»... «un avvenimento sinistro che riuscirebbe sensibile al popolo, e lo muoverebbe forse al di là dei limiti e del suo dovere, può portarlo a eccessi quali sarà difficile forse impossibile d'impedire».

Sono allegate 8 copie di lettere dimostranti il carteggio avvenuto tra il console di Toscana a Marsiglia e la Municipalità francese circa il fatto accaduto.

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 mag. 14.

Fornisce notizie sul movimento delle truppe in Piemonte, sull'armamento di quattro navi di linea e di fregate nel porto di Lione e sulla partenza per la Sardegna di due fregate regie mandate ad imbarcare un corpo di truppe di quella guarnigione.

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 giu. 7.

Dà informazioni sugli avvenimenti accaduti a Tolone e a Nizza nella seconda parte del mese di maggio.

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 giu. 11.

Informa sul movimento delle navi nel porto di Tolone, di Nizza e dell'arrivo in «Antibo» «di 300 Dragoni del re a cavallo, 90 dei quali andranno a Cagnes».

Lettera del console toscano a Trieste, D. Francesco Belletti, al governatore di Livorno. Trieste 1792 giu. 13.

Informa che «da pochi giorni a questa parte si fortifica il Porto, e le spiagge, onde garantirsi da quale insulto francese, a quale effetto giungono cannoni, munizioni, truppe, e si sono armate e si armeranno 12 lancie cannoniere con cannone di 30 e 36. Il Console francese ha la sua arma fuori, e li mercantili bastimenti suoi nazionali caricano e scaricano senza il minimo oltraggio, ma dalla Polizia viene tenuto occhio vigile sopra quelli che vengono e qui sono degni di sospetto».

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno, Nizza 1792 giu. 18.

Informa sul movimento delle navi da guerra nel porto di Nizza, della messa in linea di 3 navi a Tolone e della costruzione di altre 2. Aggiunge che «si è detto ultimamente che essa abbia commissione di arrestare, e mandare nei porti di Francia tutti li Bastimenti carichi di grano che passeranno alla lor vista, e siccome qui si pensa a più al male che al bene, si osservano tutti i suoi movimenti, ed intanto si dispongono, si armano giornalmente le batterie del Castello di Villafraanca verso il Porto, colla più grossa artiglieria di 36 pezzi per battere in caso d'insulto con palla infuocata».

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 lug. 2.

Si dà notizia dei movimenti delle navi nel porto di Nizza e Tolone; degli spostamenti di truppe e preparativi in Provenza.

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 lug. 12.

Dà notizia sull'armamento navale di Tolone, sui preparativi militari che vengono fatti in Provenza, nel villaggio di Cagnes, ad Antibio, nelle «Ville» di Frenis, a Cannes e nella stessa Nizza aggiungendo «Però tutti questi preparativi si spera non avranno alcun seguito, mentre li Francesi non hanno fin qui volontà alcuna di attaccarci né per mare, né per terra, temono al contrario un'invasione di queste truppe, e di quelle d'Austria».

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 lug. 30.

Informa sull'armamento navale di Tolone e sul fatto che «la maggior parte di quei armamenti sono senz'equipaggio e che quelli fin qui formati sono quasi tutti forastieri di diverse nazioni italiane, e il rimanente de' medesimi gente nativa di Tolone; pochi essendovene dei altri luoghi marittimi della Provenza quali ricusano d'imbarcarsi». Dà la notizia che è arrivata da Marsiglia un'imbarcazione «con 19 preti, scampati dalle mani furibonde del popolo» e che il padrone della nave dichiara di aver visto impiccare 8 persone e «che quella città è al colmo dell'orrore e del disordine; l'emigrazione perciò di quella città aumenta viè più»; che sono stati uccisi 2 deputati e che Marsiglia, Tolone e Digne stanno facendo ogni sforzo per erigersi in repubblica.

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 ag. 20.

Oltre alle solite notizie relative al movimento navale nel porto di Nizza e di Tolone, informa anche su ciò che è avvenuto a Parigi, nel Palazzo delle Tuileries «essendo stato investito dai cittadini, la guardia svizzera del Re, fece così rigorosa difesa, che per un momento ne respinse la furia, ma appiccatosi il fuoco, le guardie suddette furono costrette d'abbandonare il Palazzo, e uscite fuori, sono state tutte sacrificate insieme ad un numero di 5 mila uomini che da parte ed altra han perito in questo sanguinoso conflitto». Altre notizie ancora riguardano la famiglia reale e il re, costretto ad abdicare.

filza 48

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 set. 10.

Dà notizie su ciò che sta avvenendo a Nizza e nei suoi dintorni relativamente ai movimenti delle truppe nella Provenza.

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 set. 17.

Dà notizia dei preparativi di guerra, delle truppe, di un cannoneggiamento avvenuto ad Antibio, dell'arrivo di un bastimento proveniente dalla Linguadoca con circa «100 vecchi preti, la maggior parte ottuagenari», e di un altro in arrivo con «delle monache, le quali ora si cacciano pure come i Preti dalla provincia suddetta».

Lettera del console toscano a Nizza, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Nizza 1792 set. 24.

Dà notizia della partenza da Tolone della squadra navale; della presunta affissione a Marsiglia di manifesti con la dichiarazione di guerra dell'Assemblea nazionale al re di Sardegna; del tentativo di fuga del console di Francia residente a Nizza, fermato dall'ufficiale di guardia del porto.

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Ventimiglia 1792 set. 30.

Informa sugli avvenimenti che il 28 settembre lo hanno costretto ad abbandonare Nizza ed a rifugiarsi a Ventimiglia. La città di Nizza il 28 settembre si era arresa ai francesi accettando anche tutte le altre condizioni; inoltre dato che la nobiltà, gli ecclesiastici «e tutti gli altri stati» erano fuggiti dalla città lasciando ogni cosa nelle case, queste continuavano ad essere sottoposte al saccheggio «dal popolo della Marina e dai facchini» dalla notte del 28 settembre. I francesi, ai quali era stato chiesto l'ingresso delle loro truppe in città per mettere fine al brigantaggio, a causa del cattivo tempo che aveva «gonfiato» il fiume Varo, e aveva costretto le navi ad allontanarsi, non avevano potuto prendere effettivamente possesso della città.

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1792 ott. 11.

Commenta la vergognosa «resa di Nizza ai francesi...» «giacché si accerta che quelli entrati in Nizza sono nel più cattivo ordine, mancante di tutto, stroppi, vecchi e avendo la maggior parte per armi picche, bastonacci, mazzette, ascie e simili altri strumenti che fanno conoscere essere questa gente una banda di ladri piuttosto che di guerrieri». Dà notizia sulla squadra navale partita da Tolone e su quella inglese che si trovava a Genova ed era partita subito dopo la resa di Nizza.

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1792 ott. 23.

Dà notizia sui movimenti del naviglio nel porto di Villafranca e del fatto che «essendosi spopolati tutti i luoghi della Provenza, ove non sono rimaste che le donne armate, e si vuole ancora che fra l'armata si avesse un certo numero di queste». Informa anche sul movimento delle truppe austriache e che le città di Genova e Savona «si armano al più alto segno».

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1792 nov. 1.

Informa sull'episodio accaduto ad Oneglia e riferisce le notizie giunte da Marsiglia, Tolone e Nizza.

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1792 nov. 4.

Dà notizia di una squadra francese formata da 9 bastimenti partita da Oneglia e informa che correva voce «fosse per passare da Oneglia nei mari di Toscana».

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1792 nov. 8.

Dà notizia del movimento di navi nei porti di Tolone, Marsiglia e Genova. In quest'ultima città «il soggiorno della squadra francese rende assai malcontento quel numeroso e terribile popolaccio, che non può vedere di buon occhio quella nazione; quanto è propensa per essa la nobiltà e tutti gli stati civili altrettanto è contro della medesima animata quella plebe ed infatti sono successi alcuni piccoli fatti tra questa e li marinai delle navi». Aggiunge anche che Nizza è svaligiata dai francesi e che quest'ultimi stanno portando in Francia tutto ciò che trovano.

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1792 nov. 18.

Dà notizia del convoglio navale francese partito da Marsiglia che «unito con quello di Tolone è composto di 115 bastimenti, comprese 8 fregate», di scontri armati avvenuti a Nizza e ad Oneglia, della presenza di navi francesi nel golfo di La Spezia, nel porto di Villafranca e di Genova. Il console riferisce inoltre che la Repubblica di Genova «ha fatto alla detta squadra un magnifico regalo di buoi, di castrati, e di farine per rinfresco, e si dice inoltre che gli abbian mandato 6 cassette d'oro d'un peso così enorme che il canotto che le portò a bordo era quasi tutto sott'acqua».

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1792 nov. 29.

Informa sul movimento del naviglio francese nei porti di Tolone, Marsiglia, La Spezia, Genova e dei preparativi di guerra che vengono fatti in altre località.

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1792 dic. 30.

Dà notizia dell'arrivo a Villafranca della maggior parte dei bastimenti del convoglio partito da Tolone, circa 40, e dello spostamento di truppe e di navi.

filza 49

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, gen. 10.

Dà notizia del convoglio navale di Tolone e delle truppe che si trovano nei dintorni di Nizza.

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, gen. 24.

Informa sul movimento di navi francesi partite da Villafranca e, fra le altre, riporta la notizia avuta da un negoziante passato da Parigi, per il quale in quella città il «giorno 6 del corrente, solennità di Santi Magi e si era sentito pubblicare il bando portante la confisca de' beni, e la pena di morte ignominosa per tutti coloro che avessero ardito parlare, né menzionare più la Persona Reale, senza saper dire altro, senonché da tutto il mondo si augurava male».

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, feb. 24.

Fornisce notizie sui preparativi di guerra francesi, dell'arrivo di 15.000 uomini in Nizza; e che «quei abitanti per non soggiacere alle vessazioni cercarono di fuggire, ma che ricusandosi i pasaporti alle persone per uscire, e le licenze per estrarre la roba e gli effetti. Nel 20 gennaio quel-

la municipalità emanò il decreto del sequestro di beni ed effetti dei emigrati che nello spazio di mesi due non si sarebbero rimpatriati...».

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, feb. 28.

Dà notizia di fatti inerenti alla guerra con particolare riferimento a quelli riguardanti Nizza e Marsiglia.

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, mar. 7.

Informa sui movimenti di navi francesi nei porti di Genova, Cagliari, Portofino, Oneglia e dà notizia che a Nizza «sono stati pubblicati dei ordini rigorosi per impedire l'emigrazione di ogni ceto di persone, inclusivamente alle donne e ai ragazzi, e ciò dopo che quella città, e il suo contado sono stati dalla Convenzione di Parigi dichiarati parte integrante della Repubblica francese...».

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, mar. 10.

Informa sul movimento e sulle operazioni della squadra navale francese, dell'arrivo di carri con soldati feriti che «eransi per due giorni sequestrati nel porto di Marsiglia li bastimenti di tutte le nazioni che vi si trovavano...», e che in seguito di questo tutto il mondo era ansioso di sentirne il risultato quando vi si pubblicò la dichiarazione di guerra contro la Spagna...». È allegata copia di «Lettera del Sig. Luigi Riccardi vice console in Oneglia in data di 5 marzo 1793».

filza 50

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, apr. 11.

Dà notizia del fatto che quasi tutti i bastimenti destinati ai porti francesi vengono «predati» dai corsari di Oneglia e di Loano dei loro carichi di grano; che nel porto di Savona si trova un bastimento, tra altri numerosi, da circa un mese, «carico di cannoni per Marsiglia che veniva di Livorno» e che «un marinaio di qui giunto ultimamente di Tolone ha rapportato che trovavasi ancor in quel porto allorché dovendo mettere alla vela due fregate di quell'armata navale, spararono tre e più colpi di cannone per chiamare a bordo l'equipaggio che era in terra, e che ricusava di imbarcarsi, dicendo che cercassero altri nuovi equipaggi perché essi avevano già fatto la loro campagna. Un bastimento giunto ultimamente di Marsiglia asserisce che quello sfrenato popolo aveva arrestati 26 dei più ricchi negozianti sotto il pretesto che essi non avessero prese le necessarie misure per provvedere la città di sufficienti provvigioni di barca; che due li avevano appiccicati sul campo, e che gli altri li avevano tradotti su di una piccola Isola poco distante di Marsiglia, senza saperne il loro fine».

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, apr. 18.

Molte informazioni sull'andamento della guerra, sul movimento del naviglio francese e delle truppe austrosarde. È allegata copia della lettera del vice console d'Oneglia del 9 apr. 1793.

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, apr. 25.

Dà notizia di fatti accaduti per terra e per mare, dal 18 di aprile; riferisce le notizie che sono giunte a lui circa «un'azione molto sanguinosa tra le truppe francesi e austrosarde» avvenuta

vicino a Nizza, sul colle di Brau e della peste scoppiata «ad Algeri, Bona e altre piazze della Barberia». Inoltre da Nizza giunge notizia «che la penuria non può esservi più grande, essendosi perfino proibita la fabbricazione dei vermicelli per la minestra, che ora vi si fa con dei erbaggi, onde non consumar tanto grano».

Lettera del console toscano, Angelo Maria De Negri, al governatore di Livorno. Savona 1793, mag. 2.

Nel rapporto fra l'altro vi sono notizie relative al movimento del naviglio, a fatti accaduti in varie città francesi e ad un episodio di guerra avvenuto sul colle di Prus, vicino a quello di Brau.

Lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno, Savona 1793, giu. 14.

Fornisce informazioni sul movimento di navi spagnole e francesi; riporta la notizia di un «ostinato e sanguinoso fatto d'armi» avvenuto nel contado di Nizza, nel quale «li francesi vi abbiano lasciati circa uomini e li Piemontesi... circa milla uomini».

filza 51

Cinque lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savona 1793, lug. 4, 11, 22, 23, ag. 1.

Dà molte notizie sul movimento di bastimenti spagnoli, francesi, inglesi e delle truppe piemontesi in marcia verso le Alpi.

Lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savona 1793, ag. 15.

Nel rapporto, oltre a informazioni relative al movimento di navi spagnole, riporta la notizia che «dopo l'apparizione» della flotta inglese «su Nizza l'armata francese è nello scompiglio, e nel disordine massimo per una divisione suscitata il dì 9 tra i Commissari della Convenzione Nazionale, ed il Generale Comandante Brunet... depresso, e dichiarato in stato d'arresto; quest'armata è in oggi contro il partito di Marsiglia, e di tutta la Provenza...».

Lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savona 1793, ag. 29.

Dà notizia che «in seguito ad un congresso tenutosi a Torino il dì 15 del corrente coll'intervento di S.M., di tutti i principi della Casa Reale, de' Ministri, del Generale in Capite Barone Devins e del Plenipotenziario inglese...», il predetto Generale partì l'indomani da detta Capitale per Demonte con tutto il suo seguito di Campagna... È immenso l'apparato militare che si fa in quelle parti e che non può che annunciare un prossimo attacco...». La lettera prosegue con la descrizione sia dei movimenti delle truppe all'interno del Piemonte, sia dell'allontanamento della flotta inglese dalla costa di Nizza. Riporta anche avvenimenti accaduti nella città di Nizza e di Genova.

Lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savona 1793, set. 5.

Fra le altre notizie riporta quella «della resa volontaria del porto di Tolone fatta agli inglesi il giorno 28» e riferisce il rapporto fattogli da alcune persone fuggite da Marsiglia, «fra le quali il Presidente e alcuni ufficiali di quel Dipartimento» sul fatto che il Generale Casteau, il 25 agosto, appena entrato in Marsiglia «ordinò il sacco di tutte le case e magazzini de più ricchi nego-

zianti e richieste ad un tempo 200 teste, la maggior parte de quali salvatosi con la fuga, egli ebbe il mezzo... di corrompere le truppe che erano state assoldate dai medesimi Marsigliesi controrivoluzionari».

Lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savona 1703, set. 12.

Dà notizia che il 7 settembre, proveniente da Tolone, «passò qui un corriere, il quale con avviso pubblico e circolare notificò a tutti i Governi di Genova per dove transitava, che le squadre inglesi e spagnole erano entrate nel porto di Tolone; che quei abitanti aveanvi proclamato il Re Luigi XVII nel Real Delfino e che tutti i forti, e le navi della squadra francese aveano inalberato la bandiera nazionale francese perché il Re vi fu proclamato colla prima costituzione del 1789». Oltre ad altre notizie relative alle flotte inglesi, francesi e spagnole, scrive che «il Governo civile e militare di Tolone è amministrato dai inglesi e spagnoli, quali insieme spediscono tutti gli affari di terra e di mare, senza alcun ben minimo intervento dei francesi...».

Lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savona 1793, set. 26.

Dà notizia sul movimento del naviglio inglese, napoletano, spagnolo e francese; è allegata copia di una lettera che il console dice di aver ricevuto da un suo «amico» di Nizza datata 16 set. 1793. Dal contenuto di questa si può capire «a che segno di disperazione siano giunti i francesi del giorno d'oggi».

filza 52

Lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savona 1793, ott. 10, 17, 18.

Dà notizia dei movimenti del naviglio francese, inglese, spagnolo. Il rapporto del 18 ottobre contiene anche la notizia dell'avvenuta resa, il 9 ottobre, della città di Lione.

Lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savona 1793, ott. 24.

Fra le altre notizie sul movimento del naviglio francese, napoletano e delle truppe austriache, riferisce la notizia a lui riportata che il 15 ottobre a Nizza erano stati sequestrati i «legni francesi che erano in quel porto, in numero di 32, ma eziando l'arresto de' loro equipaggi, di cui alcuni scapparono nella notte per terra in Ventimiglia, e siccome una gondola ebbe il mezzo di uscire dal porto in quell'istessa notte, l'indomani si chiuse il porto con la catena». Aggiunge anche che a Nizza è «affisso il manifesto della dichiarazione della Francia contro Genova; ed alcune persone benestanti della città di Ventimiglia... ne sono uscite».

Quattro lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savona 1793, nov. 7, Loano, nov. 13, 20, 27.

Informa sul movimento del naviglio francese, napoletano e inglese; fa presente che una «inaudita carestia ha colpito gli stati genovesi» e che gli abitanti di Nizza «sono stati costretti a nutrirsi per lo spazio di 4 giorni di castagne ed altri legumi per mancanza di pane».

Tre lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Loano 1793, dic. 1, 11, 25.

Informa sul movimento del naviglio francese, inglese, genovese e napoletano.

filza 53

Quattro lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Loano 1794, gen. 5, mar. 2, apr. 9. Savignano (Torino) 1794, apr. 25.

Nelle lettere inviate da Loano dà notizia sul movimento del naviglio francese ed inglese e delle truppe piemontesi. Riporta, fra le altre notizie, un increscioso episodio avvenuto la sera del 25 febbraio sulla spiaggia di Alassio perpetrato da parte di «un Corsaletto francese» contro un battello genovese che trasportava passeggeri. Esprime il timore «che i nemici costretti dalla fame non facciano qualche impensata irruzione in questa riviera di Genova». La lettera del 25 aprile proviene da Savignano dove il Console è stato costretto a rifugiarsi dopo l'invasione del territorio genovese nella notte del 5-6 aprile da parte dei francesi. «In tal maniera si è verificato quanto ho predetto e scritto a V.E. fin dal passato mese di gennaio... che questa mascherata neutralità non si sarebbe osservata fedelmente dai francesi, la qual notizia io le invio con il più grande rincrescimento perché vede esposta l'Italia alle barbare incursioni di nemici se i soccorsi tanto desiderati dalla Germania non giungono presto».

filza 54

Lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savigliano 1794, mag. 2, 17.

Informa sull'andamento della guerra «nel contado» di Nizza e Savoia; del movimento del naviglio francese e inglese. Prospetta la possibilità da parte dei francesi di una invasione del Piemonte. Nella lettera del 17 maggio riporta la notizia dell'ordine emanato con regio Editto «dell'armamento Generale della massa dei Popoli al primo segno della Campana, ma che sia qual esito sarà per avere questa Sovrana Provvidenza con la quale si è previsto a tutto; il popolo essendo stato indotto dalle allucinazioni dei propagandisti del sistema Francese, che si sono troppo lungo tempo tollerati impuniti, e molto indisposto, è vero che dopo la scoperta di congiura della Capitale, si fanno continui arresti dappertutto di persone d'ogni condizione, ma troppo tardi si è applicato il rimedio al male».

È allegato un «Estratto di lettera sicura di Parigi de 16 maggio 1794».

«Il comitato di salute pubblica ha determinato di richiamare dalle sue Armate dette delle Alpi, e d'Italia una parte considerabile delle migliori, e più scelte truppe per inviarle a rinforzare quelle del Reno, e le altre verso il Nord, ove il bisogno ne diviene ogni giorno più urgente per le grandiose vittorie degli alleati che per rimpiazzare quelle truppe nelle armate suddette, si sarebbe fatta la leva forzata della seconda requisizione, oltre quella di molti corpi de' volontari, alli quali per animarli di accorrervi, si sarebbe permesso il saccheggio, e la preda di tutte le ricchezze di Paesi che si conquisterebbero nell'Italia; allegando essere questa l'unica misura che restava di prendersi per reclutare le armate suddette, e poter continuare la guerra, tanto più che con ciò si avrebbe anche il vantaggio di diminuire nelle Provincie della Francia, il gran numero de' malcontenti che cominciano a farsi temere al Comitato, e che l'avidità del saccheggio in altri paesi attirerebbe facilmente alle armate.

In conseguenza di tale determinazione si sono spediti ordini alli Generali Comandanti di proseguire d'or innanzi le loro operazioni con osservare la massima assoluta di far devastare tutti li paesi che conquisteranno in Italia, senza pensare di formarvi alcun stabilimento».

filza 55

Lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Luglio 1794, ag. 12, 19, set. 2, 9.

Informa sulla improvvisa ritirata dei francesi avvenuta il 10 agosto. I francesi, che erano giunti vicino a Cuneo, «fanno la loro ritirata con tutta tranquillità, cosa che non si comprende riguardo alla inazione delle nostre truppe, le quali essendo in forze molto superiori a quelle de' francesi, se si fossero mosse appena, gl'avrebbero obbligati ad abbandonare tutto, ed a ritirarsi precipitosamente».

filza 56

Lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savigliano 1794, ott. 7, 14, 21, 28, nov. 11, 18, 25, dic. 16.

Informa sulle operazioni francesi militari in corso nella riviera di Genova; precisa che «i Francesi sono padroni di tutta la Riviera occidentale di Genova, eccettuatone la fortezza di Savona, la quale è ancora in mano ai Genovesi».

Dà anche notizia del movimento delle truppe austriache.

Allegato alla lettera dell'11 novembre è lo «Stato della forza dell'armata francese nel contado di Nizza e nella riviera di Genova al 31 novembre 1794».

Informa anche che «la diserzione e la mortalità delle truppe francesi sussistono costantemente con qualche aumento».

Dalla città di Nizza ha avuto notizia che i «Francesi non spettano che il momento di un attacco per avere il legittimo pretesto d'abbandonarla e ritirarsi in Provenza, tanto è vero che sono logori e strapazzati, con universale malcontento».

Alla informazione del 16 dicembre è allegata copia di una lettera proveniente da Vienna del 22 ottobre con la quale il De Negri vuole rendere «un'idea della condotta repressibile che han tenuto i generali dell'armata austriaca... da questa ella osserverà che se i nemici non sono stati cacciati dalla Riviera di Genova, e forse anche da Nizza, la colpa è tutta di quei generali, la di cui condotta ha fatto stupire tutti».

filza 57

Lettere del console Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savigliano 1795, gen. 6, 20, feb. 3, 10, 17, 24.

Dà notizia del movimento delle truppe francesi stanziate nella «Riviera di Genova» e Nizza. Alla lettera del 20 gennaio allega copia «di lettera di un ginevrino sullo stato politico della Francia». Quest'ultima proviene da Berna ed è del 6 dicembre 1794.

Con la lettera del 3 febbraio fa un rapporto molto preciso sulla causa e l'andamento della malattia che sta colpendo sia i militari francesi che gli abitanti di Savona; a questa è allegato anche un «articolo di Savona 25 gennaio 1795», molto interessante per le notizie relative al naviglio francese che si trova nel porto di Tolone, Marsiglia e Nizza. Un «Articolo di Savona del 22 febbraio 1795» è allegato alla informazione del 10 febbraio.

Nella lettera del 24 febbraio informa che al congresso di Milano «nulla fin qui si è deliberato riguardo al piano della vicina Campagna». Fra le altre notizie commenta che «di Francesi devono essere cacciati lontano dalle parti dell'Italia non sol per ciò che con la forza possono contro d'essa intraprendere, ma molto più per il loro sistema di contagio che strascina tutti i popoli nella rivolta contro loro Governi».

Lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Savigliano 1795, mar. 3, 10, 17, 22, 31, apr. 7, 13.

Informa sul movimento sia delle truppe piemontesi che delle truppe e del naviglio francese. Con la lettera del 17 marzo «ragguaglia» «del combattimento navale seguito la mattina del 14 sulle alture di Savona fra la squadra Inglese e quella di Tolone».

Alle lettere del 7 e del 13 aprile sono allegati «gli avvisi avuti da Savona» del 26 marzo e del 2 aprile; in data 13 aprile riporta delle notizie ricevute da Nizza «che il Giovedì Santo tutte le chiese di quella città eransi aperte, che vi si celebrarono le funzioni ecclesiastiche, e che ci fu un grande e pio concorso di popolo, che tutto eravi cambiato sì nello spirituale, che nel temporale e che la malattia epidemica era in diminuzione; ma accertano che i viveri sono in essa città di Nizza scarsissimi...».

Lettera del console toscano a Marsiglia al governatore di Livorno. Marsiglia 1795, mar. 25.

Dichiara di aver ricevuto «l'Editto di neutralità, pace ed amicizia di Sua Altezza Reale colla Repubblica Francese...» questo avvenimento ha prodotto un'allegria e contento universale, e con vero piacere si è veduto l'arrivo seguito quà in questa settimana di quattro vascelli toscani caricati di sussistenza e di diversi generi...».

filze 58, 59, 60

Lettere spedite al governatore di Livorno dai consoli toscani residenti nei porti esteri, con molte notizie sul movimento del naviglio francese.

filza 61

Lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Nizza 1796, apr. 10.

Informa sul movimento della flotta inglese nelle acque di Tolone e di Marsiglia e sul fatto che «continua pure a passare molta gioventù della prima requisizione la quale va per forza, ed affatto scoraggiata all'armata».

filza 62

Lettere del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Nizza 1796, mag. 9, 23, 30.

Nella lettera del 9 maggio fra le altre notizie riferisce «che la squadra inglese continua ad essere in crociera sulle coste della Provenza, mentre diversi legni mercantili procedenti da Tolone e da Marsiglia sono stati da essa inseguiti».

Lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno. Nizza 1796, giu. 20.

Informa su episodi accaduti fra il naviglio francese e quello inglese. Fra le altre notizie fa presente che «continua a fare qui l'apertura delle lettere, che vanno e vengono di fuori stato e la Gazzetta Toscana che mi perviene settimanalmente in un piego, non è stata nemmeno risparmiata...».

filze 63, 64, 65, 66, 67, 68

Lettere che i consoli toscani all'estero inviano al governatore di Livorno con notizie relative alla flotta inglese e alle rappresaglie che questa effettua nei confronti di ogni tipo di naviglio che incontra, a qualunque nazione appartenga (francese, spagnola, toscana, ecc.). 1796, lug., 1797, dic.

filza 69

Lettere dei consoli toscani all'estero inviate al governatore di Livorno che riportano notizie di carattere generale sul movimento del naviglio inglese

e spagnolo; sporadicamente danno notizie relative a bastimenti mercantili francesi «predati dagli inglesi» (Nizza 1798, feb. 13). 1798, gen.-mag.

filza 70

Lettere dei consoli toscani all'estero inviate al governatore di Livorno che contengono notizie generali sul movimento del naviglio inglese e spagnolo. 1798, giu.-ag.

La lettera del console toscano Angelo Maria De Negri al governatore di Livorno, Nizza 1798, agosto 20, riferisce che «un ordine emanato dal Governo francese avendo interdetto a tutti i Consoli, e i Ministri di nazioni estere, che sono in stati della Repubblica, di dare nelle loro corrispondenze alcuna sorta di notizie né per mare né per terra, toccante qualunque genere di cose, sotto pene ai dilynquenti, mi restringe...».

filze 71, 72, 73, 74

Lettere dei consoli toscani all'estero inviate al governatore di Livorno che riportano notizie sul naviglio di varie nazioni, in particolar modo quello inglese, e dei corsari francesi. 1798, dic. - 1799, dic.

MAGISTRATO POI DIPARTIMENTO DI SANITÀ, filze 627, voll. e regg. 141 (1606-1860). Inventario.

Affari generali e carteggio estero e interno 1606-1860, filze 606.

Nelle filze di questa serie sono facilmente individuabili gli inserti relativi al «Carteggio estero». In particolare si indicano i carteggi provenienti da Marsiglia-Nizza (che viene incorporata nel territorio francese nel 1793); ciò senza escludere la possibilità che da luoghi diversi potessero giungere echi di avvenimenti connessi con la Rivoluzione francese.

FONDO DEL VOLLIA, b. 1 (1799-1800).

Si tratta della raccolta di 33 lettere inviate al padre dal cav. Pietro Corsi del

Vollia, ostaggio delle truppe repubblicane francesi dal maggio del 1799 (15 lettere sono del periodo 6 luglio-15 dicembre 1799 e indirizzate da Monaco, Isola di S. Margherita, Aix e Digione); le altre sono state scritte fra il marzo e l'agosto 1800.

In tutte le lettere Pietro Vollia fornisce notizie sul proprio stato di salute, sulla situazione sua e degli altri prigionieri, sui disagi che ha sopportato durante i trasferimenti per raggiungere i vari luoghi di prigionia.

In particolare nelle lettere del 14 e 15 dicembre 1799, 10 e 26 gennaio, 2 febbraio, 9 marzo, 28 aprile, 25 giugno, 14 luglio, 24 luglio 1800 troviamo informazioni dirette sugli avvenimenti francesi. Nella lettera del 14 novembre 1799 spedita a Digione, si legge fra le altre notizie che a Parigi «sono stati cassati alcuni membri del Direttorio, sospeso il Consiglio de' 500: per Decreto del consiglio degli anziani, i quali hanno proclamato consoli per governare la Repubblica Sijes già presidente del Direttorio, Bonaparte, et Roger Ducos. Bonaparte con questi ha tutto il partito: egli co' suoi proclami promette ai francesi il ristabilimento dell'ordine interno, e la pace esterna, con le quali promesse non cessa di affezionarsi il Popolo di Parigi e l'armata»; in quella del 9 marzo 1800 a proposito della sua liberazione Pietro Corsi del Vollia commenta: «se non temessimo il governo francese, facile a dire una cosa e sostenerne un'altra» e ancora «Parigi è allegrissimo e contentissimo di avere Bonaparte qual sovrano: tutto il partito è per lui, giacché vi si vive tranquillamente, né si pensa, né si discorre né di guerra né di miserie che in realtà generalmente non vi sono, come neppure in tutta la Francia, nonostante tanti anni di rivoluzione. Vorrebbe concludere la pace con le potenze estere, per sempre più farsi un merito nell'interno per confermarsi nella sua ambizione. ...Dijon è pieno di forestieri: prigionieri tedeschi russi e napoletani e poi circa 6000 italiani militari, strappati, e senza pane, e senza paga».

Nella lettera del 14 luglio spedita da Parigi scrive a proposito del rilascio degli ostaggi toscani «ma Bonaparte non si oppone, che con dire, di sospenderne la risoluzione ad altro giorno. Credo di averne saputo forse un motivo, che ha determinato così il primo console, cioè da voce sparsa per mezzo di lettere venute da Genova, che in Livorno siano stati arrestati tutti i francesi, e genovesi, ed alcuni massacrati, e ciò sulla notizia di due stessi genovesi sottrattisi da Livorno senza passaporto, per quanto si dice». Torna sull'argomento della sua liberazione nella lettera del 24 luglio: «solo Bonaparte disse, sospenderla ad un altro giorno, o perché gli rimaneva qualche difficoltà sul titolo nostro, che non hanno gli ostaggi piemontesi, essendo questi stati presi per la sicurezza dei patrioti, o perché egli sapeva avvicinarsi migliori circostanze da trarne ostinatamente di noi un qualche partito. Abbiamo intese le gran mutazioni di scena seguite in Italia, per le quali anche la Toscana, e Pisa ha altri confinanti. Ne comprendo la comune sorpresa ad un colpo così improvviso: almeno questo rovescio di cose porti al più sicuro e sollecito accomodamento per tornare a poco a poco nell'ordine, ed a godere, almeno un poco di quiete».

ARCHIVIO DI STATO DI PISA

Pur non conservando l'Archivio di Stato di Pisa documentazione diplomatica, si segnalano carte relative all'emigrazione francese, verso cui fu costante la preoccupazione degli organi di governo locale.

COMMISSARIATO. bb., filze e regg. 1.505 (1510-1808).

A f f a r i r i s e r v a t i , bb., filze e regg. 64 (1760-1808).

〈Appendice〉

filza 42

«Liste des Citoyens Français, qui sont actuellement à Pise» (ottobre 1793).

Fra questi si segnala la presenza di François Cacoult («Le C. Cacoult destiné Chargé d'affaires à Rome, et resté en Italie pour la direction des Artistes»), che — com'è noto — fu uno dei più attivi e intelligenti agenti rivoluzionari in Italia e che aveva dimorato a lungo a Firenze¹.

È da sottolineare che il governo toscano avvisava esplicitamente l'auditore che il Cacoult «dovrà restare in Firenze come ostaggio, finché non si abbia precisa notizia, che l'incaricato degli affari del R.A.S. a Parigi, ed i consoli nei Porti della Francia siano posti in sicuro». Gli altri devono andare a Livorno e imbarcarsi su un bastimento neutrale per tornare in Francia secondo le istruzioni del 19 ottobre 1793.

«Relazione del fatto seguito in Tolone, che incominciò la notte del 17 Xbre, ed ebbe il suo fine il dì 19».

Datata 12 gennaio 1794, la relazione è presentata all'auditore per avere il permesso di stampa. Si tratta di un'accurata descrizione del noto fatto d'armi che portò alla riconquista di Tolone da parte dell'esercito francese in lotta contro l'occupante inglese.

¹ Cfr. B. PERONI, *Gli italiani alla vigilia della dominazione francese (1793-1796)*, in «Nuova Rivista Storica», 1951.

STATO DELLA CHIESA

L'introduzione è di Raffaele Santoro (r.s.), che ha curato anche la voce Archivio di Stato di Roma.
La voce Archivio segreto vaticano è stata curata da Domenico Rocciolo (d.r.).
La voce Archivio di Stato di Bologna è stata curata da Elisabetta Ariotti (e.a.).
La voce Archivio di Stato di Ravenna - Sezione di Faenza è stata curata da Manuela Mantani (m.m.).

I rapporti fra lo Stato della Chiesa e la Francia durante la rivoluzione attraversarono fasi diverse, condizionati oltre che dai contrasti di natura politico-territoriale comuni agli altri stati europei, anche dall'attività propria della Chiesa cattolica, che manteneva in tutti i paesi una rete di rappresentanti religiosi, i quali costituivano una costante preoccupazione delle autorità centrali, per la loro indipendenza e la forza dei loro privilegi.

I primi mesi rivoluzionari videro emergere in maniera sempre più accentuata la volontà della nuova classe dirigente francese di limitare i privilegi del clero, a cominciare dalle annate e dalle decime ecclesiastiche che furono soppresse il 2 novembre 1789, ma ancora si sperava a Roma di poter comporre in maniera non traumatica il conflitto, contando soprattutto sull'influenza del re, ritenuto in grado di modificare gli avvenimenti.

Fu invece la costituzione civile del clero, decretata dall'Assemblea costituente il 12 luglio 1790 a sancire l'irrimediabile rottura fra la Santa Sede e la Francia, che non poté più essere rimarginata per le normali vie diplomatiche¹. Il nunzio pontificio a Parigi, monsignor Dugnami Milanese, fu infatti costretto a partire per la Savoia il 30 maggio dell'anno seguente, lasciando sul posto il suo vice Quarantotti, che a sua volta si allontanò il 2 agosto dello stesso anno, chiudendo definitivamente i rapporti diplomatici.

Rimase a Parigi, ma a solo titolo personale, l'abate Salomon, che continuò a tenere contatti con il governo francese fino alla sua definitiva partenza alla fine del 1792.

Uguale sorte subì l'ambasciatore francese a Roma card. de Bernis, che, essendosi rifiutato di giurare fedeltà alla costituzione, fu sollevato dall'incarico e sostituito dal conte de Segur. Il papa però rifiutò di accettare le credenziali del nuovo ambasciatore, rimarcando in maniera ufficiale il suo dissenso verso la rivoluzione.

D'altra parte in quei mesi un nuovo grande contrasto si delineò, con l'annessione alla Francia del contado venassino e di Avignone, sanzionata da un plebiscito. Se pure il decreto di annessione del 14 settembre 1791, poteva apparire la logica conclusione di un processo iniziato da tempo, indipendentemente dagli sviluppi rivoluzionari, pure esso costituì il primo vero motivo di contrasto politico-territoriale fra lo Stato ecclesiastico e la Francia.

La situazione non migliorò negli anni successivi, anzi nell'inverno del 1793 si ebbe il punto di massima frizione fra i due stati, in seguito a due avveni-

¹ Cfr. G. FILIPPONE: *Le relazioni tra lo Stato pontificio e la Francia. Storia diplomatica del trattato di Tolentino*, II, Milano 1967.

menti quasi contemporanei: l'assassinio a Roma dell'inviato francese Nicolas-Jean Hugon de Bassville ed il regicidio.

Se l'assassinio di Bassville mostrò quanto la plebe romana fosse lontana dalle idee rivoluzionarie, e legata per lunga tradizione al potere temporale dei papi, con il regicidio mutò lo stesso quadro di riferimento internazionale.

Fino a quel punto i motivi di contenzioso fra lo Stato della Chiesa e la Francia erano rimasti in un ambito sostanzialmente bilaterale, e non si erano discostati di molto, agli occhi degli altri sovrani d'Europa, dalle lotte condotte dagli stessi contro la subordinazione a Roma delle chiese locali.

La morte di Luigi XVI trasformò il contrasto in lotta ideologica, ed i sovrani europei, che avevano creato la prima coalizione contro la Francia, intesero non soltanto porre prima fine ad uno stato di sommovimento interno di quel paese, che poteva portare a pericolosi mutamenti dell'assetto politico europeo, ma anche difendere il vecchio ordine sociale, del quale la chiesa cattolica poteva costituire un rinnovato cemento ideologico.

La rottura continuò anche con la Francia giacobina e termidoriana, e solo l'avanzata delle armate napoleoniche pose lo stato ecclesiastico di fronte al problema dei rapporti con la Francia rivoluzionaria, che adesso si presentava con il volto del conquistatore militare, anche se aveva lasciato alle sue spalle le asprezze antireligiose degli anni precedenti.

Lo Stato della Chiesa dovette quindi piegarsi al trattato di pace di Tolentino del 19 febbraio 1797 con il quale riconobbe la perdita di Avignone e di altre località dello Stato.

Dopo il trattato di Tolentino ripresero anche i rapporti diplomatici con la Francia, attraverso la nomina del marchese Camillo Massimi ministro pontificio a Parigi, e dell'incaricato d'affari a Parigi Gioacchino Gorrossi. Quest'ultimo però trascorse il tempo della sua missione a Milano, presso Bonaparte, cui venivano riconosciuti ormai pieni poteri per gli affari d'Italia, al di sopra dello stesso Direttorio.

Con la proclamazione della Repubblica romana nel febbraio del 1798 veniva a cessare, se pur momentaneamente, il potere temporale dei papi, ed il nuovo organismo repubblicano diventava una delle formazioni politiche italiane subordinate alla Francia ed alla sua politica internazionale.

Il ritorno di Pio VII, nello scorcio del 1799, vide il ripristino dei precedenti organismi che gestivano la politica estera pontificia.

Ogni ricerca documentaria che abbia per oggetto la storia dello Stato pontificio non può non tener conto della realtà archivistica romana, venutasi a determinare dopo l'unità, quando, in virtù della sopravvivenza, sia pure *de facto* di un minuscolo Stato pontificio fu possibile acquisire al nuovo Stato italiano solo i documenti che si trovavano *extra muros* del Vaticano, lasciando quindi sussistere un Archivio vaticano del tutto svincolato dalle norme dell'amministrazione archivistica italiana ².

² Cfr. E. LODOLINI, *La formazione dell'Archivio di Stato di Roma*, in «Archivio della Società Romana di Storia Patria», XCIX (1976), pp. 1-232.

Per molti anni si assistette così ad una sottovalutazione dell'Archivio di Stato di Roma, ritenendosi in molti e qualificati ambienti che l'unico grande archivio dello Stato pontificio fosse l'Archivio segreto vaticano, aperto al pubblico nel 1881: la realtà era ben diversa. In effetti esisteva già all'origine una precisa specializzazione fra i due Archivi, che si tese poi ad estendere e perfezionare attraverso un'opportuna politica di scambi di documenti.

L'Archivio di Stato di Roma risultò così essere l'archivio dello Stato della Chiesa, entità territoriale e politica ben determinata, mentre l'Archivio segreto vaticano conserva gli atti dei dicasteri della chiesa cattolica, organo con fini spirituali e sovranazionali. Al di là di questa distinzione generale è chiara l'impossibilità di separare nettamente i ruoli tra i due archivi.

Non soltanto infatti documentazione di carattere temporale è conservata all'interno di fondi di origine ecclesiastica, ma in molti e non secondari casi la commistione tra il temporale e lo spirituale passa attraverso gli stessi organismi, che esercitavano entrambe le funzioni, ritenute parte di un unico compito generale.

Per questi motivi si è voluto in questa sede presentare unitariamente l'Archivio di Stato di Roma e l'Archivio segreto vaticano, indicando le complementarietà presenti.

Nel caso delle fonti diplomatiche in effetti le interrelazioni fra i due momenti sono ancora più strette, considerato il ruolo centrale che il segretario di Stato assolveva quale supremo responsabile di fronte al papa sia della politica interna ed esterna dello Stato pontificio che dell'attività della Chiesa cattolica nel mondo.

Tale ruolo si era venuto determinando a partire dal XVI secolo, ed aveva raggiunto nel XVIII una caratterizzazione precisa. Dal segretario di Stato dipendevano i nunzi apostolici presso i paesi riconosciuti dalla Santa Sede, cui si affiancavano gli incaricati di affari. Pure dal segretario di Stato dipendevano i vescovi e gli altri prelati dei paesi cattolici.

Per questi motivi il fondo della Segreteria di Stato, conservato all'Archivio vaticano, appare ricco di informazioni sui fatti della Rivoluzione francese, in gran parte già conosciute ed utilizzate.

Si veda ad esempio la voce «Francia» dello stesso fondo, con i dispacci del nunzio a Parigi dal 1787 al 1791, e quelli successivi dell'abate Salomon, che rimase a Parigi, senza alcuna veste ufficiale, fino a tutto il 1792.

Questi ultimi sono del resto già pubblicati integralmente ³.

Tra le serie di carattere non strettamente diplomatico, ma attinenti alla organizzazione della Chiesa cattolica, va ricordata la serie Cardinali e vescovi, con corrispondenza proveniente da ogni parte d'Europa, che giunge al periodo rivoluzionario. La parte relativa ai vescovi risulta pubblicata in regesto ⁴. Sempre nel fondo della Segreteria di Stato possono dare risultati positivi sondaggi nelle serie Principi e particolari, con la corrispondenza del segretario di Stato con personalità straniere o vescovi di importanti città estere. Basti

³ Cfr. Bibliografia p. 227.

⁴ Cfr. Bibliografia p. 227.

pensare a mons. Annibale Della Genga, nunzio a Colonia, costretto a fuggire all'arrivo dei francesi in Renania, e riparato a Paderborn. Il Della Genga rimase per molti anni il più diretto tramite tra la Santa Sede e gli ecclesiastici dei territori occupati. Di grande interesse sono poi le carte della Legazione di Avignone, con la corrispondenza del vicedelegato colà residente con la Segreteria di Stato.

Fra i fondi miscellanei va segnalata la raccolta di documenti che va sotto il nome di Epoca napoleonica con originali e minute di corrispondenza fra il papa, il segretario di Stato, nunzi, vescovi e sacerdoti di diversi paesi europei, fra cui Francia e stati italiani. Si veda inoltre la documentazione relativa proprio agli emigrati della Rivoluzione francese, con lettere di cardinali, vescovi, suppliche di privati al segretario di Stato per sollecitare l'accoglimento degli emigrati. Con le lettere si conservano memoriali che fanno i nomi di monache e preti fuoriusciti. Non viene conservata nell'Archivio vaticano, se non incidentalmente, documentazione di origine consolare, e ciò anche in considerazione della caratterizzazione più economica e mercantile che diplomatica propria dei consoli nel XVIII secolo, con la conseguenza che l'organo centrale preposto al loro controllo era il camerlengo, principale responsabile della politica economica pontificia. L'archivio del camerlengo è conservato nell'Archivio di Stato di Roma, e la sua trattazione rientra quindi nella descrizione generale di quest'ultimo. Un altro fondo nel quale è stato possibile individuare documentazione utile è la raccolta Garampi, costituita da oltre trecento unità, tra buste e volumi, con trascrizioni, quasi tutte a stampa, di documenti originali. Tali trascrizioni furono effettuate dal card. Garampi (1725-1732) e continuate per breve tempo dai suoi successori.

Per effetto della commistione documentaria cui si accennava, l'Archivio di Stato di Roma non manca di documentazione diplomatica, pur non conservando organici fondi di uffici diplomatici. Esiste bensì una serie Nunziature, composta di poche buste all'interno dell'archivio della Reverenda camera apostolica, però in essa si trova solo documentazione amministrativa e contabile, e per gli anni che interessano il presente lavoro sono documentate soltanto le ricevute dei pagamenti fatti dal tesoriere generale dello Stato pontificio al nunzio di Parigi per l'anno 1787. Si veda invece il fondo Miscellanea di carte politiche e riservate, con documenti di provenienza molto diversa, e date a partire dal secolo XVI.

Si tratta in gran parte di carte di politica interna, però è stato possibile individuare all'interno del fondo un nucleo documentario che può essere senza dubbio fatto risalire alla Segreteria di Stato ed alla sua corrispondenza con le nunziature e gli incaricati d'affari pontifici nei paesi esteri.

Per la rivoluzione francese sono documentate in maggior misura le reazioni papali alla soppressione dei privilegi ecclesiastici decretata nel 1789, ed alla costituzione civile del clero. Una citazione particolare meritano fra queste carte un gruppo di lettere della corrispondenza che mons. de Bernis, già citato ambasciatore francese a Roma, scambiò con il ministro degli esteri francese Montmorin negli ultimi mesi del 1789, prima di essere destituito dal suo incarico.

Una certa organicità presenta inoltre la corrispondenza di mons. Annibale Della Genga per gli anni in cui da Colonia era riparato a Ratisbona e poi a Paderborn da dove manteneva i contatti con i vescovi del Belgio e della Renania. Per il periodo successivo all'invasione napoleonica in Italia si conserva, sempre nel fondo Miscellanea di carte politiche e riservate, parte della corrispondenza del nominato incaricato di affari pontificio a Milano Gioacchino Goriossi, del quale è presente documentazione anche nella Collezione manoscritti. In entrambi i casi però i sondaggi hanno permesso di individuare solo questioni legate alle requisizioni di oggetti d'arte compiute dai francesi. Non si sono trovate, per il periodo della Repubblica romana, documenti interessanti direttamente la situazione francese, ma questo non desta meraviglia, stante la già ricordata subordinazione della Repubblica alla Francia e la mancanza di una sua autonomia politica estera.

Venendo poi alla documentazione di origine consolare, si segnala la serie Consolati, all'interno del Camerale II, un fondo miscelaneo composto in massima parte di carte provenienti dalla Reverenda camera apostolica, supremo organo collegiale di direzione dei principali settori dell'amministrazione interna pontificia. Non pare in realtà dalle carte esaminate che vi sia stata consapevolezza della vastità dei mutamenti in atto, ma la corrispondenza si riduce spesso a questioni private degli stessi consoli. Pure non manca qualche riferimento ad avvenimenti rivoluzionari.

I sondaggi effettuati negli archivi privati hanno dato esito negativo, se si esclude la collezione di documenti raccolti dal cardinale Cesare Guerrieri Gonzaga, che dopo la restaurazione assunse rilevanti incarichi nella rinnovata amministrazione pontificia.

BIBL.: L. DE RICHEMONT, *Correspondance secrète de l'abbé. Salomon chargé d'affaire du Saint Siège avec le Cardinal Zelada*, in «Mélanges d'archéologie et d'histoire», 1889; A. BOURGIN, *La France et Rome de 1778 à 1798; registes des dépêches du Cardinal Secrétaire d'Etat, extrait du fond Vescovi*, Paris 1909 (Sono censite 1.935 lettere ad arcivescovi in paesi esteri o in località dello Stato pontificio).

ARCHIVIO DI STATO DI ROMA

MISCELLANEA DI CARTE POLITICHE E RISERVATE, fasc. 5.662 (sec. XVI-1900). Schedario parziale cronologico per nome di persona, di luogo e per materia.

b. 18

fasc. 784. «Corrispondenza diplomatica tenuta negli ultimi mesi dell'anno 1789 da S. Eminenza il card. de Bernis, protettore degli affari ecclesiastici di Francia e Ministro plenipotenziario di S.M.C. presso la corte di SS. Papa Pio VI, ed il sig. conte di Montmorin, ministro di S.M. Re Luigi XVI, residente prima a Versailles e quindi a Parigi, e con altri personaggi ragguardevoli di quell'epoca». In realtà la corrispondenza è esclusivamente fra il De Bernis e il Montmorin.

Si dà l'elenco completo delle lettere sui fatti di Francia:

n. 32, Versailles, 8 set. 1789: notizie sulle intenzioni dell'Assemblea rispetto ai beni ecclesiastici;

n. 33, Versailles, 15 set. 1789: informazioni sullo stesso argomento in attesa delle risoluzioni dell'Assemblea;

n. 34, Versailles, 22 set. 1789: *idem*, sulla soppressione dei beni ecclesiastici e sull'arrivo a Roma di molti nobili, fra cui il conte d'Artois;

n. 35, Versailles, 29 set. 1789: comunicazioni sulle decime e sulle annate e sull'atteggiamento del re;

s.n. Versailles: Roma 2-26 set. 1789: carteggio in merito ad una richiesta di acquisto da parte della Francia di ventimila carichi di grano alla corte di Roma. Nella lettera del de Bernis a mons. Federici del 21 settembre 1789 si dice tra l'altro «Quantunque in generale la raccolta sia stata abbondante quest'anno in Francia, siccome nessuno ignora che la principal causa dei fastidi e delle violenze di quel regno hanno avuto origine dalla penuria di quel genere, facil cosa è comprendere che la premurosa sua Maestà cristianissima per soccorrere quelle provincie che possono tuttora trovarsene bisognose, ricorre al cuor magnanimo e generoso del Santo Padre per un oggetto sì rilevante».

Il Papa risponde con successiva lettera del 26 settembre scusandosi di non poter aderire alla richiesta francese;

s.n., Versailles, 11 set. 1789: si manifesta l'intenzione del Re di conservare i contatti fra la corte di Francia e la Santa Sede, messi in pericolo dai recenti avvenimenti;

n. 40, Versailles, 24 nov. 1789: informazioni sulla soppressione dei beni ecclesiastici decretata dall'Assemblea e sull'atteggiamento del re;

n. 36, Paris, 27 ott. 1789: si forniscono informazioni sulle prossime decisioni dell'Assemblea in merito ai beni ecclesiastici;

n. 37, Paris, 27 ott. 1789: contiene considerazioni sull'atteggiamento del papa nelle presenti circostanze politiche, giudicato saggio e prudente;

n. 38, Paris, 3 nov. 1789: considerazioni sulla scelta di mons. De Zelda a cardinal segretario di Stato, giudicata favorevolmente in rapporto agli interessi francesi;

n. 39, Paris, 10 nov. 1789: informazioni di politica estera europea ed ammissione delle difficoltà in cui si trovano i ministri del re, alla mercé della stampa;

n. 39, Roma, 14 set. 1789: informazioni di natura politica.

n. 40, Roma, 16 set. 1789: viene trattato l'atteggiamento del papa rispetto alla soppressione delle annate, successivo ad un'apposita riunione del collegio dei cardinali;

n. 41, Roma, 19 set. 1789: corrispondenza tra il de Bernis ed il papa sul problema delle annate. Il papa accetta di sospendere temporaneamente, nelle presenti luttuose circostanze, l'esazione delle annate;

s.n., Roma, 28 ott. 1789: dal Quirinale, considerazioni sulla situazione a Parigi;

n. 42, Roma, 30 set. 1789: considerazioni sulle condizioni del clero di Francia;

n. 43, Roma, 30 set. 1789: il papa informa il de Bernis delle dimissioni del card. Boncompagni dalla carica di segretario di Stato e della sua temporanea sostituzione con il cardinal Federici;

n. 44, Roma, 7 set. 1789: si parla del problema delle annate, con inserito un fascicolo relativo alle propine sulle spedizioni degli atti spettanti alla Chiesa di Francia;

n. 45, Paris, 19 set. 1789: Roma, 14 ott. 1789: Montmorin invia al papa un messaggio segreto, sulla sorte delle decime e delle annate e sul problema dell'emigrazione francese, consigliandolo di evitare per il momento qualsiasi atteggiamento compromettente;

n. 46, Roma, 21 ott. 1789: imperniata sui problemi del clero e l'attesa delle decisioni in merito all'Assemblea nazionale;

n. 47, Roma, 28 ott. 1789: si chiedono direttive sul comportamento da tenere verso gli emigrati;

n. 49, Roma, 11 nov. 1789: argomento simile alla precedente;

n. 50, Roma, 17-18 nov. 1789: considerazioni sul decreto dell'Assemblea di soppressione dei beni ecclesiastici e sul problema dell'invio del grano pontificio alla Francia;

n. 51, Roma, 25 nov. 1789: tra l'altro si parla delle torrenziali piogge che hanno impedito nello Stato pontificio un raccolto di grano abbondante, richiesto dalla Francia;

n. 52, Roma, 2 dic. 1789: si parla della sicura rovina del clero di Francia, spogliato di ogni bene;

n. 53, Roma, 9 dic. 1789: tratta i problemi di clero in seguito alla soppressione dei beni ecclesiastici, ed agli indennizzi sulle rendite. Si parla anche dei nobili francesi riparati a Roma.

fasc. 804. «Avvertimento fatto da Pio VI all'occasione della Rivoluzione francese nell'anno 1790 circa».

Si vieta ai credenti di avere rapporti ecclesiastici con preti e vescovi che avevano giurato fedeltà al nuovo governo, detti intrusi, i quali sono considerati scismatici.

fasc. 806. «Risposte date da Pio VI al Vicario capitolare di Cornovaglia in Francia sopra alcuni dubbi da lui propugnati», 14 luglio 1792.

I dubbi riguardavano l'amministrazione dei sacramenti in mancanza di ministri del culto non riconosciuti da Roma.

fasc. 807. «Arresto del Re Luigi XVI, 1791».

Comprende una copia della dichiarazione del re dopo l'arresto ed un'altra della regina e un dispaccio del nunzio pontificio a Parigi con la descrizione della fuga e dell'arresto.

fasc. 808. «Memoria dell'Ill.mo mons. Scipione De Ricci per risposta ai quesiti fattigli relativamente alle presenti circostanze della Chiesa di Francia, 1791».

fasc. 809. «Sul giuramento d'odio alla monarchia, 1791».

Corrispondenza fra i vicari dei Paesi Bassi e della Renania e la Santa Sede.

fasc. 811. «Notizie diverse», 1791-1792.

Informazioni sull'introduzione della massoneria in Avignone, notizie sulla situazione del clero di Francia e su manovre di truppe ai confini francesi.

b. 19

fasc. 812. «Lettera di Pio VI al Cardinal Arcivescovo Rochefoucauld ed altri vescovi della Francia, nella quale si dimostra quanto la costituzione civile del clero gallicano sia opposta alla religione cristiana», 1791 mar. 10.

«Breve di ammonizione di Pio VI al Card. di Lamenie da Brienne», 1791 feb. 23.

«Breve di Pio VI al clero francese sul giuramento civico, in cui condanna tutti gli ecclesiastici che hanno presentato il detto giuramento», 1791 apr. 13.

fasc. 822. «Risposte del clero francese al Breve di Pio VI sulla costituzione civile del clero gallicano», 1791. Firmato da 300 fra arcivescovi e vescovi.

fasc. 843. Copia della gazzetta francese pubblicata in Parigi il 22 gennaio 1793, contenente il testamento di Luigi XVI.

«Acta Sanctissimi Domini Nostri Pii Divina providentia papae sexti, in concistorio secreto causa necis illatae Ludovico XVI gallicum regi christianissimo. Feria secunda die XVII. Junii MDCCXCIII».

fasc. 844. «Lettera circolare del segretario di Stato alle autorità ecclesiastiche dello Stato pontificio sopra le regole da eseguirsi sull'ospitalità accordata agli ecclesiastici francesi emigrati», 1793 gen. 26.

fasc. 850. «Notizie storiche e politiche di Francia, Spagna e Inghilterra, Germania, Paesi Bassi, Polonia, Italia», 1793.

Breve cronaca degli avvenimenti rivoluzionari, 14 set. 1791.
Accreditamento dell'incaricato degli affari di Francia alla corte del granduca di Toscana. 16 gen. 1793.

fasc. 847. Lettera di Pio VI ai vescovi di Francia in relazione ad un falso proclama, attribuito a Luigi XVII, che si allega, nel quale si invita a lottare contro il governo rivoluzionario. 1793 lug. 11.

b. 20

Si tratta di un nucleo documentario abbastanza organico contenente la corrispondenza del cardinale Annibale Della Genga nunzio apostolico in Renania allo scoppio della rivoluzione, costretto a trasferirsi nel 1794 prima a Paderborn e poi a Ratisbona in seguito all'invasione francese. Dalle nuove sedi il nunzio continuava a tenere contatti con i vescovi ed i prelati dei territori occupati, pressati ormai dall'esigenza imperativa di prestare il giuramento civico richiesto dai francesi. Si coglie nelle parole del Della Genga l'amarezza per la nuova situazione venutasi a determinare, insieme al costante desiderio di mantenere saldi legami con le popolazioni, che si teme possano scristianizzarsi.

La corrispondenza prosegue anche negli anni successivi al 1796, e per il periodo della Repubblica romana.

All'interno delle buste i documenti sono raggruppati in fascicoli secondo l'ordine cronologico.

fasc. 1793-1797, con docc. del 1798.

Epistole 1797-1798, copialettere della corrispondenza del Della Genga con gli ecclesiastici dei territori occupati. Si segnala:

«Rapport de Courtois sur la tyrannie de Robespierre. Feb. 1794».

Corrispondenza con Charles d'Autremont sulla situazione della Chiesa di Colonia, 1795.

Corrispondenza con il card. De Zelada sull'atteggiamento da tenere nei riguardi del clero gallicano che aveva giurato fedeltà al nuovo governo, 14 lug. 1795.

Lettera al Della Genga della Badessa di Munster, rifugiata a Paderborn per l'arrivo dei francesi, 20 dic. 1795.

Corrispondenza con il vescovo di Amiens, 29 mar. 1797. Contiene considerazioni sui nuovi sviluppi politici e militari e sull'atteggiamento del clero di Francia.

Copialettere della corrispondenza con diversi ecclesiastici della Renania Westfalia, del Belgio e dell'Olanda occupati dai francesi, 1797.

Lettera del vescovo di Amiens sul problema del giuramento civico, 8 giu. 1797.

fasc. 1798

17 giu. 1798: dal nunzio al principe di Liegi in cui si denuncia la persecuzione contro la religione operata dai francesi.

27 mar. 1798: dal nunzio all'abbé Odeck, si parla del giuramento imposto dalla legge del 19 fruttidoro, dichiarato illecito dalla Sacra congregazione.

17 giu. 1798: dal nunzio al principe di Liegi, la cui diocesi geme da anni sotto il presente giogo dei francesi. Gli accorda tutte le facoltà già accordate dal papa ai vescovi francesi per la difesa dei fedeli in tali calamità, con critiche all'operato del vicario di Liegi.

26 lug. 1798: dal nunzio all'abbé Odeck, si accenna all'incontro fra i ministri plenipotenziari di Francia e la deputazione dell'Impero.

20 dic. 1798: il vescovo di Liegi scrive all'uditore del nunzio apostolico Della Genga, che è a Firenze presso il Santo Padre, informandolo della sottomissione di molti prelati dei Paesi Bassi al nuovo governo francese.

19 ott. 1798: dal nunzio al principe di Liegi, arrivano notizie di nuove nomine nella probenda della cattedrale di Liegi.

b. 21

Contiene in gran parte documenti concernenti le trattative di pace fra la Francia e lo Stato pontificio seguite all'invasione napoleonica, che culminarono nell'armistizio di Bologna e nella pace di Tolentino del 19 febbraio 1797. Le buste successive toccano invece il biennio repubblicano e gli anni della prima restaurazione.

Tali documenti, se pur non attinenti strettamente l'argomento della presente ricerca, devono però in questo caso essere ugualmente indicati essendo conservati all'interno di un singolo fondo miscelaneo, la Miscellanea di carte politiche e riservate, nelle quali diventa difficile separare con un taglio netto le osservazioni sulla situazione italiana da quelle sui fatti della politica interna francese.

Va inoltre osservato che molta della corrispondenza proviene dall'ufficio dell'incaricato di affari a Parigi, Gioacchino Gorirossi, nominato il 3 giugno 1797 in assenza del marchese Camillo Massimi, ministro pontificio a Parigi, ma il quale svolge la sua missione esclusivamente a Milano presso Bonaparte.

fasc. 868. «*Courrier Republicain. Quartié di 24 brumaio, l'an 3 de la République. Détails de quoit s'est passé à Paris depuis la clôtura des Jacobins*».

fasc. 884. «Trattato di pace proposto dalla Repubblica Francese alla Santa Sede e da questa non accettato», 1796 set. 9.

b. 24

fasc. 917. Lettera che riferisce la capitolazione dei francesi in Uninga, Livorno 13 feb. 1797. Riporta una corrispondenza da Basilea del 3 febbraio 1797.

fasc. 905. Fatti d'armi fra i Francesi ed i Tedeschi e notizie su movimenti insurrezionali nell'alta Italia, 1797 mar.

b. 27

fasc. 932. «Documenti che riguardano l'Ambasceria straordinaria della Repubblica Romana presso la Repubblica francese», 1798 apr. 29. A stampa.

Contiene il saluto dell'ambasciatore al Direttorio esecutivo e la presentazione allo stesso Direttorio dei componenti l'Ambasceria da parte del Talleyrand.

REVERENDA CAMERA APOSTOLICA. CAMERALE II, bb. e regg. 2.261 (sec. XVI-1870, con docc. dal sec. XV). Inventari.

Consolati 1717, 1753 e 1764-1807, bb. 5 e reg. 1. Inventario 1978.

b. 2

fasc. 14/2. «Notizie relative al Porto di Marsiglia» 1791 ag. 20.

Contiene copia a stampa della Dichiarazione dell'Assemblea generale che dichiara il porto di Marsiglia porto franco, mentre in precedenza era privilegiato alle sole case francesi.

Lettera del console pontificio a Marsiglia al camerlengo nella quale si lamentano le nuove pesanti imposizioni richieste dal governo francese, 8 gen. 1791.

Lettera del console a Marsiglia al camerlengo sulla rinvigorita attività dei corsari barbareschi sulle coste di Francia «in forza degli ultimi trattati», 23 apr. 1791.

b. 3

fasc. 1. Statistica delle importazioni ed esportazioni dal porto di Trieste verso diversi paesi europei, fra cui la Francia, per l'anno 1791.

b. 5

fasc. 2. Corrispondenza relativa alla richiesta di Giovan Battista Vidau già console di Francia in Civitavecchia, di essere destinato ad assessore del tribunale di commercio, dopo l'abiura dello stesso fatta al già prestato giuramento civico, 6 ag.-6 set. 1793.

ARCHIVIO DEL CARD. CESARE GUERRIERI GONZAGA, bb. 27 (1856). Indice analitico.

b. 1

fasc. 9. «Opinione sulla scienza delle leggi pubblicato dall'Assemblea nazionale Francese». Riporta la legge pubblicata dall'Assemblea nazionale fran-

cese nel 1791 sul problema della liberazione dei terreni dalle servitù di pascolo.

b. 14

fasc. 310. Copia a stampa in lingua francese e italiana del proclama attribuito a Luigi XVII re di Francia ai sudditi, del lug. 1795.

ARCHIVIO SEGRETO VATICANO

SEGRETERIA DI STATO

F r a n c i a, secc. XV-XVIII, mazzi, bb. e voll. 672. Inventario analitico.

vol. 458 B

Minute di lettere della Segreteria alla nunziatura dal 9 mar. 1785 al 23 dic. 1789, cc. 209.

Minute di lettere inviate all'abate Pieracchi, uditore della nunziatura di Parigi. Alla c. 96 della raccolta iniziano le minute datate 1787.

Si segnalano le minute del 14 gen., 25 feb., 20 mag., 14 ott. e 23 dic. 1789. Si ha timore della caduta dell'antica costituzione nazionale e della denuncia del concordato con la Chiesa cattolica. Si comunica l'invio a mons. nunzio di un elenco di benefici concistoriali, prevenzioni e dispense, dell'ultimo decennio, e l'intenzione di produrre titoli e prove per il riconoscimento dei diritti ecclesiastici, da secoli consolidati e previsti dalla giurisprudenza francese.

vol. 463

«Registro di lettere a mons. nunzio apostolico in Parigi dall'anno 1785 a tutto l'anno 1790», cc. 260.

Contiene le risposte ai dispacci del nunzio apostolico. Dalla c. 107 alla c. 255 vi sono le carte dal 3 gen. 1787 al 21 set. 1791. In fondo, alle cc. 256-257, vi sono due lettere inviate al conte Fabrizio Turnozzi, segretario di legazione a Parigi, datate 9 e 16 dicembre 1797.

vol. 463 A

«Biglietti al sig. ambasciatore dall'anno 1775 a tutto il 1794 in cui terminò

di vivere il sig. card. de Bernis e cessò l'ambasciata», cc. 308.

Il volume raccoglie, in ordine cronologico, minute di biglietti inviati al card. de Bernis. Alla c. 95 iniziano le minute datate 1787. Vengono segnalati i provvedimenti presi a favore di ecclesiastici (tra cui dispense matrimoniali e di secolarizzazione), e affrontati problemi generali del clero.

vol. 529 C

«Biglietti del sig. card. de Bernis Min.ro Plenipot.rio della corte di Francia al sig. cardinale Segretario di Stato di N.S. Papa Pio VI dal 1787», cc. 314.

Il volume raccoglie, in ordine cronologico, biglietti inviati al card. de Bernis. Alla c. 264 iniziano i biglietti datati 1787. È una raccolta che per lo più tratta problemi di amministrazione locale e richieste di ecclesiastici.

vol. 529 D

«Francia. Biglietti del sig. ambasciatore dall'anno 1788 a tutto il 1791», cc. 357.

Nella parte finale del volume sono raccolti biglietti che segnalano le condizioni difficili della Chiesa di Francia e le richieste di aiuto per ecclesiastici, che non avendo aderito alla costituzione né prestato il giuramento civico, sono esposti a imminenti pericoli e sono costretti a fuggire. Si segnalano due biglietti del 23-24 agosto 1791 (cc. 339-340) per richieste di ospitalità delle reali principesse di Francia in monasteri femminili, e la lettera d'un compatriota del maggio 1790 (cc. 200-201) intitolata «A mes compatriotes», in cui si commentano gli ultimi avvenimenti e s'invita alla conciliazione.

mazzo 529 E/II

«Francia. Anno 1788 a 1794. Biglietti».

Si tratta di 47 carte sciolte che contengono tra l'altro: avviso d'invio d'un manifesto per diffondere in Europa i sentimenti del papa sui pericoli per la Chiesa di Francia; «Mémoire que le Roi pourrait adresser au Pape» da consegnare al papa; biglietto del 6 sett. 1790 che avvisa di una lettera dell'abate Mauris deputato all'Assemblea nazionale; richiesta al S.P. di una lista di cardinali per la congregazione (1790); copie della lettera del re in cui si comunicano al papa i decreti dell'Assemblea nazionale (28 lug. 1790); notizie sul passaggio del vescovo di Viviers al partito dei giacobini (1790); ringraziamenti del card. de Bernis per l'assoluzione di ecclesiastici che prestarono il giuramento civico (1792); «Copie de la réponse de M. Bernard, agent de France, à M. Le Brun, ministre des Affaires Etrangères» per un tentativo di riavvicinamento tra la Francia e la S. Sede (29 ag. 1792); copia della lettera del card. de la Rochefoucauld, in cui si comunica l'arresto dei vescovi di Beauvais e di Saintes (22 ag. 1792).

vol. 570 A

Lettere originali della nunziatura dal 1° gen. 1787 al 31 dic. 1787, cc. 270.

Il volume raccoglie, in ordine cronologico, le lettere inviate alla Segreteria di Stato. Si tratta, per lo più, di informazioni sui problemi generali del clero francese.

vol. 571

«Dispacci di mons. nunzio in Parigi da gen. 1788 a tutto giu. di detto anno», cc. 307.

Raccolta di dispacci, lettere e documenti a stampa, che contengono continui riferimenti agli eventi che muovono la situazione politica in Francia; vi sono ragguagli sulla condizione dei vescovi, sui problemi generali del clero e della conservazione delle chiese, sui movimenti dei principi e nobili. Si segnala: «Réponse du Roi du 17 avril 1788 aux remontrances du Parlement sur la Séance du 19 novembre 1787» (a stampa, cc. 133-134).

vol. 572

«Dispacci di mons. nunzio in Parigi da lug. a tutto dic. 1788», cc. 395.

Raccolta di dispacci, lettere e documenti a stampa, che contengono continui riferimenti agli eventi che muovono la situazione interna francese, con ripercussioni sulla stabilità del clero e delle amministrazioni religiose locali. Si segnalano: «Rapport du bureau des moyens sur la vérification des biens ecclésiastiques», s.d. (a stampa); «Arrêt du conseil d'Etat du roi, concernant la liquidation des offices supprimés», 9 ag. 1788.

vol. 573

«Dispacci di mons. nunzio in Parigi dell'anno 1789. Parte prima», cc. 255.

Sono lettere originali del nunzio alla Segreteria di Stato dal 5 gen. al 15 giu. 1789. Riguardano la delicata posizione dei vescovi e del clero, le decisioni prese dall'Assemblea nazionale, i provvedimenti presi a favore di singoli e istituzioni religiose.

vol. 574

«Dispacci di mons. nunzio in Parigi dell'anno 1789. Parte seconda», cc. 272.

Sono lettere originali del nunzio alla Segreteria di Stato dal 9 feb. al 28 dic. 1789. Vi sono anche degli stampati tra cui: «Mémoire adressé par le premier ministre des Finances à l'Assemblée Nationale, le 17 décembre 1789». Si ricavano notizie sugli Stati generali, sui provvedimenti presi a favore del clero e di istituzioni religiose, sulla condizione dei vescovi sempre più precaria.

vol. 575

«Dispacci di mons. nunzio in Parigi dell'anno 1790 e parte del 1791 in cui terminò la nunziatura», cc. 402.

È una raccolta di sole ricevute della Posta di Francia relative ai dispacci inviati dal nunzio. Vi sono anche poche lettere allegate.

vol. 578

Raccolta di minute di lettere inviate da C. Pieracchi, uditore della nunziatura di Parigi alla Segreteria di Stato dal 7 gen. al 4 feb. 1793, cc. 298.

Documentazione relativa ai problemi generali del clero francese, di singoli ecclesiastici e di istituzioni religiose. Per lo più si tratta di amministrazione locale e di richieste di provvedimenti.

vol. 579

Raccolta di minute di lettere di C. Pieracchi, uditore della nunziatura di Parigi, inviate alla Segreteria di Stato dal 7 luglio 1783 al 23 febbraio 1793, cc. 333.

Documentazione relativa ai problemi del clero francese, di singoli ecclesiastici e di istituzioni religiose. Per lo più si tratta di amministrazione locale e di richieste di provvedimenti sollecitate da singoli ecclesiastici a proprio favore.

vol. 580

Minute dell'abbé Cristoforo Pieracchi, uditore della nunziatura di Parigi, 1785-1792, cc. 221.

Contiene le minute di lettere inviate a particolari, nobili e personalità ecclesiastiche, e al vicelegato di Avignone. Sono ordinate a blocchi senza rispettare un rigido criterio cronologico. Scritte da Parigi e da Carpentras, toccano i vari temi dell'attualità francese, con descrizioni di situazioni locali e di singoli.

vol. 581

Memorie concernenti la rivoluzione a Avignone e nel Contado Venassino, 1789-1792, cc. 270.

cc. 12-177v: verbali delle sedute dell'assemblea dei rappresentanti del contado, 27 set. 1790-10 gen. 1791. Vengono affrontati temi politici e militari e tra l'altro: l'accusa di controrivoluzione da parte di Avignone; la legittimità della decima istituita per diritto divino; l'adozione della costituzione civile francese; gli affari particolari di diversi comitati locali;

cc. 179-184v: «Relation de la prise de Vaison et de ses suites par M. de la Pailhonne»;

cc. 185-186v: «Relation de la bataille de Sarriens et des antécédents par M. de la Pailhonne»;

cc. 187-188v: decreto del tribunale di Avignone contro la presa dei corpi, da parte di Aubenas, Arnaud, l'abbé Barbe, Baralier, 10 mar. 1792.

cc. 189-190: dimissioni dell'ufficiale municipale C.J.M. Audiffred, 1790;

cc. 191-200v e 209-223v: Memorie sulla rivoluzione nel Contado;

cc. 227-233v: «Résultat du voeu exprimé par les délibérations des communautés du Comtat, sur la demande faite par l'assemblée generale de la province, des 14 et 25 septembre 1789, tendante à obtenir la permission de convoquer une assemblée générale de tous les ordres et communautés de la province et des motifs qui font désirer la dite convocation»;

cc. 235-244v: «Mémoire d'information sur divers chefs d'une requête présentée a messieurs les consuls de la ville de Carpentras le 3 août 1789 envoyé à Rome à M. l'agent de la ville»;

cc. 245-250v: «Analyse des délibérations des communautés de la province du Comtat venassinois au sujet d'une assemblée de tous les ordres ou états généraux»;

vol. 582

Raccolta di lettere di Giuseppe Salomon alla Segreteria di Stato dal 22 nov. 1790 al 20 ag. 1801 con vari allegati di documenti relativi alle decisioni prese nelle sedute dell'Assemblea nazionale, cc. 848.

Vi sono note di provvedimenti e di ordinanze.

Si segnala: «Département de Paris. Extrait des registres du directoire du département», 1791 ott. 19.

vol. 583

Minute di lettere scritte da diversi alla Segreteria di Stato, 1791-1792, cc. 379.

Contiene le minute di lettere scritte da Cressac, l'abbé Maury e l'abbé Salomon. Talvolta vi sono allegate lettere originali di particolari datate tra il 1790 e il 1793.

Minute di lettere della Segreteria al sig. de Cressac dal 9 mar. 1791 al 12 ottobre 1791, all'abate Maury dal 2 mar. 1791 al 23 nov. 1791, all'abate Salomon dal 5 gen. 1791 al 26 set. 1792, cc. 379.

Tra l'altro sono trattati i problemi politici della Francia, la posizione di Avignone, il comportamento degli ecclesiastici, le richieste di passaporti, le condizioni per il giuramento dei vescovi nel 1792, le sorti degli ecclesiastici.

Si segnala: «Liste des honorables membres qui composent le club de la Propagande le quel s'assemble...», del 1790; il club intendeva non solo consolidare la rivoluzione in Francia, ma introdurla in Europa; tra i membri figurano aristocratici, abati e vescovi (la lista si trova alle cc. 233-236).

vol. 585

Raccolta di lettere della nunziatura alla Segreteria di Stato dal 4 giu. 1787 al 22 dic. 1788, cc. 599.

Sui problemi del clero francese e su questioni di amministrazione locale.

vol. 596

«Lettere e carte diverse dal 27 ag. 1788 al 30 gen. 1805», cc. 370.

Contiene tra l'altro: «Traduction fidèle et littérale du bref du Pape à monseigneur l'Archevêque de Seus», «Proposizioni presentate alla Santità di N.S. dal card. de Bernis in nome e per ordine della corte di Francia sui decreti dell'Assemblea nazionale concernenti gli affari ecclesiastici», del 1790; copia del «décret de l'Assemblée Nationale (del 12 luglio 1790) sur la constitution civile du clergé».

Copie di dispacci della nunziatura, lettere e documenti, sulla posizione della religione e della Chiesa cattolica in Francia. Alcune lettere del ministro della Repubblica Francese a Napoli, del 1793. Documenti sulla Congregazione dei teologi deputata all'esame delle petizioni relative agli affari ecclesiastici del regno di Francia, con elenchi di cardinali e note sull'argomento di de Montmorin (1790).

mazzo 639

Lettere e cifre della nunziatura alla Segreteria dal feb. 1768 al 15 dic. 1793.

Contiene tra l'altro: «Discours prononcé au Comité de la Propagande par M. Duport», maggio 1790 (tutto a favore della nuova costituzione democratica); foglio con notizie sull'istituzione di una «Confédération Universelle», una derivazione del club dei Giacobini con lo scopo di predis-

porre tutti i paesi all'insurrezione (1790); un commento all'azione di Mirabeau per fermare l'insurrezione programmata dai giacobini in vari luoghi della Francia, con notizie su movimenti politici del momento e sulle decisioni dell'Assemblea nazionale (1790); fogli con notizie sull'operato dell'assemblea rappresentativa stabilita a Carpentras, s.d.; estratto d'una seduta dell'Assemblea della propaganda a Parigi, sulla difesa della costituzione (1790).

vol. 640

Raccolta di minute di lettere del nunzio di Parigi dal 25 feb. 1788 al 1 mar. 1791, cc. 143.

Vi sono varie informazioni sui movimenti politici in Francia e sullo scioglimento dell'ordine dei religiosi di Francia.

Si segnala: «Dispensationes super defectu aetatis pro diaconis», del 1789.

mazzo 641

Lettere autografe di Salomon alla Segreteria di Stato dal 12 gen. 1790 al 22 ott. 1790. Lettere autografe di de Cressac alla Segreteria di Stato dal 2 feb. 1791 al 29 ag. 1792.

Sono trattati i problemi politici della Francia, il comportamento degli ecclesiastici e le loro sorti, i provvedimenti da prendere a favore del clero.

mazzo 645

«Biglietti al ministro di Francia in Roma tra 1758 e 1796».

«Dispensationes super defectu aetatis pro diaconis» 1789.

Richieste di dispense dal pagamento delle tasse inoltrate da diaconi, viste le circostanze del regno di Francia; lettera della superiora del monastero della Visitazione di Parigi, con cui si rinnova la fedeltà al papa e si comunica l'intenzione dell'Assemblea nazionale di eleggere la superiore dell'ordine (1 nov. 1790); comunicazione in cui s'avvisa che il card. Busca segretario di Stato è stato informato dell'intenzione del Direttorio di aprire nuove negoziazioni di pace con lo stato pontificio, nov. 1796.

mazzo 658

Materie ecclesiastiche, 1549-1795.

Decreto del 1795 della Convenzione nazionale per un più libero esercizio del culto religioso e una convocazione della Congregazione sugli affari ecclesiastici, sempre del 1795.

cart. 659

fasc. M. Materie politiche 1513-1796.

Istruzione diplomatica data dal ministro di Francia prima del 10 agosto 1792 per il comitato di Semonville (ultimo foglio nella cartella).

Supplemento Francia secc. XVI-XVIII, mazzi e cartelle 45. Indice analitico.

cart. 18

«Stampe diverse dal 1716 al 1789».

Contiene 18 fogli stampati del «Bulletin des Etats Generaux» datati 5-9 mag. 1789 con sintesi e commenti sull'apertura degli Stati generali, sul discorso del re, sul discorso del Necker, sui discorsi di M. de Volney e del conte d'Antraignes, sulle lettere del conte di Mirabeau; 3 fogli stampati del «Journal Général de la Cour et de la Ville», sulle decisioni prese all'Assemblea nazionale, del 1789 e una «Réponse aux observations de M. Necker et de M. de Montmorin, relativement au livre rouge», del 1790 (dove sono trattate le questioni relative alle pensioni; il libro rosso fu depositato dal Comitato delle pensioni presso il Comitato delle finanze, per sollecitare l'Assemblea nazionale a prendere provvedimenti a favore dei pensionati).

cart. 9

fasc. «Protesta dei vescovi di Francia convocati all'Assemblea Generale di Parigi, circa il processo del card. de Rohan».

Il documento è datato 5 set. 1786 e contiene una serie di considerazioni per la difesa del cardinale, che è fedele alla legge e non può, tra l'altro, subire l'arresto per la stabilita immunità personale dei vescovi.

mazzo 38

Contiene: «Lettre du roi aux archevêques et évêques de son royaume» data a Versailles il 2 set. 1789 (è un appello ad esortare il popolo al mantenimento della legge e dell'ordine); «Extrait des registres du monastère des Récollettes de Paris» del 7 nov. 1789 (discorso della madre badessa alle consorelle per il mantenimento di un autentico spirito religioso, nonostante i pericoli che si corrono dopo le accuse di una delle suore dello stesso monastero); «Lettres des évêques et prêtres assemblés à Paris en concile national» del 1787; «Lettre circulaire des évêques réunis à Paris concernant les travaux préparatoires à la terme du concile national», del 1797. Altri 17 documenti a stampa del 1789-1797. Esortazioni, istruzioni, memorie e discorsi, tra cui: «Motion faite à l'Assemblée Générale des représentants de la Commune», del 20 nov. 1789 e una «Question de droit public concernant la monarchie» del 1789. E inoltre un appello: «François connaissez votre roi» del 1791.

mazzo 50

fasc. 2. Scritto anonimo contro il sig. Necker, 1791.

Si tratta di una dura requisitoria di 31 fogli numerati e 11 non numerati, in lingua italiana, firmata «Dal comitato delle ricerche di Parigi» 18 agosto 1791, in cui si critica fortemente l'operato del ministro delle finanze e si approva l'atteggiamento di rifiuto che nei confronti di questi,

ha preso l'Assemblea nazionale. Il documento ripercorre le tappe del ministero Necker, sottolinea gli errori compiuti e denuncia il clima politico in cui il ministro ha operato.

mazzo 55

Si segnalano i seguenti documenti: «L'amnistie de Jourdan, ou la Justice des sages de la France» del 15 apr. 1792; «Motion de M. le prince de Conti au comité de l'Assemblée des notables» del 28 nov. 1788; «Discours d'un membre de l'Assemblée Nationale à ses co-députés», del 1789; «Réponse des commettants des provinces de Flandres et de Cambrésis à la lettre à eux écrite par sept de leurs commis à l'Assemblée Nationale», del 1789; «Rapport fait à l'Assemblée Nationale sur les postes», del 20 apr. 1790; «Rapport du comité de Constitution sur la promulgation des pouvoirs de MM. les députés», del 1790.

Lettere di particolari 1519-1801, bb. e voll. 421. Indice.

vol. 272

Abate de Salomon al card. segretario di Stato, Parigi 23 gen. 1787, cc. 27 r. e v.

Lettera in cui l'abate avvisa della complessità dell'affare del sale e delle trattative sulle gabelle. Temi in discussione il 7 febbraio successivo all'assemblea generale a Versailles alla presenza del re.

Vedova Le Blanc al card. segretario di Stato, Parigi 20 mar. 1787, cc. 166-167.

Chiede un aiuto finanziario dopo aver subito lo spogliamento dei beni e l'imposizione di tributi da pagare. In calce alla lettera, avvisa dell'invio di un suo bollettino con le ultime notizie sull'assemblea dei notabili.

vol. 275

1788, gen.-giu.

cc. 128-135: lettera di F. Girard al card. Boncompagni, Lione, 12 mar. 1788. In allegato vi è un opuscolo a stampa dal titolo «Caisse philanthropique», circa il progetto di un fondo economico di sostegno per i poveri senza lavoro della soppressa fabbrica di Lione.

cc. 225-226: lettera di Ferri al card. Boncompagni, Parigi, 30 mar. 1788. Circa la pubblicazione di considerazioni per l'introduzione ad una storia della rivoluzione delle «Provinces Unies».

vol. 277

1789, gen.-mag.

c. 91: lettera di François Girard al card. Boncompagni, Lione, 1 feb. 1789. Sulle agitazioni in

atto e sulla diffusione di scritti sediziosi che hanno spinto molti a rifiutare un'esortazione dell'arcivescovo alla penitenza. Si sottolinea l'intervento negativo di sacerdoti e religiosi eterodossi.

cc. 153-154v: lettera di André Rangoni al card. Boncompagni, Marseille, 28 feb. 1789. Circa le difficoltà di sbarco di merci d'importazione al porto. Il corriere italiano è stato arrestato e la posta che trasportava veduta e dispersa.

cc. 225-225v, 244-244v: lettera di André Rangoni al card. segretario di Stato, Marseille, 28 mar. 1789. Registra le insurrezioni popolari a Marsiglia, Tolone e Aix. Vi sono descritti alcuni momenti dei disordini; un consiglio di trecento deputati abolisce la tassa sul pane e quattordici commissari procedono contro antiche imposizioni.

cc. 298-299: lettera di André Rangoni al card. segretario di Stato, Marseille, 24 apr. 1789. Riferisce che la città di Marsiglia è ora tranquilla e si è potuto provvedere alla vendita del grano, a prezzi ridotti, agli inviati del contado e di Avignone. Le lagnanze della città sono state trasmesse ai deputati del Terzo Stato dell'Assemblea generale.

cc. 357-357v: lettera dei consoli e assessori di Avignone al card. segretario di Stato, Avignon, 30 mag. 1789. Si chiede protezione contro le continue vessazioni che subiscono i fedeli alla S. Sede, delle provincie di Linguadoca, Provenza e Delfinato.

vol. 279

1790, gen.-lug.

cc. 162-165v: lettera di Lucrès, prete beneficiario della chiesa metropolitana di Tolosa, al card. Zelada, Tolosa, 8 mag. 1790. Circa l'approvazione pontificia di un sodalizio giovanile denominato «Vergini cristiane», sorto con lo scopo di arginare l'allontanamento giovanile dalla religione.

cc. 278-292: lettera di un anonimo (con copia), Parigi, 26 lug. 1790. Bouche, Lameth e Barnave vi sono considerati i principali promotori dei disordini. Si accenna ai prigionieri d'Orange. Si critica l'operato del nunzio nei confronti degli avignonesi. Vi sono tumulti a Lione. Un ministro protestante e repubblicano chiede all'assemblea generale di accelerare le decisioni sulla vendita dei beni ecclesiastici.

vol. 280

1790 ag.-1791 gen.

cc. 264-264v, 277: lettera di Marchant al card. segretario di Stato, Villeneuve, 7 gen. 1791. Sul clero perseguitato e sulle emigrazioni. I nuovi «tiranni» hanno occupato le case dei fedeli per provvedere all'alloggio dei soldati francesi. Si verificano episodi di brigantaggio, di violenze. Voci evocano i giorni del governo del re.

cc. 294-309v: lettere di M. Mac Intosh (in inglese con traduzione in italiano) al card. segretario di Stato, Forlì, 1-2 feb. 1791. Si accenna ai fatti di Avignone e del Contado Venassino. Si riesaminano gli avvenimenti rivoluzionari e i nuovi ideali. Cenni alle forme della produttività agricola e industriale del tempo, alla finanza e al commercio all'assemblea dei rappresentanti di Carpentras, alla situazione del sig. Passeri, per quindici anni amministratore della S. Sede in Avignone, caduto in povertà.

vol. 281

1791, feb.-lug.

cc. 157-157v, 164-164v: lettera di Tommaso Lanzoni al card. segretario di Stato, Marseille, 29 apr. 1791. Contiene ragguagli sulla battaglia del giorno 19 aprile tra le truppe d'Avignone e quelle del contado, e sulla violenza subita in campagna: case saccheggiate e abitanti uccisi. Il 25 aprile l'armata di Avignone si è spostata verso Carpentras e ha bombardato la città. Le città di Nîmes e Marsiglia hanno inviato truppe.

Emigrati della rivoluzione francese, 1792-1803, bb. e voll. 50. Indice.

vol. 1

Lettere degli arcivescovi e vescovi dello Stato pontificio al card. segretario di Stato, 1792-1793. Diocesi: dalla lettera A (Acquapendente) alla lettera M (Macerata), cc. 843.

vol. 2

Lettere degli arcivescovi e vescovi dello Stato pontificio al card. segretario di Stato, 1792-1793. Diocesi: dalla lettera M (Montalto) alla lettera R (Reggio E., Abbazia di Nonantola), cc. 737.

vol. 3

Lettere degli arcivescovi e vescovi dello Stato pontificio (e governatori) a mons. Lorenzo Caleppi, 1792-1793, cc. 712.

vol. 4

Lettere dei legati, dei nunzi, di arcivescovi, vescovi, particolari e emigrati, al card. segretario di Stato (con memoriali e biglietti) 1792-1793, cc. 771.

vol. 5

Lettere e memorie di diversi, particolari e emigrati, a mons. Caleppi, 1792-1793, cc. 660.

vol. 6

Biglietti di cardinali, prelati, emigrati e altri, a mons. Caleppi, 1792-1793, cc. 782.

vol. 7

Lettere di arcivescovi e vescovi dello Stato pontificio a mons. Caleppi, 1793-1794, cc. 730.

vol. 8

Lettere e memorie di diversi, per lo più emigrati, a mons. Caleppi, 1794, cc. 890.

vol. 9

Lettere dei legati, dei nunzi, di governatori e particolari, al card. segretario di Stato (con memoriali e biglietti), 1793-1794, cc. 806.

vol. 10

Lettere di arcivescovi e vescovi dello Stato pontificio al card. segretario di Stato, 1793-1794, cc. 677.

vol. 11

Lettere degli arcivescovi e vescovi dello Stato pontificio al card. segretario di Stato, 1794-1796, cc. 734.

vol. 12

Lettere dei legati, dei nunzi, dei governatori, di particolari e emigrati, al card. segretario di Stato, 1794-1796, cc. 771.

vol. 13

Lettere degli arcivescovi, vescovi, particolari e emigrati, a mons. Caleppi, 1793-1795, cc. 668.

vol. 14

Biglietti di cardinali, prelati, particolari e emigrati, a mons. Caleppi, 1793-1795, cc. 876.

vol. 15

Lettere di arcivescovi e vescovi dello Stato pontificio, di nunzi, governatori, particolari e emigrati, a mons. Caleppi (con memoriali), 1795-1796. Minute di lettere circolari per sussidi, 1795, cc. 625.

vol. 16

Lettere di vescovi, nunzi, governatori, legati, particolari e emigrati, a mons. Caleppi (con memoriali), 1794-1797, cc. 779.

vol. 17

Lettere di emigrati, vescovi, nunzi, governatori e particolari, a mons. Caleppi (con minute di risposta e memoriali), 1792-1797, cc. 959.

vol. 18

Lettere di vescovi, nunzi, governatori, emigrati e particolari, a mons. Caleppi (con memoriali), 1794-1797, cc. 857.

vol. 19

Lettere di particolari e emigrati a mons. Caleppi, 1794-1797, cc. 591.

vol. 20

Lettere di arcivescovi e vescovi dello Stato pontificio al card. segretario di Stato (con liste di emigrati collocati nelle diocesi, e note sui conventi e case che possono dare ospitalità), 1796-1797, cc. 682.

vol. 21

Lettere di arcivescovi e vescovi, di emigrati e particolari, al card. segretario di Stato (con biglietti e memoriali), 1794-1798, cc. 690.

vol. 22

Lettere di arcivescovi e vescovi, di emigrati e particolari, ai monsignori Falzacappa, de Gregorio e Cattaneo (con biglietti e memoriali), 1795-1803, cc. 674.

vol. 23

Biglietti di cardinali, prelati, emigrati e particolari, ai monsignori Caleppi, Falzacappa, de Gregorio e Cattaneo, con biglietti spediti dalla Segreteria di Stato, 1795-1804; lettere di diversi al presidente dell'Opera per gli emigrati francesi, 1795-1802, cc. 774.

vol. 24

«Progetto generale della ospitalità cui si aggiungono della medesima ospitalità ed inoltre il corrispondente carteggio dell'em.mo sig. card. segretario

di Stato, per la continua comunicazione delle notizie e degli ordini a mons. Caleppi», 1792-1802, cc. 775.

vol. 25

Minute di lettere e circolari del card. segretario di Stato e di mons. Caleppi a nunzi, cardinali, legati, arcivescovi e vescovi, 10 ott. 1792-27 apr., 1793, cc. 500.

vol. 26

Minute di lettere del card. segretario di Stato e di mons. Caleppi a cardinali, nunzi, legati, arcivescovi, vescovi, particolari, 1 mag. 1793-18 dic. 1793, cc. 422.

vol. 27

Minute di biglietti del card. segretario di Stato e di mons. Caleppi a cardinali, prelati e particolari, 23 dic. 1791-31 dic. 1794, cc. 338.

vol. 28

Minute di lettere del card. segretario di Stato e di mons. Caleppi a cardinali, nunzi, legati, arcivescovi e vescovi, particolari, nov. 1791-31 dic. 1794, cc. 539.

vol. 29

Minute di lettere del card. segretario di Stato, 1795-1802, cc. 616.

Registro di lettere della Segreteria di Stato e di mons. Caleppi, 3 gen. 1795-26 dic. 1795 (cc. 4-231); lettere di emigrati e del card. Gallo vescovo di Viterbo, a mons. Caleppi e alla Segreteria di Stato, 17 mar. 1795-23 mag. 1796 (cc. 296-324); registro di biglietti della Segreteria di Stato, 7 gen. 1795 - 19 dic. 1795 (cc. 232-288, 495-496); reg. di lettere della Segreteria di Stato, 2 gen. 1796-4 gen. 1797 (cc. 289-295, 325-494); minute di biglietti della Segreteria di Stato, 17 dic. 1801-9 gen. 1802 (cc. 497-613).

vol. 30

Minute di lettere e biglietti di prelati, 1792-1803; biglietti della Segreteria a cardinali, prelati e particolari, 1792-1797; registro di lettere della Segreteria a vescovi emigrati, 1794-1795; biglietti della Segreteria a mons. Falzacappa, 5 gen.-1 feb. 1798; registri di biglietti e lettere della Segreteria a diversi, 1798-1803; lettere e biglietti al presidente dell'opera degli emigrati francesi, 1792-1803, cc. 716.

vol. 31

Biglietti di Ascani e di emigrati a mons. Caleppi, s.d.; passaporti per i preti francesi, 1792; sacerdoti francesi emigrati a Viterbo, Civitavecchia, Ferrara, Roma, Perugia, 1792-1793; carte diverse relative agli emigrati, 1793-1802, cc. 588.

vol. 32 (cart. n. 1)

Circolari stampate e biglietti per gli emigrati francesi, 1792-1793.

vol. 33 (cart. n. 2)

Circolari stampate e biglietti per gli emigrati francesi, 1793-1797.

vol. 34

Lettere e biglietti di vescovi, nunzi, cardinali, emigrati e del cav. Azara alla Segreteria di Stato e al presidente dell'opera degli emigrati, 1793-1799; lettere e biglietti della Segreteria e del presidente dell'opera degli emigrati, a vescovi e emigrati, 1793-1795; memorie, memoriali e carte diverse, 1794-1796, cc. 736.

vol. 35

Lettere e biglietti di vescovi, cardinali, prelati e emigrati alla Segreteria di Stato e al presidente dell'opera degli emigrati, 1792-1797, cc. 606.

vol. 36

Lettere e biglietti di cardinali, vescovi, nunzi, particolari, monache, e altri emigrati al presidente dell'opera degli emigrati, con memoriali e carte diverse, 1792-1801, cc. 606.

vol. 37

Lettere e biglietti di cardinali, vescovi, monache, particolari e emigrati al presidente dell'opera degli emigrati, con minute di risposta memoriali e carte diverse, 1794-1805, cc. 726.

vol. 38

Lettere e biglietti di vescovi, emigrati, particolari e monache al presidente

dell'opera degli emigrati e alla Segreteria di Stato, con memoriali e carte diverse, 1791-1803, cc. 507.

vol. 39

Lettere e biglietti di emigrati, vescovi, particolari al presidente dell'opera degli emigrati, con suppliche, 1792-1803, cc. 709.

vol. 40

Liste di emigrati francesi nello Stato pontificio, 1793-1794, cc. 610.

vol. 41

Liste di emigrati francesi nello Stato pontificio, 1793-1794, cc. 667.

vol. 42

Cassa dei sussidi, 1793-1804, cc. 882.

vol. 43

Carte relative alle eredità di emigrati francesi, 1708-1792, cc. 882.

vol. 44

Carte relative alle eredità di emigrati francesi, 1761-1802, cc. 1312.

vol. 45

Minute di mons. Caleppi e carte diverse, 1792-1799.

b. 46

Biglietti di mons. Caleppi all'abate Venditti, 1792-1796.

b. 47

Biglietti e carte relative a passaporti, 1792-1795.

b. 48

Manoscritti di L. Tournefort: «Les admirations du curé de Villes sur la basilique de Saint-Pierre», 1792; «Le pontifical ou la cérémonie solennelle de la messe papale, le saint jour de Noël», 1792.

b. 49

Lettere, biglietti e carte diverse, 1792-1797.

vol. 50

Liste di emigrati e circolari relative ai medesimi, 1792-1793, cc. 182.

EPOCA NAPOLEONICA

Francia, 1798-1815, bb. 25

b. 1

1796-1802

fasc. 6. Pratica relativa a Franç. Thérèse Panisset, vescovo costituzionale di Mont-Blanc, intruso di Savoia, circa la sua ritrattazione ai fini della riconciliazione, 1796-1801.

fasc. 12/13. Libercolo a stampa con il seguente titolo:

Viaggio fatto dal papa Pio VI. All'altro mondo per consultare del come agire contro i Francesi nella loro rivoluzione. Traduzione, s.n.t., pp. 16.

b. 4

1788-1802

Ritrattazione di Luigi Charrier de la Roche, primo vescovo costituzionale di Rouen, secondo quanto prescritto dal breve di Pio VI del 13 giugno 1792 e dai brevi successivi.

Processo indetto da Pio VI per l'accertamento delle cause che indussero la

città di Moulins ad erigersi a sede vescovile. Processo affidato fin dal 1788 al vescovo di Maçon, per decreto della congregazione concistoriale, 1788-1790.

b. 9

1790-1801

Copia del breve di Pio VI con il quale si chiede al re di Francia il rifiuto all'approvazione dei decreti sul clero, sull'elezione dei vescovi e sulla soppressione delle sedi vescovili, con accenni alla rivolta di Avignone, 9 lug. 1790.

Copia del breve di Pio VI al vescovo di Bordeaux, con il quale si riaffermano la difficoltà del momento per la Chiesa francese, la pericolosità delle nuove dottrine agnostiche, l'avversione per i decreti sulle materie ecclesiastiche, 10 lug. 1790.

Copia del breve di Pio VI al vescovo di Vienna, circa i decreti della Assemblea nazionale sulle materie ecclesiastiche, 10 lug. 1790.

Nomina di Pietro Gravina, arcivescovo di Nizza, nunzio apostolico in Svizzera, a vicario apostolico con facoltà per l'ordinamento delle posizioni matrimoniali, la concessione di dispense, altre, s.d.

Copia della *Constitution de la République française*, a stampa, [1799].

b. 11

1793-1803

fasc. 11. Lettera del religioso I.C. Massis, con la quale si pone al S. Padre il quesito della liceità del giuramento civile, 18 mar. 1793; con risposta del card. de Zelada, 25 lug. 1793.

b. 14

1791-1811

fasc. 1. Lettera del card. Antonelli al card. segretario di Stato, con allegato voto, circa le istruzioni che il vescovo di Langres ha dato ai suoi ministri, in materia ecclesiastica, e un progetto di controrivoluzione di fedeli alla S. Sede (mon. Federici, Escoffier, altri), 7 mag. 1791.

b. 15

1796-1809

fasc. 1. Voto del card. Borgia sulla costituzione civile del clero, s.d.

fasc. 10. Lettera di I. Arnold, giudice al tribunale civile, al card. Consalvi, sull'obbligo del celibato ecclesiastico; lettera anonima scritta da Genova,

circa la pubblicazione sulla gazzetta di Parigi, di un voto degli artisti romani sopra la conservazione dei monumenti, 13 ag. 1796 (sulla questione delle opere d'arte romane, v. ASV, *Epoca Napoleonica Italia*, b. 11, fasc. 22).

b. 17 1739-1824

fasc. 1. Lettere di sacerdoti, religiosi e particolari, al card. segretario di Stato, su diversi argomenti tra cui: la difficile condizione dei sacerdoti di Francia, le divisioni all'interno della Chiesa, la nomina dei vescovi, le dispense matrimoniali, la persecuzione dei religiosi, 1791-1797.

fasc. 15. Carte relative agli emigrati francesi, tra cui diverse circolari ai vescovi dello Stato pontificio in data 10 ott. 1792, 30 ott. 1792, 1 dic. 1792, 26 gen. 1793, mar. 1793, 25 gen. 1794, mag. 1794.

fasc. 21 «Istruzione e informazione per mons. Nuncio di Francia», s.d., sul diritto della S. Sede, rispetto al concilio provinciale, di giudicare sulla deposizione o meno dei vescovi incorsi in cause criminali.

fasc. 22. «Déclaration du chapitre de l'église métropolitaine de Rouen, sur le décret de l'Assemblée Nationale du treize avril mil sept cent quatre-vingt-dix, concernant la religion» 1790.

fasc. 32. Estratto d'una lettera del cav. Elliot, scritta dal vascello di lord Hood, presso Bastia il 28 mag. 1794, circa la resa alle armi inglesi. Altre lettere di particolari su diverse materie, 1792-1797.

b. 18 1799-1805

fasc. 1. Memorie sull'amministrazione della diocesi di Grasse in Provenza, 1799-1800.

fasc. 2. Carte relative al capitolo e alla diocesi di Lione, 1799-1805.

fogli sciolti: varie tra il 1792 e il 1794 tra cui: «Nova prorogatio facultatum concessarum a sanctissimo Domino Nostro Pio Papa VI. Archiepiscopis, episcopis, ac dioecesium administratoribus regni galliarum...», 10 dic. 1795; lettera anonima sull'espulsione dei prelati e sulla nuova costituzione del clero, dell'Assemblea nazionale, Cambrai, 12 giu. 1791.

b. 19 1791-1809

fasc. 1. Breve di Pio VI agli amministratori delle diocesi e ai vescovi di Fran-

cia, per la concessione di diverse facoltà, 19 mar. 1792; breve di Pio VI agli arcivescovi di Lione, Parigi, Vienna e ai vescovi delle più antiche provincie francesi, per la concessione di diverse facoltà, 26 set. 1791.

b. 20 1752-1809

fasc. 4. «Discours prononcé le 1 mai 1789 à l'assemblée des electeurs de l'ordre de la noblesse de Paris par le baron De Vaudevil conseiller en tous les conseils et maître des requêtes du palais de sa majesté tres chrétienne. Présenté à sa sainteté Pie VI glorieusement regnant le 26 avril 1790».

fasc. 6. Fogli a stampa con i seguenti titoli: «Notizie del giorno dell'armate d'Italia, Addi 3 Agosto», 1799, con avviso della deliberazione del Direttorio di Parigi di liberare il pontefice; «Notizie del giorno delle armate n.ro 27», 1799, con notizie di guerra del 20-24 lug.

b. 21 1789-1808

fasc. 1. Lettere del card. Doria al card. Antonelli, con allegati inventari dei beni e lettere del prevosto, dei celestini d'Avignone e Sorgues, 5 mag. 1789 (gli inventari e le lettere del prevosto sono di anni precedenti).

fasc. 2. Lettera di Pio VI a Luigi XVI, 9 lug. 1790; lettera di Pio VI ai vescovi di Bordeaux e Vienna, 10 lug. 1790; lettera dell'arcivescovo di Bordeaux al card. de Bernis, 19 lug. 1790 e al papa, 8 ag. 1790; Mons. Salomon al card. de Zelada, 26 lug. 1790; Luigi XVI al papa, 28 lug. 1790; Pio VI a Luigi XVI, 17 ag. 1790; biglietto del card. de Bernis al card. de Zelada, 17 ag. 1790; «Proposizioni presentate alla santità di N.ro Sig. dal cardinale de Bernis in nome, e per ordine della corte di Francia, su i decreti dell'Assemblea nazionale concernenti gli affari ecclesiastici»; «Osservazioni confidenziali sulle proposizioni fatte alla Santità Sua dalla corte di Francia su i decreti dell'Assemblea nazionale concernenti gli affari ecclesiastici»; decreto dell'Assemblea Nazionale sulla costituzione civile del clero, 17 lug. 1790; diversi pro-memoria del card. de Bernis; lettera dell'arcivescovo d'Aix al papa, 28 lug. 1790; lettera dell'arcivescovo di Auch al papa, 7 ag. 1790; memoria dei vescovi della provincia di Auch sulla costituzione civile del clero; dichiarazione dei diritti dell'uomo in società; dispacci del nunzio in Parigi: 10 mag. 1790, 26 mag. 1790, 31 mag., 7 giu., 16 giu., 21 giu., 28 giu., 5-19-26 lug., 1-3-4-10-11-23 ag. 1790; dispaccio del sig. di Montmorin al card. de Bernis, 24 ag. 1790.

fasc. 3/10. «Sanctissimi domini nostri Pii papae sexti litterae super juramento civico ab ecclesiasticis praestito, ac electionibus, et consecrationibus pseudo episcoporum in regno galliarum», Romae, RCA, 1791; «Venerabili fratri Joanni episcopo Aleriensi Pius PP.VI.», Romae, RCA, 1791; «Acta

- in consistorio secreto a sanctissimo domino nostro Pio papa sexto habito die XXVI. mensis septembris MDCCXCI in palatio apostolico Quirinali super admissione abdicationis cardinalatus factae a Stephano Carolo de Lomenie de Brienne, et super creatione novi cardinalis in ejus locum», Romae, RCA, 1791; Altre lettere apostoliche a stampa e in copia manoscritta; «Observations sur le serment prescrit aux ecclésiastiques et sur le décret qui l'ordonne par M. l'archevêque d'Aix», Paris 1791.
- fasc. 11. Carte relative alle diocesi di Francia, 1791-1792, tra cui: «Extrait du journal qui porte pour titre Le Moniteur. Bulletin de l'Assemblée Nationale Legislative, séance du mercredi 16. novembre 1791»; «Lettre a M. l'abbé Royou, en réponse à son opinion sur le nouveau serment exigé de tous les ecclésiastiques», Paris 20 nov. 1791.
- fasc. 12. Carte relative al giuramento civico e agli intrusi, 1791-1793.
- fasc. 13/19. Brevi e altri stampati pontifici, 1792.
- fasc. 20. Lettera del card. de Rohan al card. segretario di Stato, 5 lug. 1792; lettere di vescovi costituzionali al papa; opuscolo tedesco tradotto con il titolo: «Le pape mis à nud», 1792.
- fasc. 24. Breve di Pio VI, 19 mar. 1792.
- fasc. 26. Comunicati del concilio nazionale di Parigi al papa, 11-12 nov. 1797.
- fasc. 28. Lettere dell'episcopato al pontefice e alla Segreteria di Stato, 1789-1797.
- fasc. 29. Lettere del card. de la Rochefoucauld alla Segreteria di Stato, 1790-1793.
- fasc. 32. Lettere e carte diverse, 1790-1807, tra cui: circolare del 14 ag. 1792 del ministro degli affari esteri, sul rinnovo delle cariche direttive dei dipartimenti.
- b. 22 1755-1805
- fasc. 1. Corrispondenza di Andrea Rangoni, console in Provenza, 1790.
- Vi sono fogli a stampa dal titolo: «Nouveaux massacres projetés a Nismes. Grands armements faits dans le comtat venaissin. Amnistie publiée aux Avignonois par ordre du St. Père le pape...», ott. 1790; «Contre-révolution et meurtres arrivés à Carpentras et à Cavaillon; Délibération des amis de la constitution de Marseille», 28 ott. [1790]; «Lettre de madame de Polignac adressée aux français», 1 ott. 1790.
- fasc. 2. Copie di brevi pontifici e di lettere di emigrati e particolari, 1790-1802.

- fasc. 3. Carte relative agli emigrati francesi, 1792-1797.
- fasc. 4. Minute di lettere riguardanti gli emigrati francesi, 1792-1797.
- fasc. 5. Lettere e biglietti diversi, 1792-1805, tra cui:
copia del «Giornale ecclesiastico di Roma» del 5 lug. 1794, contenente un discorso di M. Marotti, tradotto e divulgato in Francia dal vicario generale di Digne.
- fasc. 6. Lettere del card. Maury e del conte d'Artois, per la difesa del vescovo di St. Omer e del vescovo di Lombez e per il loro rifugio nello Stato pontificio, 1794-1795.
- fasc. 10. Carte diverse, 1755-1799, tra cui:
«Lois relatives au serment des ecclésiastiques», fogli a stampa, 1792; copia della lettera del ministro dell'Interno all'amministrazione centrale del dipartimento di Mont Terrible, circa la condanna e la deportazione di ecclesiastici; diversi pro-memoria e lettere di esiliati.
- b. 23 sec. XVI-1819
- fasc. 11/a. Miscellanea di carte diverse tra cui: copia della lettera del vescovo di Beauvais al deputato del dipartimento dell'Oise all'Assemblea nazionale [1789]; copia di una lettera di S. Reboul, Paris, 3 set. 1789.
- fasc. 11/c. Carte diverse tra cui: «Délibération de la chambre du clergé», 1790; copia del breve di Pio VI al re, circa i decreti dell'Assemblea nazionale, 22 set. 1790; copie di diverse lettere di vescovi circa i nuovi decreti, 1790; «Cahiers des demandes et instructions du Tiers-état de la prévôté et vicomté de Paris hors les murs», s.d.
- fasc. 21. Lettera di un anonimo sull'amministrazione e la regolamentazione legislativa dei beni del clero di Francia, Paris, 15 gen. 1787.
- fasc. 22. Processo e interrogatorio del duca d'Orléans, 1790.
- fasc. 23. Copia di una lettera contenente notizie sull'attentato al re e alla famiglia reale in Parigi il 10 ag. 1792, 17 ag. 1792. Altri materiali a stampa tra cui:
 «Edit du roi concernant ceux qui ne font pas profession de la religion catholique», 1787;
 «Déclaration des droit de l'homme et articles de constitution présentés au roi avec sa réponse», 1789;
 «Lettera pastorale del vescovo del dipartimento del Gard», 1791;
 «Le tribun du peuple, ou le défenseur des droits de l'homme. Par Gracchus Babeuf, an. 4 republ.».

b. 24 1791-1808

fasc. 1. Copia del breve di Pio VI a Guègan de Pontisii, circa l'elezione canonica e la consacrazione del vescovo, 30 mar. 1791.

b. 25 1776-1810

fasc. 17. «Actes autentiques de la confession de foi, et de la mort précieuse de plusieurs personnes condamnées à mort en haine de la religion sur la fin de 1793 et 1794 à Lyon». Memoria dell'esecuzione di: mons. de Plantigni, mons. Castillon, madame Françoise B. Veuve Gagniere, sac. Pierre Aurore, Claude Aurore, mons. Praissee, mons. Ennemond Olivier, Mathieu Gachez, mons. Ballez, mademoiselle Françoise Michallez, Daniel Dupleix ex gesuita e vicario generale della diocesi di Lione, sac. Bourbon, mons. Duval intruso d'Amplepuis.

fasc. 18. «Actes authentiques des confesseurs de la foi du diocèse de Lyon. Arrestation, détention et renvoi des religieuses claristes et carmélites», 1794.

Italia, 1798-1815, bb. 27.

b. 10 1791-1807

fasc. 47. Carte relative a Giovanbattista Gobal, vescovo di Lidda e pseudo arcivescovo di Parigi. Notizie tratte dal libro degli elogi del Collegio germanico di Roma, 1791.

b. 22 1788-1823

Lettere di particolari al pontefice.

La superiora del Carmelo di Agen chiede l'autorizzazione a una nuova fondazione, 19 set. 1788; l'abate Collet d'Escardée per la concessione di un beneficio, 20 lug. 1789; De Barthoquin d'Augier priore di Roches e Villiers sur Marne, 18 ag. 1789; M. de Montmorency-Laval, che ringrazia d'un favore ottenuto, 31 ag. 1789; l'abate Jalabert superiore del seminario minore di Tolosa, 27 nov. 1790; M. Racine-Dupuis capitano di granatieri, 13 giu. 1791; Suor Sant'Agnese (Marie Thérèse Doux) di Marsiglia sulle sue rivelazioni, 19 giu. 1791; Nicolas su varie materie, 16 lug. 1791; l'abate Mauléon sulla costituzione civile, 20 lug. 1791; P. Mathias d'Etcheverry chiede dispensa, 22 lug. 1791; lettera anonima, 25 lug. [1791]; Nicolas, 7 agosto 1791; Nicolas sulla costituzione del clero, 10 ag. 1791; Léopold Rouge della certosa di Sauxerre per la dispensa dai voti, 15 ag. 1791; anonimo di Marsiglia per la dispensa dai voti, 29 ag. 1791; Thérèse Harvel, 30 ag. 1791; Jacques-Marie Bercegai, curato costituzionale di Bouguenais, 1 ag. 1792; Jacques Baudot, chirurgo, 12 ott. 1792; Nicolas, sulla costituzione civica, 9 nov. 1792; M. de la Tour du Pin-Montauban per la formazione di una compagnia di difesa del papa, s.d.; Fr. Rémy Durremberg, della certosa di Sélignan, sulla sua vita religiosa, 29 lug. 1793.

b. 25 1782-1812

fasc. 3. Corrispondenza di de Haupt con l'abbé Maury e altri, 1788-1799.

Si tratta di numerose lettere scritte per lo più da Mayence e da Francoforte. In alcune sono trattati i temi riguardanti gli avvenimenti francesi. Vi è anche un «Prospetto dell'opera che ha per titolo memorie per servire alla storia del giacobinismo dell'abb. Barruel», 1799 e copia del «Le Miroir», dell'8 giu. 1797 con notizie, tra le altre, su una seduta del Direttorio esecutivo.

fasc. non numerato. «Notes très succinctes sur l'ouvrage intitulé: Refutation des mémoires du général Dumourier», s.d.

LEGAZIONE DI AVIGNONE, 1230-1792, voll. 381.

vol. 145

«Dispacci di Mons. Vice-Legato di Avignone dell'anno 1789», cc. 236.

Raccolta di lettere inviate da mons. Filippo Casoni ai cardinali Zelada e Boncompagni, segretari di Stato, dal 3 gen. al 26 dic. 1789. Tra gli altri, sono affrontati i seguenti temi: il sequestro delle rendite dei pp. Celestini; la richiesta di Joseph Collet, sindaco nel Contado, per sfuggire alla persecuzione (cc. 165-168v); l'ampliamento dei ranghi della «marechaussée», una speciale milizia per il controllo dei sediziosi (cc. 207-211v); vi è copia del «Courrier d'Avignon» del 7 nov. 1789 (cc. 203-204v).

vol. 146

«Dispacci di Mons. Vice-Legato di Avignone dell'anno 1790», cc. 168.

Raccolta di lettere inviate da mons. Filippo Casoni al card. Zelada dal 2 gen. al 31 dic. 1790. Tra i vari argomenti: l'ampliamento del corpo della «marechaussée», in due lettere di C. Pieracchi, scritte da Carpentras il 12 feb., e l'abolizione del pedaggio nella località Malaucene (cc. 19-21v); sollecito al conte di Montmorin, per il pagamento da parte della Ferma generale alla Rev. Camera, in rapporto alla privativa del tabacco e delle tele dipinte (cc. 84-84v); la reclusione del sac. Pietro Vittorino Aubery nella casa di penitenza di Corneto (cc. 118-126v); vi è copia de: «Arrêté de l'assemblée représentative du comté venaissin...» (cc. 164-167v).

vol. 147

«Dispacci di Mons. Vice-Legato di Avignone dell'anno 1791», cc. 125.

Lettere di mons. Filippo Casoni al card. Zelada dal 7 gen. al 26 dic. 1791. Tra l'altro contiene notizie su: diversi casi delle diocesi di S. Paolo Tre Castelli nel Delfinato e di Belley in Savoia. Il vescovo è eletto secondo i decreti dell'Assemblea nazionale; i parroci si rifiutano di riconoscere l'autorità (cc. 21-21v); richiesta di protezione da parte del conte de Cousin, per sfuggire alla persecuzione nel contado (c. 24); diffusione del breve pontificio sopra i vescovi eletti dal popolo e il giuramento civile del clero (c. 35); approvvigionamento del grano nel contado (cc. 95-97v e ss.).

vol. 148

«Dispacci di Mons. Vice-Legato di Avignone dell'anno 1792», cc. 140.

Lettere di mons. Filippo Casoni al card. Zelada dal 2 gen. all'11 ott. 1792. Tra i vari argomenti: dichiarazione di fedeltà alla S. Sede da parte dei vescovi di Vence, Senez, Grasse, Frejus (cc. 11-13); dispensa dall'osservanza della Quaresima, in diocesi di Vaison, a causa della miseria (c. 19); distribuzione del grano nel contado e appalto del tabacco (cc. 74-90v); notizie sui fuggitivi da Avignone, imbarcati a Marsiglia (cc. 107-107v); arresto di religiosi su bastimenti mercantili in fuga verso Genova (cc. 132-132v); conquista militare di Oneglia (cc. 138-140).

vol. 149

«Lettere particolari di Mons. Arcivescovo di Avignone relative alla rivoluzione ivi accaduta da giugno a tutto ottobre 1791», cc. 212.

Contiene una voluminosa raccolta di lettere e stampati inviati dall'arcivescovo di Avignone al card. Zelada. Si descrivono ampiamente gli avvenimenti politici e militari locali. Vi sono tra l'altro: vari estratti del corriere d'Avignone; avvisi alla municipalità; deliberazioni del consiglio degli amministratori provvisori di Avignone e dei cittadini di Carpentras; «Compte rendu par une partie des députés à leurs commettans», Paris 1791 (cc. 127-164); proclamazione del re del 18 set. 1791; copia del messaggio del re all'assemblea nazionale, del 13 set. 1791 (cc. 113-119); denuncia del complotto dell'abbé Mulot contro i patrioti degli stati riuniti di Avignone e contado (cc. 180-185v).

vol. 150

«Lettere particolari di Mons. Arcivescovo di Avignone relative alla rivoluzione ivi accaduta da nov. 1791 a tutto il di 7 lug. 1792», cc. 234.

Contiene lettere al card. Zelada su materie politico-militari, con molti allegati a stampa tra cui: avvisi alla cittadinanza; «Publication et proclamation de l'acte constitutionnel»; «Les citoyens d'Avignon à toute la France, 17 nov. 1791»: «Discours prononcé par M. Damian, premier officier municipal, avant l'installation de la nouvelle municipalité de Carpentras»; «Ordo divini officii recitandi ac missae celebrandae juxta ritum Sanctae Romanae Ecclesiae, ad usum civitatis, ac dioecesis avenionensis. Iussu Benedicti-Joannis-Francisci Maliere, vicarii generalis capitularis, sede vacante», 1792 (l'arcivescovo definisce il Maliere «fanatico e intraprendente» e avverte che «non cessa mai di scandalizzare», lettera del 7 gen. 1792, cc. 117-119); «Mandement pour le directoire de l'office et de la messe», di B.J.F. Maliere; «Déclaration et protestation faites par le chapitre de l'église métropolitaine d'Avignon»; «Réponse des fidèles catholiques, romains, des diocèses d'Arles, d'Aix, de Marseille, d'Apt, d'Orange, à la seconde lettre dite pastorale, de monsieur Charles-Benoît Roux»; «Discours prononcé à la barre de l'assemblée nationale, par M. Deleutre, l'afné, député extraordinaire de la commune d'Avignon»; «Lettre de monseigneur l'archevêque d'Avignon au sieur Benoît Roux évêque constitutionnel des bouches du Rhône en lui envoyant les brefs de N.S. père le pape Pie VI, des 19 mars et 23 avril 1792».

vol. 199

«Registro di lettere a' monsig.e Vice-Legato di Avignone dal principio dell'anno 1782 a tutto l'anno 1791», cc. 237.

Da c. 83 vi sono le copie delle lettere inviate dalla Segreteria di Stato a mons. Filippo Casoni, vice-legato di Avignone, dall'anno 1787, con scadenze per lo più quasi settimanali e talora giornaliere. Tra i temi affrontati: la concessione del grano al contado venassino; la fedeltà del contado alla S. Sede (c. 166v); le trattative a Parigi per la provvigione del sale (cc. 133 e ss.); le

disposizioni per i casi personali di singoli e le situazioni locali. In diverse lettere si accenna ai tumulti nella città.

vol. 215

«Parigi. Affare del sale. Tom. I. 1782-1787», cc. 381.

Da c. 243 vi sono le carte con data 1787; si tratta della corrispondenza dell'abbé C. Pieracchi, di mons. Filippo Casoni vice-legato di Avignone, del vescovo di Carpentras, sopra la trattazione del prezzo del sale, in base agli accordi del concordato del 1734 tra la S. Sede e il re di Francia. Vi sono discussi i provvedimenti contro il contrabbando, la lentezza della Ferma generale, l'abolizione della dogana tra Avignone, il contado e la Francia. In particolare si veda l'esposto della città di Carpentras a Pio VI (cc. 342-353v).

vol. 216

«Parigi. Affare del sale. Tom. II. 1788», cc. 417.

Contiene la corrispondenza dell'abbé Cristoforo Pieracchi, di mons. Casoni, dei consoli di Avignone e di altri, circa la trattazione del prezzo del sale e l'approvvigionamento per Avignone e il contado. Tra i vari argomenti affrontati vi sono: la richiesta d'intervento inoltrata al ministro Necker, il contrabbando, l'apertura dei magazzini del contado per le forniture ad Avignone, il rifiuto della Ferma generale di rifornire i magazzini esistenti.

vol. 217

«Parigi. Affare del sale. Tom. III. 1789 e 1790», cc. 331.

Contiene le lettere dei consoli di Avignone, di mons. Casoni, di Giannantonio Passeri, di Cristoforo Pieracchi e di altri, sulla questione del sale. Vi sono trattati tra l'altro: gli interventi del conte di Montmorin e del Necker, i disordini a Avignone e nel contado, la pretesa della Ferma generale di aumentare il prezzo del sale, la navigabilità del Rodano per i trasporti, i rapporti tra quantità di sale fornito e popolazione, gli spostamenti e la miseria dei contadini a causa delle mancate distribuzioni.

vol. 218

«1789. Avignone. Posizione della trasmissione de' grani», cc. 289.

Contiene lettere del vescovo di Carpentras, di mons. Casoni, di André Rangoni e di altri, trasmesse al card. segretario di Stato, circa la scarsità del grano, l'aumento del prezzo del pane e i relativi focolai di disordini e l'appropriazione pubblica dei granai. Vi sono notizie sulle insurrezioni di Monosco, Aix, Tolone, Marsiglia, Carpentras, Avignone. Tra gli stampati: «Avis au peuple marseillais et à celui des villes voisines de la Provence, par le comte de Mirabeau», 25 mar. 1789; «Taux du pain»; «Délibération du conseil des trois ordres de la ville de Marseille»; «Cahier de doléances de messieurs les députés, négociants et armateurs de la ville de Marseille»; «Déclaration du roi, pour sanctionner et faire exécuter divers arrêtés de l'assemblée nationale, concernant la sortie et la circulation des grains», 27 set. 1789.

vol. 222

Contiene lettere dell'abbé de Salomon al card. Boncompagni, segretario di Stato, cc. 337.

Da c. 312 a c. 324 vi sono lettere datate 30 mag., 13 giu. e 5 dic. 1787. Si accenna alla nomina del vescovo di Tolosa a ministro delle finanze e di M. de Lamvignon a presidente del parlamento, alla separazione dell'assemblea dei notabili, al consiglio delle finanze, alla soppressione delle barriere e delle gabelle.

vol. 223

«Miscellanee di varie posizioni relative alla città di Avignone e contado venesino. Tomo», cc. 345.

cc. 12-138: Richieste della città di Carpentras, per l'elezione dei membri del consiglio municipale. Voti espressi dalla cittadinanza sulle facoltà dei consoli e sul regolamento del consolato. Carte relative all'amministrazione del collegio degli studi di Carpentras, 1787-1790;

cc. 140-302v: Carte relative alla compra-vendita del mulino di Cavaglione, di proprietà del duca di Crillon, 1788-1789;

cc. 338-338v e 345: Lettera del conte di Fortia al card. segretario di Stato, scritta da Avignone il 16 mag. 1789, sulla creazione di una milizia fedele, per far fronte ai fermenti causati dalla scarsità del grano e dalla distruzione degli oliveti.

vol. 224

«Miscellanee di varie posizioni relative alla città di Avignone e contado venesino. Tomo», cc. 352.

cc. 320-321v e 325: Due lettere di Adrien Hendriqué al card. segretario di Stato, datate 11 ott. e 13 dic. 1788, scritte da Avignone, in cui si deplora lo stato della Chiesa di Francia e si accenna alla vicina riunione degli Stati generali con all'ordine del giorno i beni ecclesiastici. Vi è allegato un esposto per rilevare gli umori del momento verso la Chiesa cattolica.

vol. 226

«Avignone e contado venesino. Insurrezione cominciata nel 1789 e terminata colla occupazione fatta di questi stati dai francesi. Carteggio particolare di Mgr. Vicelegato di Avignone e del rettore di Carpentras. Parte prima», cc. 282.

Contiene soprattutto lettere di mons. F. Casoni alla Segreteria di Stato, con allegati a firma di particolari, tra cui del nunzio apostolico in Parigi e del vescovo di Carpentras. Vi sono notizie, tra l'altro, su: la formazione di milizie urbane, il consolidamento del ruolo politico del Terzo stato, la minaccia di guerra, le riforme economiche, il rifiuto del pagamento della decima, i tumulti a Parigi, lo scoppio di tumulti a Avignone, la situazione nel contado, le deliberazioni del consiglio di Carpentras, il rifiuto di artigiani e contadini del contado di prestare il giuramento di fedeltà al sovrano.

vol. 227

«Avignone e contado venesino. Insurrezione cominciata nel 1789 e terminata colla occupazione fatta di questi stati dai francesi. Carteggio particolare di Mgr. Vicelegato di Avignone e del rettore di Carpentras. Parte seconda», cc. 267.

Contiene per lo più lettere di mons. Casoni al card. segretario di Stato, con allegati diversi stampati, tra cui: «Déclaration et protestation de l'assemblée des états du comté venaissin, réunis aux membres du comité des mêmes états, contre la motion faite, au sujet de cette province, à l'Assemblée Nationale de France»; «Avis pressant aux habitants du comté venaissin»; «François, reveillez-vous»; «Courier du Languedoc, décembre 1789»; «L'ami du peuple comtadin»; «Le solitaire du Montventoux»; «Réponse d'un comtadin à la brochure intitulée: restitution du comté venaissin, des villes et état d'Avignon, par M. Bouche, député à l'Assemblée Nationale»; «Doutes sur la nécessité et l'utilité d'états généraux dans le comtat»; «Des droits du pape sur le comté venaissin et l'état d'Avignon, et refutation de l'écrit de M. Bouche...»; «Protestation de son excellence monseigneur le vice-legat d'Avignon, d'après les sommations à lui faites de quitter lad. ville»; «Etat par entrée et sortie des blés»; «Noms de ceux qui ont présenté une adresse à l'Assemblée Nationale, pour désavouer le voeu des avignonnais de se réunir à la France...»; «Les citoyens d'Avignon à toute la France».

vol. 228

«Avignone e contado venesino. Insurrezione incominciata nell'anno 1789 e terminata colla occupazione fatta di questi stati dai francesi. Deliberazioni delle rispettive comunità sulla tenuta de' stati generali e partecipazione ai ministri esteri della usurpazione de' stati medesimi. Parte terza», cc. 256.

Contiene le deliberazioni di 24 comunità sfavorevoli agli stati generali (cc. 1-72v), le deliberazioni di 54 comunità favorevoli agli stati generali (cc. 73-205v); «Partecipazione fatta ai ministri delle corti estere della usurpazione di Avignone e contado venesino fatta dai francesi» (si tratta di relazioni del 1790) (cc. 206-254v).

vol. 229

«Avignone e contado venesino. Insurrezione incominciata nell'anno 1789 e terminata colla usurpazione fatta di questi stati dai francesi. Lettere di vari particolari degli anni 1789 e 1790. Parte quarta», cc. 373.

Contiene lettere di particolari alla Segreteria di Stato, al prefetto della congregazione di Avignone, ad altri, su, tra l'altro: i commerci d'Avignone e contado, l'istituzione di un tribunale di conservazione, le imposte sugli indigenti, le elezioni del consiglio municipale di Carpentras, l'abolizione della decima ecclesiastica. Vi sono stampati: «États-généraux. Observations sur le discours du roi»; «Lettre du comte de Mirabeau à ses commettans»; «Réponse d'un comtadin, à la brochure intitulée: restitution du comté venaissin, ... par M. Bouche, député à l'Assemblée Nationale»; «Proclamation du roi sur un décret de l'Assemblée Nationale, pour la constitution des municipalités, avec les instructions annexées»; «L'ami de la patrie, et de la vérité aux habitants du comté venaissin, par M. l'abbé Tournafort, curé de villes»; «Récit abrégé mais exact, des troubles arrivés à Avignon».

vol. 230

«Avignone e contado venesino. Insurrezione incominciata nell'anno 1789 e terminata colla usurpazione fatta di questi stati dai francesi. Lettere di vari particolari dell'anno 1791. Parte quinta», cc. 420.

Contiene lettere di particolari al card. segretario di Stato e a diversi. Vi sono stampati: «Exposé justificatif de la conduite tenue par M. d'Espéyron, lieutenant-colonel du régiment de Soissonnois et les officiers qui composent ce corps, depuis le moment de leur arrivée à Avignon»; «Déclaration et protestation faites par le chapitre de l'église métropolitaine d'Avignon, le 26 février

1791»; «Opinion de Stanislas Clermont-Tonnerre sur l'affaire d'Avignon»; «Opinion de M. Malouet sur la réunion proposée du comtat d'Avignon à la France»; «Aux français. Les habitants du comtat ont-ils pu manifester le vœu de faire partie de la nation française? L'auguste assemblée des représentants de la France, peut-elle accueillir ce vœu sans contrevenir à ses principes?»; «Réponse des fidèles catholiques... à la lettre de monsieur Charles-Benoît Roux»; «Courrier de Villeneuve-les-Avignon», 2 set. e 13 nov. 1791; «Délibération des citoyens actifs de la ville de Carpentras»; «Prospectus. Mes loisirs»; «Les citoyens d'Avignon à toute la France»; «Procès-verbal de l'extraction de soixante cadavres dans le château d'Avignon, par les commissaires civils députés par le roi, des 14, 15 et 16 novembre 1791»; «Relation du service solennel qu'a fait célébrer, le 2 décembre 1791, dans l'église de St. Trophime, la société de la Chifone de la ville d'Arles, pour le repos de l'âme des malheureuses victimes avignonnoises»; «Motifs de démission de M. Guerin, fils».

mazzo 231

«Avignone. Protesta e chirografo pontificio di Pio Sesto contro la ribellione seguita in Avignone li 12 giugno 1790 colla dedizione fatta dagli avignonesi alla Francia e coll'espulsione di mons. Casoni vicelegato».

Contiene: breve pontificio del 13 apr. 1791; «Sanctissimi Domini Nostri Pii papae sexti litterae super defectione populorum avinionis et comitatus venaisini ecclesiasticae ditionis», 1791; «Sanctissimi Domini Nostri Pii papae sexti litterae super juramento civico ab ecclesiasticis praestito, ac electionibus, et consecrationibus pseudo-episcoporum in regno galliarum», 1791; memorie scritte dal pontefice a riguardo della rivolta; notizia sul perdono generale inviato dal papa e sull'incenerimento del dispaccio che lo conteneva; proteste del vicelegato di Avignone mons. Casoni; altre.

vol. 245

«Registro di lettere e risoluzioni della S. Congregazione di Avignone, 1788, 1789, 1790», cc. 222.

In apertura vi è un indice delle materie. Tra le altre: archivi pubblici in Avignone e contado; l'elezione dei consoli di Carpentras; il dazio sulla legna da fuoco in Cavaglione; la lotteria di Parigi; omaggi nel contado; stampatori e librai; la carica di primicerio dell'università; ristretti di cause criminali e civili.

vol. 254

Registro delle lettere (si tratta delle minute) della legazione a diversi, cc. 194.

M. de Montmorin, l'abbé Oster, l'abbé Pieracchi, de Brienne, l'abbesse de Fontevrault, Bois-sier, Congrégation de St. Augustin a Nemours, P. Visitatore de l'ordre de Fontevrault, Carmelitani d'Orléans, dal 10 mar. al 29 mag. 1791. Tra l'altro vi sono notizie su: la situazione in Avignone, la decisione dei rappresentanti del contado di chiedere al re di Francia il ristabilimento dell'ordine, il prezzo del sale e il blocco alla Ferma generale, la condizione dei religiosi e delle loro case, oltraggi al re a palazzo reale.

vol. 335

«Registro delle lettere della Segreteria di Stato di Nostro Signore delle sagre congregazioni di Avignone e Propaganda Fide, di monsig.r Dugnani nunzio apostolico di Francia e di altri prelati e soggetti & concernenti il mini-

stero pontificio, gli affari della legazione di Avignone, e contado venaisino, scritte a monsig. Filippo Casoni vicelegato in gennaio, febbraio, marzo, aprile, maggio, giugno, luglio, agosto 1789. Tomo nono», cc. 534.

In apertura vi è un indice delle materie. Tra l'altro vi sono notizie su: disordini a Carpentras per il prezzo eccessivo del pane; il sequestro dei beni dei pp. Celestini di Avignone; l'acquisto del mulino da parte della comunità di Cavaglione del duca di Crillon; l'invio di bastimenti di grano per Avignone e contado da parte della S. Sede; punizione per i rei dei tumulti; la formazione di milizie urbane; istanza dell'avvocato dei poveri di Avignone per l'abolizione della tortura.

vol. 336

«Registro delle lettere della Segreteria di Stato di Nostro Signore delle sagre congregazioni di Avignone e Propaganda Fide, di monsig.r Dugnani nunzio apostolico di Francia e di altri prelati e soggetti & concernenti il ministero pontificio, gli affari della legazione di Avignone, e contado venaisino, scritte a monsig.r Filippo Casoni vicelegato in settembre, ottobre, novembre, e dicembre 1789. Tomo decimo», cc. 502.

In apertura vi è un indice delle materie. Tra l'altro vi sono notizie su: la difesa degli interessi di Avignone a Parigi; mozione del deputato Bouche per l'incorporazione della provincia pontificia di Avignone alla Francia; compra-vendita del mulino di Cavaglione; occupazione delle porte di Avignone da parte dei contadini; discorso del deputato Durand de Maillene all'assemblea di Francia; il pagamento delle imposte da parte degli ecclesiastici; risoluzioni per il trasporto libero del grano; controversie per la guida della gazzetta avignone, di diritto della vedova Le Blanc; accrescimento della marechaussée di Carpentras; processo contro membri della guardia avignone implicati nei tumulti.

vol. 337

«Registro delle lettere della Segreteria di Stato di Nostro Signore delle sagre congregazioni di Avignone e Propaganda Fide di monsig.r Dugnani nunzio apostolico di Francia, di altri prelati, e soggetti & concernenti il ministero pontificio, gli affari della congregazione di Avignone, e contado venaisino, scritte a monsig.r Filippo Casoni vicelegato in gennaio, febbraio, marzo, aprile 1790. Tomo undecimo», cc. 522.

In apertura vi è un indice delle materie. Tra gli argomenti: dimostrazioni di fedeltà del consiglio di Avignone alla S. Sede; la risposta dell'avvocato fiscale Passeri alla mozione del Bouche all'assemblea di Parigi; la spedizione di truppe a Bolene per ristabilire l'ordine; l'elezione dei consiglieri di Cavaglione; il tribunale di commercio del contado; l'appalto del tabacco; controversie sulla gazzetta avignone; la libera circolazione del grano tra contado e provincie francesi; lettere dell'assemblea nazionale ai consoli di Avignone e all'abate Pieracchi; la soppressione dei pedaggi; i disordini a Rochegude; la vendita e il prezzo del sale; la rinuncia alla convocazione degli Stati generali.

vol. 338

«Registro delle lettere della Segreteria di Stato di Nostro Signore delle sagre congregazioni di Avignone e Propaganda Fide di monsig.r Dugnani nunzio apostolico di Francia, di altri prelati, e soggetti & concernenti il mini-

stero pontificio, gli affari della congregazione di Avignone, e contado venaisino, scritte a monsig.r Filippo Casoni vicelegato in maggio, giugno, luglio, agosto settembre, ottobre, novembre, e dicembre 1790. Tomo duodecimo», cc. 777.

In apertura vi è un indice delle materie. Tra gli argomenti: richieste al re di Francia per placare le irruenze di Avignone contro la S. Sede; la discussione dei fatti di Avignone all'Assemblea nazionale; l'arrivo della milizia di Oranges a Avignone; il progetto di decreto sulla vendita dei beni ecclesiastici; la causa di fallimento degli ebrei dell'Isola; il rifiuto della Francia di ricevere i condannati dalla legazione; il rifiuto del giuramento civico; la costituzione della milizia civica; l'editto di perdono per i ribelli di Avignone; la provvista e la vendita del sale.

vol. 339

«Posizione del sale in cui si osserva quanto è occorso tra la legazione di Avignone, e la Ferma generale di Francia per la rinnovazione degli appalti del sale, tabacco, e tele dipinte. Le premure della corte di Roma, in chiedere la consueta rinnovazione degli affitti per mezzo de' suoi ministri pontifici in Parigi, e la cura di monsig.r Filippo Casoni vice legato di Avignone nell'aver somministrati lumi, documenti, e memorie per sostenere presso il ministero di Francia le valide ragioni di Avignone e del contado venaisino; acciocche non si accrescesse il prezzo del sale, e non mancasse detto genere alle provincie della Santa Sede, fino alla conclusione di un nuovo concordato dalli 5. novembre 1785, e successivi anni», cc. 702.

Si tratta di un registro per la copia delle lettere inviate dal vicelegato a diversi, per lo più alla Segreteria di Stato, all'abate Pieracchi, al nunzio di Parigi; vi sono anche diverse memorie sulla questione dell'approvvigionamento del sale. Il registro è datato fino al 1789.

mazzo 376

«Occupazione da parte dei francesi della legazione di Avignone, 1663-1789».

Contiene: «De la restitution du comté venaissin, des ville et état d'Avignon; motion imprimée sous l'autorisation de l'assemblée nationale, par son décret du 21 novembre 1789. Par Charles-François Bouche, avocat au parlement, député de la sénéchauffée d'Aix, et membre de l'assemblée nationale», 1789; memoria sulla ribellione di Carpentras, 1791.

mazzo 378

Miscellanea di carte sciolte riguardanti la legazione tra il 1783 e il 1791.

Vi sono notizie su: la diffusione di stampa patriottica nel contado, 1790; i diritti di madame Le Blanc sulla gazzetta di Avignone, 1790-1791; le richieste per la pubblicazione di un bollettino dell'Assemblea nazionale in Avignone, 1789; l'occupazione di Avignone e contado da parte dei francesi, 1790-1791; il progetto del colonnello Bonnard per la costituzione di una milizia urbana, 1790.

mazzo 381

«Avignone. Carte diverse, 1703-1792».

Contiene: «Arrêté du bureau de police», un ordine ai cittadini di Avignone di seguire alcune norme per il mantenimento dell'ordine pubblico, 1792.

GARAMPI, bb. 305 (secc. IX-XIX).

b. 95

fasc. K. «Sanctissimi Domini Nostri Pii Papae Sexti litterae super defectione populorum avenionis et comitatus venaisini ecclesiasticae ditionis», 1791. A stampa.

b. 154

fasc. G. «Nova prorogatio facultatum concessarum a sanctissimo Domino Nostro Pio Papa VI. Archiepiscopis, episcopis, ac dioecesium administratoribus regni galliarum nec non avenionis, et comitatus venaisini, sabaudiae, aliorumque locorum, quae persecutioni sunt obnoxia», 1795. A stampa.

fasc. M. «Litterae D. Fr. Josephi Antonii a S. Alberto ex ordine carmelitarum excalceatorum congregationis Hispaniae archiepiscopi platensis in America meridionali ad sanctissimum Dominum Nostrum Pium Sextum Pont. Max. de novis galliarum eventis», 1792. A stampa.

b. 159

fasc. Y. «Opinion et réclamation de M. l'évêque de Nancy, député de Lorraine, sur le projet de décret portant invasion générale et absolue des biens et fonds patrimoniaux des églises de France, des ministres de la religion et des pauvres, séance du lundi 12 avril 1790». A stampa.

b. 179

fasc. E. «Épître a M. Camus; homme de loi, théologien de l'Assemblée Nationale, touchant ses observations sur les deux brefs du pape. Par M. Goulard, curé de Roanne, député à l'Assemblée Nationale», 1791. A stampa.

b. 214

Contiene: «Josué, ou la conquête de terre promise; poème en 12 chants, par

un ancien professeur de belles lettres», 1797. L'opera, manoscritta e di 326 pp., è di Louis Collet, sacerdote della diocesi di Lione. Vi è, anche, una lettera del medesimo a Pio VI.

b. 264

fasc. F. «Bienfaits de N.T.S.P. le pape Pie VI et de ses états, en faveur de françois emigrés», 1795. A stampa.

fasc. L. «Déclaration solennelle de son altesse M. le prince évêque de Spire contre la constitution civile du clergé, l'élection d'un évêque du département du bas Rhin et l'usurpation de la juridiction épiscopale sur la partie du diocèse de Spire, sise à la rive droite de la Queich, décrétées par l'Assemblée prétendue nationale de France...», Bruchsal 16 mars 1791. A stampa.

ARCHIVIO DI STATO DI BOLOGNA

Nel periodo 1787-1796, Bologna ed il suo territorio facevano parte, sia pure con ampio margine di autonomia, dello Stato pontificio. Le maggiori autorità pubbliche, a livello locale, erano il Legato pontificio ed il Senato cittadino, i quali condividevano il governo della città nella forma che si suole definire governo misto e che trovava il suo fondamento istituzionale nei capitoli di Nicolò V (1447).

Le larghe concessioni fatte alle magistrature cittadine non includevano però la possibilità di trattare direttamente con stati esteri. Pertanto appare da escludere che nell'archivio del Senato, come del resto in quello del Legato (entrambi conservati presso questo Istituto) sia conservata documentazione di carattere diplomatico.

Il 19 giugno 1796 Bologna venne occupata dalle truppe francesi guidate dal generale Bonaparte, il quale affidò provvisoriamente al Senato cittadino il governo della città e del suo territorio. Il Senato provvisorio, la cui composizione non corrispondeva più a quella del Senato di antico regime, in quanto ai membri del patriziato cittadino che ne facevano parte furono affiancati altri quarantadue membri elettivi, fu coadiuvato da un'altra magistratura dell'antico governo misto, l'Assunteria di magistrati. In questo periodo le funzioni dell'Assunteria possono paragonarsi a quelle di una giunta esecutiva. Essa infatti si occupava preliminarmente di tutti gli affari dell'amministrazione cittadina, sottoponendo poi i propri pareri all'approvazione del Senato.

Il Senato provvisorio e l'Assunteria di magistrati cessarono la loro attività il 1° giugno 1797, in quanto il 2 giugno fu insediata l'Amministrazione centrale del Dipartimento del Reno, organo della Repubblica cispadana. L'Amministrazione centrale rimase in funzione anche dopo l'annessione della Cispadana alla Repubblica cisalpina, avvenuta il 27 luglio 1797.

SENATO PROVVISORIO, bb. 37 (10 maggio 1796-1 giugno 1797).

b. 9

Contiene le lettere inviate dall'ambasciatore bolognese in Roma Giuseppe Angelelli all'Assunteria di magistrati dal 10 mag. al 22 giu. 1796. Attraverso di esse è possibile ricostruire i passi compiuti dal Senato bolognese presso la curia romana per avere istruzioni sull'atteggiamento da tenere nel caso che i francesi fossero penetrati nello Stato pontificio. Dalle lettere di Angelelli è anche possibile ricavare numerose informazioni sulle azioni intraprese dal governo pontificio nel tentativo di scongiurare l'occupazione di parte dello stato.

b. 10

Contiene un fascicolo segnato «Deputazione dei senatori Carlo Caprara e Giuseppe Malvasia e sig. avv. Giacomo Pistorini a Modena ed a Parma - maggio 1796». Il fascicolo contiene il carteggio fra questa deputazione, che era stata inviata dall'Assunteria di magistrati a Parma e a Modena per raccogliere informazioni sull'avanzata delle truppe francesi ed eventualmente avviare le trattative per un armistizio, e l'Assunteria stessa. Sempre in questa busta si trovano documenti relativi alla deputazione composta da Ludovico Savioli, Antonio Aldini, Gaetano Conti e Sebastiano Bologna, inviata dal Senato provvisorio presso il Direttorio di Parigi il 29 giugno 1796 con l'incarico di trattare il futuro assetto politico istituzionale del territorio bolognese.

b. 11

Contiene altri documenti relativi alla missione a Firenze di Caprara e Pistorini, datati dal 3 al 10 set. 1796.

b. 26

Contiene il carteggio fra i quattro deputati inviati a Parigi e il Senato provvisorio: le lettere datano dal 6 lug. 1796 al 29 mar. 1797. Nella busta si trovano anche alcune relazioni concernenti la missione di Carlo Caprara e Giacomo Pistorini, inviati dall'Assunteria di magistrati a Firenze, in cui dal 5 al 27 set. 1796 si tenne un congresso fra i plenipotenziari del papa e i commissari francesi per negoziare la pace fra i due Stati.

ARCHIVIO DI STATO DI RAVENNA
SEZIONE DI FAENZA

LADERCHI, bb. 80 (1580-1906). Inventario 1796.

Achille Laderchi fu molto attivo negli anni rivoluzionari, soggiornò in Francia, dove divenne acceso giacobino; fu arrestato in patria durante la prima restaurazione pontificia. Il figlio Ludovico fu podestà di Faenza nel 1813; il nipote Francesco divenne un noto esponente del Risorgimento.

BIBL.: P. ZANA, *La marcia di Roma del 1831. Il generale Sercagnani*, Faenza 1976.

b. 37

Lettere di Achille Laderchi ai familiari con riferimenti alla rivoluzione francese:

Parigi, 15 lug. 1788: cenno alla situazione di Francia, che prelude a una futura crisi;

Parigi, 22 gen. 1789: commenti generali di carattere politico;

Parigi, 22 apr. 1789: accenno al rincaro del prezzo del pane e all'estrema condizione di miseria in cui versa il popolo, in contrasto con il lusso sfrenato della corte e del clero a Versailles. La concentrazione di truppe nelle vicinanze di Parigi lascia trasparire il clima di tensione in cui versa la nazione;

Parigi, 26 mag. 1789: cenno su contrasti in seno agli Stati generali e ai presidi militari di Parigi e Versailles;

Dresda, 28 lug. 1789: riferimento a cose ed eventi riguardanti la Germania; brevissimo cenno, nell'ultima parte della lettera, al patriottismo dei francesi, che viene lodato;

Parigi, 1 giu. 1790: riferimento al proclama del re con il quale si invita il popolo alla concordia e al rispetto della monarchia; cenno a una sommossa popolare in cui vengono giustiziati alcuni ladri a causa della sfiducia riguardo al supremo giudizio del Tribunale;

Londra, 13 lug. 1790: riferimenti alle celebrazioni dell'anniversario della presa della Bastiglia a Londra e Parigi; cenno alla «petizione del Marchese della Fayette sopra il distintivo che si voleva dare agli volontari della Bastiglia...»;

Londra, 20 lug. 1790: racconto dello svolgimento della festa del 14 luglio;

Le fonti archivistiche

Ginevra, 14 ott. 1790: cenno ai numerosi fuorusciti francesi presenti in Svizzera, in attesa della controrivoluzione;

Berlino, 6 ag. (s.d.): cenno alla diversità di comportamento tra i militari francesi e quelli tedeschi.

REGNO DI NAPOLI

L'introduzione è di Biagio Ferrante (b.f.).

La voce Archivio di Stato di Napoli è stata curata da Maria Luisa Storchi (m.l.s.).

La rivoluzione francese accelerò nel Regno di Napoli il processo di formazione di una politica estera, autonoma dalla Francia e dalla Spagna. Questo orientamento maturò nella consapevolezza che i legami dinastici della famiglia Borbone costituivano un ostacolo all'inserimento e alla «immagine» del paese nell'ambito internazionale, e ai miglioramenti dei rapporti napoletani a mezzo di trattati, secondo i progetti di un abile diplomatico napoletano, il marchese Domenico Caracciolo, che era stato ambasciatore napoletano a Torino, Londra e Parigi. Il Caracciolo, dopo aver ricoperto la carica di viceré in Sicilia (dove tentò di ridimensionare il potere della feudalità), venne a Napoli e qui resse, dal 1786 alla morte (16 luglio 1789), la prima Segreteria, quella di casa reale che, tra l'altro, curava gli affari esteri.

La diffidenza verso la rivoluzione di Francia, scaturita nel 1791 nell'ambito della corte napoletana e dei circoli degli illuministi e dei riformatori, crebbe allorché si constatarono le involuzioni di quel movimento, venate di ideologia sanguinaria e di demagogia intollerante. I riformatori rimasero fedeli al loro programma di rinnovamento politico-culturale, anche dopo che, tra il 1790 e il 1791, la paura aveva bloccato le iniziative promosse dal governo e ispirate a quel programma: essi continuarono a credere, nella suggestione di Gaetano Filangieri, in una rivoluzione per così dire moderata e guidata dall'alto e non dal basso.

Nello stesso tempo si consolidò la politica filoasburgica che fu attiva nel regno, sia pure non senza contrasti, dal momento in cui Maria Carolina si insediò sul trono di Napoli. In realtà l'intesa con l'Austria fu avviata ancor prima negli anni '50, allorché si cominciò a parlare di offerte matrimoniali che avrebbero dovuto rinsaldare i rapporti fra le due corti, e trasse la sua origine dal problema della successione di Carlo di Borbone. Il punto di arrivo di quella politica fu costituito dal trattato del 3 ottobre 1759, che regolava i rapporti politici tra Napoli e Vienna al quale lavorarono Bernardo Tanucci (per Napoli) e Leopold Carl, conte di Neipperg, successore al Firmian, per l'Austria. La politica filoasburgica fu condivisa dall'Acton — responsabile degli affari esteri dal luglio 1789 — come strumento con il quale si poteva costruire l'indipendenza del regno. Coerenti con tale politica furono le intese matrimoniali: nel 1790 le prime due figlie di Ferdinando IV e di Maria Carolina sposarono principi asburgici, e cioè Maria Teresa l'imperatore Francesco II, e Luisa Amalia Ferdinando III granduca di Toscana, mentre Francesco, principe ereditario di Napoli e di Sicilia, sposò l'arciduchessa Maria Clementina.

L'avvicinamento all'Inghilterra si svolse sotto il patrocinio dell'Acton, e si concretò con l'alleanza del 12 luglio 1793. Vi concorse la spinta emotiva su-

scitata dalla decapitazione di Luigi XVI, oltre a varie considerazioni di politica internazionale.

I rapporti con la corte inglese, e in particolare con il ministro degli esteri Granville, furono tenuti da Fabrizio Ruffo principe di Castelcicala, destinato nel dicembre del 1792 a rappresentare il governo napoletano presso la Repubblica francese, e sostituito nella sede londinese dal duca di Sicignano Giovan Battista Tocco, rappresentante napoletano a Copenaghen. Ma il Sicignano entrò presto in crisi, probabilmente in seguito alla diffidenza degli ambienti ufficiali verso di lui e alla concessione della plenipotenza al Castelcicala con la quale si rinviava *sine die* la partenza di costui, e morì suicida (31 maggio 1793). In seguito a questo incidente il Castelcicala rimase a Londra, sia pure per breve tempo, e fu protagonista, per la sua parte, nelle relazioni tra la corte napoletana e quella inglese, di un nuovo corso, che doveva portare irrimediabilmente all'abbandono, da parte napoletana, della neutralità.

Si tentò anche la riappacificazione col papa Pio VI, con il quale si erano avuti alcuni contrasti (e tra gli altri quello rappresentato dalla chinea). Nel 1791, al ritorno da Vienna, Ferdinando e la regina si fermarono a Roma, dove ebbero colloqui politici con il papa e con gli esponenti della Curia. Risultato di questo riavvicinamento fu la destituzione del ministro napoletano degli affari ecclesiastici, Carlo De Marco.

I regalisti radicali videro nel miglioramento delle relazioni tra le due corti un nuovo cedimento alle pretese di Roma, e lo considerarono come il tradimento di tanti anni di lotta anticuriale. La giubilazione del De Marco, tante volte richiesta dai rappresentanti della Santa Sede, dovette apparire come la rinuncia alla linea dura nella politica e come il trionfo di Acton.

La tensione diplomatica tra il Regno di Napoli e la Francia salì di tono in seguito alla nomina del rappresentante della Francia a Napoli, il barone Armando di Mackau, ed alla accoglienza riservatagli. Egli presentò il 24 agosto 1792 al re le lettere credenziali di Luigi XVI, che alcuni giorni prima era stato imprigionato. Conosciuti gli avvenimenti parigini del 10 agosto e la deposizione del re, l'Acton diffidò il Mackau dal «presentarglisi» e dal fare opera di proselitismo. Dopo la soppressione della monarchia da parte della Convenzione, il Mackau, che aveva aderito al nuovo corso politico, chiese formalmente di essere riconosciuto come rappresentante della Repubblica francese. Il rifiuto del riconoscimento diplomatico del Mackau fu comunicato dal gabinetto napoletano a quello inglese, come si sa da una lettera del Castelcicala ad Acton, datata Londra 2 ottobre 1792.

E non mancarono altri atteggiamenti provocatori da parte del governo napoletano contro la Francia, come l'asilo concesso agli emigrati; le contribuzioni finanziarie per la guerra in Piemonte; la domanda, concordata fra l'ambasciatore cesareo a Londra Stadion e quello napoletano principe di Castelcicala, al governo inglese, perché i responsabili dell'eventuale morte di Luigi XVI non trovassero asilo in Inghilterra.

Ad alimentare e a far precipitare la tensione contribuì un altro incidente, ossia il ritrovamento, verificatosi in Verdun, di una lettera del conte di Choiseul, ex ambasciatore francese a Costantinopoli, diretta al conte d'Artois, dalla

quale risultava evidente che l'Acton aveva svolto un suo preciso ruolo nel rifiuto opposto dal gran sultano a ricevere quale nuovo ambasciatore della Francia repubblicana il noto agente rivoluzionario Carlo Luigi Huguet di Semonville. La Convenzione nazionale dichiarò lo Choiseul «nemico della Patria», e dette incarico al Consiglio esecutivo provvisorio di vendicare sul re di Napoli l'offesa ricevuta a Costantinopoli.

Si aggiunga infine che sempre nel 1792 (e poi nel 1794) ci fu da parte napoletana il tentativo di coinvolgere il re di Sardegna e il Senato di Venezia in una lega italiana in chiave antifrancese.

Il clima di ostilità, ormai dominante tra le Sicilie e la Francia, e in particolare il rifiuto dell'ambasciatore repubblicano Mackau e la lettera dello Choiseul, indussero il governo francese ad un atto chiaramente intimidatorio nei riguardi della corte napoletana e specialmente dell'Acton, al quale erano indirizzate espressioni ingiuriose, e che venne espressamente riconosciuto colpevole di una situazione compromessa sino al limite della rottura tra i due paesi. In realtà la squadra navale comandata da Luigi Le Vassor de Latouche-Tréville, giunta alle Bocche di Capri il 15 dicembre 1792, non era particolarmente temibile, e l'opera di fortificazione del golfo, sia pure attuata frettolosamente, poteva essere in grado di respingere la provocazione francese.

In quella occasione il Mackau svolse opera di moderazione, e in particolare fu eliminata dalle trattative la richiesta della destituzione e della consegna dell'Acton. La squadra del Latouche entrò nel porto di Napoli alle tre pomeridiane del giorno successivo. Nonostante che i militari e i politici convocati in consiglio di stato fossero di avviso contrario, i sovrani si lasciarono persuadere dall'Acton, e l'ultimatum francese fu accolto con la modifica relativa alle modalità dell'invio di un ambasciatore napoletano a Parigi. Infatti, diversamente dalla richiesta del Latouche (il quale voleva che l'ambasciatore si imbarcasse su una nave francese insieme al rappresentante dato al Latouche dalla Convenzione, Carlo Redon de Belleville), si stabilì che a Parigi sarebbe stato trasferito da Londra il principe di Castelcicala, con l'incarico di fornire al governo francese la prova del ristabilimento dei rapporti diplomatici, e di offrire la mediazione della corte napoletana perché rappacificasse la repubblica e le potenze con essa belligeranti.

L'esecuzione dei reali di Francia (Luigi XVI, e poi Maria Antonietta, sorella di Maria Carolina) rinsaldò la politica filoaustrica, e segnò il momento di massima rottura tra il Regno di Napoli e la Francia.

I paesi europei si organizzarono per contrastare la rivoluzione, e ad Austria e Prussia si unirono Inghilterra, Russia, Spagna, Portogallo, Olanda e Stati dell'impero. Gli alleati, insieme ad un contingente napoletano, ebbero l'occasione di svolgere operazioni militari in territorio francese. Nel 1793 (il primo convoglio partì il 16 settembre) i napoletani parteciparono all'impresa di Tolone con una spedizione guidata da Bartolomeo Forteguerra. Il maresciallo Fabrizio Pignatelli di Cerchiara, comandante della prima brigata, ebbe il comando provvisorio delle truppe in attesa del maresciallo Daniele de Gambs, mentre il brigadiere Antonio Alberto Micheroux ebbe il comando della 2ª brigata. Assediati da Napoleone Bonaparte, i napoletani furono costretti a riti-

rarsi. I profughi di Tolone furono mantenuti a spese dello stato. Divenne operante in quella occasione la convenzione anglo-napoletana firmata a Napoli, come si ricorderà, il 12 luglio 1793, ma resa nota soltanto ai primi di settembre perché il Borbone potesse prepararsi alla guerra.

Il 1° settembre 1793 un dispaccio dell'Acton controfirmato da Ferdinando, nel tentativo di arginare le infiltrazioni rivoluzionarie, espulse dal regno i francesi sospetti. Al Mackau fu intimato di partire entro otto giorni. In quella occasione fu istituita una giunta con lo scopo di svolgere inchieste sui cittadini di nazionalità francese da espellere, e su quelli che potevano restare nel regno, dimostrando di avervi avuto domicilio per lungo tempo. Il regio consigliere Giuseppe Giaquinto, caporuota e proreggente della Gran corte della vicaria svolse le funzioni di presidente interino della giunta, della quale fu segretario Alessandro Petrucci. L'attività di questa giunta è nota nel periodo 1793-1794, attraverso i pochi frammenti pervenuti. Il Giaquinto è lo stesso personaggio che si ritrova nella Giunta di stato attiva alla fine del 1794, in quella inquisitoria o delegata, attiva nello stesso periodo, e infine in quella che sarà istituita il 20 febbraio 1801.

Parallelamente alla repressione interna, che fu spietata (si pensi a Emmanuele De Deo e ai processi giacobini del 1794-1795), Napoli organizzò la propria difesa. Tra luglio e agosto 1794 furono inviati in Lombardia i cavalleggeri comandati da Alessandro Filangieri, principe di Cutò.

I disagi della guerra indussero alcuni dei paesi belligeranti al tavolo delle trattative. La Francia concluse nel 1795 la pace con il granducato di Toscana, con la Prussia e con la Spagna. Fu ribadita l'alleanza fra Inghilterra, Austria e Russia, e anche Ferdinando vi aderì.

Il principe di Castelcicala, terminata la missione londinese e giunto a Napoli alla fine di marzo del 1795, in premio per la sua fedeltà ai sovrani e alle direttive dell'Acton, ottenne (30 aprile) l'ufficio di direttore degli affari esteri, marina e commercio, subentrando all'Acton, e poco dopo fu chiamato a presiedere la Giunta di stato, incarico, quest'ultimo, che gli meritò il disprezzo dei contemporanei.

L'Acton, liberato dai carichi delle segreterie che a lui facevano capo, come si accennò, fu nominato consigliere di stato, e svolse l'attività di coordinatore delle segreterie medesime, e in pratica di primo ministro.

I successi del Bonaparte in Italia non intimorirono re Ferdinando che inviò in Lombardia il reggimento *Napoli* e, con un dispaccio del 17 maggio 1796, annunciò l'invio alle frontiere di trentamila uomini, e poi adottò altri provvedimenti di carattere militare.

Nel complesso i napoletani fecero una buona prova (in particolare la cavalleria) e si distinsero nello scontro di Borghetto (29 maggio 1796), cui seguì un armistizio offerto dal Bonaparte al re di Napoli, firmato a Milano il 6 ma datato Brescia 5 giugno 1796.

Si trattò di una mossa con la quale il generale francese portava disordine nella coalizione e per di più non pregiudicava ulteriori offensive. In realtà nessuno dei contendenti pensava di rispettare quell'armistizio, e in particolare il re di Napoli, che inviò altri soldati alla frontiera, e occupò Pontecorvo, com-

presa negli stati del papa, che si preparava alla guerra.

La vittoria napoleonica di Mantova spaventò i governi italiani, e in particolare il re di Napoli, il quale richiese di mutare l'armistizio di Brescia in una pace durevole. Questa fu concessa a condizione che Napoli, sciogliendosi dalle alleanze, fosse rimasta neutrale. Per patto segreto si stabilì tra l'altro il pagamento alla repubblica francese di otto milioni di franchi (trattato di Parigi, 10 ottobre 1796).

Con il trattato di Tolentino tra Pio VI e Napoleone del 19 febbraio 1797, lo Stato pontificio fu posto sotto il controllo francese. In base a quel trattato, il pontefice fu costretto a pagare una grossa somma di denaro, perdette tesori di arte e di letteratura, nonché i domini delle Legazioni e della fortezza di Ancona.

Intanto, abbattuta la resistenza austriaca, Bonaparte varcò le Alpi e minacciò Vienna. L'imperatore fu costretto a venire a patti. Nella conferenza di pace di Leoben (7 aprile 1797), che parve dare qualche momento di tregua alle parti in lotta, fu negoziatore per l'Impero, con il consenso del re di Napoli, il marchese di Gallo, Marzio Mastrilli, ambasciatore a Vienna della corte di Napoli.

Il 17 ottobre 1797, e a conferma dei preliminari di Leoben, fu conclusa la pace di Campoformio tra Napoleone e l'Austria, formalizzata nel trattato di Parigi del successivo 20 novembre. In un articolo segreto fu previsto che il Regno di Napoli e Sicilia avrebbe dovuto consegnare ai francesi derrate per un valore di otto milioni di lire torinesi entro il termine di un anno. Per quello che si sa, il diplomatico napoletano marchese di Gallo ebbe una parte notevole nella conclusione delle trattative, e gli venne concesso in segno di gratitudine dall'imperatore l'altissima onorificenza del toson d'oro. La pace fu accettata a malincuore dal re Ferdinando, il quale commentò a proposito dell'onorificenza concessa al marchese di Gallo: «formalmente dato [a Gallo] il Tosone in nome dell'Imperatore in premio di averci rovinato con la pace di Campoformio»¹.

I tumulti di Roma che portarono all'uccisione del generale francese Duphot sul finire del 1797, indussero i francesi ad allontanarsi da quella città. La rappresaglia non si fece attendere, perché il 25 gennaio 1798 le truppe francesi mossero da Ancona contro Roma, per ordine venuto da Parigi.

L'arrivo a Napoli, 1 maggio 1798, dell'ambasciatore francese Giuseppe Domenico Garat, il «regicida» (così definito nella corte borbonica per avere comunicato, come ministro di giustizia, la sentenza di morte a Luigi XVI); gli scontri che ebbe con Ferdinando; le pressioni esercitate da lady Hamilton, moglie dell'ambasciatore inglese a Napoli, la quale deplorò la presenza del «regicida» e dichiarò che Napoli doveva entrare in guerra, se voleva salvarsi dai francesi; l'atteggiamento di Maria Carolina, condiviso dal marito e dominato da sentimenti personali di avversione ai francesi, costituirono alcuni dei fattori che dettero al processo di rottura con i francesi il carattere della irreversibilità.

¹ *Diario di Ferdinando IV di Borbone (1796-1799)*, a cura di U. CALDORA, Napoli 1965, p. 302.

Proprio all'epoca della missione a Napoli di Garat, che si proponeva di riportare il governo e la cittadinanza napoletani ad atteggiamenti più rispettosi verso la Repubblica e patrocinava la scarcerazione dei detenuti politici, furono avviate tra la corte napoletana e l'Austria le trattative che dovevano sfociare in un accordo. Il Garat non ne ebbe conoscenza.

Sin dalla pace del 10 ottobre 1796 tra la Francia e le Sicilie si era parlato, da parte francese, di un'amnistia a favore di quanti si trovassero in carcere «nel Regno» per avere simpatizzato con l'ideologia rivoluzionaria. In realtà tutto si ridusse nell'introdurre nel trattato un articolo (il settimo) con il quale veniva pattuita la scarcerazione dei soli sudditi francesi.

Quando le potenze contraenti si scambiarono ambasciatori stabili (il commendatore Alvaro Ruffo a Parigi, in rappresentanza del Borbone; Giambattista di Canclaux a Napoli per la Francia), molte speranze si appuntarono su quest'ultimo. Ma il Canclaux, giunto a Napoli non prima del 24 maggio 1797, si preoccupò più di tutto di rendersi gradito a corte, di appianare i contrasti tra le due potenze. Eppure le inquisizioni contro i prigionieri politici divennero più rigorose, ci furono nuovi arresti e i giacobini napoletani ne rimasero profondamente delusi. Il ministro degli esteri Talleyrand, da parte francese, non mancò di dolersi con il Ruffo del fatto che tante persone fossero perseguitate nell'Italia meridionale a causa della loro simpatia per gli ordinamenti politici francesi.

La paura e il desiderio di trarre profitto a spese del cessato Stato della Chiesa consigliarono alla corte napoletana orientamenti più pacati nella politica estera e il nuovo ministro degli esteri, marchese di Gallo (succeduto il 16 gennaio 1798 al principe di Castelcicala) incominciò a trattare col Direttorio, tramite il Ruffo, la cessione al regno dei territori già pontifici di Benevento e Pontecorvo.

Preludio alla guerra furono le ostilità messe in atto da una parte e dall'altra. Da parte napoletana furono occupate nell'aprile Benevento e Pontecorvo, allo scopo di contenere le infiltrazioni di agitatori rivoluzionari, mentre l'esercito si attestava sul confine romano. Da parte loro, i francesi occuparono Malta (12 giugno) su cui Ferdinando vantava diritti di sovranità, e minacciarono la Sicilia.

La minaccia francese, particolarmente temibile in Sicilia, e le notizie che giungevano da Malta indussero il governo napoletano a rafforzare l'apparato militare e a svolgere una intensa attività diplomatica. Il 19 maggio del 1798 fu firmato il trattato con l'Austria rappresentata dal ministro Thugut e, per Napoli, dal duca di Campochiaro, Ottavio Mormile. L'alleanza con la Russia fu firmata in Pietroburgo il 29 di novembre dal marchese di Serracapriola Antonino Maresca. La lega con l'Inghilterra fu negoziata il 1° dicembre in Londra tra il marchese di Gallo e Hamilton. Il trattato con la Porta ottomana fu firmato il 21 gennaio 1799 a Costantinopoli dal conte Costantino Ludolf, rappresentante della corte borbonica.

Da notare che i patti stipulati con l'Austria non autorizzavano il Borbone a tentare una guerra offensiva con la sicurezza di provocare l'aiuto asburgico. La guerra fu decisa nel consiglio privato che si tenne a Caserta nella notte

dal 12 al 13 ottobre. Furono per la pace il marchese di Gallo, il ministro De Marco, i generali Francesco Pignatelli del ramo dei principi di Strongoli e marchese di Laino, Michele Colli e Giuseppe Parisi, ma vinse l'autorità della regina, di Acton, di Mack, di Castelcicala. Il generale Carlo Mack von Leiberick, venuto dall'Austria, ebbe il comando dell'esercito napoletano. La guerra fu dichiarata il 22 novembre con un proclama del re.

Il seguito degli avvenimenti è ben noto: Roma fu occupata dai borbonici alla fine di novembre dopo una tregua negoziata tra lo Championnet e il Mack. Ma i francesi si prepararono al contrattacco ed ebbero la meglio sui napoletani, che furono battuti, tra l'altro, a Civita Castellana (6 dicembre). Vi fu catturato il generale austriaco Enrico Metsch de Bay, venuto a collaborare col Mack.

Fu in quei momenti che re Ferdinando ebbe la chiara percezione del pericolo imminente e dovette temere per le sorti stesse della dinastia. In una lettera alla moglie (11 dicembre) affermò: «Non c'è più speranza per l'offensiva, ma non si deve pensare che alla difensiva. Questa convengo con te si debba continuare fino all'ultimo estremo, ora non essendoci altro rimedio (...)»².

L'infausta conclusione dell'impresa di Roma (dalla quale l'esercito napoletano sgombrò il 12 dicembre 1798, subito sostituito dall'esercito francese) apriva ai francesi le porte di Napoli. C'è anche da dire che da parte austriaca erano venuti più volte a Ferdinando consigli alla prudenza, e che in data 5 ottobre di quell'anno l'imperatore aveva suggerito a Ferdinando di non attaccare la Francia, declinando ogni responsabilità su quello che poteva accadere in conseguenza della politica oltranzista adottata dai Borboni, ed escludendo un aiuto austriaco. A Ferdinando non restava altra salvezza che la fuga.

La partenza fu discussa dal re in Consiglio di stato, nella mattina e nel pomeriggio del 20 dicembre, ma la decisione fu presa soltanto la mattina del successivo giorno 21, perché non tutti i consiglieri furono d'accordo sull'opportunità della fuga. Il 23 dicembre, il re, che sin dal 21 a sera si trovava a bordo del *Vanguard* (la nave di Nelson), con la famiglia e con due sole navi al seguito, il *Sannita* e l'*Archimede*, partì al tramonto alla volta di Palermo. Per ciò che sappiamo dal *Diario*, l'equipaggio di alcune navi da guerra si era ammutinato, e il re dovette dare l'ordine di bruciare alcune imbarcazioni. Questa circostanza, insieme all'altra rappresentata dal cattivo tempo, avevano indotto a rimandare il viaggio.

A Napoli rimase, con la carica di vicario durante l'assenza del re, Francesco Pignatelli dei principi di Strongoli e marchese di Laino. Il Pignatelli, all'arrivo dei francesi e poco fiducioso sulle capacità belliche dell'esercito napoletano, preferì negoziare segretamente con il generale Championnet un armistizio, firmato a Capua l'11 gennaio 1799 (armistizio di Sparanise), che il re Ferdinando definì «il più infame che mai»³. Il governo napoletano fu rappresentato da Francesco Loffredo, principe di Migliano, e da Francesco Caracciolo Giudice, marchese del Gesso, ma la tregua fu presto sorpassata dalle vicende che portarono alla costituzione della Repubblica napoletana. Il Pi-

² *Diario di Ferdinando*, cit., p. 104, nota n. 4.

gnatelli, che peraltro aveva spontaneamente lasciato la carica ed era partito alla volta di Palermo la notte del 16, fu severamente censurato dal re. L'attività del vicario Pignatelli, durata meno di un mese, si era svolta in crescente disaccordo con gli Eletti e con la Deputazione del buon governo. I primi crederono infatti che, partito il re, il potere potesse essere trasferito agli Eletti, come rappresentanti della Città e del Regno, sulla base di concessioni sovrane invano ricercate nell'Archivio della Città. Tra il 29 e il 30 dicembre 1798, gli Eletti avvertirono il Pignatelli che, se egli non aveva i necessari poteri, sarebbe stata la Città a prendere l'iniziativa di avviare un armistizio con i francesi, e gli chiesero conto dell'incendio delle cannoniere avvenuto il 28, e di altre decisioni prese dal vicario. Quest'ultimo negò che la Città avesse titolo per trattare con i francesi, e dichiarò che tale facoltà spettava al Mack. Poiché il 29 gli Eletti, d'accordo con i Cinque e i Sei, stabilirono di convocare per il giorno seguente le «Piazze» e di far nominare da esse la Deputazione del buon governo (come fecero), il Pignatelli con suo dispaccio dello stesso 29 avocò a sé il diritto di formare quella Deputazione e la incaricò soltanto dell'organizzazione della milizia urbana. Le trattative con i francesi furono avviate dal Pignatelli d'intesa con il Mack ma senza l'intervento della Città. Il 15 gennaio 1799 il popolo, tumultuando, nominò suo comandante il Moliterno (Girolamo Pignatelli principe di Moliterno) e il 16 indusse la Deputazione a chiedere al Pignatelli la consegna di tutti i suoi poteri. Quest'ultimo, che probabilmente non aveva previsto la rivolta popolare («i lazzari», fedeli al monarca), e l'alleanza popolo e Città, fuggì in Sicilia la notte del 16 (come si disse), e prima di partire dovette, come si pensa, autorizzare il Moliterno a trattare con lo Championnet l'occupazione francese della capitale. La rivolta dei «lazzari» degenerò ben presto nella ferocia (si ricordi l'uccisione dei fratelli Ascanio duca della Torre e Clemente Filomarino). Ciò indusse i repubblicani a moltiplicare le loro iniziative per evitare che soccombessero dinanzi alla furia popolare. Nella notte tra il 18 e il 19 gennaio il tentativo di occupare il Castello Santelmo, comandato da Niccolò Caracciolo (che era con i repubblicani) e guardato dai «lazzari», riuscì vano. Fu posto in essere uno stratagemma ideato dal Caracciolo per introdurre nel Castello i congiurati. Questa volta il piano riuscì (19 gennaio). Il 21 la bandiera francese fu inalberata sul Castello. Fu il «segnale» perché lo Championnet dirigesse le sue truppe contro la città. La repubblica fu proclamata in Napoli nel «Progetto di decretazione presentata a' patrioti napoletani e nazionali dal cittadino Giuseppe Logoteta nel 22 gennaio 1799 nella piazza del castello di Sant'Elmo». Il giorno seguente il generale Championnet emanò una legge con la quale, fino alla organizzazione completa del «Governo costituzionale», lo Stato venne affidato a venticinque «rappresentanti» nominati dal generale francese. I loro decreti avevano forza di legge solo se approvati almeno a maggioranza e se sanzionati dallo Championnet. I rappresentanti erano divisi in sei «comitati» (centrale, di legislazione, di polizia generale, militare, di finanza, di amministrazione in-

³ *Ibidem*, p. 426, 14 gennaio.

terna) «per l'esecuzione delle leggi e di tutti i dettagli dell'amministrazione pubblica».

Con questa legge (4 piovoso = 23 gennaio), che costituiva il governo provvisorio, furono chiamati ad esercitare l'autorità legislativa ed esecutiva personaggi noti e meno noti: Raimondo di Gennaro, Nicola Fasulo, Ignazio Ciaja, Carlo Laubert, Melchiorre Delfico, Moliterno (Girolamo Pignatelli), Domenico Bisceglia, Mario Pagano, Giuseppe Abbamonti, Domenico Cirillo, Domenico Forges Davanzati, Vincenzo Porta, Raffaele Doria, Gabriele Manthoné, Giovanni Riario, Cesare Paribelli, Giuseppe Albanesi, Pasquale Baffi, Francesco Pepe e Prodocimo Rotondo. A questi, con decreto del 24 piovoso (12 febbraio), vennero aggiunti Antonio Nolli, Giuseppe Logoteta (in sostituzione di Domenico Cirillo, che aveva rinunciato), Pasquale Falcigno, Giuseppe Cestari, Diego Pignatelli del Vaglio e Vincenzo Bruno.

La riunione dei due poteri nelle stesse mani fu motivata dallo Championnet in riferimento alle circostanze eccezionali che la Repubblica si trovava a vivere. Presto fu ripreso un discorso che i riformatori napoletani, specialmente nella seconda metà del '700, avevano lungamente dibattuto: quello sulla feudalità. Si cominciò con la legge abolitiva dei diritti di primogenitura, fedecommissi e sostituzioni, pubblicata il 6 piovoso (25 gennaio) e modificata dalla legge del 22 piovoso (10 febbraio). In particolare la legge del 6 piovoso mirava a costituire un nuovo tipo di proprietà, «sacra e inviolabile come i diritti personali», come voleva Mario Pagano. In realtà la legge sulla feudalità fu elaborata tra difficoltà e molte discussioni, e fu approvata il 23 aprile, quando era troppo tardi per applicarla.

Altro nodo da sciogliere fu quello della riforma del sistema giudiziario. I primi provvedimenti del governo provvisorio dovettero apparire deludenti per quanti si aspettavano riforme radicali. Infatti, con decreto dell'11 piovoso (30 gennaio), il governo provvisorio stabilì che fino a nuovo ordine rimanessero al loro posto tutti i funzionari pubblici, purché servissero con zelo la repubblica, e si dichiarassero «realmente ed apertamente per la rivoluzione»⁴. Rimasero perciò funzionari ed istituzioni del vecchio sistema giudiziario, alcune delle quali cambiarono nome. Ma si trattò di provvedimenti non definitivi che non escludevano un riordinamento del sistema giudiziario più incisivo e più coerente con uno dei principi della rivoluzione francese, ossia quello della eguaglianza di fronte alla legge.

I fatti che contrassegnarono la breve vita della Repubblica napoletana sono troppo noti per essere ricordati qui. Conviene piuttosto ripensare il giudizio, nel suo complesso convincente, offerto dal Colletta sull'impatto determinato dalle idee rivoluzionarie che venivano dalla Francia nella società meridionale, nella quale mancavano «le persuasioni di libertà; peggio, della uguaglianza»⁵. La libertà viene dalla natura, per cui il dispotismo deve compiere ri-

⁴ A.M. RAO, *L'ordinamento e l'attività giudiziaria della Repubblica napoletana del 1799*, in «Archivio storico Province napoletane», 3^a s., XII (1973), p. 83.

⁵ P. COLLETTA, *Storia del reame di Napoli*, introd. e note di N. Cortese, II, Napoli 1969, p. 10.

petuti sforzi e il pensiero annullarsi «per dimenticarne il sentimento»⁶. L'eguaglianza nasce dalla civiltà e dal lungo uso della ragione.

Riandando alla storia del popolo napoletano, non la storia antichissima e dimenticata delle repubbliche greche, ma quella più recente, che si estendeva per sette secoli e che aveva formato gli «universali costumi»⁷ non si trovava negli ordinamenti civili pratica o segno di eguaglianza, bensì monarchia, sacerdozio, feudalità, immunità, privilegi, servitù domestica, vassallaggio «ed altre innumerevoli difformità sociali»⁸. L'eguaglianza politica non era sentita, in quell'anno 1799, dalla coscienza e neppure immaginata dal popolo; solamente l'«ultima plebaglia» finse d'intendere in quella voce l'eguale ripartizione delle ricchezze e dei beni.

Ne derivava che le conquiste della rivoluzione francese, libertà ed eguaglianza, non erano adeguatamente riconosciute ed apprezzate. C'erano tra le rivoluzioni di Francia e di Napoli altre differenze, altrettanto consistenti, dice ancora il Colletta: mentre la Francia aveva operato il «rivolgimento», Napoli l'aveva subito; inoltre, il passaggio da monarchia dispotica a repubblica era stato in Francia opera di tre anni, in Napoli di un giorno; in Francia i bisogni politici venivano manifestati nei tumulti, e in Napoli o non erano noti o mancavano. In Francia era stato eliminato il re insieme ai sostenitori della monarchia, alcuni dei quali erano stati costretti alla fuga; il re di Napoli, invece, regnava nella vicina Sicilia, e «rimanevano tra noi tutti i partigiani del passato»⁹.

BIBL.: *Diario di Ferdinando IV di Borbone (1796-1799)*, a cura di U. CALDORA, Napoli, 1965; C. SALVATI, *La Repubblica napoletana del 1799 negli atti originali del suo governo*, estratto da «Atti dell'Accademia pontaniana», n.s. XVI, Napoli 1967; A.M. RAO, *L'ordinamento e l'attività giudiziaria della Repubblica napoletana del 1799*, in «Archivio storico Province napoletane», 3a s., XII (1973), pp. 73-145; *Il Monitore Napoletano 1799*, a cura di M. BATTAGLIANI, Napoli, 1974; D. MUSTO, *Emmanuele De Deo ed i processi giacobini del 1794-1795 nelle fonti documentarie superstiti*, estratto da *Atti del convegno per la celebrazione del bicentenario della nascita di E. De Deo (Minervino Murge, 10-11 giugno 1972)*, Bari [1975]; *Castelcicala a Londra*, in *Studi in memoria di Nino Cortese*, Roma 1976, pp. 381-437.

⁶ *Ibidem.*

⁷ *Ibidem.*

⁸ *Ibidem.*

⁹ *Ibidem.*

ARCHIVIO DI STATO DI NAPOLI

I tragici eventi del '43 hanno comportato, come è noto, la distruzione quasi completa del materiale documentario trasportato dall'Archivio di Stato di Napoli alla Villa Montesano presso San Paolo Belsito, costituito da una scelta di gruppi di atti prelevati da vari fondi considerati di maggiore importanza. Le fonti diplomatiche relative al periodo 1787-1799 hanno subito purtroppo, a seguito di quei terribili eventi, ingenti decurtazioni. Sono andati distrutti, tra l'altro, 1.209 fasci dell'Archivio della Segreteria di stato degli affari esteri (tra i quali erano comprese la maggiore parte delle carte della Legazione del governo di Napoli a Parigi nel Settecento); più di 700 fasci dell'archivio della Segreteria di casa reale, la quasi totalità dell'Archivio riservato di casa reale, nonché le scritture delle Segreterie di stato di Giovanni Acton, l'Archivio diplomatico e privato del duca di Gallo, il Museo storico-paleografico. Il materiale distrutto è descritto dal Filangieri nel *Rapporto finale sugli Archivi*, a cura della Commissione alleata, Sottocommissione per i monumenti, belle arti e archivi, edito a Roma nel 1946.

Nelle pagine che seguono ci si propone di delineare un primo, sommario quadro d'insieme delle scritture il cui esame si ritiene possa fornire maggiori e più immediati contributi per la ricostruzione delle vicende internazionali degli anni 1787-1799 e, in particolare, per lo studio della rivoluzione francese. Il repertorio si apre con le indicazioni relative all'archivio degli affari esteri, che costituisce, senza dubbio, la principale fonte di natura diplomatica conservata presso l'Archivio di Stato di Napoli. Segue la descrizione delle unità archivistiche comprese nell'archivio Borbone, il cui recente acquisto ha apportato una cospicua e preziosa integrazione alle serie documentarie di Casa reale distrutte nel '43. Il repertorio si conclude con la segnalazione di alcuni incartamenti reperibili nell'archivio della Segreteria di casa reale e nel Museo.

BIBL.: *Archivio di Stato di Napoli*, a cura di A. GENTILE e I. DONSI GENTILE, in *Guida generale degli Archivi di Stato Italiani*, III, Roma 1986; J. MAZZOLENI, *Le fonti documentarie e bibliografiche dal sec. X al sec. XX conservate presso l'Archivio di Stato di Napoli*, voll. 2, Napoli 1974, 1978.

Segreteria e Ministero di Stato degli affari esteri, voll. e fasci 7.097 (1734-1866, con docc. dal 1571). Elenchi.

L'archivio della Segreteria e Ministero di Stato degli affari esteri, consta di unità numerate da 1 a 7.939 secondo l'antica numerazione che comprende anche i fasci distrutti. Gli inventari di cui il fondo risulta dotato (conservati nella sezione diplomatica dell'Archivio di Stato di Napoli, ai nn. 60, 61, 61 bis) rappresentano il frutto del laborioso lavoro di revisione svoltosi a partire dal 1943, con lo scopo di controllare le lacune verificatesi nelle singole serie e di riordinare il materiale progressivamente identificato.

Al fine di rendere più agevole la lettura dei dati presentati in questo repertorio, si è ritenuto opportuno raggruppare le unità archivistiche individuate in quattro categorie: Legazioni, Cifre, Consolati, Diversi. Le Legazioni comprendono il carteggio con gli ambasciatori, incaricati straordinari, agenti diplomatici, segretari di ambasciata e di legazione del Regno di Napoli presso le potenze estere ed il carteggio col corpo diplomatico estero in Napoli. Le Cifre comprendono il carteggio diplomatico in cifra; i Consolati raccolgono il carteggio con i consoli napoletani all'estero (nei porti e nelle città marittime straniere), e con gli agenti commerciali esteri residenti in Napoli; nei Diversi sono state raggruppate unità archivistiche non facilmente classificabili in serie omogenee.

BIBL.: R. MOSCATI, *L'Archivio della prima Segreteria di stato napoletana durante il regno di Carlo di Borbone*, in «Notizie degli Archivi di Stato», 1943, 2, pp. 92-99, 3, pp. 140-158; C. SALVATI, *L'Azienda e le altre Segreterie di stato durante il primo periodo borbonico (1734-1806)*, Roma 1962. Vedi inoltre, presso l'AS Napoli, U. BILE, *L'Archivio del Ministero degli affari esteri nell'Archivio di Stato di Napoli*, tesi di laurea, Facoltà di lettere dell'Università degli studi di Napoli, anno accademico 1981-1982, in cui si propone un riordinamento generale del fondo «Affari esteri», raggruppando «sulla carta» il materiale in 24 categorie.

Legazioni

Legazione del governo austriaco in Napoli: fs. 11, 1779-1789; fs. 114, 1792-1814; fs. 115, 1779-1805.

Legazione del governo di Napoli a Bologna: fs. 175, 1788-1793.

Legazione del governo di Napoli a Costantinopoli: fs. 190, 1741-1813; fs. 234, 1787-1792; fs. 235, 1788-1814; fs. 236, 1788-1789; fs. 237, 1787-1797; fs. 238, 1790-1793; fs. 239, 1794-1798; fs. 240, 1799-1803; fs. 7325/8, 11, 12, 1761-1795; fs. 7.328/1, 1783-1792; fs. 7.329/4, 5, 1789-1794; fs. 7.330/1, 3, 4, 5, 6, 7, 1790-1797; fs. 7.331/1, 1796-1805.

Legazione del governo di Napoli in Danimarca: fs. 264, 1780-1789; fs. 265, 1790-1793; fs. 266, 1796-1800.

Archivio della legazione di Napoli in Copenaghen: fs. 6.783, 1787; fs. 6.786, 1787-1788; fs. 6.787, 1782-1790; fs. 6.788, 1790-1792; fs. 6.790, 1792; fs. 6.791, 1793; fs. 6.792, 1794; fs. 6.793, 1794; fs. 6.794, 1794-1797; fs. 6.795, 1798-1799.

Legazione del governo di Danimarca in Napoli: fs. 274, 1780-1803; fs. 275, 1785-1802; fs. 276, 1795-1805.

Legazione del governo di Napoli in Francia: fs. 6.806, 1787-1789.

Comprende le lettere dirette da Tommaso di Somma, marchese di Circello, da Parigi alla corte di Napoli, dall'1 mag. 1787 al 26 giu. 1789. Il marchese di Circello ricoprì in Francia l'incarico di ambasciatore straordinario del re di Napoli dal 1786 al 1793, anno in cui fu destinato in Londra come inviato straordinario e ministro plenipotenziario in luogo del duca di Sicignano (vedi anche il fondo Scrivania di razione, vol. 84). Il 10 dic. 1796 fu destinato a Parigi, in qualità di ministro plenipotenziario del re di Napoli, il commendator Alvaro Ruffo dei principi della Scaletta. Si ricorda che presso l'AS Napoli si conserva l'archivio privato della famiglia Di Somma del Colle, la cui documentazione è, tuttavia, di natura prevalentemente patrimoniale.

Legazione del governo di Francia in Napoli: fs. 507, 1786-1789.

Ambasciatori di Francia in Napoli: fs. 508, 1797-1804; fs. 512, 1793-1794; fs. 513, 1789-1792; fs. 514, 1792-1796; fs. 516, 1797-1798; fs. 517, 1797; fs. 518, 1798; fs. 540, 1767-1788; fs. 557, 1786-1814; fs. 6.807, 1798.

Il fascio 557 contiene, tra l'altro: credenziali di Armando di Mackau, destinato ministro plenipotenziario della Francia a Napoli (presentate il 23 gen. 1793); carteggio col Mackau (1793); lettera del marchese di Circello dell'11 mag. 1792, da Bruxelles, con informazioni sul Mackau; incartamento relativo alle credenziali di Domenico G. Garat, incaricato straordinario della repubblica francese presso la corte di Napoli (1798); credenziali del cittadino Lacombe de Saint-Michel, ambasciatore della Francia a Napoli (presentate il 3 ott. 1798); credenziali del ministro francese Giambattista di Canclaux (dic. 1797).

Incaricati di Francia in Napoli: fs. 511, 1798; fs. 531, 1770-1798; fs. 532, 1798.

Espulsi di Francia: fs. 543-545, 1793; fs. 546, 1793-1794; fs. 547, 1794; fs. 548, 1794-1795.

Affari di Francia in Italia: fs. 549, 1796-1797.

Legazione del governo di Napoli in Genova: fs. 587, 1762-1788.

Corrispondenza con diplomatici spagnoli a Londra: fs. 663, 1749-1790.

- Regia legazione, Londra: fs. 664, 1789-1810; fs. 665, 1790-1802.
- Legazione del governo inglese in Napoli: fs. 673, 1789-1790; fs. 674, 1795-1797; fs. 685, 1798; fs. 693, 1799-1803.
- Corrispondenza col Bali Pignatelli, Malta: fs. 727, 1786-1788.
- Carteggio col ministro residente in Malta: fs. 6.829, 1792-1793; fs. 6.832, 1793; fs. 6.833, 1794.
- Affari esteri, Malta: fs. 728, 1787-1789; fs. 729, 1789-1790.
- Regia legazione, Malta: fs. 740, 1779-1800.
- Legazione di Malta in Napoli: fs. 739, 1785-1790.
- Affari dell'Ordine Gerosolimitano e carteggio con gli incaricati di affari residenti in Malta: fss. 6.937-6.948, 1785-1808.
- Ministri di Napoli a Milano: fs. 753, 1787-1788; fs. 754, 1788-1790; fs. 755, 1790-1792; fs. 756, 1792-1793; fs. 757, 1794-1796.
- Corrispondenza con il conte di Wilzeck, ministro plenipotenziario imperiale: fs. 758, 1782-1788.
- Ministri di Modena in Napoli: fs. 760, 1782-1788.
- Legazione del governo di Napoli in Olanda: fs. 806, 1786-1788; fs. 807, 1789-1790; fs. 808, 1791-1793; fs. 809, 1794; fs. 810, 1795-1798.
- Regia legazione, Olanda: fs. 812, 1762-1798.
- Diversi, Olanda: fs. 816, 1789-1793.
- Legazione del governo di Olanda in Napoli: fs. 824, 1747-1788; fs. 825, 1789-1793.
- Legazione del governo di Olanda in Napoli: fs. 824, 1747-1788; fs. 825, 1789-1793.

- Legazione del governo di Napoli a Parma: fs. 875, 1786-1788; fs. 876, 1788-1789; fs. 877, 1789-1794; fs. 878, 1795; fs. 879, 1795-1800; fs. 882, 1796-1798.
- Ministri di Polonia in Napoli: fs. 916, 1747-1788.
- Legazione del governo di Napoli in Portogallo: fs. 927, 1784-1788; fs. 928, 1788-1790; fs. 929, 1789-1792; fs. 930, 1793-1794; fs. 931, 1795-1799. Vedi anche le carte della Legazione di S.M. siciliana a Lisbona, per gli anni 1782-1800, conservate nell'Archivio Borbone, alle bb. 1401-1420.
- Regia legazione, Portogallo: fs. 938, 1784-1810; fs. 939, 1792-1801; fs. 940, 1766-1829.
- Legazione del Portogallo in Napoli: fs. 943, 1752-1813; fs. 944, 1797-1814; fs. 6.959, 1753-1797.
- Corrispondenza col ministro della corte di Spagna a Berlino: fs. 947, 1784-1789.
- Legazione del governo di Ragusa in Napoli: fs. 973, 1775-1789.
- Legazione del governo di Napoli a Roma: fs. 981, 1784-1790; fs. 1.087, 1781-1790; fs. 1.112, 1749-1790; fs. 1.140, 1785-1790; fs. 1.143, 1785-1788; fs. 1.175, 1787; fs. 1.176, 1788-1790; fss. 1.194-1.195, 1787; fss. 1.196-1.197, 1788; fss. 1.198-1.199, 1789; fss. 1.200-1.201, 1790; fs. 1.321, 1783-1792; fs. 1.342, 1781-1795; fs. 1.343, 1790-1791; fss. 1.344-1349, 1791; fss. 1.350-1.360, 1792; fss. 1.361-1.370, 1793; fss. 1.371-1.377, 1794; fss. 1.378-1.385, 1795; fss. 1.386-1.388, 1796; fs. 1.389, 1796; fs. 1.390, 1796; fs. 1.393, 1796; fss. 1.394-1.395, 1796; fs. 1.408, 1799-1804; fs. 1.560, 1791-1800; fs. 1.563, 1797-1806.
- Legazione del governo di Roma a Napoli: fs. 1.663, 1775-1804.
- Legazione del governo di Napoli in Russia: fs. 1.672, 1787; fs. 1.673, 1788; fs. 1.674, 1788-1789; fs. 1.675, 1789-1791; fs. 1.676, 1790-1799; fs. 1.677, 1791-1793; fs. 1.678, 1794-1795; fs. 1.679, 1796-1797; fs. 1.680, 1797-1799; fs. 6.866, 1785-1789; fs. 7.160, 1783-1805.

Presso l'AS Napoli fu depositato nel 1950 l'Archivio privato della famiglia Maresca di Serracapriola, uno dei cui più illustri esponenti, Antonino Maresca Donnorso, duca di Serracapriola, ricoprì l'incarico di ministro plenipotenziario napoletano in Russia per oltre 40 anni, a cavallo tra Settecento ed Ottocento (cfr. A. GENTILE, *L'Archivio Maresca di Serracapriola nell'Archivio di Stato di Napoli*, in «Rassegna degli Archivi di Stato», (1961), n. 3). Si segnalano, in particolare, i fss. 109-110, relativi agli incarichi ricoperti dal duca di Serracapriola.

Regia legazione, Russia: fs. 1.693, 1783-1814; fs. 1.695, 1790-1803; fs. 1.701, 1795-1798; fs. 1.702, 1779-1789.

Legazione del governo russo in Napoli: fs. 1.706, 1790-1805; fs. 1.707, 1799-1801.

Legazione del governo di Spagna in Napoli: fs. 1.911, 1789-1799; fs. 1.916, 1783-1814; fs. 1.917, 1785-1812; fs. 1.918, 1786-1805; fs. 1.925, 1790-1804. Vedi anche le carte della Legazione di S.M. siciliana a Madrid, per gli anni 1796-1799, conservate nell'Archivio Borbone, alle bb. 1.443-1.444.

Legazione del governo di Svezia a Napoli: fs. 2.054, 1794.

Legazione del governo di Napoli a Torino: fs. 2.005, 1771-1814; fs. 2.006, 1790-1798; fs. 2.021, 1789-1804; fs. 6.842, 1772-1787; fs. 7.001, 1786-1789; fs. 7.002, 1790-1791; fs. 7.003, 1793; fs. 7.004, indice dei fss. 7.001-7.003.

Legazione del governo di Torino a Napoli: fs. 2.045, 1784-1789; fs. 2.046, 1794-1803.

Legazione del governo toscano in Napoli: fs. 2.177, 1775-1789.

Legazione del governo di Napoli a Venezia: fs. 2.277, 1779-1798; fs. 2.279, 1763-1798; fs. 2.303, 1758-1787; fs. 6.854, 1797-1798; fs. 6.855, 1799.

Legazione del governo di Venezia a Napoli: fs. 2.292, 1790-1793.

C i f r e

Austria: fs. 2.308, 1790-1799; fs. 2.335, 1750-1789.

Costantinopoli: fs. 2.311, 1789; fs. 2.312, 1790-1818.

Danimarca: fs. 2.318, 1788; fs. 2.319, 1790-1800.

Francia: fs. 2.313, 1790-1798; fs. 2.314, 1798.

Il fascio 2.313 comprende la corrispondenza diretta da Parigi a Napoli da Tommaso di Somma (11 gen. 1790-28 giu. 1790), da Antonio Caracciolo (mar. 1797), da Alvaro Ruffo (mag. 1797-ott.

1798). Il fascio 2.314 comprende la corrispondenza intercorsa tra Alvaro Ruffo e la Segreteria degli esteri nel periodo 11 mag. 1797-18 nov. 1798. Vi sono anche due «cifre di Gallo», ricevute l'11 set. 1799 ed il 18 ott. 1799.

Inghilterra: fs. 2.320, 1791-1796; fs. 2.321, 1797-1805, fs. 2.326, 1770-1790.

Nizza: fs. 2.324, 1798-1807.

Olanda: fs. 2.325, 1793-1802.

Portogallo: fs. 2.327, 1790-1798.

Russia: fs. 2.323, 1780-1789; fs. 2.328, 1790-1819; fs. 2.329, 1790-1821.

Spagna: fs. 2.330, 1790-1794; fs. 2.331, 1795-1798; fs. 2.332, 1799-1819.

Toscana: fs. 2.333, 1798.

Venezia: fs. 2.334, 1793-1800.

C o n s o l a t i

Corrispondenza con i consoli napoletani all'estero.

Algeri: fs. 2.370, 1787-1814.

Alicante: fs. 2.401, 1760-1814; fs. 2.402, 1790-1821.

Ancona: fs. 2.419, 1792-1814.

Barcellona: fs. 2.447, 1791-1814; fs. 2.448, 1793-1815.

Bastia: fs. 2.461, 1790-1814.

Cadice: fs. 2.476, 1790-1814.

Cagliari: fs. 2.488, 1774-1807; fs. 2.490, 1794-1800.

Cartagena: fs. 2.514, 1790-1818.

Cefalonia: fs. 2.521, 1785-1804.

Civitavecchia: fs. 2.528, 1792-1814.

Corfù: fs. 2.539, 1790-1814; fs. 2.540, 1791-1814.

Corsica: fs. 535, 1780-1789; fs. 536, 1790-1798.

Dalmazia: fs. 2.552, 1793-1814.

Danimarca: fs. 2.553, 1797-1804.

Francia: fs. 519, 1798; fs. 528, 1782-1788; fs. 529, 1788-1791; fs. 530, 1792-1793.

Genova: fs. 2.611, 1786-1787; fs. 2.612, 1788-1789; fs. 2.613, 1788-1789; fs. 2.614, 1789; fss. 2.615-2.616, 1790; fs. 2.616 bis, 1791; fs. 2.617, 1792; fs. 2.618, 1793; fs. 2.619, 1794; fss. 2.619 bis-2.620, 1795; fs. 2.621, 1796; fs. 2.622, 1797; fss. 2.623-2.624, 1798; fs. 2.625, 1788-1789; fs. 6.856, 1798.

Lisbona: fs. 2.684, 1777-1788; fs. 2.686, 1789-1813; fs. 2.687, 1790.

Livorno: fs. 2.370, 1783-1814; fs. 2.731, 1785-1789; fs. 2.732, 1790-1794; fs. 2.733, 1790-1794; fs. 2.734, 1790-1797; fs. 2.735, 1791-1793; fs. 2.736, 1794-1814; fs. 2.737, 1795-1796; fs. 2.738, 1798-1814.

Londra: fs. 2.780, 1796-1820; fs. 2.781, 1799-1818.

Malaga e Cadice: fs. 2.789, 1782-1813; fs. 2.790, 1790-1818.

Malta: fs. 2.806, 1791-1802; fs. 2.807, 1794-1814; fs. 2.808, 1798-1804.

Maone: fs. 6.845, 1791-1814.

Marsiglia: fs. 2.857, 1786-1814; fs. 2.857 bis, 1790-1814; fs. 7.383, 1789-1815.

Milano: fs. 2.891, 1794-1798; fs. 2.892, 1794-1800; fs. 2.893, 1789.

Nettuno - Porto d'Anzio: fs. 2.907, 1751-1804.

Nizza: fs. 6.846, 1779-1789.

Odessa e Pietroburgo: fs. 2.909, 1793-1813; fs. 2.910, 1794-1802; fs. 6.965, 1791-1799.

Pesaro: fs. 2.920, 1790-1804; fs. 2.921, 1792-1804; fs. 2.922, 1799-1806.

Ragusa: fs. 2.944, 1782-1792; fs. 2.945, 1784-1788; fs. 2.946, 1787-1805; fs. 2.947, 1789-1793; fs. 2.948, 1792-1798.

Roma: fs. 2.949, 1785-1814; fs. 2.950, 1797-1815.

Senigallia: fs. 2.978, 1790-1806; fs. 2.979, 1791-1821; fs. 6.847, 1779-1789.

Smirne: fs. 2.984, 1789-1806; fs. 2.985, 1794-1810.

Spagna: fs. 2.997, 1784-1789; fs. 2.998, 1789; fs. 2.999, 1791-1793.

Terracina: fs. 3.018, 1753-1805; fs. 3.019, 1794-1814; fs. 3.020, 1794-1815.

Tolone: fs. 3.024, 1797-1814.

Trieste: fs. 3.032, 1786-1789; fs. 3.033, 1786-1814; fs. 3.034, 1788-1814; fs. 3.035, 1790-1791; fs. 3.036, 1792-1799.

Tripoli: fs. 3.056, 1775-1790; fs. 3.057, 1791-1795; fs. 3.058, 1791-1814.

Tunisi: fs. 3.077-3.078, 1799-1814.

Venezia: fs. 3.118, 1784-1788; fs. 3.119, 1784-1804; fs. 3.120, 1785-1800; fs. 3.121 bis, 1790-1791; fs. 3.122, 1790-1804; fs. 3.123, 1790-1794; fs. 3.124, 1792-1794; fs. 3.125, 1795-1796; fs. 3.126, 1797-1798.

Viterbo: fs. 3.140, 1793-1804.

Consoli esteri in Napoli

America: fs. 3.196, 1797-1813.

Austria: fs. 3.198, 1787-1804.

Costantinopoli: fs. 3.206, 1799-1814; fs. 3.207, 1799-1814.

Danimarca: fs. 3.209, 1787-1804.

Francia: fs. 3.211, 1787-1804.

Inghilterra: fs. 3.216, 1792-1814; fs. 3.217, 1793-1816.

Malta: fs. 3.224, 1787-1796.

Olanda: fs. 3.227, 1738-1804.

Portogallo: fs. 3.229, 1794-1812.

Ragusa: fs. 3.233, 1793-1804.

Roma: fs. 3.234, 1787-1804.

Russia: fs. 3.237, 1796-1814.

Spagna: fs. 3.245, 1785-1814; fs. 3.246, 1790-1814.

Svezia: fs. 3.248, 1793-1804.

Torino (Sardegna): fs. 3.239, 1798-1814; fs. 3.240, 1794-1800.

Toscana: fs. 3.251, 1789-1800.

Tripoli: fs. 3.253, 1790-1817.

Diversi

fs. 4.138: Atti diversi, 1799-1805.

fs. 4.150: «Negoziazione per il concordato con Roma», 1786-1792.

fs. 4.207: «Trattato di commercio con la Francia», 1776-1788.

Si ricorda che, oltre ai trattati compresi nei fasci dell'Archivio della Segreteria degli affari esteri, esistono, a parte, 8 volumi di trattati, a stampa, per gli anni 1657-1828. I trattati stipulati nel periodo 1787-1799 sono compresi nei voll. IV e V (cfr. inv. 62 presso la Sezione diplomatica dell'AS Napoli).

fs. 4.216: «Corrispondenza per le negoziazioni di pace tra la Russia e la Porta ottomana», 1790-1794.

fs. 4. 217: «Trattato di commercio con la Russia e diversi altri trattati», 1792.

fs. 4.218: «Corrispondenza tra Napoli e Roma per la restituzione dei disertori», 1796-1797.

fs. 4.219: «Negoziazioni di pace con la Francia», 1796.

Al carteggio risultano allegati giornali parigini (come «Le Rédacteur» e la «Gazette Nationale de France»).

fs. 4.220: «Trattato di pace tra la Francia e l'Austria», 1797.

Comprende il carteggio intercorso tra Marzio Mastrilli, marchese di Gallo, ministro napoletano a Vienna, ed il principe di Castelcicala, dal 1796 al 1797.

fs. 4.256: Atti diversi, 1790; fs. 4.257; Atti diversi, 1790-1791; fs. 4.259; Atti diversi, 1793-1796; fs. 4.260; Atti diversi, 1795-1808; fs. 4.264; Atti diversi, 1796; fs. 4.265; Atti diversi, 1796-1827.

fs. 4.269: «Legni bruciati dagli inglesi in Egitto», 1798.

fs. 4.294: «Carte appartenenti al gen. Acton», 1789-1799.

- fs. 4.296: Atti diversi, 1792-1800; fs. 4.297; Atti diversi, 1799.
- fs. 4.298: «Carte repubblicane di Napoli», 1799.
- fs. 4.299: «Capitolazioni diverse», 1799.
- fs. 4.330: «Campagna di Roma», 1798.
- fs. 4.331: Atti diversi, 1799; fs. 4.338, Atti diversi 1786-1815.
- fs. 4.339: «Tolone - spedizione delle truppe napoletane», 1793-1794.
- fs. 4.340: «Guerra d'Italia», 1796-1797.
- fs. 4.354: Affari diversi, 1794-1795.
- fs. 4.357: «Corrispondenza col duca di Sicignano», 1793.
- fs. 4.380: «Corrispondenza col marchese di Circello», 1795.
- fss. 4.393-4.399: «Affari d'Italia», 1791-1794.
- fs. 4.591: «Passaggio della casa di Borbone in Sicilia», 1798-1799.
- fs. 4.800: «Corrispondenza con Roma», 1786-1787.
- fs. 5.522: Atti diversi, 1786-1788.
- fs. 6.772: «Trattato di commercio con la Russia», 1788.
- fs. 6.774: «Raccolta di giornali», 1797-1798.
- fs. 6.848: «Lettere del gen. Dallemagne, comandante l'Armata francese in Roma al marchese di Gallo e altro carteggio», 1792.
- fs. 6.853: Atti diversi, 1790-1797.
- fss. 6.854-6.855: «Carteggio con Venezia», 1797-1799.

- fs. 6.866: «Lettere del duca di Serracapriola da Pietroburgo», 1785-1789.
- fs. 6.867: Atti diversi, 1795-1798.
- fs. 6.893: «Carteggio con Torino», 1794-1798.
- fs. 6.894: «Carteggio col marchese di Circello a Londra», 1797.
- fs. 6.951: «Spagna, diversi», 1791-1793.
- fs. 6.952: Atti diversi, 1795; fs. 6.976: Atti diversi, 1790; fs. 7.391: Atti diversi, 1732-1809; fs. 7.395: Atti diversi, 1736-1822; fs. 7.396: Atti diversi, 1738-1833; fs. 7.397: Atti diversi, 1790-1796; fs. 7.398: Atti diversi, 1740-1793; fs. 7.399: Atti diversi, 1741-1794; fs. 7.401: Atti diversi, 1744-1856; fs. 7.405: Atti diversi, 1743-1802; fs. 7.408: Atti diversi, 1764-1829; fss. 7.411-7.425: Atti diversi, 1787-1803.
- fs. 7.426: «Atti relativi alla spedizione del gen. Bonaparte in Egitto», 1798-1800.
- fss. 7.427-7.431: Atti diversi, 1741-1847; fs. 7.530: Atti diversi, 1796-1859; fs. 7.631: Atti diversi, 1796; fs. 7.632: Atti diversi, 1798-1852.

ARCHIVIO BORBONE, bb. e voll. 2640 (1713-1890). Inventario a stampa.

L'Archivio Borbone raccoglie una documentazione di fondamentale importanza per lo studio delle vicende del Regno meridionale tra la seconda metà del XVIII secolo ed il XIX secolo.

Acquistato nel 1951, integra e completa gli Archivi della casa reale borbonica, da cui era stato prelevato nel 1860 per ordine di Francesco II, al momento della sua partenza per Gaeta.

BIBL.: *Diario di Ferdinando IV di Borbone (1796-1799)*, a cura di U. CALDORA, Napoli 1965, (cfr. voll. 111-114); ARCHIVIO DI STATO DI NAPOLI, *Archivio Borbone, Inventario sommario*, I, Roma 1961, II, *Inventario*, a cura di A. GENTILE, Roma 1972 (PAS, XLIII-XLIV); D. MUSTO, *Emmanuele De Deo e i processi giacobini del 1794-1795, nelle fonti documentarie superstiti*, in *Atti del convegno per la Celebrazione del bicentenario della nascita di Emmanuele De Deo*, Minervino Murge, 10-11 giugno 1972 (cfr. b. 655); vedi inoltre il manoscritto di T. DE ROSA, *Raccolta in copia di atti e deposizioni del processo ai re di Stato celebrato in Napoli nel 1794*, in AS NAPOLI, *Manoscritti*, n. 60, e la «Copia del processo per i rei di Stato don Ferdinando don Mario e don Vincenzo Pignatelli Strongoli d. Filippo Marini Genzano e Bartolomeo Apicelli (22 settembre 1799)», in AS NAPOLI, *Archivio Pignatelli Strongoli*, parte I, fs. 73 bis, inc. 111.

- vol. 32. Lettere dirette da re Ferdinando IV alla regina Maria Carolina dal 24 apr. 1787 al 28 dic. 1788, cc. 244.
- vol. 33. c.s. 13 gen. 1789-26 dic. 1789, cc. 255.
- vol. 34. c.s. 10 gen. 1790-24 lug. 1790, cc. 234.
- vol. 35. c.s. 14 mag. 1791-30 dic. 1791, cc. 121.
- vol. 36. c.s. 4 gen. 1792-27 dic. 1792, cc. 313.
- vol. 37. c.s. 4 gen. 1793-31 dic. 1793, cc. 162.
- vol. 38. c.s. 1 gen. 1794-15 dic. 1794, cc. 146.
- vol. 39. c.s. 2 gen. 1795-15 dic. 1795, cc. 178.
- vol. 40. c.s. 29 gen. 1796-17 dic. 1796, cc. 309.
- vol. 41. c.s. 6 gen. 1797-31 dic. 1797, cc. 254.
- vol. 42. c.s. 4 gen. 1798-13 dic. 1798, cc. 349.
- vol. 43. c.s. 13 apr. 1799-23 dic. 1799, cc. 330.
- b. 99. Corrispondenza della regina Maria Carolina con diversi sovrani e principi dal 1767 al 1810, cc. 592.
- Si segnalano, in particolare:
- cc. 90-127: copie di lettere dirette dal re di Spagna al re di Napoli dal 1791 al 1796, riguardanti gli «affari di Francia».
- cc. 564-566: copie di lettere dell'imperatore d'Austria alla regina di Napoli del 5 mar. 1799 e del 29 dic. 1799.
- b. 104. «Carte diplomatiche che esistevano presso S.M. la Regina» - 1796-1813, cc. 185.
- Si segnalano, in particolare:
- cc. 53-55: copie dell'articolo segreto e del trattato di pace tra la Repubblica francese ed il re di Napoli (10 set. 1796);
- cc. 60-62: copia della memoria rimessa al barone di Thugut dal marchese di Gallo il 28 feb. 1799.

- vol. 111. Diario autografo di re Ferdinando IV dal 12 mag. 1796 all'11 mag. 1797, pp. 376.
- vol. 112. c.s. 12 mag. 1797 - 11 mag. 1798, pp. 338.
- vol. 113. c.s. 12 mag. 1798 - 11 mag. 1799, pp. 344.
- vol. 114. c.s. 12 mag. 1799 - 11 mag. 1800, pp. 320.
- b. 177. Corrispondenza con Carlo IV re di Spagna e con la regina Luisa dal 1798 al 1819, cc. 308.
- b. 181. «Corrispondenza colla Real Casa di Francia» dal 1794 al 1824, cc. 220.
- Si segnalano, in particolare:
- cc. 50-52: lettere dirette da Carlo Filippo conte di Artois (da Londra) al re di Napoli il 15 nov. 1799;
- cc. 70-102: carteggio relativo al duca di Berry (1798-1816).
- b. 194. «Corrispondenza con Pontefici e Cardinali» dal 1791 al 1824, cc. 197.
- Si segnalano, in particolare:
- cc. 1-5: corrispondenza intercorsa tra la regina Maria Carolina ed il papa Pio VI a proposito del soggiorno dei sovrani di Napoli a Roma (1791);
- cc. 6-8: lettera diretta dal papa al re di Napoli il 4 dic. 1798 «per la spedizione dell'armata napoletana in Roma».
- b. 208. «Corrispondenza con l'Imperatore di Russia» per gli anni 1791, 1800, 1801, 1806, 1816-1823, cc. 32.
- b. 214. Corrispondenza del re Ferdinando IV con il cav. Giovanni Acton e «carte trovate presso» l'Acton «dopo la sua morte», relative agli anni 1770-1807, cc. 321.
- Si segnala, in particolare:
- cc. 9-10: lettera diretta dall'Acton al re il 4 giu. 1790, contenente la notizia dell'imminente arrivo, in Palermo, di un conte lombardo, capo della «Setta Illuminista in Lombardia» ed emissario del «club della Propaganda» di Parigi.
- b. 215. Lettere dirette da re Ferdinando IV a Giovanni Acton dal 17 gen. 1784 al 26 nov. 1796, cc. 557.
- c. 258: lettera in cui il re fa riferimento al «discorso» tenuto dall'«indegno» suo «cugino» (9 gen. 1792);
- c. 277: lettera in cui il re, nel trattare delle «cose di Europa, e particolarmente» di «quelle di Francia», comunica di aver ricevuto da Parigi la «nuova della dichiarazione di guerra fatta dalla Nazione francese» al re d'Ungheria (1 mag. 1792).

- b. 216. Lettere dirette da re Ferdinando IV a Giovanni Acton dall'1 gen. 1797 al 30 nov. 1802, cc. 522.

cc. 2-3: lettera relativa al principe di Colobrano, che risulterebbe nominato nelle «note Giacobine di Annibale Giordano e in altre carte della passata e presente inquisizione di Stato» (14 gen. 1797);

c. 5: lettera concernente l'imminente invasione della Romagna da parte dei francesi (16 gen. 1797).

- b. 237. «Istruzioni lasciate dal Re Ferdinando al Gen. Acton prima di partire per la Germania» il 19 ag. 1790, cc. 17.

- b. 238. «Carte politiche del Regno di Napoli» relative agli anni 1792-1799, cc. 472.

Si segnalano, in particolare:

cc. 1-7: «R^élation de ce qui s'est pass^é à Toulon lors de son évacuation et un mois auparavant;

cc. 10-12: copia di lettere dirette dall'agente francese in Messina Allement a Mr. Aillaud a Napoli il 27 ott. 1792, l'8 dic. 1792 e il 29 dic. 1792;

cc. 13-26: «Indirizzo de' Francesi ai Napoletani»; «Risposta de' Napoletani ai Francesi» a proposito della richiesta francese della consegna dell'Acton (1792);

cc. 27-36: «Mémoire pour servir d'instructions au Sr. de Makau allant résider à Naples en qualité de Ministre plénipotentiaire de France» (Parigi, 10 giu. 1792).

cc. 37-75: «Corrispondenza diretta al Comandante della Marina francese signor La Touche, ed altre carte relative al Ministro della repubblica francese sig. Machau, nella occasione dell'arrivo della squadra francese, comandata dal La Touche, in dicembre 1792, nel porto di Napoli»;

cc. 76-89: «Articoli di Convenzione colla repubblica francese» (1792-1793);

cc. 110-146: «Carte relative ai movimenti fatti dalla Armata Napoletana contro i Francesi nello Stato Pontificio» (1798-1799);

cc. 205-315: «Carte dell'epoca che precede la entrata de' francesi in Napoli» (1798-1799);

cc. 316-354: «Osservazioni sull'armistizio conchiuso in Napoli tra il Cardinal Ruffo, e i Francesi e sudditi ribelli»; «Disposizioni per soprassedersi dal procedimento a carico di Giuseppe Pignatelli»; «Disposizioni circa i rei di Stato giudicabili dalla Giunta di Stato, o da sfrattarsi dal Regno»; lettere di Orazio Nelson e William Hamilton (1799);

cc. 388-397: copia di istruzioni segrete inviate dal Direttorio al cittadino La Combe, ministro della repubblica francese a Napoli «circa il modo di condursi per far proseliti e partigiani alla rivoluzione in Roma, in Napoli ed in Sicilia» (1799);

cc. 429-472: volume manoscritto dal titolo «Spedizione del Cardinal Ruffo», contenente la copia di istruzioni, trattati, editti, indulti, proclami etc. per gli anni 1798-1799.

- b. 293. Carte Circello. Affari diplomatici diversi relativi agli anni 1776-1822, cc. 249.

Si segnalano, tra l'altro:

cc. 10-17: istruzioni date dal re di Napoli il 19 giu. 1786 a Tommaso di Somma marchese di Circello relativamente all'incarico di ambasciatore straordinario presso la corte di Francia.

cc. 18-23: istruzioni date dal re di Napoli al marchese di Circello il 30 ott. 1793 per l'incarico di inviato straordinario e ministro plenipotenziario presso la Gran Bretagna.

- b. 294. Carte Circello. Trattati e convenzioni diplomatiche diverse per gli anni 1783-1811, cc. 596.

Si segnalano, tra l'altro:

cc. 24-79: volumetto a stampa contenente le convenzioni stipulate tra la Gran Bretagna e diversi Stati nel 1793;

cc. 80-85: convenzione tra la Gran Bretagna ed il regno di Napoli del 12 lug. 1793 (a stampa);

cc. 136-139: articolo segreto della pace conclusa tra il re di Prussia e la repubblica francese del 5 apr. 1795;

cc. 144-149: trattato di pace tra il regno di Napoli e la repubblica francese del 10 ott. 1796 (a stampa);

cc. 170-175: trattato di alleanza stipulato il 19 mag. 1798 tra il re di Napoli e l'imperatore, re d'Ungheria e di Boemia (a stampa);

cc. 207-224: trattato di alleanza tra il regno di Napoli e la Russia, del 18 dic. 1798 (a stampa);

cc. 225-231: trattato tra il Regno di Napoli e l'impero ottomano del 21 gen. 1799 (a stampa).

- vol. 319. Carte Serracapriola. Lettere dirette dalla regina Maria Carolina ad Antonino Maresca, duca di Serracapriola, ministro plenipotenziario in Russia, dal 5 feb. 1788 al 7 ott. 1788 e dal 16 lug. 1791 al 30 dic. 1794 cc. 126.

Si segnalano, tra l'altro:

c. 32: lettera dell'8 gen. 1793 in cui la regina esprime la sua inquietudine per l'«incertezza» degli «affari di Francia» e per il «male incalcolabile, che quella infelice rivoluzione ha già prodotto»;

c. 33: lettera del novembre 1793 in cui la regina manifesta il suo profondo dolore per «l'orribile notizia del barbaro assassinio» della sua «infelice Sorella la fù Regina di Francia»;

c. 34: lettera del 31 dic. 1793 in cui la regina partecipa la notizia della «distruzione di Tolone eseguita dagli Alleati li 18 del corrente».

- vol. 320. Carte Serracapriola. Lettere dirette dalla regina Maria Carolina al duca di Serracapriola dal 20 gen. 1795 al 23 nov. 1798, cc. 137.

- vol. 321. c.s. 25 gen. 1799-11 dic. 1800, cc. 1-138.

- vol. 329. Relazioni dirette dal duca di Serracapriola alla regina Maria Carolina dal 26 giu. 1791 al 30 dic. 1794, cc. 95.

- vol. 330. c.s. 6 gen. 1795 - 29 dic. 1795, cc. 78.

- vol. 331. c.s. 12 gen. 1796 - 2 nov. 1800, cc. 164.

- vol. 340. Relazioni dirette dal duca di Serracapriola a re Ferdinando IV dal 6 mar. 1792 al 21 set. 1805, cc. 105.

vol. 342. Lettere dirette dal duca di Serracapriola ai sovrani di Napoli dal 29 gen. 1798 al 19 ag. 1800, cc. 84.

vol. 346. Lettere dirette dal re di Napoli al duca di Serracapriola dal 14 feb. 1788 al 5 mar. 1788 e dal 14 apr. 1791 al 25 ott. 1814, cc. 224.

vol. 352. Corrispondenza intercorsa tra la regina Maria Carolina ed il conte Giuseppe Costantino Ludolf a Costantinopoli dall'1 apr. 1789 al 18 mar. 1814, cc. 579.

vol. 638. Vari trattati stipulati tra la corte di Napoli e diverse potenze europee dal 1786 al 1820, cc. 715.

Il volume si apre con un indice dei trattati riportati nello stesso.

b. 655. «Causa di Stato contro il cav. Luigi de' Medici», 1791-1797, cc. 590.

SEGRETERIA DI STATO DI CASA REALE, fasci e voll. 826 (1728-1807, con docc. fino al 1842). Inventario sommario a stampa.

BIBL.: A. ALLOCATI, *L'Archivio della Segreteria di Stato della casa reale dei Borboni di Napoli*, in «Rassegna storica del Risorgimento», LIV (1967), pp. 437-464.

fs. 1.265. 2 copie di una relazione sullo «stato attuale della Rivoluzione di Francia nel soggiorno del cavalier Ugo in Parigi sul principio dell'anno 1790, con qualche digressione su i motivi anteriori di essa», 1790; lettera di Giuseppe Rosaguiti, console gen. napoletano a Marsiglia, del 22 gen. 1791; lettere del principe di Marsiconovo, ministro napoletano a Torino, 2 mar. 1791 e 13 apr. 1791, di Antonio Micheroux, 31 mar. 1792 e 30 mar. 1793, di Vincenzo Mazziotti, ministro napoletano a Lisbona, 25 giu. 1789 - 8 dic. 1789; «Extrait d'une lettre de Berne» del 13 feb. 1791 relativa ai recenti avvenimenti parigini.

fs. 1.267. Stampati, tra cui un proclama del generale Dallemagne, comandante l'armata francese in Roma, Roma 1798.

MUSEO, FRAMMENTI DI SCRITTURE, bb. voll. e docc. 443 (1279-1949). Inventario e indice alfabetico.

Il fondo denominato Museo sostituisce l'antico Museo storico-paleografico,

che è andato quasi interamente distrutto nel 1943. Il Museo risulta formato dai frammenti delle scritture non più esistenti e da carte di diversa natura. È dotato di un inventario analitico, conservato presso la sezione diplomatica dell'AS Napoli.

inc. 99 A 25 I/23. Lettera della regina di Francia al re di Napoli del 17 giu. 1792.

vol. 99 A 74. Album di «ritratti di 28 marescialli dell'Impero del I Napoleone e dell'antico Regno di Francia».

b. 99 A 104. Corrispondenza di Marzio Mastrilli, marchese di Gallo, ministro napoletano a Vienna, con Giovanni Acton dal giorno 8 apr. 1797 al giorno 15 dic. 1797.

Si segnalano, in particolare: lettera dell'imperatrice d'Austria del 27 apr. 1797 allegata alla lettera del marchese di Gallo del 28 apr. 1797; lettera del Gallo del 10-11 set. 1797, con allegato il «risultato degli abboccamenti avuti col generale Bonaparte»; lettera del Gallo del 15-16 sett. 1797 sui recenti avvenimenti parigini, in cui il marchese esprime le proprie preoccupazioni, affermando che «la sorte dell'Europa» è ormai «nelle mani dei Giacobini... i quali non si possono sostenere che colla guerra al di fuori, e la guillotine al di dentro».

vol. 99 C 26. «Archivio Diplomatico e privato del Duca di Gallo-Inventario di consistenza».

vol. 99 C 43. «Pandetta di Scritture delle Segreterie di Stato di Giovanni Acton».

inc. 99 C stip. b, n. 31.

Resoconto a stampa degli avvenimenti verificatisi a Roma il 13 gen. 1793, indirizzato «in nome del popolo francese ai Romani ed agli Amici della Verità»; 4 lettere in francese, di cui 2 dirette il 16 mar. 1793 dal Mackau al Latouche-Tréville.

inc. 99 C. stip. b, n. 32. Lettere, tra cui due dirette da Guglielmo Hamilton a Giovanni Acton il 21 giu. 1799 e il 4 mar. 1799, ed una diretta da lord Orazio Nelson il 28 giu. 1799.

REGNO DI SICILIA

ARCHIVIO DI STATO DI PALERMO

Dal 1734 il re di Napoli è anche re di Sicilia. Al momento dello scoppio della rivoluzione francese l'isola è governata dal viceré Francesco d'Aquino, principe di Caramanico.

Dalle poche ed eterogenee testimonianze finora trovate, si ha conferma ancora una volta del fatto che la Sicilia, sia nel periodo della rivoluzione francese che nel successivo periodo dell'impero napoleonico, rimase quasi del tutto estranea al moto che allora coinvolse l'intera Italia, offrendo per altro un sicuro rifugio al re di Napoli nel dicembre del 1798, e una seconda volta nel 1806. Si ebbe invece in questo momento un'evoluzione del pensiero politico ed economico sotto un più intenso influsso inglese, nella cui orbita già da tempo gravitavano gli intellettuali dell'isola. Ciò portò ad una prima decisiva trasformazione delle strutture di governo e di amministrazione, ormai vecchie ed inadeguate, con la Costituzione del 1812.

Comunque dalla documentazione emerge quasi sempre un atteggiamento conflittuale ogni qualvolta si abbia la presenza di francesi nell'Isola.

Si fornisce, a titolo esemplificativo, un elenco di documenti che testimonia questo particolare aspetto della realtà siciliana.

REAL SEGRETERIA, regg. e bb. 8.403 (1611-1826, con docc. dal sec. XVI). Inventari, indici parziali.

I n c a r t a m e n t i , 1611-1821, con docc. dal sec. XVI, bb. 5.714. Inventario sommario.

b. 3.985

Memoria sopra la quadreria di Capodimonte e segnalazione di sottrazione di quadri da parte di francesi, s.d.

Sull'ordine di arresto di alcuni giacobini francesi; 24 lug. 1799.

Segnalazione di arresto per motivi politici del conte di Ruvo con altri dieci ufficiali repubblicani, 21 ag. 1799.

b. 3.387

Informazione su francesi abilitati a risiedere in Sicilia, 14 gen. 1799.

Sulla condizione di tre sacerdoti francesi emigrati a causa della rivoluzione, 27 giu. 1799.

Richiesta di passaporto per tre gentiluomini francesi, 17 lug. 1799.

Disagi per la presenza di emigrati francesi, 24 giu. 1799.

Segnalazione di massacro e furti a danno di francesi accaduti in Augusta, 26 ag. 1799.

Stato dell'artiglieria in Sicilia, 27 nov. 1799.

b. 5.524

Situazioni di turbolenza per la presenza di francesi nei mari siciliani, 12 mag. 1799.

TAVOLA RIASSUNTIVA DEI FONDI E DELLE SERIE CENSITE

REGNO DI SARDEGNA

INTRODUZIONE (m.c.)	p. 13
ARCHIVIO DI STATO DI TORINO (m.c.)	» 15
<i>Archivio di corte</i>	» »
Materie politiche per rapporto all'estero	» »
Lettere ministri	» »
Francia	» 16
Allemagna, Francoforte	» 19
Austria	» »
Due Sicilie	» »
Genova	» »
Ginevra	» »
Gran Bretagna	» 20
Milano	» »
Olanda	» »
Polonia	» »
Portogallo	» »
Prussia	» »
Roma	» »
Russia	» »
Sassonia	» »
Spagna	» »
Svizzera	» 21
Toscana	» »
Negoziazioni	» »
Francia	» »
Corti estere	» 23
Francia	» »
Materie politiche estere in genere	» 25
Materie politiche per rapporto all'interno	» 26
Real casa. Cerimoniale	» »
Materie politiche relative all'interno in genere	» »

Le fonti archivistiche

ARCHIVIO DI STATO DI CAGLIARI (g.a.d.)	
Segreteria di stato e di guerra del regno di Sardegna	p. 28
Serie prima	» »
Dispacci di corte, della regia Segreteria di Stato per gli affari interni e della regia Segreteria di Stato per gli affari di Sardegna in Torino indirizzati ai viceré	» 29
Dispacci di corte e ministeriali riguardanti gli affari di guerra e marina ai viceré	» »
Dispacci viceregi indirizzati al re ed ai suoi ministri	» »
Dispacci viceregi indirizzati alla Segreteria per gli affari di guerra e marina presso S.M. in Torino	» 30
Carteggio dei viceré con diverse persone dimoranti all'estero e nei regni di terraferma	» »
Carteggio dei viceré tenuto con l'interno dell'isola per gli affari di guerra e marina	» »
Carteggio dei viceré con l'interno dell'isola per gli affari riguardanti l'annona	» »
Ordini e delegazioni viceregi	» 31
Pro-memoria viceregi registri con sunti marginali, contenenti richieste ordini del viceré	» »
Affari di marina. Dispacci per lo più diretti ai consoli delle nazioni estere in Cagliari	» »
Carteggio dei viceré cogli ecclesiastici dell'isola	» »
Carteggio dei viceré coi governatori e comandanti dell'isola	» 32
Serie seconda	» »
Categoria I, Affari esteri	» »
Categoria III, Affari interni	» »
Categoria XIII, Avvenimenti politici della Sardegna	» 33
Categoria XV, Corrispondenza indirizzata al Viceré dall'estero e dall'interno	» »
Regia amministrazione delle torri	» »
Reale udienza di Sardegna	» 34
REPUBLICA DI GENOVA	
INTRODUZIONE (c.b.)	» 37
ARCHIVIO DI STATO DI GENOVA (c.b., p.s., r.u.)	» 39
Archivio segreto	» 41
Litteratum	» »
Lettere ministri	» »
Francia	» »
Lettere dei consoli	» 49
Francia	» »

Tavola riassuntiva

STATO DI MILANO	
INTRODUZIONE (f.a.)	p. 55
ARCHIVIO DI STATO DI MILANO (f.a., m.l.r.)	» 57
Diplomatico (m.l.r.)	» 59
Bolle e brevi	» »
Autografi	» »
Miscellanea storica	» »
Atti di governo	» 60
Potenze estere (f.a.)	» 61
Francia	» »
Roma	» 62
Russia	» »
Potenze sovrane (f.a.)	» »
Trattati (f.a.)	» 63
Agricoltura (m.l.r.)	» 64
Albinaggio (m.l.r.)	» »
Annona (m.l.r.)	» »
Commercio (m.l.r.)	» 65
Culto (m.l.r.)	» »
Feudi imperiali (m.l.r.)	» »
Finanze (m.l.r.)	» 66
Giustizia punitiva (m.l.r.)	» »
Militare (m.l.r.)	» »
Sanità (m.l.r.)	» 67
Spettacoli pubblici (m.l.r.)	» »
Studi (m.l.r.)	» »
Uffici e tribunali (m.l.r.)	» 69
Archivio ducale spagnolo-austriaco (m.l.r.)	» »
Dispacci reali	» »
Lettere reali e decreti del governo	» 70
Registri della cancelleria dello Stato e di magistrature diverse	» »
Governatore degli statuti	» »
Archivio postale	» »
Archivi del periodo francese (f.a.)	» 71
Ministero degli esteri	» »
Archivio della prima divisione	» »
Anciennes légationes	» 72
Archivio della seconda divisione	» 73
Direttorio esecutivo della Repubblica cisalpina, Francia	» »
Ferorelli Nicola (m.l.r.)	» 75
Greppi (m.l.r.)	» »
Fondo Galletti (m.l.r.)	» »
Miscellanea lombarda (m.l.r.)	» 76

Le fonti archivistiche

REPUBBLICA DI VENEZIA	
INTRODUZIONE (e.g.)	p. 79
ARCHIVIO DI STATO DI VENEZIA (e.g.)	» 83
Senato	» »
Dispacci ambasciatori	» »
Francia	» 84
Costantinopoli	» 102
Germania, Vienna	» 104
Inghilterra	» 105
Milano	» 107
Napoli	» 109
Pietroburgo	» 110
Roma	» 111
Savoia, Torino	» 113
Spagna	» 114
Expulsis papalisticis	» 115
Dispacci consoli	» 116
Deliberazioni Corti	» »
Serie dei registri	» »
Serie delle filze	» 117
Collegio	» »
Relazioni	» »
Esposizioni principi	» 118
Serie dei registri pergamenei	» 119
Lettere principi	» »
Inquisitori di Stato	» 119
Dispacci degli ambasciatori. Lettere responsive	» 120
Lettere missive	» »
Note dei forestieri	» 123
Archivi propri ambasciate	» 124
Ambasciata di Francia	» »
Ambasciata di Germania	» »
Ambasciata di Roma	» »
Ambasciata di Spagna	» »
Legazione di Pietroburgo	» 125
Provveditori alla sanità	» »
Carteggio	» »
Circolari agli ambasciatori, residenti e consoli veneti	» »
Lettere agli ambasciatori, residenti e consoli veneti	» 126
Lettere dirette a città e Stati esteri	» »
Lettere degli ambasciatori veneti presso le corti estere dirette al Magistrato alla sanità	» 127
Lettere dei residenti veneti presso le corti estere dirette al Magistrato alla sanità	» 128
Lettere dei consoli veneti dirette al Magistrato alla sanità	» »

Tavola riassuntiva

Lettere di uffici di sanità esteri	p. 130
Municipalità provvisoria	» 132
Comitato bancogiro, commercio ed arti	» 133
Comitato finanze e zecca	» 134
Comitato istruzione pubblica	» »
Comitato militare	» »
Comitato di salute pubblica	» 135
Commissione alle ricerche francesi	» »
Commissione di polizia	» »
Carte varie, Flottiglia del Levante	» 137
IMPERO ASBURGICO	
INTRODUZIONE	» 143
BIBLIOTECA CIVICA DI TRIESTE (o.b., t.c.)	» 144
Fondo De Incontrera	» »
Manoscritti	» 145
DUCATO DI PARMA, PIACENZA E GUASTALLA	
ARCHIVIO DI STATO DI PARMA (m.p.)	» 149
Casa e corte borbonica	» »
Carteggio borbonico estero	» 150
Francia	» »
DUCATO DI MODENA	
ARCHIVIO DI STATO DI MODENA (a.s.)	» 153
Archivio segreto estense	» »
Segreteria di gabinetto	» »
Carteggi degli ambasciatori	» 154
Avvisi e notizie dall'estero	» »
Documenti di Stati e città estere	» »

Le fonti archivistiche

REPUBBLICA DI LUCCA	
INTRODUZIONE (m.b.)	p. 157
ARCHIVIO DI STATO DI LUCCA (m.b.)	» 162
Consiglio generale	» 163
Riformagioni	» »
Anziani al tempo della libertà	» 165
Ambascerie	» 166
Ufficio sopra le differenze dei confini	» 167
Magistrato de' segretari	» 174
Cause delegate	» 180
Direttorio esecutivo	» »
Reggenza provvisoria della Repubblica lucchese	» 182
Processi straordinari	» »
Arnolfini	» »
Legato Cerù	» 183
Autografi manoscritti rilegati	» 184
Garzoni	» »
Gherardi Angiolini	» 186
de' Nobili	» 187
Sardini	» 189
Trenta	» 192
Biblioteca manoscritti	» »
Raccolta Moni	» 193
Periodici	» 194
GRANDUCATO DI TOSCANA	
INTRODUZIONE (v.a., c.v.)	» 197
ARCHIVIO DI STATO DI FIRENZE	» 199
Segreteria degli affari esteri (v.a.)	» 200
Carteggio sovrano	» »
Carteggio comune	» 201
Appendice	» 202
Tolomei Biffi (c.v.)	» 203

Tavola riassuntiva

Bartolommei (c.v.)	p. 203
Gianni (c.v.)	» 204
ARCHIVIO DI STATO DI LIVORNO (m.r.v.)	» 206
Governo civile e militare	» »
Lettere in arrivo	» »
Affari generali e carteggio estero e interno	» 218
Fondo del Vollia	» »
ARCHIVIO DI STATO DI PISA (r.p.)	» 220
Commissariato	» »
Affari riservati	» »
STATO DELLA CHIESA	
INTRODUZIONE (r.s.)	» 223
ARCHIVIO DI STATO DI ROMA (r.s.)	» 228
Miscellanea di carte politiche e riservate	» »
Reverenda camera apostolica. Camerale II	» 233
Consolati	» »
Archivio del card. Cesare Guerrieri Gonzaga	» »
ARCHIVIO SEGRETO VATICANO (d.r.)	» 235
Segreteria di Stato	» »
Francia	» »
Supplemento Francia	» 241
Lettere di particolari	» 242
Emigrati della rivoluzione francese	» 244
Epoca napoleonica	» 250
Francia	» »
Italia	» 256
Legazione di Avignone	» 257
Garampi	» 265
ARCHIVIO DI STATO DI BOLOGNA (e.a.)	» 267
Senato provvisorio	» 268

Le fonti archivistiche

ARCHIVIO DI STATO DI RAVENNA, SEZIONE DI FAENZA	p. 269
Laderchi	» »

REGNO DI NAPOLI

INTRODUZIONE (b.f.)	» 273
ARCHIVIO DI STATO DI NAPOLI (m.l.s.)	» 283
Segreteria e Ministero di Stato per gli affari esteri	» 284
Legazioni	» »
Cifre	» 288
Consolati	» 289
Corrispondenza con i consoli napoletani all'estro	» »
Consoli esteri in Napoli	» 292
Diversi	» 293
Archivio Borbone	» 295
Segreteria di Stato di casa reale	» 300

REGNO DI SICILIA

ARCHIVIO DI STATO DI PALERMO (s.g.)	» 305
Real segreteria	» »
Incartamenti	» »

STAMPATO A FIRENZE
NEGLI STABILIMENTI TIPOLITOGRAFICI
«E. ARIAND» E «L'ARTE DELLA STAMPA»
DELLA S. P. A. ARMANDO PAOLETTI
GIUGNO 1991